

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°329

AOUT 2012

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK : L'ATTRAIT DU PÉTROLE KURDE ET L'ULTIMATUM D'ERBIL.**
- **SYRIE : L'AVENIR DES RÉGIONS KURDES SE DISCUTE TOUJOURS À ERBIL.**
- **IRAK : UNE VISITE INOPINÉE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES TURC PROVOQUE LA COLÈRE DE BAGDAD.**
- **CULTURE : DU KHORASSAN À JÉRUSALEM, VITALITÉ DE LA CHANSON KURDE.**

KURDISTAN D'IRAK : L'ATTRAIT DU PÉTROLE KURDE ET L'ULTIMATUM D'ERBIL

Au début du mois d'août, le Kurdistan d'Irak a accepté de redémarrer ses exportations de pétrole vers Bagdad, gelées depuis avril, dans un geste décrit comme une volonté d'apaisement. D'un autre côté, Total (France) et Gazprom (Russie) ont, à leur tour, bravé les mesures de rétorsion brandies par l'Irak et rejoint les rangs de sociétés américaines comme Exxon et Chevron ayant décidé de traiter directement avec les Kurdes.

À cette annonce, le gouvernement irakien n'a pas varié dans la teneur de ses avertissements et menacé Total de sanctions. Abdul-Mahdy al-Ameedi a ainsi déclaré à la presse qu'ils « travaillaient à l'annulation de la participation de Total dans le contrat de Halfaya », qu'elle

exploite avec PetroChina et Petronas, depuis 2012, avec une participation de 18.75%. La société française s'est refusé à tout commentaire.

Pour sa part, Gazprom Neft a annoncé, toujours au début d'août, sa participation à deux blocs dans le Kurdistan irakien : 40% pour celui de Garmiyan et 80% pour celui de Shakal. La compagnie russe estime que les ressources de ces deux blocs atteindraient une production d'environ 3,6 de milliards de barils. Quant à Genel Energy, qui cible principalement le Kurdistan, elle a annoncé le 7 août une augmentation de ses intérêts dans la région, avec un achat de 240 millions de dollars US : ayant passé un accord avec Hawlêr Energy, la compagnie a acquis 21% de participation au bloc Bina Bawi, près de

Taq Taq, qui s'ajoutent aux 23% de participation qu'elle détenait déjà.

La reprise des exportations kurdes vers le gouvernement central, est, elle, conditionnée, selon le ministre des Ressources naturelles du Kurdistan, Ashti Hawrami, aux paiements en souffrance que l'Irak doit à la Région du Kurdistan, selon son gouvernement, et que ce geste de « bonne volonté » de la part du GRK ne devait pas excéder la durée d'un mois en cas de refus de paiement.

Ayant peu apprécié l'annonce faite, en juillet dernier, de la construction d'un gazoduc qui permettrait aux Kurdes d'exporter directement leur gaz en Turquie et plus tard, en Europe, le Premier Ministre irakien a, lui, réagi sur un ton qui n'était pas celui de l'apaisement, accusant

la Turquie de traiter avec le GRK comme s'il s'agissait d'un État indépendant. Malgré cela, les exportations kurdes ont bel et bien repris en août et le 13 août, le vice-Premier ministre Hussein Sharistani se plaignait que la quantité livrée s'élève à 116 000 barils par jour, alors que l'accord portait sur un montant de 175 000 barils et que les Kurdes « devaient pomper plus que cette quantité pour compenser la période durant laquelle ils ont cessé les exportations ». Quant aux dettes que Bagdad aurait envers plusieurs sociétés opérant au Kurdistan, à l'origine du gel des exportations, Sharistani a déclaré qu'un audit serait réalisé auprès de des compagnies « que le gouvernement du Kurdistan dit devoir être payées ».

Une des raisons principales évoquées par les investisseurs étrangers qui préfèrent travailler au Kurdistan sont les conditions beaucoup moins avantageuses offertes par Bagdad. Interrogé à ce sujet, Hussein Sharistani a répondu que Bagdad pourrait revoir ses contrats : « Nous admettons que les termes des contrats sont durs et pressurent les sociétés. Pour ces raisons, la dernière enchère n'a pas été un succès. » De fait, en mai dernier, une dizaine de blocs irakiens avaient été mis aux enchères mais seulement quatre contrats avaient été signés. Le vice-Premier Ministre a indiqué qu'ils travaillaient à un « nouveau modèle de contrat », aux conditions plus attractives pour les investisseurs. Selon lui, les contrats irakiens comprennent des prix fixes moins avantageux pour les compa-

gnies étrangères mais qui serait plus profitables à l'économie irakienne, tandis que le Kurdistan donnerait un plus grand nombre d'actions à ces sociétés qui, devenant partenaires dans la production pétrolière auraient ensuite intérêt à faire monter les prix.

Le 20 août, Canada's ShaMaran Petroleum Corp annonçait l'acquisition par Total d'une participation de 20% au bloc de Taza, dans la province de Suleïmanieh. ce qui vient s'ajouter aux 35% des blocs de Harir et Safeen, acquis en juillet et le 21 août, le gouvernement américain est sorti de sa tiède réserve pour rappeler que les sociétés pétrolières « ne doivent pas outrepasser l'autorité du gouvernement central ». Concernant nos propres compagnies, nous continuons de leur dire que signer des contrats de forage ou de production en quelque région de l'Irak que ce soit, sans l'accord des autorités fédérales irakiennes les exposent à de possibles risques juridiques » a déclaré à la presse Victoria Nuland, porte-parole du Département d'État. De toute évidence, les compagnies prendront leurs propres décisions dans leurs affaires, mais jusqu'à ce que nous ayons une législation fédérale en Irak régissant ces choses, il y a des risques pour eux. »

Le 28 août, trois jours avant l'ultimatum du 31 déjà avancé par Ashti Hawrami, le Gouvernement régional du Kurdistan a de nouveau menacé de stopper les exportations de brut vers Bagdad si l'Irak ne payait pas ses créanciers kurdes. Du côté de Bagdad, on répondait

que l'Irak avait accepté de payer les producteurs locaux pour un montant total de 560 millions de dollars mais que les responsables attendaient toujours le feu vert. « Nous avons alloués 650 milliards de dinars irakiens prélevés sur le budget de 2012 pour payer les sociétés, que nous débloquerons quand nous recevrons l'ordre du gouvernement. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas reçu cet ordre » s'est défendu l'adjoint du ministre irakien des Finances, Fadhil Nabi.

Mais le 31 août, le vice-Premier ministre irakien Roj Nouri Sahweis, un Kurde vétéran en politique, annonçait que le Gouvernement régional kurde était prêt à entamer de nouvelles négociations avec Bagdad pour mettre un terme à cette crise. Se voulant optimiste, Roj Nouri Shawsais a confié à Reuters que les Kurdes pourraient envisager la fin du conflit si le projet de loi sur les hydrocarbures, modifié en 2007 et donnant un partage du pouvoir plus important entre les chiites, les sunnites et les Kurdes, était enfin adopté. Par ailleurs, selon le vice-Premier Ministre, les Kurdes estiment que passer des accords commerciaux avec des sociétés étrangères sans en référer au gouvernement central est un droit que leur donne la constitution irakienne, alors que Bagdad s'appuierait toujours « sur d'anciennes lois pétrolières datant de l'époque de Saddam », dans un État alors extrêmement centralisé.

Finalement, le gouvernement kurde a accepté de reporter son ultimatum au 15 septembre.

SYRIE :

L'AVENIR DES RÉGIONS KURDES SE DISCUTE TOUJOURS À ERBIL



Après la prise de possession de la plus grande partie des villes kurdes de Syrie, hormis Qamishlo, la toute neuve coalition des partis kurdes syriens a dû s'organiser et gérer les localités en principe désertées par les

autorités syriennes, et aussi s'essayer au difficile exercice du partage de pouvoir entre les différentes composantes de leur mouvement. Le 2 août, le Bureau des relations extérieures du PYD (branche syrienne du PKK) a appelé à la formation pacifique d'une

région kurde autogérée, qui pourrait servir de « refuge et de base pour tous les révolutionnaires syriens, afin qu'ils libèrent la Syrie » et que « cette instauration démocratique doit être considérée comme une contribution à la construction d'une Syrie unie,

démocratique et plurielle » tout en assurant qu'il ne s'agissait pas d'une « menace contre la stabilité régionale et globale » et repoussant d'avance les accusations de «séparatisme».

De son côté, un autre leader des Kurdes syriens, Abdulhakim Bashar, à la tête du Conseil national kurde (CNK) a, lors d'un entretien accordé au journal Rudaw, donné sa propre vision des derniers événements au Kurdistan de Syrie, en réfutant, par exemple, le terme de « libération » des régions kurdes. Selon lui, « aucune ville kurde n'a été libérée » et les forces de sécurité syriennes sont présentes sur place, bien que les drapeaux kurdes aient été hissés sur les bâtiments officiels qui continuent de fonctionner comme avant. Abdulhakim Bashar affirme même que les fonctionnaires continuent d'être payés par la Syrie. Les critiques du leader du CNK se portent surtout sur le peu d'enthousiasme que montrerait le PYD à respecter l'accord d'Erbil, notamment dans le partage du pouvoir et la conduite d'une politique commune. Interrogé sur la façon dont il envisageait l'avenir de la Syrie, Abdulhakim Bashar estime que le président syrien tombera, tôt ou tard, mais que le régime se battra jusqu'au bout, pouvant faire sombrer le pays dans une guerre civile entre Alaouites et le reste des Syriens, mais que les Kurdes devaient rester à l'écart de cette guerre civile. Il a jugé également peu probable une intervention directe de l'armée turque au Kurdistan de Syrie, même contre les zones détenues par le PYD.

Un autre leader kurde, mais dirigeant, lui, le Conseil national syrien (CNS), soit la principale représentation de l'opposition syrienne, a commenté les derniers développements de la question kurde en répétant que les droits de son peuple devaient être reconnus par la constitution, mais sans pré-

ciser la teneur de cette reconnaissance alors qu'en juillet dernier, des partis kurdes avaient quitté la conférence du Caire devant le refus arabe de les reconnaître comme « nation » à part.

S'étant rendu au Kurdistan d'Irak le 1er août, afin d'y rencontrer à la fois le Conseil national kurde, le président Massoud Barzani et le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, au sujet de la crise syrienne, Abdalbassit Sayda a indiqué, lors d'une conférence de presse donnée au Divan Hotel d'Erbil, que tous les participants à cette réunion quadripartite soutenaient le projet du Conseil national syrien. Abdalbassit Sayda a ajouté qu'il avait demandé au ministre turc de régler la question kurde en Turquie de façon pacifique et au président Barzani d'accueillir les réfugiés syriens sans distinction d'origine (jusqu'ici la majorité des réfugiés semblent être des Kurdes, sans que l'on sache si cet état de fait vient de ce que les autres Syriens tentent spontanément de se diriger vers d'autres pays arabes ou la Turquie, sans passer par les régions kurdes ou si le Gouvernement régional kurde préfère ouvrir ses frontières à ses compatriotes et aux minorités religieuses, comme il l'a fait pour les réfugiés chrétiens venus d'Irak). Le président du CNS a, par ailleurs, critiqué le gouvernement de Bagdad pour avoir déployé ses soldats aux frontières afin d'empêcher les réfugiés de passer.

À l'issue de cette réunion, le Conseil national syrien et le Conseil national kurde ont signé un accord en quatre points, dont un portant sur le partage du pouvoir après la chute du Baath. Mais la viabilité ou la solidité de cet accord peut sembler fragile du moment que le PYD ne l'entérine pas, n'ayant pas été « invité à Erbil », comme l'a affirmé son leader, alors que le président du Conseil national syrien a nié, lui, un quel-

conque refus turc portant sur la présence du PYD à la réunion en assurant que tous les partis kurdes avaient été invités. Il est vrai qu'en l'état actuel des choses, une rencontre directe et ouverte entre Saleh Muslim (qui ne revendique officiellement qu'une « affinité idéologique avec le PKK malgré les portraits d'Öcalan affichés dans beaucoup de bâtiments officiels 'libérés' par le PYD) et Ahmet Davutoglu s'avère tout de même difficile à envisager pour le moment.

Car finalement, plus qu'une réaction syrienne, c'est la Turquie qui apparaissait comme la force militaire la plus susceptible de menacer cette nouvelle autonomie, réelle ou symbolique, du Kurdistan de Syrie, en refusant l'instauration de zones pro-PKK sur ses frontières. Au contraire, le Kurdistan d'Irak incline à un apaisement des relations et l'établissement de relations avec tous les partis kurdes de Syrie. Ainsi, Safeen Dizayee, un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le parti de Massoud Barzani, a-t-il déclaré dans une interview donnée le 3 août au journal turc Zaman (proche de l'AKP) que la Turquie devait accepter ce nouvel état de fait au Kurdistan de Syrie, en le comparant au vide politique et administratif qu'a connu le Kurdistan d'Irak après 1991, alors que Saddam s'était de lui-même retiré de trois régions kurdes, livrées à elles-mêmes.

Mais la Turquie, pour le moment, n'est pas intervenue aux frontières syriennes et s'est contentée de manœuvres militaires, avec des déplacements de chars d'assaut et de véhicules armés autour des localités de Kilis, Hatay (Antioche) et Mardin. Ahmet Davutoglu a, par contre, enchéri sur les soupçons qui pèsent sur une entente secrète entre le PYD et la Baath, en accusant la Syrie d'armer les combattants kurdes, tout en leur pré-

tant aussi, paradoxalement, la volonté d'occuper le vide politique que laissera la chute du régime. Mais la position exprimée par le ministre des Affaires étrangères turques est tout de même celle, comme l'a constaté le Conseil national kurde, d'un certain inflexionisme dans sa résolution adamantine de ne laisser aucune entité politique kurde s'établir à ses frontières. Il est vrai que, depuis 2003, la Turquie a dû accepter bon gré mal gré la montée en puissance du Kurdistan d'Irak, aujourd'hui force politique incontournable de la région. Tirant peut-être une leçon de la dernière décennie, Ahmet Davutoglu a déclaré que son pays ne s'opposerait pas à une éventuelle région autonome kurde en Syrie si « toutes les composantes du pays pouvaient s'accorder là-dessus ». Le ministre s'est même prononcé – de façon surprenante si l'on considère le conflit qui perdure à l'intérieur de la Turquie – pour le respect des droits des Kurdes syriens. Alors qu'il était en déplacement au Myanmar, il est revenu, devant la presse, sur le déroulé de la réunion d'Erbil : « Je leur ai dit : « le leader du CNS préside le conseil en tant que kurde syrien. Et vous (le CNK) siégez ici en tant que Kurdes syriens. Asseyez-vous et finissons-

en. Ce qui nous oppose est la menace de terrorisme et la possibilité que l'un de vous prétende à la possession d'un lieu quelconque. Des élections doivent être tenues en Syrie, un parlement doit être formé qui comprendrait des Kurdes, des Turkmènes et des Arabes. Vous pouvez venir tous ensemble en disant 'nous accordons l'autonomie (aux Kurdes)'. C'est votre affaire. Nous ne nous y opposerons pas. »

La Turquie anticipe-t-elle, dès maintenant, la future instauration d'une entité kurde syrienne à laquelle elle ne pourra pas s'opposer, appliquant ainsi la stratégie d'approuver un état de fait qu'elle ne peut de toute façon empêcher ? Ou bien compte-t-elle que les autres composantes de la future Syrie ne permettent pas aux Kurdes d'aller jusqu'au bout de leur volonté d'autonomie ? On peut aussi imaginer qu'Ankara tente, derrière l'écran de sa collaboration avec le Kurdistan d'Irak de favoriser les factions kurdes rivales du PYD, comme le pense Jordi Tejel, un universitaire spécialiste de la question kurde en Syrie, qui estime que la Turquie essaie de « marginaliser le PYD en Syrie en établissant de bonnes relations avec le Conseil national kurde, qui

est très proche de Massoud Barzani » (Reuters).

Pour le moment, même si la Turquie est impopulaire dans toutes les parties du Kurdistan, les Kurdes de Syrie, du moins ceux qui penchent pour une entente avec le reste de l'opposition syrienne, sont obligés d'accepter, même à contrecœur, l'influence d'Ankara sur le devenir de la révolte. Abdul Hakim Bashar, qui représentait le Conseil national kurde à Erbil, a reconnu que la position du ministre turc avait connu une certaine avancée. Quant aux États-Unis, ils ne se sont pas non plus prononcés sur le bien-fondé ou non, selon leurs vœux, d'une autonomie kurde syrienne mais Hillary Clinton, en déplacement à Istanbul, a affirmé fin août que les USA s'opposaient à une prise du pouvoir du PKK en Syrie et soutenaient la Turquie dans cette position. À ses côtés, Ahmet Davutoglu est revenu sur la menace d'un « vide politique » qui ferait l'aubaine du PKK ce qui peut expliquer sa soudaine compréhension des revendications kurdes en Syrie : si ce vide doit être comblé, autant que ce soit par des Kurdes proches de Massoud Barzani et acceptant de négocier avec le Conseil national syrien.

IRAK :

UNE VISITE INOPINÉE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES TURC PROVOQUE LA COLÈRE DE BAGDAD

Une visite inopinée du ministre des Affaires étrangères turc à Kirkouk a suscité la colère de Bagdad le mois dernier. Arrivé le 1er août au Kurdistan d'Irak, à l'occasion d'une rencontre quadripartite avec le GRK, le Conseil des Kurdes de Syrie et le Conseil national syrien, Ahmet Davutoglu a, dès le lendemain 2 août, fait un crochet par la ville de Kirkouk, revendiquée par les Kurdes et toujours, de facto, sous le contrôle du gouvernement central.

Depuis 2005, les Kurdes tentent de faire appliquer l'article 140 de la constitution irakienne qui prévoit un référendum pour que la population de plusieurs districts à majorité kurde hors de la Région choisisse ou non son rattachement au Gouvernement régional kurde. Ils rencontrent pour cela de multiples oppositions : celle, ouverte, de la population arabe sunnite de la ville de Kirkouk, de certains partis turkmènes et le refus, plus ou moins franc, de la part du gouvernement central, de laisser échapper

à son autorité directe cette province riche en pétrole, alors que le litige sur l'exploitation des hydrocarbures au Kurdistan ne cesse de s'envenimer.

Non moins vive est l'opposition de la Turquie qui craint qu'en récupérant Kirkouk, le Gouvernement régional du Kurdistan fasse un pas de plus vers l'indépendance, en assurant son autonomie énergétique. Si bien que, se posant en « protecteur » de ses compatriotes turkmènes, Ankara a toujours laiss-

sé entendre qu'il avait son mot à dire dans ce qui relève pourtant des affaires purement intérieures de l'Irak.

La visite du ministre turc a été facilitée et organisée par le Gouvernement régional du Kurdistan comme un geste d'ouverture vers Ankara. Mais dans les faits, cette visite a déclenché l'ire de Bagdad et non celle d'Erbil. Le gouvernement central s'est, en effet, fortement offusqué de n'avoir pas été averti de ce déplacement.

« Il n'est pas dans l'intérêt de la Turquie ni de quelque autre partie de sous-estimer la souveraineté nationale, de violer les règles des relations internationales et de ne pas se conformer aux normes les plus fondamentales dans les relations des États et de leurs représentants » pouvait-on lire sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères irakiennes. Tout ceci a été fait sans être porté à la connaissance du ministre des Affaires étrangères, sans son approbation et sans passer par les voies officielles et diplomatiques pour organiser cette visite. » Parlant « d'ingérence flagrante dans les affaires intérieures de l'Irak », le ministère a ajouté que la Turquie devait se préparer aux « conséquences de ses actes » et aux « effets négatifs sur les relations entre les deux pays. » Le ministre irakien a envoyé également une lettre de protestation au gouvernement turc.

Répondant aux accusations « d'ingérence », le Premier Ministre turc, Recep Tayyip Erdogan a trouvé sur le plateau d'ATV « normal qu'un ministre portant un passeport rouge (diplomatique) visite cette administration régionale (le GRK) et ensuite fasse un trajet de 40 km pour rencontrer des compatriotes. » Mais cela n'a pas apaisé le gouvernement irakien et le 7 août, son porte-parole Ali

Dabbagh annonçait une « révision » de ses relations avec la Turquie : « Le cabinet a étudié les développements récents des relations turco-irakiennes et a décidé de revoir ces relations à la lumière de ces récents développements, dans une nouvelle réunion de cabinet qui aura lieu dès que possible. »

Première étape : la formation d'une commission chargée d'enquêter sur les circonstances de cette visite controversée, commission présidée par le Vice-Premier ministre Hussein Sharistani qui, ancien ministre du Pétrole et des hydrocarbures et toujours en charge des questions portant sur l'énergie, est un vieil adversaire des Kurdes, acharné à combattre leur volonté d'autogestion de leurs ressources naturelles. Ce choix donne déjà le ton de cette commission, Sharistani ayant été le premier à dénoncer comme illégal le récent accord kurdo-turc sur la construction d'un gazoduc.

Lors de sa visite à Kirkouk, Ahmet Davutoglu a rencontré des membres de la communauté turkmène et des représentants du Front turkmène soutenu depuis des années par la Turquie, jusqu'ici farouchement opposé au rattachement de Kirkouk à la Région kurde. Le ministre leur a tenu un discours aux accents aussi lyriques que vagues concernant l'identité multi-ethnique et religieuse de la ville, sans aborder les points litigieux, comme le référendum ou le recensement de la population, parlant seulement « d'aide de la Turquie » pour rebâtir Kirkouk et assurer la paix, sans plus de détails concrets.

« Après 75 ans je viens à Kirkouk comme le premier ministre des Affaires étrangères (à se rendre sur place). Vous nous avez attendu longtemps, mais je vous promets que vous n'attendrez plus aussi longtemps à l'avenir. Avant de venir ici, j'écoutais le grand maître Abdulwahid

Guzelioglu (poète et chanteur turkmène de Kirkouk) :

« Les montagnes m'ont appris la persévérance.

Les chaînes de fer ne peuvent me lier mais Kirkouk, si. »

Kirkouk est aussi important pour nous qu'il l'est pour ce chanteur kirkouki.

« L'Irak est un ami proche de la Turquie. Les Irakiens sont nos frères : les Turkmènes, les Assyriens, les Kurdes et les Arabes. Tous les Irakiens nous sont plus chers que la vie. Quand une tragédie ou une mauvaise nouvelle nous parvient de l'Irak, nos cœurs se brisent. Quand une attaque terroriste survient à Kirkouk et que nos frères kirkouki en sont victimes, croyez-moi, nos cœurs brûlent d'un feu que rien ne peut éteindre. Si vous vivez heureux et en paix, nous aussi, en Turquie, serons heureux. Si une épine vous pique le doigts, nous, en Turquie, ressentirons votre douleur.

« J'ai toujours voulu venir à Kirkouk mais ne pouvais le faire en raison des circonstances. Je me suis entretenu avec le Premier Ministre turc et j'ai décidé de venir à Kirkouk sans l'annoncer auparavant. Si Dieu veut, je reviendrai et nous nous rencontrerons à nouveau. Je vous apporte les salutations du président, du Premier Ministre, du gouvernement et du peuple de Turquie. Kirkouk a une place spéciale dans nos cœurs. J'ai rencontré des membres du Conseil provinciale de Kirkouk et leur ai dit que Kirkouk est l'une de nos plus anciennes cités. Kirkouk est une ville où Turkmènes, Kurdes et Assyriens vivent ensemble pacifiquement. Il se peut que des gens veulent répandre la sédition et rompre cette fraternité mais vous vous dressez contre ces gens et préservez Kirkouk comme une ville de coexistence et de paix. Les Turkmènes sont natijs de Kirkouk et rien ne pourra les en déloger. Kirkouk est Kirkouk avec toutes ses communautés. Personne ne peut leur faire injustice. L'authentique culture turk-

mène de Kirkouk ne profite pas seulement à Kirkouk elle-même et à l'Irak, mais aussi à la Turquie. Kirkouk est toujours dans nos pensées et nous avons grandi, enfant, en entendant les histoires de Kirkouk. Venir à Kirkouk a toujours été dans nos cœurs.

« Avec le Conseil provincial nous avons pu, aujourd'hui, prendre certaines décisions. Avec l'aide de Dieu, la Turquie fera de son mieux pour aider à la reconstruction et à la sécurité de Kirkouk. Kirkouk est le symbole de l'unité et de l'intégrité de l'Irak. Si la paix prévaut à Kirkouk, la paix et la stabilité prévaudront en Irak. Et l'Irak est stable et en paix, le Moyen Orient sera aussi. Dieu a gratifié Kirkouk de nombreux trésors et ressources naturelles. Cette ville doit être reconstruite avec ces ressources. Pas seulement en Irak, mais dans le monde

entier, Kirkouk doit devenir un exemple de richesse et de prospérité. Pour y arriver, la Turquie aidera toujours Kirkouk. Nous serons au service de Kirkouk. »

Interrompu par un Turkmène lui demandant de leur venir en aide pour empêcher « l'annihilation des Turkmènes de Kirkouk », le ministre a simplement répondu que cela ne se produira jamais, « il n'y aura pas de Kirkouk sans les Turkmènes », avant de poursuivre en affirmant que Nadjmeddin Karim, le gouverneur de Kirkouk lui avait donné « carte blanche », ainsi que « d'autres amis » pour qu'il fasse « tout ce qui était nécessaire pour assurer la paix ».

La seule annonce concrète, finalement, a été de jumeler Kirkouk à Konya, la ville natale de Davatoglu.

Bagdad a également exprimé sa « surprise » envers l'attitude du GRK : « Nous sommes surpris de la position du gouvernement de la région qui a facilité cette visite sans en avertir le gouvernement fédéral et a ainsi enfreint ses responsabilités constitutionnelles. »

Conséquence ou coïncidence ? Le Front turkmène, dont les relations avec les partis kurdes s'étaient améliorées depuis le printemps dernier, a annoncé la possible formation d'une liste commune avec « les Kurdes et les Arabes réellement "natifs" de Kirkouk » en vue des prochaines élections des Conseils provinciaux, soit, dans les faits, une liste d'opposition à celle du principal rival de l'Alliance kurde, le Mouvement national irakien d'Iyad Allawi.

CULTURE :

DU KHORASSAN À JÉRUSALEM, VITALITÉ DE LA CHANSON KURDE

Tout le long du XXe siècle chanter en kurde signifiait souvent chanter en exil ou au prix de maints tracés judiciaires ce qui n'a jamais empêché la chanson kurde de garder toute sa vitalité et d'épouser, au travers des thèmes politiques, patriotiques, révolutionnaires, tous les aléas de la vie au Kurdistan en plus des traditionnelles chansons d'amour. Depuis le début des années 2000, tant en raison de l'essor d'Internet, des TV satellites qui favorisent les contacts et les échanges entre les Kurdes de toutes parts, et aussi en raison des possibilités nouvelles de spectacles et de prestations diverses dans la Région du Kurdistan, on assiste à, non pas une résurrection de la chanson kurde, car depuis les grandes voix de Radio Erevan ou Radio Bagdad, elle n'a jamais cessé d'être entendue, mais à un regain de prestige et même d'attraction.

Les trois chanteurs qui vont suivre présentent tous trois une originalité, une origine "transversale" ou

décalée par apport aux "Kurdes du Kurdistan" : Yalda Abbasi est une Kurde du Khorassan ; Ilana Eliya fait partie de ces juifs dont les racines sont au Kurdistan d'Irak et dont le répertoire, la musique et la langue kurdes sont des points essentiels de leur identité en Israël ; Ilham Al-Madfei a des origines kurdes mais se considère plutôt comme irakien et a fait une carrière de chanteur arabe ; il voit cependant la Région du Kurdistan d'Irak comme un lieu de retour à ses racines en même temps qu'un havre où pourrait être préserver la chanson irakienne.

Yalda Abbasi est née en 1987, à Machhad, dans cette communauté kurde installée depuis le 17e ou le 18e siècle au Khorassan (Iran oriental), qui compte aujourd'hui près de 2 millions de kurdo-phones. Si le Khorassan connaît un répertoire de chants kurdes traditionnels très riche, Yalda Abbasi, tente de renouveler les épopées anciennes en adaptant le style des bardes kurdes (baxsi) à un genre

plus contemporain qui se rapproche des autres groupes kurdes, afin de perpétuer cet héritage auprès des nouvelles générations, malgré les obstacles rencontrés par les Kurdes du Khorassan pour pratiquer leur langue et leur culture (et aussi l'interdiction pour les femmes, en Iran, de se produire sur scène.

Yalda Abbasi joue et chante depuis l'âge de 12 ans et a sorti son premier album en kurde, fortement encouragé par sa mère. Elle espère en sortir deux autres et se montre optimiste sur l'avenir de la chanson kurde au Khorassan qui connaît un succès notable ces dernières années : "Le style de la musique kurde nous a été transmis de nos ancêtres et nous le transmettrons aux générations futures." (Rudaw).

Signe important, le répertoire des chants kurdes dépendait de la poésie classique et ancienne mais de nouveaux poètes kurdes tels Hassan Rushen, Ismaïl

Hassanpour et Ali Reza insufflent une sève nouvelle et contemporaine aux interprètes.

Ilana Eliya est appelée, par ses fans, la "reine de la musique kurde juive". Née à Jérusalem, d'une famille de Kurdes d'Irak arrivée en 1952, elle a d'abord été attirée par la musique occidentale, avant d'opter finalement pour le répertoire kurde, d'autant que son père, chantre de synagogue profondément attaché au chant liturgique judéo-kurde, n'a cessé de collecter et collectionner ce patrimoine sonore et, via la radio, a toujours continué d'écouter de la musique kurde sur Radio Kurdistan, captée en ondes courtes. Elle dut aussi à sa mère d'apprendre la musique classique, la guitare, et de prendre des cours de chants.

Malgré cela, en raison des interdits sociaux encore vivaces qui dissuadaient les femmes de monter sur scène, surtout dans un milieu religieux, elle ne se lança pas tout de

suite dans la carrière, pas avant la mort de son père. Mais le succès fut finalement au rendez-vous comme on dit, et Ilana Eliya, si elle ne s'est pas encore produite au Kurdistan, donne des concerts à l'étranger, ainsi en juin dernier au Bernie Grant Cultural Center, à Tottenham, où elle a chanté en hébreu, en kurde et en araméen, invité par l'association Gulan qui promeut la culture kurde.

Enfin, celui que l'on surnomme le «Beatles de Bagdad», Ilham Al-Madfeï, qui vivait depuis 33 ans en Jordanie, a décidé de quitter son pays d'exil pour revenir à celui de ses origines, le Kurdistan d'Irak.

Né en 1942 à Bagdad, Ilham Al-Madfeï est guitariste, chanteur et compositeur, et sa musique est une synthèse de styles occidentaux et irakien classique. Ayant appris la guitare à 12 ans, il a d'abord formé un groupe de rock, les Twisters, en 1961. Parti étudier à Londres, il se produit au Bagdad Café, y ren-

contre quelques collègues nommés Paul McCartney, Donovan, Georgie Fame.

De retour en Irak, il développe un style intermédiaire entre l'Occident et l'Orient mais la venue au pouvoir de Saddam l'amène finalement à quitter l'Irak, d'où il est s'exile définitivement pour la Jordanie en 1994. Interviewé au Caire par AkNews en août dernier, il y annonçait son intention de s'établir au Kurdistan d'Irak. Il explique son choix de par la fierté de ses origines kurdes et le fait que le Kurdistan est, pour lui, un "pays de rêve", que sa famille visitait chaque année, quand il était enfant, et dont il garde un souvenir ébloui, notamment de Salaheddin, Shaqlawa, Sersing et d'autres encore.

Il aspire maintenant à retourner au contact des poètes irakiens contemporains dont il peut commander les textes et a l'intention de former un groupe de musique au Kurdistan.

La tension monte entre Bagdad et les Kurdes d'Irak

L'enjeu du pétrole et la guerre en Syrie ravivent les revendications indépendantistes de la minorité kurde



Peshmergas (soldats kurdes) positionnés près de Kirkouk, dans la zone autonome du Kurdistan irakien, en avril. STEFFI LÖÖS/DAPD

Erbil (Kurdistan irakien)
Envoyé spécial

Jusqu'où ira la querelle entre Bagdad et Erbil ? Le différend entre le chef kurde Massoud Barzani et le premier ministre, Nouri Al-Maliki, qui n'a cessé d'aller crescendo depuis le retrait américain d'Irak, à la fin de l'année 2011, débouche-t-il sur une partition du pays et la proclamation d'un Kurdistan indépendant ? La question est légitime tant les deux forces en présence semblent être lancées comme deux trains fonçant l'un vers l'autre sur une voie unique.

L'hypothèse d'un conflit armé entre le pouvoir central irakien et la province autonome kurde n'est pas exclue. Illustration de la tension ambiante : les peshmergas kurdes (soldats de la zone autonome) ont interdit à l'armée nationale, vendredi 27 juillet, d'accéder au point de passage de Fichkhabour avec la Syrie : cette portion fronta-

lière, dans la région de Zimar, est l'une des « zones contestées » entre les Kurdes et Bagdad.

« Al-Maliki préfère être le dirigeant d'un grand pays que devenir le maire d'un "chiitistan" du sud de l'Irak »

Un diplomate occidental

Dimanche, une source officielle anonyme irakienne accusait, selon l'AFP, les autorités kurdes d'acheter clandestinement des armes antiaériennes et antichars, « avec l'aide d'un pays étranger » non nommé, probablement la Turquie, parrain du Kurdistan d'Irak et pays en conflit avec Bagdad. Au printemps, Massoud Barzani avait tenté, en vain, lors d'un voyage à Washington, de dissuader les Etats-

Unis de vendre des chasseurs F16 à son propre pays.

Profitant de ce climat de tension ethnico-confessionnelle, exacerbé par la guerre en Syrie qui fait écho jusqu'en Irak (M. Barzani, proche de la Turquie, soutient les insurgés, tandis que M. Al-Maliki, protégé de l'Iran, est du côté du régime de Bachar Al-Assad), la branche irakienne d'Al-Qaida refait surface. Elle a revendiqué une série d'attentats qui ont tué 113 personnes le 23 juillet, journée la plus meurtrière depuis décembre 2009.

Entre Bagdad et Erbil, la liste des griefs est interminable : elle touche au contrôle des frontières, à l'intégration des peshmergas dans l'armée nationale, à la délimitation du Kurdistan et à la répartition des richesses entre le centre et la région autonome, singulièrement l'exploitation des hydrocarbures.

Tout a, en effet, commencé à cause d'un contrat pétrolier. A l'automne 2011, peu avant le

retrait américain, les dirigeants kurdes signaient un contrat pétrolier avec la major américaine Exxon. Bagdad le conteste pour trois motifs essentiels : il outrepassse le ministère irakien du pétrole, seul habilité à signer des contrats ; il prévoit un partage de la production, contraire au mode de rémunération choisi par l'Etat irakien (une somme forfaitaire de quelques dollars par baril extrait), beaucoup moins avantageux pour les majors ; enfin, trois des six blocs attribués à Exxon sont situés, à Kirkouk et dans la plaine de Mossoul, dans des « zones contestées » qui doivent faire l'objet de référendums pour savoir si elles seront rattachées à la province kurde ou à des provinces arabes.

Les menaces de Bagdad contre Exxon n'ont rien donné. Selon de bonnes sources, le pétrolier américain a déjà commencé à forer. Selon un dirigeant proche du président de la région kurde, Massoud

Barzani: « La présence d'Exxon chez nous équivaut à celle de deux divisions américaines. C'est une assurance pour l'avenir. »

Après Exxon, Chevron, une autre compagnie américaine, a signé un contrat portant sur deux blocs. Et le français Total s'appête à faire de même, pour trois blocs, dont un situé en « zones contestées », selon plusieurs sources. Casus belli supplémentaire: le Kurdistan autonome a commencé à exporter du brut directement vers la Turquie voisine.

Inacceptable selon le premier ministre chiite, Nouri Al-Maliki, qui se voit désormais comme le garant de l'unité du pays. Car l'autonomie croissante des Kurdes risque de faire école, dans les pro-

vinces sunnites, ou même dans celle, chiite, de Bassorah, à l'extrême sud, la plus riche en pétrole (elle produit 2 millions des 2,5 millions de barils irakiens par jour). « Al-Maliki préfère être le dirigeant d'un grand pays que de devenir le maire d'un "chiitistan" du sud de l'Irak », analyse un diplomate occidental.

Massoud Barzani, à l'inverse, se voit comme le défenseur des minorités irakiennes face à l'hégémonie chiite. Raison pour laquelle il a donné l'asile, en décembre 2011, au vice-président sunnite Tarek Al-Hachémi, jugé par contumace par la justice irakienne pour avoir dirigé un escadron de la mort durant les années de guerre civile (2005-2008).

« C'est un procès politique, tonne Fouad Hussein, le directeur de cabinet de M. Barzani. Le premier ministre ne cesse de violer la Constitution. Il ferait mieux de faire adopter la loi sur le pétrole, de réaliser le recensement promis et d'organiser le référendum sur les zones contestées comme il l'a promis. M. Al-Maliki n'est pas capable de fournir de l'électricité à ses citoyens et se permet de critiquer notre gestion. »

Le rapprochement kurdo-sunnite, chaperonné par Ankara, a débouché sur une coalition, qui cherche – pour l'instant sans succès – à renverser M. Maliki. En représailles, ce dernier a dénoncé, en juin, sur une télévision privée kurde, la corruption et le népotisme de son adver-

saire dont le fils dirige les services de sécurité de la région autonome et le neveu est premier ministre.

La querelle porte en germe la question de l'indépendance du Kurdistan d'Irak. Le dilemme de Massoud Barzani étant le suivant, selon un diplomate: « Il sait que le Kurdistan n'est pas prêt et que les pays de la région réagiraient mal à une déclaration d'indépendance. Mais il sait également que plus il attend, plus Bagdad se renforcera. » ■

CHRISTOPHE AYAD

Les limites du « miracle » kurde orchestré par Massoud Barzani

Erbil, Souleimaniyé (Kurdistan irakien)
Envoyé spécial

Ici aussi c'est l'Irak, mais en mieux. Le Family Mall d'Erbil est l'une des principales attractions de la « capitale » du Kurdistan irakien. Les vacanciers venus du reste de l'Irak viennent admirer l'immense coupole bleue, les marbres rutilants, les escalators et les aires de jeux pour bambins. C'est là qu'il faut venir pour toucher du doigt le « miracle » kurde.

Atablés devant un poulet frit, Salma et Hussein, un jeune couple de Bagdad, semblent aux anges.

« C'est notre premier séjour au Kurdistan, on adore, s'enthousiasme la jeune femme. Ici, la nature est belle, la ville est propre. Ce n'est pas

comme à Bagdad. On sent qu'il y a un gouvernement et la sécurité. Il n'y a qu'une chose qui m'embête, c'est que tout est en kurde, comme si on était dans un pays étranger. »

« Etat rentier »

Le couple appartient à la bourgeoisie chiite montante, mais tout le monde vient au Family Mall d'Erbil: jeunes chrétiennes en cheveux et jeans moulants, cheikhs tribaux en keffieh, touristes iraniens ou hommes d'affaires turcs.

Le modèle du Kurdistan d'Irak fait rêver tous les Kurdes, tant en Turquie qu'en Syrie et en Iran. Mais, vu d'Erbil, il n'a pas que des vertus. De plus en plus de voix critiques s'élèvent pour mettre en cause le système mis en place par Massoud Barzani, le chef du gouverne-

ment autonome. « A part du pétrole et de la téléphonie mobile, nous ne produisons rien, explique Hussein Khalil Mohammed, un professeur d'université en sciences politiques. Tout est importé de Turquie. On ne crée pas d'emplois. Et le coût de la vie ne cesse d'augmenter. »

Cette grogne se manifeste par la montée en puissance d'un fort courant islamiste, notamment des Frères musulmans, discrètement encouragés par Ankara, mais aussi par le mouvement Goran (« changement » en kurde), fondé par des membres de la société civile et d'anciens membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président de l'Irak, Jalal Talabani, en perte de vitesse, notamment dans son fief de Souleimaniyé.

Aux élections de 2009, Goran a

raflé un quart des sièges du Parlement kurde, quelques mois seulement après sa naissance. Installé dans une somptueuse villa dominant Souleimaniyé, qui tient lieu de siège au mouvement, Mohammed Taoufiq Rahim, chargé des relations extérieures, critique l'« Etat rentier » mis en place par Massoud Barzani.

En mars 2011, Goran s'est associé aux manifestations contre le népotisme et l'autoritarisme des dirigeants kurdes qui se sont soldées par 11 morts à Souleimaniyé. Aux élections locales de 2013, Goran compte bien dépasser le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani. Preuve que cette nouvelle opposition est prise au sérieux, son chef, Naschirwan Mustafa, a été reçu à Téhéran en juin. ■

C.A.

REUTERS

Attentat suicide dans une mosquée en Irak, 5 morts

MOSSOUL, Irak - ven. 10 août 2012 (Reuters)

UN ATTENTAT suicide a frappé vendredi en Irak une mosquée chiite près de la ville de Mossoul, faisant au moins cinq morts et 70 blessés, rapportent la police et des responsables des services de santé.

L'explosion s'est produite à la fin de la prière dans cette mosquée appartenant à la minorité chabak de Mossoul, ville située à 390 km au nord de Bagdad.

Une vague d'attaques ces derniers mois a visé la communauté et des sites religieux chiites laissant craindre un regain de violence confessionnelle en Irak, aujourd'hui dirigé par une fragile coali-



tion de chiites, de sunnites et de kurdes.

Il y a eu au moins une attaque à la bombe par mois depuis le retrait des troupes américaines en décembre. Le mois de juillet a été le plus sanglant en deux ans, une attaque ayant causé une centaine de morts. ○

AFP

Bagdad dénonce la visite d'un ministre turc à Kirkouk

BAGDAD, 2 août 2012 (AFP)

L'IRAK a dénoncé la visite jeudi à Kirkouk du chef de la diplomatie turque qui s'est rendu dans cette ville disputée avec les Kurdes sans en avoir informé Bagdad.

"Tout cela a été fait sans l'information ou l'approbation du ministère des Affaires étrangères et sans passer par les canaux officiels ou diplomatiques pour organiser cette visite" du ministre turc Ahmet Davutoglu, a affirmé le ministère irakien des Affaires étrangères sur son site internet.

Le texte dénonce la visite à Kirkouk --une ville pétrolière du nord de l'Irak disputée entre le gouvernement central de Bagdad et la région autonome du Kurdistan irakien-- comme une "ingérence flagrante dans les affaires internes de l'Irak".

Il prévient en outre que la Turquie devra assumer "les résultats de cette action" et ses éventuels "effets négatifs sur les relations entre les deux pays", dont les relations sont déjà tendues.

"Cela n'est pas dans l'intérêt de la Turquie ou de toute autre partie de sous-estimer la souveraineté nationale, de violer les règles des relations internationales et de ne pas se conformer aux règlements de base dans les relations entre les Etats et les officiels", a encore estimé le ministère.

Le Kurdistan est lui aussi durement critiqué par le ministère qui se dit "surpris par la position du gouvernement de la région (du Kurdistan), qui a facilité la visite sans que le gouvernement fédéral ne le sache, violant ainsi ses responsabilités constitutionnelles".

M. Davutoglu a rencontré des responsables de la province de Kirkouk au cours d'une rare visite d'un haut responsable turc dans cette ville et au milieu de strictes mesures de sécurité, avec notamment la fermeture de routes et un déploiement sécuritaire renforcé, selon un journaliste de l'AFP.

"Kirkouk est riche par ses ressources et sa diversité, elle sera donc une des principales villes du Moyen-Orient, et nous Turcs sommes prêts à aider Kirkouk et l'Irak", a déclaré M. Davutoglu devant les journalistes.



C'est la première fois depuis 75 ans, qu'un homme d'Etat turc visite Kirkouk.

Il s'est rendu jeudi à Kirkouk au lendemain de son arrivée dans le Kurdistan irakien où il s'est entretenu avec son président Massoud Barzani au sujet du conflit en Syrie.

MM. Davutoglu et Barzani ont estimé que la présence en Syrie de groupes "terroristes" constituait une "menace commune", alors qu'Ankara dénonce une infiltration du PKK (rebelle kurde de Turquie) dans le nord de la Syrie.

Ils ont "souligné que toute tentative pour exploiter le vide de pouvoir (en Syrie) par un groupe ou une organisation violente serait considérée comme une menace commune, à laquelle il faut faire obstacle conjointement", selon le ministère turc des Affaires étrangères.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait prévenu la semaine dernière que la Turquie pourrait exercer son droit de poursuite à chaud en Syrie contre le PKK ou son organisation soeur en Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD).

"La nouvelle Syrie doit être débarrassée de toute organisation terroriste et extrémiste", ajoute le communiqué turc, publié après la rencontre entre M. Davutoglu et M. Barzani à Erbil (nord de l'Irak).

L'administration kurde irakienne joue un rôle crucial au sein des différentes factions kurdes de Syrie, où les Kurdes --près de 9% des 23 millions de Syriens-- se plaignent depuis des décennies de discrimination. ●

AFP

Le Kurdistan annonce la reprise de ses exportations de pétrole vers Bagdad

ERBIL (Irak), 2 août 2012 (AFP)

LES AUTORITÉS du Kurdistan irakien ont annoncé la reprise des exportations de pétrole vers Bagdad début août pour rétablir la confiance avec le gouvernement fédéral, après un arrêt des exportations depuis plus de quatre mois dans le cadre d'un conflit financier.

Le Kurdistan, une province autonome du nord de l'Irak, a cessé ses exportations pétrolières vers le gouvernement fédéral le 1er avril et lui réclame quelque 1,5 milliard de dollars d'arriérés de paiement.

Une reprise des exportations représenterait une amélioration dans les relations entre Bagdad et Erbil, qui se sont considérablement dégradées en raison de différends sur des contrats pétroliers et des revendications territoriales.

"Les exportations pétrolières de la région du Kurdistan vont reprendre au cours de la première semaine d'août, a annoncé le ministère des Ressources naturelles", a indiqué mercredi soir le site du gouvernement de la région autonome.

"Le ministère a indiqué qu'en dépit des réticences de la part des compagnies pétrolières internationales dans la région à exporter sans garanties

de paiement, elles ont finalement accepté de reprendre les exportations de 100.000 barils par jour" (b/j), selon le site.

Le communiqué a cité un porte-parole du ministère affirmant que "les exportations seraient limitées à 100.000 b/j pendant un mois et si les paiements arrivent, elles pourraient monter rapidement à 200.000 b/j".

"A la suite de l'intervention d'amis des cercles politiques et diplomatiques de l'Irak, le gouvernement régional du Kurdistan a décidé de reprendre les exportations de la région pour rétablir la confiance avec le gouvernement fédéral", a indiqué le ministre des Ressources naturelles Ashti Hawrami dans le communiqué.

Le Kurdistan a signé des dizaines de contrats pétroliers avec des compagnies étrangères sans l'approbation de Bagdad, qui exige que ce type de négociations passent à travers son ministère du Pétrole et considère comme illégal tout contrat conclu en dehors de ce circuit.

Le géant pétrolier français Total a mis un pied mardi dans l'exploration pétrolière au Kurdistan irakien et annoncé l'acquisition auprès de l'américain Marathon Oil de 35% de deux permis d'exploration, rejoignant ainsi au Kurdistan ses rivaux américains Chevron et ExxonMobil et provoquant la colère de Bagdad. ●

Les Kurdes syriens donnent des sueurs froides à Ankara

Selon Ankara, certaines régions du nord de la Syrie sont tombées aux mains des rebelles kurdes. Une "ligne rouge" pour la Turquie, qui a fait savoir qu'elle ne restera pas sans réaction.

Par Marc DAOU

Ankara montre ses muscles à la frontière avec la Syrie, où résonne de plus en plus le bruit des bottes turques. En moins de 24 heures, deux nouvelles séries de manœuvres militaires impliquant des chars et des blindés équipés de rampes lance-missiles ont été effectuées par l'armée turque. Plusieurs renforts avaient déjà été dépêchés par l'état-major turc au cours du mois dernier pour consolider son dispositif militaire à la frontière avec son voisin.

Soutien affiché de l'opposition syrienne depuis le début du soulèvement populaire en mars 2011, la Turquie n'a de cesse de réclamer le départ de son ancien allié, le président Bachar al-Assad. Terre d'accueil de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés en provenance de Syrie, elle est surtout un sanctuaire pour les opposants politiques, les déserteurs de l'armée régulière syrienne et le commandement de l'Armée syrienne libre (ASL). Pourtant, à l'heure où la rébellion semble prendre le dessus sur le régime de Bachar al-Assad, à Alep (nord du pays) notamment, la seconde ville de Syrie, Ankara s'inquiète et envoie ses troupes à la frontière.

"Ligne rouge"

Paradoxalement, la chute éventuelle du régime syrien pourrait avoir une incidence plus qu'indésirable du point de vue turc. En effet, les autorités turques craignent que le nord et le nord-est de la Syrie tombent aux mains des Kurdes syriens à la faveur du chaos qui règne dans le pays. Certaines de ces zones, où vit la grande majorité des 2 millions de Kurdes syriens, ne sont d'ailleurs plus totalement contrôlées par le régime baasiste, focalisé sur Alep.

"Les Turcs souhaitent la chute de Bachar al-Assad, mais pour Ankara, la question kurde est une ligne rouge à ne pas dépasser. Toute initiative à l'intérieur de la Syrie qui vise à instaurer un Kurdistan dans le nord serait perçue comme une atteinte à l'unité du territoire turc", explique sur l'antenne arabe de FRANCE 24, Wehbi Bissan, professeur spécialisé dans les relations entre la Turquie et le Moyen-Orient à Istanbul. Selon lui, Ankara craint qu'un scénario à l'irakienne, dans lequel les Kurdes ont gagné une large



autonomie dans leur région (nord de l'Irak) à la faveur la chute de Saddam Hussein en 2003, ne se répète en Syrie et qu'à moyen terme cette situation galvanise les aspirations sécessionnistes des Kurdes de Turquie.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs accusé la semaine dernière Damas d'avoir "confié" le contrôle de plusieurs zones du nord de la Syrie aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à ses alliés syriens, afin de "nuire aux intérêts turcs". Il a même menacé de faire usage de la force si nécessaire contre les combattants kurdes chez son voisin du sud et a évoqué l'instauration d'une zone tampon en Syrie.

Ennemi juré d'Ankara, le PKK turc réclame tantôt l'indépendance, tantôt l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Les affrontements entre ses combattants et l'armée turque ont fait plus de 40.000 morts depuis 1984. A plusieurs reprises depuis le début de la crise syrienne, le gouvernement turc avait mis en garde Damas contre la tentation d'instrumentaliser la question kurde pour punir la Turquie.

"Un front de 800 kilomètres avec le PKK"

Pour Ali Kazancigil, politologue et directeur de la revue géopolitique "Anatoli" (CNRS Editions), la création éventuelle d'une entité autonome kurde contrôlée par le PKK dans le nord de la Syrie "complique énormément la tâche de la diplomatie turque, même si cela n'empêche pas, pour l'instant, Ankara de continuer à soutenir activement l'opposition syrienne." Le politologue explique à FRANCE 24 que la situation dans les régions frontalières est "un sac de nœud dont personne ne peut prévoir l'issue. La chute d'Assad est susceptible de créer un chaos généralisé." Pour l'après-Assad, les Turcs misent sur le Conseil nation-

al syrien (CNS) principale coalition de l'opposition créée à Istanbul en octobre 2011. Et pour cause, le CNS, boycotté par les principaux partis kurdes, s'est toujours dit opposé à la partition de la Syrie, excluant par conséquent la création d'un Kurdistan syrien.

Toutefois, la question kurde est si sensible en Turquie que les médias locaux ont consacré leurs unes de ces derniers jours à la prise de contrôle de certains villages du nord de la Syrie par des combattants kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), proche du PKK turc. Certains ont publié des clichés de drapeaux kurdes, dont ceux du PKK, hissés dans plusieurs de ces localités et le quotidien "Hürriyet" est allé jusqu'à décrire la frontière syro-turque comme « un front de plus de 800 kilomètres » avec le PKK.

Qui contrôle le "Kurdistan" syrien ?

"La situation est chaotique dans le nord de la Syrie, mais le PYD ne contrôle pas toute la situation comme l'affirment certains dirigeants turcs, et même si les Kurdes peuvent clairement tirer leur épingle du jeu à la faveur de la crise syrienne, Ankara ne se risquera pas à intervenir militairement chez son voisin", tempère Hugh Pope, chargé de la Turquie au sein de l'International crisis group, joint au téléphone par FRANCE 24.

Pour Bachar Issa, un activiste et un artiste kurde de Syrie basé à Paris, les informations relayées par les médias et les autorités turcs sont de la propagande. "La Turquie agite souvent le chiffon rouge de la menace kurde, mais Erdogan a perdu sa crédibilité car al-Assad n'a pas abandonné les zones kurdes en Syrie", explique-t-il à FRANCE 24. Selon lui, le régime de Damas ne veut pas provoquer les Kurdes en déployant son armée dans leur zone car il ne veut pas ouvrir un nouveau front dans le pays.

"Les Kurdes de Syrie sont une composante de la population syrienne et partie prenante de la révolution, les arguments turcs sont absurdes car les Kurdes ne veulent pas d'un état indépendant, ils veulent uniquement que leurs droits soient reconnus à l'instar de toutes les autres communautés en Syrie", conclut-il.

□ □ □

Turkish Foreign Minister Meets with Barzani to Discuss Kurdish Situation in Syria

RUDAW

ERBIL, Kurdistan Region -- Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu told Kurdish president Massoud Barzani during a meeting yesterday evening that his government does not oppose Kurdish unity and rights in Syria but warned about the presence of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Syria, reported Turkey's Sabah newspaper.

Davutoglu who met with Barzani in Kurdistan's capital city, Erbil, said the Democratic Union Party [PYD], a Syrian Kurdish party, is exploiting the weakening and expected collapse of President Bashar al-Assad's regime for its goals.

The PYD is believed to be close to the PKK, which has been fighting Turkey for three decades for Kurdish rights in that country.

In the recent weeks, Kurds have taken control of several towns and cities in northeast Syria known among Kurds as Western Kurdistan.

In June, leaders of the PYD and the KNC met in Erbil and formed the Kurdish Supreme Council for a joint administration of "liberated" areas.

Turkey has been alarmed by PYD's rising influence and control in Syrian Kurdistan fearing PKK elements might use the areas to harm Turkish national security interests.

"Barzani should not trust the PYD," Davutoglu reportedly told Barzani. "They supported Assad but when they came to Erbil, they behaved differently."

Davutoglu relayed Anakara's concerns to Barzani regarding PKK symbols that can be seen in the Kurdish areas of Syria these days,



namely its flag and the picture of its jailed leader Abdullah Ocalan [Apo].

Turkish authorities believe PKK fighters have entered Kurdish areas of Syria from their stronghold in the Qandil Mountains of Iraqi Kurdistan.

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has threatened to attack any Syrian areas where the PKK may take base.

Although the Turkish foreign minister stated that it respects the right of Syrian Kurds to determine their future, he opposed any "activities by the PYD."

He warned Barzani that "if you recognize the PYD, it will be the end of the line for Turkey."

Davutoglu urged Barzani to take more measures to confront the PKK in the Qandil Mountains.

In his meetings Davutoglu encouraged Kurdish officials to assist the Syrian National Council [SNC], an umbrella of many opposition parties in the country including the Muslim brotherhood and other anti-Assad Arab groups.

"You should not only assist the Kurds because the division of the Syrian opposition

is in Assad's interests and will lead to more bloodshed," Davutoglu told Barzani.

Senior leaders of Barzani's Kurdistan Democratic Party [KDP] and the Patriotic Union of Kurdistan [PUK] met in Erbil today to discuss, among other things, their yesterday meeting with Davutoglu.

"One of the points of the meeting was about the intransigence of our PKK brothers who in Western Kurdistan bring down Kurdistan flags and raise Ocalan's pictures. Those actions need to be stopped," said Abdulqahar Ali, a senior KDP official in Sulaimani, Kurdistan's second largest city.

On the second leg of his visit to Iraqi Kurdistan, the Turkish foreign minister visited the multi-ethnic and disputed city of Kirkuk today.

It was the first visit by a Turkish foreign minister to Kirkuk in 75 years.

Davutoglu met with Kirkuk's Kurdish Governor, Najmalddin Karim, and leaders of other communities in the oil-rich province stressing the need to consolidate peace in the volatile province.

"Kirkuk portrays Iraq's unity and it's the backbone of Iraq," Davutoglu said in a news conference. "Kirkuk is the symbol of coexistence between all communities."

Iraq's foreign ministry has objected to Davutoglu's visit to Kirkuk saying calling it an undiplomatic act.

Ali al-Mosawi, an adviser to Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki told Rudaw, "We condemn the Turkish foreign minister's visit to the Kurdistan Region and Kirkuk. Turkey and the Kurdistan Region are responsible for that violation and it will have its consequences." ■

KURDISTAN REACHES TOWARD THE SEA

The weakening of the relevant states, alongside the tectonic sociopolitical changes taking place in the region as a whole, may end up changing the strategic map of the Middle East.

BY OFRA BENGIO

The last year's upheavals in the Arab world have somehow blurred the sweeping developments taking place in a no-less important though less well-known strategic region that can be called the Kurdish triangle, comprising Iraqi, Turkish and

Syrian Kurdistan. The net results of these developments may end up with the landlocked Kurdish Regional Government of Iraq in a position to create a corridor reaching the Mediterranean Sea. Clearly, if the KRG manages to secure such an outlet, its aspirations for independence will have received a significant boost.

How feasible is such a scenario

and what are the factors that may contribute to it? Most significant are the latest developments in Syria, whose Kurds have taken advantage of the uprising there, and of the vacuum formed in their part of the country specifically, to take control of the area and push their call for autonomy. "We have established Kurdistan and we will not give it to anyone," is a typical line reported recently from Syria

in the Turkish press.

Some analysts claim President Bashar Assad himself was behind the move. Whatever the case, the Kurds of Syria managed to kill several birds with one stone: to attain a better bargaining position with Damascus; to improve their hand vis-a-vis the Syrian opposition, which has so far been unwilling to accommodate ■■■

■■■ their national demands; to send a message to Turkey regarding its own Kurds; and finally, to move closer to the KRG.

Reaction in the Turkish media to the move has reflected an anxiety bordering on hysteria, the essence of which is that, whereas formerly, Turkey had 800 kms. of border with Kurdistan, they now share 1,200 kms. Others warned of a "mega" or "second" Kurdistan, that would threaten to embrace the Kurds of Turkey and Syria as well. The mayor of Diyarbakir, Turkey, Osman Baydemir, declared that the Kurds are going to establish autonomous Kurdistan, with a common currency and four capitals: his city, Irbil in Iraq, Qamishli in Syria and Mahabad in Iran.

Turkey's concerns are threefold. It fears that the Democratic Union Party, Syria's main Kurdish organization, which took control of that country's Kurdish region and which has close connections with the PKK, the armed Kurdish revolutionary group in Turkey, will turn the region into a springboard for attacks against Turkey; that its own Kurds will attempt to imitate the move of their brethren in Syria; and that the KRG will try to exploit the opportunity to

draw closer to the sea, via the adjacent Kurdish regions in Turkey and Syria. Faced with this multiple threat, Turkish officials and analysts suggested two solutions: forming a buffer zone along the border with Syrian Kurdistan and accommodating Turkey's own Kurds.

Here we touch on another important factor in the Kurdish triangle, namely the Turkish role. The Justice and Development Party (AKP) governments that have ruled Turkey for a decade now implemented an important change in policy vis-a-vis both their own Kurds and the KRG. The new policy could be described as "engagement fraught with ambiguity."

The AKP, in its desire to solve the Kurdish problem, was even willing to conduct secret talks with the PKK. But each time it took one step forward, it took two backwards, with the result being that rather than weakening the PKK, it kept it alive and kicking. The AKP also made important moves toward accommodating the Kurdish language and culture, even while it sent thousands of Kurdish activists into prison. This gave a significant boost to Kurdish nationalism.

The same ambivalence characterizes Ankara's relations with the KRG. On the one hand, the regime has become a lifeline for the KRG, with which it signed an agreement on an oil and gas pipeline without consulting Baghdad. On the other hand, it continues rehearsing the mantra of Iraqi unity.

The third factor at play in the Kurdish triangle is the deepening relations between all three parts of Kurdistan. In the past, their common borders were sealed almost hermetically. Moreover, the governments in the affected countries, together with Iran, tried to coordinate strategies, with a view to suppressing their respective Kurdish movements and to forestall ties among them. During the last decade, though, and especially in the past year, the borders have become totally porous, while trans-border activity increased.

For its part, the KRG, which has effectively become a quasi-state, has turned itself into a model and the epicenter of Greater Kurdistan. Activists from all parts of Kurdistan frequent the KRG to consult, coordinate activities, and organize and train. It trained

members of the Syrian Kurdish organization, for example, and reportedly sent 700 fighters to Syria to operate in Qamishli, the closest Syrian Kurdish city to the KRG.

The Kurdish national movement is now crystallized in almost all parts of Kurdistan. The weakening of the relevant states, alongside the tectonic sociopolitical changes taking place in the region as a whole, may end up changing the strategic map of the Middle East. Forged by the Great Powers after World War I, the borders separating the Kurds of Iraq, Turkey, Syria and Iran no longer appear as sacred or secure as they once did. It is therefore no longer inconceivable that the Kurds, who number more than 30 million, will take the opportunity of the fluid situation to erase the colonial borders of the 20th century and improve their political situation in the 21st century, including reaching out to the sea.

Prof. Ofra Bengio is head of the Kurdish Studies Program at the Moshe Dayan Center at Tel Aviv University, and author of: "The Kurds of Iraq: Building a State within a State." □



7 August 2012

Iraq to 'review' relations after Turkey FM visit

AFP - Iraq is to "review" relations with Turkey after Ankara's foreign minister visited the disputed northern Iraqi city of Kirkuk without informing Baghdad, government spokesman Ali al-Dabbagh said on Tuesday.

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu's visit to Kirkuk on August 2 drew a furious reaction from Baghdad and brought already-chilly relations between the two countries to a new low.

"The cabinet studied recent developments in Turkish-Iraqi relations and decided to review these relations in light of recent developments in a new cabinet meeting as soon as possible," Dabbagh said in an emailed statement.

The cabinet also decided to form a committee headed by Deputy Prime Minister

Hussein al-Shahrastani "to investigate the circumstances of the Turkish foreign minister's visit to Kirkuk and present recommendations to the cabinet," he said.

Iraq's foreign ministry responded to the visit with a statement saying "it is not in the interest of Turkey or any other party to underestimate the national sovereignty and violate the rules of international relations."

But Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan defended the visit, saying it is only normal for "a minister bearing a red passport to visit the regional administration (in Kurdistan in north Iraq) and then travel to Kirkuk, 40 kilometres from (Arbil) to meet with his kinsmen."

Kirkuk province is part of a swathe of disputed territory in northern Iraq that along



Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu (right) and the governor of Kirkuk Najm al-Din Omar Karim (left), give a joint press conference following their meeting in the disputed northern Iraqi city of Kirkuk on August 2. Iraq is to "review" relations with Turkey after Ankara's foreign minister visited Kirkuk without informing Baghdad, government spokesman Ali al-Dabbagh said on Tuesday.

with oil contracts are among the main points of contention between Baghdad and the Kurdish regional government in Arbil. ●

Al Assad uses Kurds to fan regional tensions

Syrian regime's tactical move to allow the annexation of five Kurdish-majority towns along its border has put the Turkish and Iraqi governments on edge

* By Patrick Seale | Special to Gulf News

While the world's gaze is riveted on President Bashar Al Assad's life-and-death struggle with his domestic and foreign enemies, the Kurds have seized the opportunity to boost their own political agenda. In a dramatic development, Kurdish forces have in recent days seized five Kurdish-majority towns in northern Syria, which lie in a strip of territory along the Turkish border. The Syrian government has allowed them to do so by withdrawing its troops.

These events have aroused ancient fears in Turkey and Iraq, as well as quiet jubilation in Israel, which has long had a semi-clandestine relationship with the Kurds, and welcomes any development which might weaken or dismember Syria.

Kurdish politics is fiendishly complicated but, in the present context, several groups deserve special mention: The Democratic Union Party (PYD), formed in 2003 and led by Saleh Muslim Mohammad, is by far the strongest single Kurdish group in Syria. It is armed and disciplined, and has not hesitated to use force against rivals and opponents.

The Kurdish National Council (KNC), formed in October 2011, is a loose (largely unarmed) political alliance of 11 Syrian Kurdish parties or factions.

The Kurdistan Workers Party (PKK) is a militant Kurdish organisation in Turkey, which has waged war against the Turkish state in the interests of Kurdish independence over the past several decades. Ankara considers the PKK a terrorist organisation and has regularly bombed its clandestine bases in the Qandil mountains of northern Iraq. The Syrian PYD is closely affiliated to the PKK, some would even say it is a political front for it.

The Kurdistan Regional Government (KRG) rules a semi-independent Kurdish entity in northern Iraq, with a population of about five million. Arbil is its capital and its leader is President Masoud Barzani, first elected in 2005 and re-elected in 2009.

This Kurdish autonomous enclave was born out of the long wars which Iraq's former president Saddam Hussain waged against the Kurds. In its present form, the KRG took shape after the first Gulf War of 1991, when the US protected the Kurds by setting up a no-fly zone in northern Iraq. The KRG was then consolidated when the US and Britain invaded Iraq in 2003, overthrew Saddam, and prepared the ground for the restructuring of Iraq as a federal state of separate Arab and

Kurdish entities.

This is the background to the alliance which Barzani negotiated at Arbil on July 11 between the PYD and the KNC, giving them joint responsibility for the border strip between Syria and Turkey — with the PYD, the stronger partner, in the driving seat. The withdrawal of Syrian troops made this Kurdish takeover possible.

Needless to say, these events have fired the ambitions of some Kurdish militants who imagine that a Kurdish Regional Government might now come to birth in northern Syria, on the model of the one in northern Iraq. The English-language edition of Rudaw (an Iraqi Kurdish periodical), carried a piece on July 23 by a Kurdish journalist Hiwa Osman, in which he wrote: "The Kurdish Region of Syria? Yes, it is possible. Now is the time to declare it!"

A Turkish journalist, Mehmet Ali Birand, went further still when he wrote that "a mega-Kurdish state is being founded", potentially linking Kurdish enclaves in Turkey, Iraq and Syria.

Turkey is understandably alarmed by this resurgence of expansionist Kurdish goals. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has accused Syria of giving the PKK "custody" of northern Syria and has warned that Turkey would "not stand idle" in the face of this hostile development. "Turkey is capable of exercising its right to pursue Kurdish rebels inside Syria, if necessary," he declared.

Erdogan clearly finds intolerable the prospect of the PKK establishing a safe haven in northern Syria, from which to infiltrate fighters into Turkey. He has sent Foreign Minister Ahmet Davutoglu to Arbil to ask Masoud Barzani — no doubt in forceful terms — what game he thinks he is playing.

There is fevered speculation in the Turkish press that Erdogan is planning a military attack on northern Syria to create a buffer zone, with the twin objectives of defeating and dispersing Syrian Kurdish forces and of creating a foothold, or 'safe zone', for Syrian rebels fighting Al Assad.

What of Syria's calculations? There are three possible reasons why Al Assad withdrew his troops from the Kurdish border region: he needs the troops for the defence of Damascus and Aleppo; he wants to punish Erdogan for his support of the Syrian opposition; and he is anxious to conciliate the Kurds, so as to dissuade them from joining the rebels. In fact, he started wooing them some months ago by issuing a presidential decree granting Syrian citizenship to tens of thousands of Kurds — something they had been seeking for more than half a century.

What does Iraq's Prime Minister Nouri Al



Image Credit: Niño Jose Heredia©Gulf News

Maliki think of these developments? He is clearly watching the Syrian crisis with anxious attention. If Al Assad were to fall and be replaced by an Islamist regime, this could revive the hopes of Iraq's minority Sunni community — and its Al Qaida allies — that Al Maliki and his Shiite alliance could also be toppled. Another of Al Maliki's worries must be the possible influx into Iraq from Syria of thousands of militant Kurds who would serve to strengthen Kurdish claims to Kirkuk and its oil.

What are the Kurds own objectives? In spite of the concessions Al Assad has made to them, they have no love for him. But nor do they like the opposition. The PYD is hostile to the Turkish-based Syrian National Council, which it considers a Turkish puppet. More generally, the Kurdish national movement, which is essentially secular, has long been at odds with the Syrian Muslim Brotherhood, and dreads its coming to power in Damascus.

The PYD leader Saleh Muslim Mohammad is more philosophical. He was quoted as saying: "The ruling powers in Damascus come and go. For us Kurds, this isn't so important. What is important is that we Kurds assert our existence." The Syrian Kurds do not expect to win their independence from the Syrian state. They know that it is not a realistic goal: Kurdish enclaves in Syria are too scattered. They do seek, however, a large measure of autonomy, in which they no longer face discrimination, and in which their rights, both political and cultural, are guaranteed.

Erdogan is no doubt watching how the PYD and the KNC run the Kurdish towns they now control on the Syrian border. If they behave, he will not intervene. But if they start infiltrating fighters into Turkey, he is bound to react forcefully. For its part, the PKK has warned that, if the Turks intervene, it will turn "all of Kurdistan into a war zone".

A major factor of instability has thus been added to an already volatile region. The Kurdish pot is simmering. If it boils over, it risks scalding everyone within reach. ♦

Patrick Seale is a commentator and author of several books on Middle East affairs, including *Al Assad of Syria: The Struggle for the Middle East* and *Abu Nidal: A Gun for Hire*.

L'Iran mesure l'effet délétaire des sanctions

Téhéran tente de s'adapter à la pression internationale accrue sans renoncer à son programme nucléaire controversé

En Iran, l'heure est grave et il n'est pas dit que la République islamique perdra la bataille du poulet. La pénurie de volaille, que les Iraniens cuisinent à toutes les sauces, est devenue le meilleur symbole de la « guerre » économique imposée par l'Occident au régime iranien pour le faire renoncer à son programme nucléaire clandestin présumé.

Depuis le renforcement des sanctions économiques européennes et américaines, le 1^{er} juillet 2012, le prix du poulet s'est envolé en Iran. De 3 000 tomans (1,40 euro), le prix au kilo a bondi en trois semaines à 9 000 (4 euros), une somme pour la plupart des familles iraniennes. Lundi 23 juillet, une manifestation a éclaté dans la ville de Nishapour (Nord-Ouest) pour protester contre la pénurie de volaille et la flambée des prix. Dans tout le pays, d'interminables files d'attente se forment devant les magasins vendant du poulet au prix subventionné par l'Etat de 4 700 tomans.

La grogne est telle que le chef de la police nationale, Esmail Ahmadi Moghadam, a demandé à la télévision nationale d'éviter de diffuser des films dans lesquels on se régale de poulet. Puisqu'on ne sait comment soigner la fièvre, cassons le thermomètre ! Ou cajolons ceux qui pourraient relayer les mauvaises nouvelles : la région de Gilan (Nord) a pris l'initiative d'offrir aux journalistes la possibilité d'acheter du poulet à prix subventionné sur simple présentation de leur carte de presse.

En cette période de ramadan, les autorités iraniennes veillent particulièrement à l'état de l'opinion publique. Le ministre de la guidance islamique, Mohammad Hussein, en charge de l'information, a ainsi recommandé, le 26 juillet, aux médias nationaux de « ne pas exagérer » les problèmes économiques et de « neutraliser les complots menés par des médias étrangers en donnant de l'espoir à la société ». « L'Occident cherche à séparer le peuple du régime », s'est alarmé



Des fidèles, le 6 juillet à Téhéran, écoutent un prêche du ministre du renseignement, Heydar Moslehi, accusant les Occidentaux de complot contre l'Iran. VAHID SALEMI/AP PHOTO

Yadollah Javani, un conseiller du Guide suprême, Ali Khamenei.

Difficile, à première vue, d'établir un lien entre le prix du poulet et des sanctions censées cibler le complexe militaro-industriel lié aux activités nucléaires. En fait, il semblerait que la dévaluation de la monnaie iranienne (40 % depuis février sur le marché noir) ait renchéri les importations de grains. Or, cet effondrement est une conséquence indirecte des sanctions visant l'ensemble du système bancaire iranien, banque centrale comprise, et ses partenaires étrangers.

« On n'a pas vu un tel effort pour isoler un pays du reste du monde depuis les mesures de boycottage de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid », explique Henri N. Zoleyn. Basé à Dubaï, cet avocat français d'origine iranienne spécialisé dans les affaires est particulièrement bien placé pour observer l'effet des sanctions américaines, les plus strictes et contraignantes. Pour lui, l'arsenal va bien au-delà de la lutte contre le programme nucléaire. C'est un effort massif, systématique, destiné à étouffer le pays financièrement. Au point que les observateurs y voient une

M. Nétanyahou s'impatiente, M. Panetta le rassure

En visite à Jérusalem dans le cadre d'une tournée régionale, le chef du Pentagone, Leon Panetta, a demandé, mercredi 1^{er} août, aux dirigeants israéliens de laisser du temps à la diplomatie et aux sanctions face à l'Iran. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a fait part de son scepticisme : « A l'heure actuelle, le régime iranien croit que la communauté internationale n'a pas la volonté de stopper son programme

nucléaire. Cela doit changer vite parce que le temps presse pour résoudre cette question de façon pacifique », a-t-il mis en garde. Le secrétaire américain à la défense a répondu que les Etats-Unis comptaient « épuiser tous les efforts » diplomatiques, mais que l'option militaire restait ouverte en dernier ressort. « Nous ne permettrons pas à l'Iran de développer une arme nucléaire. Point ! », a promis M. Panetta. — (AFP.)

volonté de changement de régime plutôt que d'infléchissement de la politique de sanctions.

Les sanctions frappent aussi les entreprises qui veulent réexporter, qu'il s'agisse de dattes, de tapis ou de pistaches

Des exemples, il y en a des dizaines. Ainsi de cette cliente, une Iranienne richissime vivant à l'étranger, que la banque HSBC a appelée il y a quelques semaines en lui annonçant qu'elle avait deux semaines pour retirer le million de dollars qu'elle avait en dépôt avant clôture de son compte. Ou de cet homme d'affaires iranien basé à

Dubaï, arrêté en novembre 2011 à l'aéroport de Prague et toujours en détention pour avoir exporté par DHL vers son pays quatre vis pou-

vant servir dans l'aéronautique.

Les sanctions frappent aussi les entreprises qui veulent réexporter depuis l'Iran vers l'étranger, qu'il s'agisse de dattes, de tapis ou de pistaches. Dans tous les cas, le problème est toujours le même : l'impossibilité de transférer de l'argent depuis ou vers l'Iran via le système bancaire.

« Il ne se passe pas une semaine sans qu'un représentant du Trésor américain vienne à Dubaï inciter les directeurs de banques, de compagnies d'assurances ou de sociétés étrangères à couper tout lien avec

l'Iran », assure une source diplomatique. Les pressions américaines sont particulièrement efficaces. Ainsi, la société française Safran a préféré renoncer à travailler en Iran pour préserver ses chances dans un appel d'offres américain.

Le président américain Barack Obama vient de resserrer encore un peu le nœud coulant en adoptant de nouvelles mesures visant le secteur pétrolier iranien, mardi 31 juillet. En outre, le Trésor américain a interdit les banques irakiennes (Elaf Islamic Bank) et chinoise (Kunlun) d'accès au secteur finan-

cier américain pour avoir « facilité des transactions d'une valeur de plusieurs millions de dollars de la part de banques iraniennes visées par des sanctions pour leurs liens avec les activités de prolifération illégale de l'Iran ».

Le Congrès américain a encore alourdi mercredi 1^{er} août cet arsenal en adoptant une loi visant toute personne ou entreprise travaillant dans le gaz naturel, le pétrole ou l'uranium iraniens, assurant ces secteurs ou vendant leurs produits.

Face à cette offensive sans précédent, les autorités iraniennes sem-

blent hésiter sur la conduite à tenir. Tantôt elles se montrent alarmistes et jouent la mobilisation nationale, misant sur un sursaut patriotique des Iraniens. Tantôt elles minimisent les effets des sanctions pour ne pas paraître faibles ou démorales l'opinion. Ainsi, le Guide suprême Ali Khamenei a prôné, dimanche 29 juillet, une « économie de résistance » lors d'une réunion avec des chefs d'entreprise. Une rhétorique guerrière reprise par le directeur de la banque centrale, Mahmoud Bahmani : « Comme dans les combats militaires dans lesquels on utilise des techniques de guérilla, nous devons envisager une guerre économique irrégulière pour mettre en échec ces sanctions. » Avec l'entrée en vigueur de

l'embargo pétrolier européen et les difficultés croissantes des gros acheteurs de pétrole iranien (Chine, Inde, Turquie, Afrique du Sud, Japon, Corée du Sud), les exportations de brut pourraient baisser de 40 % en 2012. Or elles représentent plus de 80 % des recettes de l'Etat iranien. ■

CHRISTOPHE AYAD
AVEC ASSAL REZA

Des sanctions de plus en plus strictes

DEPUIS 2006, des sanctions plus strictes ont été adoptées par l'ONU et les Occidentaux, pour contraindre Téhéran à renoncer à un programme nucléaire controversé.

Sanctions onusiennes

Décembre 2006 : Le Conseil de sécurité de l'ONU interdit la fourniture à l'Iran de tout matériel militaire et nucléaire. Les biens à l'étranger de dirigeants et de sociétés liés au programme nucléaire sont également gelés.

Mars 2007 : Un embargo sur les armes est voté, ainsi que l'élargissement de la liste des avoirs gelés.

Mars 2008 : Davantage de personnes et d'entreprises sont visées par le gel des avoirs. Il est demandé à des pays tiers de contrôler les banques iraniennes et d'inspecter les avions et les navires iraniens.

Juin 2010 : Des dirigeants impliqués dans le programme nucléaire sont interdits de visa. Des restrictions financières contre de nouvelles personnalités et des entreprises sont votées.

Sanctions européennes

Juillet 2010 : L'Union européenne (UE) interdit tout nouvel investissement dans les domaines pétrolier et gazier ainsi que toute fourniture d'équipement, d'assistance technique ou de services financiers destinés à ce secteur.

Janvier 2012 : L'UE approuve un embargo pétrolier contre l'Iran, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2012, ainsi que des sanctions contre la banque centrale.

Mars 2012 : L'accès au réseau de transferts interbancaires Swift est

coupé pour les individus et sociétés iraniens faisant l'objet d'un gel des avoirs.

Sanctions américaines

Elles s'ajoutent à des mesures plus anciennes.

Novembre 2007 : Cinq banques iraniennes sont mises au ban du système financier américain.

Novembre 2011 : Barack Obama impose des restrictions aux institutions financières étrangères qui transfèrent l'argent obtenu par la vente de pétrole iranien grâce à la banque centrale de ce pays.

1^{er} août 2012 : Le président américain signe un décret imposant de nouvelles sanctions contre le secteur pétrolier pour empêcher Téhéran de contourner les sanctions existantes. ■

ASSAL REZA



Turkish FM pays historic visit in Iraq's Kirkuk

KIRKUK, IRAQ (AA) - August 2, 2012

Davutoglu arrived in the oil-rich northern Iraqi city of Kirkuk in a historic visit to be paid in many years by a senior Turkish official.

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu arrived in the oil-rich northern Iraqi city of Kirkuk on Thursday in a historic visit paid by a senior Turkish official in 75 years.

Davutoglu's visit follows his meeting in Irbil with Massoud Barzani, leader of the regional administration in Iraq's north.

The Turkish minister, who is the first ever top Turkish diplomat to visit Kirkuk, is expected to hold a series of talks in the city, which is also the home of a sizeable population of Turkmens, ethnic kin of the Turks.

"I am happy to be the first Turkish foreign minister to visit Kirkuk in 75 years. Kirkuk will be an eternal city of peace in Iraq where our Turkmen, Kurdish and Arab brothers live," Davutoglu tweeted on



Thursday.

Turkish diplomatic sources have said Davutoglu's visit was long planned but it was kept secret due to security reasons.

"Kirkuk's unity and fraternity is Iraq's unity and fraternity. In Kirkuk, Turkmens, Kurds and Arabs have lived together for centuries and they will live in peace forever. And we will live together in peace with our Iraqi brothers regardless of their Sunni, Shiite, Arab, Kurdish, Turkmen or Christian identities," Davutoglu told reporters whom he greeted in Turkish, Kurdish and Arabic after a meeting with Kirkuk Governor Najmadin Kareem. □

LA CRISE IRANIENNE

« Les sanctions
affaiblissent le
régime » de TéhéranEntretien avec Moustapha Hijri, secrétaire général
du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran

Entretien

Koya (Irak)

Envoyé spécial

A Koya, à une heure de route à l'est d'Erbil, se trouve le quartier général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), une formation fondée par Abdul Rahman Ghassemlou – assassiné à Vienne en 1989 – et à ce jour dirigée par Moustapha Hijri, secrétaire général depuis 2006. En fait de QG, c'est une caserne d'allure modeste gardée par des peshmergas iraniens armés et en tenue. On peut accéder à M. Hijri, 65 ans, et quatrième dirigeant du PDKI, après avoir laissé son téléphone et subi plusieurs fouilles.

Quelle est la situation des Kurdes en Iran ?

En ce moment en Iran la situation est mauvaise pour tout le monde. Mais les Kurdes souffrent plus que les autres communautés car ils résistent au régime et subissent un surcroît de répression. Au Kurdistan iranien, il y a des partis d'opposition qui disposent de membres et de structures leur permettant de résister. Toutes les minorités ethniques, comme les Arabes, les Turcomans ou les Baloutches, sont privées de leurs droits et de leurs ter-

res. Le gouvernement central travaille à modifier l'équilibre démographique de ces régions en prêtant de l'argent aux populations perses pour qu'elles s'y installent. Les sunnites n'ont pas le droit de construire des mosquées. Ces derniers jours, quatre activistes arabes ont été exécutés à Ahvaz. Globalement, tous ceux qui réclament des libertés sont soumis à la répression : le régime est sous pression, alors il s'en prend à la population.

Quels sont les effets des sanctions économiques américaines et européennes visant l'Iran ?

Ce ne sont pas des sanctions qui font tomber un régime, mais elles l'affaiblissent. Si l'on veut l'amener

à démanteler son programme nucléaire, il va falloir les renforcer et les rendre plus effectives. Par exemple, dans le domaine pétrolier, le gouvernement iranien a fondé plusieurs sociétés écrans dans le Golfe pour contourner l'embargo européen [entré en vigueur le 1^{er} juillet 2012]. Je ne pense pas que des sanctions économiques puissent faire chuter un régime qui a fait la preuve de sa férocité, d'autant que l'opposition n'est pas unie et n'est pas prête à prendre la relève. Si un soulèvement intervient, il n'y aura personne pour animer et diriger ce mouvement.

L'opposition iranienne en exil a organisé récemment une réunion à Bruxelles. Pourquoi n'y avez-vous pas participé ?

Nous n'étions pas d'accord avec le contenu des discussions : la question des minorités ethniques iraniennes n'était pas au programme. Tant que leurs droits ne seront pas garantis, l'intégrité territoriale de l'Iran ne le sera pas non plus. En 2005, nous avons mis sur pied une coalition des minorités : elle comptait six organisations au départ et désormais nous sommes seize. Nous militons pour un Iran démocratique, séculier et fédéral.

En juin 2009, le « mouvement vert » a mobilisé massivement contre le régime dans les grandes villes. Le soutenez-vous ?

Je ne pense pas que les leaders de ce « mouvement vert » souhaitent un changement de régime. Mir Hossein Moussavi voulait le réformer pour pouvoir y participer à nouveau. Les gens ont réalisé avec la répression du « mouvement vert » que réformer ce pouvoir ne servait à rien. Ce qui a changé, c'est la résistance au quotidien : on voit se multiplier les grèves, les sit-in, les grèves de la faim.

Quels seraient les effets d'une campagne de bombardement contre l'Iran ?

De telles frappes peuvent toucher quelques sites nucléaires, mais pas détruire l'ensemble du programme. Il y a trop d'installations cachées. Des bombardements vont affaiblir le régime dans un premier temps, mais je suis assez pessimiste sur leur efficacité. **Globalement, comment jugez-vous la politique des Occidentaux envers l'Iran ?**

En menant une politique moins agressive et plus discrète, Barack Obama a pu rassembler une coalition internationale plus large contre le régime iranien. Mais nous savons que cela ne sert à rien d'espérer infléchir la politique de ce régime. Ce qu'il faut, c'est le changer. Cela nécessite un vaste effort concerté, des sanctions et un soutien ferme à l'opposition. Quitte à aller jusqu'à lui livrer des armes.

Etes-vous en contact avec les Etats-Unis et avec Israël ?

Avec les Etats-Unis, nous avons des contacts anciens. Avec Israël, ce n'est pas le cas à ce jour.

Vous avez abandonné la lutte armée en 1993. Quel bilan tirez-vous de cette décision ?

Un bilan positif. Deux de nos secrétaires généraux, le D' Abdul Rahman Ghassemlou et le D' Sadeq Sharafkandi ont été assassinés en Europe (en 1989 et en 1991). Plus de 120 de nos membres ont été tués au Kurdistan d'Irak. A ce jour, les autorités kurdes d'Irak nous protègent et nous ne voulons pas être pour elles une source d'embarras et la cause d'ingérences iraniennes. Avec l'arrêt des assassinats, par l'Iran, nous avons pu nous réorganiser et développer nos contacts diplomatiques. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE AYAD

Israel calls Iran sanctions a failure



Leon E. Panetta, the U.S. defense secretary, left on podium, and Ehud Barak, the Israeli defense minister, at a news conference on Wednesday at an anti-rocket site in Ashkelon, Israel.

JERUSALEM

Dismissing assurances by U.S., Netanyahu implicitly threatens strike

THE ASSOCIATED PRESS

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, standing next to the U.S. defense chief, said Wednesday without qualification that international economic sanctions had had no effect on Iran's nuclear program and suggested Israeli patience was wearing thin.

Mr. Netanyahu dismissed Defense Secretary Leon Panetta's assurances that the United States shared its goal of a nonnuclear Iran, saying the central features of Washington's strategy for stopping the Islamic republic's nuclear ambitions — sanctions and diplomacy — were perilously close to failure.

Mr. Netanyahu did not explicitly threaten to attack Iran, but that was the unspoken implication of his assertion that all nonmilitary measures had proved ineffective in persuading Iran to change its course.

"Right now the Iranian regime believes that the international community does not have the will to stop its nuclear program," Mr. Netanyahu said. "This

must change, and it must change quickly because time to resolve this issue peacefully is running out."

His message was striking, given that he delivered it beside Mr. Panetta, who spent two days in Israel offering reassurances that the two allies shared the same goals on Iran.

"I want to reassert again the position of the United States that with regards to Iran, we will not allow Iran to develop a nuclear weapon. Period," the Pentagon chief said. "We will not allow them to develop a nuclear weapon. And we will exert all options in the effort to ensure that that does not happen."

Mr. Panetta said all nonmilitary means of pressuring Iran had to first be exhausted before military action was called for. He said repeatedly that Washington still considered military action an option for the future.

But Mr. Netanyahu was unyielding in his view that more needed to be done now. He said sanctions had hurt Iran's economy but not achieved their ultimate purpose, which is to change the calculus of Iran's rulers.

"Neither sanctions nor diplomacy has yet had any impact on Iran's nuclear weapons program," the Israeli leader said.

"America and Israel have also made clear that all options are on the table. You yourself said a few months ago that

when all else fails, America will act," he said, referring to statements by Mr. Panetta. "But these declarations have also not yet convinced the Iranians to stop their program."

Iran says its nuclear program is meant to produce civilian energy, not to make weapons. And it insists that it has a right under the Nuclear Nonproliferation Treaty to enrich the uranium that can be used either to power civilian nuclear reactors or to build bombs.

Mr. Panetta's visit came on the heels of a stop here by Mitt Romney, the presumptive Republican presidential nominee, who has accused the Obama administration of doing too little to help Israel and too little to stop Iran.

In an appearance with Mr. Panetta at an air defense site in southern Israel, Defense Minister Ehud Barak sought to emphasize solidarity with the Obama administration, crediting Mr. Panetta and President Barack Obama for the "extraordinary" strength of the U.S.-Israeli defense relationship.

But he, like Mr. Netanyahu, parted ways with Washington by expressing doubts about the viability of the sanctions strategy.

Standing beside Mr. Panetta and flanked by U.S. and Israeli flags, Mr. Barak said he saw an "extremely low" probability that international economic sanctions would cause the Iranian leaders to give up their nuclear ambitions.

"We have clearly something to lose" while the world waits for sanctions to have the desired effect, "because the Iranians are moving forward," Mr. Barak said.

Taken together, the statements by Mr. Netanyahu and Mr. Barak emphasized the strain in U.S.-Israeli relations.

The Obama administration has steadily increased the severity of economic sanctions on Iran, and on Monday Congress agreed on a new package of sanctions that expand financial penalties and further target Tehran's energy and shipping sectors. Iran angrily equated the moves to economic "warfare."

Some argue that tough economic sanctions are a blunt instrument of power that harms a wide swath of ordinary Iranians without punishing those whose political decisions are the target of the penalties.

The National Iranian American Council, which seeks to promote better relations between the two countries, denounced the latest sanctions.

"The bill imposes collective punish-

Taken together, the statements by Mr. Netanyahu and Mr. Barak emphasized the strain in U.S.-Israeli relations.

ment on the Iranian people by seeking to destroy the Iranian economy," said the council's policy director, Jamal Abdi. "Meanwhile, Iranian regime officials do not suffer from lack of food or medicine and the Iranian Revolutionary Guard Corps enjoys an increasing share

of economic power under a sanctions economy?”

Mr. Panetta highlighted a series of measures the Obama administration has taken recently to improve Israel's defenses. He noted that the United States has invested more than \$200 million in an air defense system known as Iron Dome, which is designed to shoot

down short-range rockets, mortars and artillery shells fired into northern Israel from southern Lebanon and into Israel's south from the Gaza Strip.

An Iron Dome launcher formed the backdrop to Mr. Panetta's news conference with Mr. Barak near the city of Ashkelon, about eight kilometers, or five miles, north of the Gaza Strip.

Mr. Panetta also said the administration was working with the builder of the U.S. Air Force's next-generation F-35 fighter to include a special package of enhancements on the version that Israel intended to purchase.

INTERNATIONAL
Herald Tribune THURSDAY, AUGUST 2, 2012

Aleppo battle intensifies as Assad makes a call to arms

BEIRUT

BY DAMIEN CAVE

The battle for the Syrian city of Aleppo intensified on Wednesday as U.N. observers reported seeing Syrian jets fire rockets into contested neighborhoods while rebels deployed commandeered tanks and other heavy weapons.

A few hours after President Bashar al-Assad urged his forces to step up the fight, opposition leaders said late Wednesday that they had found dozens of bodies in a suburb of Damascus, soon after the Syrian Army searched house to house for rebel fighters and activists.

Videos supposedly taken in the town, Jdeidit Artouz, showed bodies lined up under blood-stained sheets as a narrator gave an estimated count that continued rising: 37, 42, and then even more.

"I counted 52 bodies," said Abu Abdullah, a resident who said he had helped move the dead to a local mosque before burial. "I'm really shocked. Why here?"

Analysts said the bodies appearing outside Damascus in a town filled with refugees — along with reports of renewed fighting in the capital and an escalation of the battle for Aleppo — suggested that the 17-month conflict was becoming more intense, with more front lines and more bloodshed.

"It's a rapid escalation," said Andrew J. Tabler, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy. "Once you start using fixed-wing aircraft and you have a city under full revolt, it's clear that the Assad regime is not going to stop and is not breaking. We're entering a new phase of this conflict."

Aleppo, which for much of the anti-Assad uprising had been relatively stable, is now the site of the most vicious fighting. For nearly two weeks, the Syrian Army has been battling rebel troops for control of the city, and for the first time, the United Nations said on Wednesday what rebels had been saying for days: the Syrian Army was using jet

fighters to extinguish the opposition. And they are not just flying overhead, as in the past; now, according to the U.N. monitor mission in Syria and videos showing flashes of light bursting from dark jets, they are firing.

"Our observers confirmed fighter aircraft firing rockets and cannons — heavy machine-gun fire," said Sausan Ghosheh, a spokeswoman for the U.N. monitor mission.

Mr. Tabler noted that the Syrians were not yet dropping bombs. But the calculated escalation to the use of jets seemed to be part of a concerted effort by Mr. Assad to rally his supporters by making clear that he would not limit his

military effort. In rare published remarks seemingly designed to marshal government forces and anyone thinking of defecting, he called on Syria's military to show "more readiness and continued preparations" to confront "internal agents" seeking to destabilize his battered country, according to the Syrian Arab News Agency.

To mark the 67th anniversary of the founding of the Syrian Army, Mr. Assad also used his remarks to blame internal agents for seeking to keep Syria from "improving our society to the level of developed countries." He also said Syria's "battle with the enemy takes multiple forms."

The call to arms was described by analysts as the first public appeal by Mr. Assad since a bombing in mid-July killed some of his most senior aides and prompted speculation about his whereabouts. Although his comments were carried by news agency, there was no immediate broadcast on state-run television.

Mr. Assad said Syria's "battle with the enemy takes multiple forms" and "determines the destiny of our people and nation." According to some news reports, he referred to a "crucial and heroic battle."

He said Syria's enemies "exploited internal agents as a bridge to destabi-

lize the homeland, undermine the citizens' safety and drain our economic and scientific capabilities" to prevent the country from "improving our society to the level of developed countries."

His characterization of the fighting seemed to indicate that while dismissing his adversaries as "terrorist gangs," Mr. Assad also acknowledged the high stakes surrounding his political survival. But he insisted that his forces had stood their ground, despite the spread of armed opposition through Syria's major cities in recent weeks.

"You wrote the greatest epic of heroism and pride and proved through facing the war waged against our country and confronting the criminal terrorist gangs that you are entrusted with the values of our people to whom you belong and faithful to their history and civilization," Mr. Assad said, according to the news agency's English-language edition.

"You represent the aspiration of our people in defending their dignity and honor and restoring stability and security of the homeland due to your determination to implement your sacred duty toward the homeland."

Reporting was contributed by Hwaida Saad and Dalal Mawad in Beirut; Alan Cowell in London; and an employee of The New York Times in Aleppo, Syria.

Towards Kurdish secession?

As the political crisis in Iraq deepens, Baghdad and the Iraqi Kurdish region have been flexing their military muscles, writes Salah Nasrawi

Irqi Kurdish leader Masoud Barzani cranked up the rhetoric against the Baghdad government this week, saying that the Kurds' patience was running out and that they could take up arms if felt threatened by the central government.

Barzani's comments came as tensions between the central Iraqi government in Baghdad and the Kurdish region intensified following reports of a military standoff between Peshmerga Kurdish soldiers and the Iraqi army.

"Our patience has lasted too long. We have always preferred an Iraqi solution, but if there is none such we will resort to a Kurdish solution and return to the people of Kurdistan," Barzani said in a broadcast on Saturday.

The Kurds and the Baghdad government have been embroiled in a long-running dispute over oil, land and revenue sharing.

While Baghdad insists that it has the sole authority to manage the oil fields and sign deals in the north of the country, the Kurds argue that the contracts they have signed with foreign oil companies are in line with the country's constitution.

They have been forced to sell their crude oil abroad, they say, because of delayed revenue transfers from the central government.

Baghdad has threatened that it could cut the payments it makes to the Kurdish region by the amount it has been losing as a result of the Kurdish oil sales, and Barzani has repeatedly threatened that if the crisis persists he will call for a referendum on the possible secession of Kurdistan from Iraq.

In an interview with Al-Jazeera, Barzani said on Monday that he would view it as a "declaration of war" if the central government cut funding to the Kurdish region, also warning that the Kurds would take measures to counter any military threats from the Iraqi government.

The remarks appeared to be intended to serve notice to the central government that

Barzani does not intend to back off in the escalating row over the Kurdish government's authority over the region.

On Friday, the Kurdish administration deployed Kurdish soldiers to block Iraqi government troops from reaching a border point with Syria, around 7,000 Iraqi troops having been sent to control the border crossing between the two countries.

Syrian opposition forces took control of the strategic border crossing last week, also seizing another crossing post with Iraq in the Anbar province to the south.

Kurdish leaders say that Iraqi troops were sent to the region to secure Syria's eastern border in order to assist the regime of Syrian President Bashar Al-Assad.

They have vowed that they will not allow government troops to operate in the area, which is part of the Arab-dominated Mosul province of Iraq but has been under Kurdish control since 1992.

The Kurds' defiance sparked a wave of indignation in Baghdad, and Iraqi Prime Minister Nuri Al-Maliki warned of "dire consequences" if the stand-off continued.

Al-Maliki said that the government troops were deploying outside the Kurdish region. "The behaviour of the Kurdistan region's troops is unconstitutional, and it could have triggered a [military] conflict," Al-Maliki said in a statement.

Members of the Iraqi parliament loyal to Al-Maliki have also accused the Kurdish region of hosting and training Syrian Kurdish rebels, allegedly using the crossing point to allow them into Iraqi Kurdistan.

The Iraqi media quoted several members of parliament as saying that they planned to ask Barzani to appear before them for questioning on this and other disputes.

In his interview with Al-Jazeera, Barzani acknowledged that Syrian Kurdish soldiers who had defected from the Syrian army had received mili-

tary training in the region, saying that they were intended to be deployed there to fill any "security vacuum" as Syrian security forces retreat.

Several Kurdish towns in northern Syria have fallen into the hands of Kurdish fighters over recent days, and the Baghdad government has rejected attempts to arm the Syrian rebels and is opposed to calls for Al-Assad's departure.

It says the training will deepen the ongoing political crisis in Iraq as foreign policy is supposed to be the prerogative of the central government alone.

A visit by the opposition Syrian National Council (SNC) chief Abdel-Basset Sida to the Kurdish enclave this week put another twist on the already complicated state of inter-Kurdish relations and highlighted the differences between the Kurdish administration and Iraq's central government towards neighbouring Syria.

Sida was reportedly trying to seek Barzani's help in convincing Syrian Kurdish leaders to form a united Kurdish front and join the uprising against Al-Assad.

A further recent source of tension between Baghdad and the Kurdish region came on Sunday when a high-ranking Iraqi official said that the country's security agencies had uncovered a secret weapons deal between the autonomous Kurdistan region and an unnamed foreign country.

The news agency AFP quoted an unidentified official as saying that Iraqi security agencies had unveiled the secret deal, which included "anti-armour and anti-aircraft missiles and a large number of heavy weapons."

The official described the alleged purchase of weapons by the Kurdish government as a "breach of the law and the Iraqi constitution."

Although Barzani has said that the crisis in Iraq could be resolved if a new oil and gas law were passed and the Kurds were given a greater say in central government, analysts believe that the crisis may be reaching a critical point.

Efforts to break the impasse have faltered as Barzani has insisted on Al-Maliki's ousting as prime minister, calling him a "dictator." As a result, the crisis has been turning into a war of wills, in which Iraq's stability and unity hang in the balance.

The military stand-off over the crossing point with Syria has raised the political temperature further, and on Monday the leaders of key political parties in Kurdistan said the Kurds were ready to defend their "achievements".

The Iraqi media reported this week that the standoff had forced people to flee their homes in the disputed areas for fear of fighting.

According to media accounts, Peshmerga soldiers and Iraqi troops have been deployed less than a kilometer away from each other, and clashes are possible.

The Kurds have fought the central Iraqi government ever since Iraq was declared an independent state following World War I. A semi-autonomous federal region was established after the US-led invasion of Iraq in 2003.

The Kurds may now feel that the uprising against the Al-Assad regime in neighbouring Syria could extend Kurdish autonomy, and this may have emboldened them in efforts to turn Iraqi Kurdistan into a bastion of the Kurdish movement in the Middle East as a whole.

However, Al-Maliki and his supporters do not seem unduly worried by Barzani's rhetoric, possibly betting that the Kurdish leader may be raising the stakes but will not follow through on threats to secede from Iraq.

Kurdistan's secession, they believe, could set off a chain reaction in the region that would damage Kurdish prospects. As a result, they hope that Barzani will realise that the Kurds' best hope is to work in cooperation with Baghdad and accept this as a realistic and productive outcome. □

As the Middle-East unravels, Kurdistan displays its new leverage

Globe Editorial

Bashdar Pusho Ismaeel

Kurdistan Region is no longer a threat but a ticket for Turkish stability, economic prosperity and to maintain their strategic influence in the ever-changing dynamics of conflict-torn Middle East.

Turks and Kurds have always been natural allies. It may have come decades too late and with much suffering for the Kurdish people later, but Ankara has grown to accept a reality, that was always prevalent, but they chose to mask in the pretext of narrow nationalist pursuits.

That reality is that as a major ethnic group of the Middle East both at present and throughout history, Kurds and Kurdistan have always existed as a key component of the region, regardless of constitutional stipulations, policies of repressive governments or a lack of statehood.

Natural Allies

Turkey spent years threatening the Kurdistan Region and making accusations against them. Now in the ever changing Middle Eastern climate, perhaps it is Turkey that is more in need of the Kurds as natural allies.

Ankara has acknowledged that strong ties with the Kurdistan Region are vital to maintaining stability in Turkey, the surrounding region and the Turkish quest for influence in the new Middle East. Turkish analysts mistakenly observe that their border with the Kurdish territories has increased from 800km to 1,200km. They are wrong. The border of the Kurds stretches much further when you include Iranian Kurdistan and remnants of soviet areas of Kurdistan.

Furthermore, the Kurdish border never "increased", it is and always has been the same length.

In simple terms, Turkey was

always engulfed by Kurdistan. While oppressive policies of the previous regimes in respective countries kept the Kurdish segments largely apart, these borders have been slowly eroded.

The Kurdistan Region is now the national hub of the Kurds and their economic, cultural and strategic centre. Movement between the parts of Kurdistan is becoming easier and the Kurdistan Regional Government's (KRG) economic boom and newfound prominence, is a gain for all parts of Kurdistan.

There is already an increasing labour, trade and employment benefits for Kurds outside of the KRG. Turkey needs the KRG to keep peace, stability and diplomatic channels in the parts of Kurdistan they commonly border.

Kurds over Iraqi Arabs?

Turkey is increasingly choosing Kurdistan over Baghdad. At the same pace as Ankara-Baghdad relations have deteriorated, Ankara-Erbil ties have accelerated.

Already boasting billions of dollars of trade between them, new energy deals and oil pipelines, in the face of fierce objections from Baghdad, adds new economic dimensions to already flourishing relations.

Just this week, Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoğlu paid a symbolic visit to Kirkuk. The fact this was the first of its kind in 75 years says it all.

This is the same city that for Turkey was a red-line and the city Turkey had threatened many invasions over. Now the visit was conducted, much to the anger of Baghdad, side by side with Kurds. Long-time Turkish aspirations for influence in the old Ottoman Mosul Vilayet that they historically crave, runs through Erbil, much in the same way as Turkey's quest to promote Turkmen interests can only be achieved through Kurdistan.

The Iraqi foreign ministry issued a sharp rebuke to Turkey for "violating" its constitution as they claimed that Davutoglu had neither requested nor obtained permission



Increasing Turkish dependence on KRG as a factor of peace and stability in the region. Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani shakes hands with Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoğlu in Erbil./GLOBE PHOTO/Safin Hamid

to enter Kirkuk.

Baghdad repeated what Davutoglu already knew. But it's the Kurds they need in Iraq right now, not Baghdad, hence why Turkey agreed to export Kurdish oil in a historic move, again, against a backdrop of a stern backlash from Baghdad.

The fact that in recent weeks the likes of Chevron, Total and Gazprom joined the rush of oil-giants, on the side-lines for so many years, is also an indicator of Turkish backing of the KRG for such deals.

Oil giants are fed-up of the waiting game with Baghdad and have signed lucrative contracts with the KRG knowing fully well what the Baghdad stance and risks would entail.

They effectively chose Kurdistan over Baghdad.

Syrian Kurdistan

Whilst the public Turkish rhetoric is understandable, if nothing to appease the nationalist hawks and military elite, in reality Turkey can do little to prevent the Kurdish autonomous advancement in Syria.

Much in the same way as it finally warmed to the reality of a Kurdistan government next door in Iraq, Turkey will come to realise that it needs to lure and work with the Syrian Kurds rather than alienate them.

Furthermore, it will be rather ironic, that they promote and support the democratic and freedom strug-

gles of the Sunni Arabs, yet chastise the Kurds, who have suffered a lot worse than Arabs under Baathist rule, for wanting the same.

Too often for Turkey, a nationalistic Kurd has been synonymous with a PKK sympathiser. Most Kurds are nationalists but not all support the PKK.

While there is an undoubted PKK support base in Syria, there is also clearly a multitude of other Kurdish political parties in the mix. It's not the Kurdistan Democratic Union Party (PYD) that solely rules the roost as many allege.

The PYD may actually serve as an opportunity and not as a threat to Turkey. Not only can it slowly bring the PYD to its sphere of influence with an affective carrot and stick approach, it can also use it as a way to diminish support of the PKK in Syria and indeed Turkey.

If Turkish Kurds can see that nationalist goals can be achieved in Syria without the PKK, it may well swing sentiments.

The root cause for endless circle of violence between the PKK and Turkey has been the failure of Ankara to address the roots of its problems.

Success against the PKK cannot be achieved by shooting them down from their mountains and strongholds, but it is to prevent their ascent in the first place.

Any military incursion by ➔

➤ Turkey into Syrian Kurdistan will have dire consequence. It will further antagonise the PYD into a hard-line stance and certainly tip the scale for Kurdish moderates.

Even the PKK have renewed grounds for striking peace, if they can find a political voice in Syria, it may well change the tune of negotiations in Turkey, affording them with a unique opportunity to break from arms and their image.

Syrian Kurdish foster parents

Kurdistan President Massaud Barzani and Turkish Foreign Minister Davutoglu both warned in a joint statement that "any attempt

to exploit the power vacuum by any violent group or organisation will be considered as a common threat."

Barzani is unlikely to relinquish support and unity with PYD, but the statement serves as a warning to the party, to keep within a political path and uphold the terms of the Erbil Agreement.

Turkey may well accept the PYD as long as the PYD works closely with the Kurdistan Region. Some Turkish circles had expressed surprise at Barzani's key part in the Erbil agreement that ensured Syrian Kurdish unity, but Ankara

will in the background accept and encourage Barzani and the KRG to becoming the foster parents of the Syrian Kurds.

Increasing economic and political Turkish support for the KRG and perhaps even statehood will come under the trade-off that peace and stability can be maintained in Turkish Kurdistan and the surrounding Kurdish areas.

Turkey and Kurdistan may well become a de-facto confederation. It may seem strange and delusional, but how believable was senior Turkish leaders openly referring to the term Kurdistan and giving

press conferences under the flags of Kurdistan and Turkey, just a few years ago?

Such strong alliances could well be win-win for Turks and Kurds. Turkey has access to Europe and the possibility of future European Union membership with all the benefits it entails, whilst Kurdistan has access to billions of barrels of oil, are secular Sunni's like Turkey and form an increasingly important buffer against Shiite influence and in the ever hostile and conflict torn Middle East that is threatening to severely damage Turkish standing in the region. □

TheNational AUGUST 5, 2012

Kurdish brinkmanship eyes balance of power after Assad

RANJ ALAALDIN / *thenational.ae*

Over the past two weeks, President Masoud Barzani of the Kurdish region of Iraq has strongly asserted ethnic identity amid regional instability.

In Iraqi politics, Mr Barzani's Kurdistan Regional Government has defied the Arab-led central government in Baghdad on two fronts. First, his government signed yet another oil contract with a US major, despite Baghdad's objections. Building on Exxon Mobil's entry into the region last November, the KRG has managed to convince Chevron to invest, much to the dismay of Baghdad, which has barred the company from operating in the south as a response.

To add insult to injury, the French company Total also purchased interests last week, strengthening the KRG's case that its energy policy is working while Baghdad's is failing.

Second, in a serious standoff last weekend in Kurdish-controlled territory in the north, KRG security forces almost exchanged fire with federal army forces. Baghdad sent its troops to secure a border crossing to Syria, in light of the deteriorating situation in its western neighbour. The Kurds, however, stood firm and Baghdad retreated.

Common sense prevailed to prevent the type of Kurdish-Arab civil conflict that has characterised the country's history.

The KRG has its eyes fixed on the conflict in Syria, where the country's two million Kurds look to claim a stake in post-Assad Syria.

A weakened regime presents as many opportunities as it does challenges. Just days before threatening to declare independence from Iraq, Mr Barzani admitted that his government had been training Syrian Kurds on Iraqi territory.

The move is ambitious, but stability in Iraq's

Kurdish region since 2003, and its rapidly developing energy sector, contrast sharply with the deteriorating security elsewhere in Iraq and across the region. It also establishes Mr Barzani as the most powerful Kurdish leader in the region, in effect expanding his sphere of influence and potentially extending Kurdish autonomy into Syria.

Mr Barzani's gamble may be paying off. Syrian security forces have already withdrawn from a number of Syrian Kurdish towns and a military unit trained by Mr Barzani's security forces - numbering close to 700 fighters - may soon take Qamishli, the largest city in Kurdish-majority areas in Syria.

If the Assads do fall, Syria's Kurds will be indebted to Mr Barzani. They could emerge as a major force in Syria, largely because of their numbers. They may also be better organised than other Syrian groups caught up in infighting. Syria's Kurds also sit on most of the country's oil resources.

Iraqi Kurds are positioning for economic and strategic opportunities and, more specifically, an alternative route for oil exports, which would further erode their dependency on Baghdad and its pipelines.

Mr Barzani appears to be building a coalition against possible future enemies. First, these include Islamist fundamentalists asserting their authority, who may flourish in the power vacuum that will follow the Assad regime's downfall. Second, the Arab-led and Turkish-sponsored Syrian National Council has so far offered Kurds few assurances, although the council's nominal leader is Abdulbaset Saida, a Syrian Kurd himself.

Transnational Kurdish cooperation has agitated Baghdad, which already fears a Sunni Islamist takeover in Syria that might embolden Iraq's volatile Sunni territories bordering Syria. Iraqi Sunnis have already sent men, funds and

arms to rebel fighters.

Iraq's Prime Minister Nouri Al Maliki will not approve of Irbil's support of non-regime forces. On the ground sources have suggested that this line of thinking prompted Mr Al Maliki to send troops to Kurdish-dominated areas in recent weeks.

But the fall of the Assads will unfold regardless of Kurdish actions. The Kurds in both Iraq and Syria could actually prove pivotal allies for the Maliki government in a very uncertain future. Baghdad will need reliable partners in Syria; Allawites will probably be marginalised, leaving Syrian Kurds as the most significant minority. Baghdad as well as Iran could look to Mr Barzani to provide a line of communication to Syria's Kurds.

Nor will Mr Barzani have any trouble selling this to his constituency back home. Some Kurds may wonder why the KRG is focused on Syria when there is much to be done at home, but the majority will recognise the strategic importance and, of course, the moral and nationalistic obligation to support their Kurdish brethren.

To maximise these opportunities, Irbil will probably increase its support as the conflict further escalates, continuing to organise, train, fund and arm Kurdish fighters.

Iraq's Kurds offer not only funds and material, but organisational, political and diplomatic experience, in addition to regional influence. This will become crucial if Syria's other opposition forces do not protect Kurdish political and territorial rights.

Mr Barzani and his government will have to convince the United States and other powers to play a role with tangible support. Iran, which maintains strong relations with the KRG, also has to be convinced that the Syrian regime's days are numbered and it is time to choose other partners to further their strategic interests. Tehran will be aware that Syria's other opposition groups will favour its traditional rivals on the Arabian Peninsula.

Ranj Alaaldin is a senior analyst with the Next Century Foundation, a conflict-resolution NGO based in London

Dans Alep, à l'heure de la terreur des chabiha

Par Florence Aubenas
(Nord d'Alep, Syrie, envoyée spéciale)

C'était une demande de renfort, banale, lancée le 30 juillet dans la nuit par un groupe de soldats rebelles : ils viennent de s'accrocher avec l'armée régulière, du côté de l'aéroport d'Alep. Quand vingt-cinq hommes démarrent pour leur venir en aide, la demande est déjà devenue un appel au secours, de plus en plus pressant.

Pour les insurgés, la seule manière d'arriver à temps serait de traverser le quartier de Nerab, du côté du pont. Impossible. La zone est contrôlée par les Berri, une famille ou plutôt une armée, près de 100 hommes du même clan, qui en dirigent au moins 300 autres, recrutés dans leur entourage. Le seul uniforme qu'il porte, c'est leur nom – même si eux préfèrent dire "notre marque", comme on le ferait pour un modèle de voiture : "chabiha". Ça veut dire "fantôme".

Alaouites en général et sunnites dans la région d'Alep, il en existe des milliers comme eux à travers tout le pays, un peu mafieux, un peu mercenaires, exhibant comme des galons une réputation exécrable, gagnée surtout en escortant les trafiquants de toutes sortes entre la Syrie et le Liban. Le gouvernement lui-même se sert d'eux de temps en temps, en période électorale notamment, pour des intimidations ou des mic-macs de scrutin.

En 2011, la vague de révolte a propulsé les chabiha au cœur du régime, faisant passer l'armée des "fantômes" au service de l'Etat.

A Alep, ce soir-là, un des rebelles, venus en renfort, possède le contact de Zeino, le parrain de la famille Berri. Pur hasard, alliance de famille par mariage. Le groupe décide de tenter le tout pour le tout et négocie son passage à travers Nerab. Depuis leur entrée dans Alep, le 21 juillet, les insurgés de l'Armée syrienne libre (ASL) ont réussi à tenir tête aux troupes du



Un chabiha, détenu par des rebelles dans la prison de Marea, arbore sur son torse des tatouages à la gloire du clan Assad. Un chabiha, détenu par des rebelles dans la prison de Marea, arbore sur son torse des tatouages à la gloire du clan Assad. | Laurent Van der Stockt pour Le Monde

gouvernement, qui promettaient pourtant de les massacrer : les Berri pourraient avoir intérêt, désormais, à se rapprocher d'eux.

L'accord se conclut en quelques minutes sur un téléphone portable. C'est Zeino lui-même qui donne sa parole. Le convoi des rebelles se lance à travers Nerab. Dans une rue, les deux issues se bloquent soudain. Embusqués dans les immeubles, les Berri se mettent à tirer. Bilan : 12 morts, autant de blessés et un rebelle rescapé, un seul. De l'autre côté, aucune perte.

"PAR MON ÂME, PAR MON SANG, VIVE BACHAR"

"Ces derniers mois, le gouvernement a chargé les chabiha du boulot que personne d'autre ne voulait – ni ne pouvait – faire dans le pays : écraser les manifestations, à n'importe quel prix", dit Abou Nacer, un commandant de l'ASL. "A Alep, ils ont gagné tant de pouvoir qu'ils se croient devenus les maîtres. Nous nous vengerons." L'affaire Berri a commencé.

A Marea, gros bourg de campagne à une trentaine de kilomètres d'Alep, le maire, Mohammed Nejjar, se souvient parfaitement du début de la révolte, il y a dix-sept mois. C'était l'époque où le régime pensait que les "méthodes classiques" suffiraient à l'insurrection : en organisant, par exemple, des contre-manifestations dans chaque province en faveur du président Bachar Al-Assad. C'est Mohammed

Nejjar qui en est chargé à Marea : cela fait trente-cinq ans qu'il est membre du parti Baas, comme tous ceux qui veulent réussir en Syrie.

Alors, ici comme ailleurs, des bus viennent embarquer les employés du gouvernement, les amènent sur la place principale d'Alep où ils crient pendant plus de quatre heures : "Par mon âme, par mon sang, vive Bachar", encerclés par des forces de sécurité, qui empêchent toute esquive. "Je crois que les gens étaient contents d'être là", conclut Mohammed Nejjar avec un entrain inattendu. Puis il se tait.

Dans son bureau de Marea, au milieu d'une profusion de fleurs en plastique géantes, l'écran plasma diffuse Syrie-Actualités (Al-Ikhbariya), une des deux chaînes officielles. Regarder un autre programme – même chez soi – suffit ici à s'attirer de sérieux ennuis. Cet hiver, pourtant, quelques fonctionnaires ont préféré démissionner plutôt que défilé en faveur de Bachar. Pas nombreux, certes, mais ça n'était jamais arrivé. Et loin de s'épuiser, la contestation a continué d'enfler.

Depuis plus de quarante ans, la répression est l'autre pilier du régime, police et services secrets confondus. Eux aussi, dans le même temps, sont actionnés contre les protestataires. Avec ses escouades de flics faméliques et maltraités, la police va surtout mettre à nu le pourrissement du

régime.

Le commissariat de Salhin, à Alep, en laisse apercevoir l'étendue : sur 40 policiers, 15 se sont peu à peu ralliés à la "révolution", secrètement bien sûr.

"Ils nous informaient de qui était recherché et comment s'échapper. Ils ont sauvé nos vies", raconte un groupe d'étudiants en mathématiques, dans la fraîcheur d'un patio du quartier.

Par crainte, l'un d'eux ne quitte pas une cagoule noire et, dans les trous laissés pour les yeux, on voit juste battre ses cils, très longs et très sombres. De temps en temps, son père apparaît, offrant de la pastèque. Le ventilateur fait le même bruit que l'hélicoptère, qui tire dans le ciel depuis le matin.

Un des étudiants tripote un ordinateur, celui à la cagoule se met à raconter une soirée dans une boîte de nuit d'Alep, avant qu'elle ne ferme avec les combats. Aujourd'hui, ces revirements dans les commissariats ont pris une telle ampleur que les flics suspectés sont exécutés devant leurs collègues, pour l'exemple. Il y en a eu cinq à Salhin.

"FAIRE PLUS PEUR QUE LA PEUR"

Les services secrets du régime, à leur tour, montrent certaines limites face à cette contestation-là. Organismes pesants, très centralisés, ils peinent à tenir la rue face aux protestataires, qui bougent vite, au dernier moment et sans organisation pyramidale.

"Pour la première fois en Syrie, la peur a semblé reculer", dit le père de l'étudiant, homme d'affaires dans les pays du Golfe. "Alors, le régime a inventé quelque chose pour faire plus peur que la peur."

A Alep, la manifestation des médecins restera celle où les chabiha ont fait leur apparition publique. Bien sûr, dans leurs slogans, les docteurs parlent de "liberté", mais l'événement n'a pas de quoi faire frémir le pouvoir : la marche est organisée par un syndicat officiel, dans un quartier chrétien connu pour sa courtoisie face au pouvoir.

D'un coup, dans la rue, une trentaine d'hommes se mêlent aux médecins, armés de petits couteaux, très effilés, avec un manche de cuir rouge piqué de

➤ verroterie. Ils les enfoncent dans les côtes des marcheurs, glissant à leur oreille : "C'est un avertissement."

Trois ou quatre genoux sont brisés à coups de gourdin, comme par inadvertance. Bientôt, le défilé paisible devient un cortège de blouses blanches, trempées de sang. Aucune autre force de sécurité n'est visible ce jour-là.

Avec les étudiants, on fait encore moins de manières. Des manifestants sont attrapés, allongés dans la rue, mains liées dans le dos. Des chabiha marchent sur eux comme sur un tapis. De temps en temps, ils balancent leur matraque.

Un manifestant est mis debout. "Il portait une chemise jaune, brillante", se souvient un autre. On lui attrape le menton pour lui mettre la tête droite, presque délicatement.

"MAINTENANT, LE GOUVERNEMENT, C'EST NOUS"

D'une voix calme, on lui dit de ne pas bouger. Il ne bouge pas. Cela dure suffisamment pour que le jeune homme à la chemise jaune paraisse se rassurer un peu. Alors, un poing s'abat, énorme, sur son visage. A nouveau, on lui rattrape le menton. Cette fois, il supplie. Les autres doivent regarder. Ça recommence. S'il bouge, il est frappé plus fort et au bâton. Puis on fait lever un autre garçon. Ça, c'était le début.

Bientôt, cinq ou six tentes sont installées sur la place principale d'Alep, où des chabiha campent en permanence, comme chez eux, kalachnikov en bandoulière. Ils sont désormais les seuls sur le terrain. Dans les magasins, ils ne payent plus. Si on leur présente l'addition, ils reviennent la nuit tout casser. L'organisation marche par bandes, par familles, par clans, de plus en plus nombreux, recrutés au sein de chaque quartier.

Certains se vantent d'être célèbres, d'autres de rester cachés. "On savait qu'ils vivaient parmi nous, sans forcément les connaître tous, explique Salam, un professeur. Cela augmentait la terreur."

Quand il faut tuer, il s'agit de la faire de manière à frapper les esprits. Des chabiha se vantent de diffuser par Internet l'exécution d'un homme, décapité à la tronçonneuse. A ceux qu'ils menacent, ils conseillent certaines vidéos, comme celle où quatre hommes

brûlent vif un médecin des quartiers Est. Ou cette autre qui montre des étudiants jetés par la fenêtre, à la Cité universitaire d'Alep.

Lors d'un déplacement à Alep, le président Bachar Al-Assad rend visite à la famille Berri. A la faveur des dernières élections, deux de ses membres siègent désormais au conseil municipal, un autre au Parlement. Il y a quelques mois, quand un différend oppose certains des Berri à une famille du voisinage, trois pick-up démarrent du quartier de Nerab. Le rival est exécuté en public, jeté à terre, un pied posé sur le cou. Venue arrêter les Berri, la police les trouve de retour chez eux, fumant paisiblement le narguilé.

Ils claquent la porte au nez du commissaire : "Maintenant, le gouvernement, c'est nous." En juillet, quand les troupes rebelles entrent dans la deuxième ville du pays, ils ne trouvent dans les rues ni soldats ni policiers. Seulement le peuple des "fantômes", planqués derrière des fenêtres banales ou regroupés dans des bâtiments entiers, prêts à défendre chaque centimètre de trottoir. El-Hadji, qui dirige les opérations côté rebelle, les considère aujourd'hui comme le problème majeur pour l'Armée syrienne libre (ASL) dans la bataille d'Alep, bien davantage que les bombardements ou les tanks.

LE LYCÉE TRANSFORMÉ EN PRISON AU NORD D'ALEP

Au hasard d'un check-point, à un carrefour, il arrive qu'un chabiha soit pris. A Bab Al-Hadid, en voilà un qui tentait de s'enfuir en voiture. On rassemble des voisins pour recueillir des témoignages. Tous se défilent, même quand on découvre sous le siège arrière un sabre, une batte en bois blanc et deux kalachnikovs. Les visages restent baissés, on se tient loin de lui, comme s'il allait frapper. Il fait un geste pour rajuster sa chemise. Tout le monde recule, effrayé. Le chabiha finit par être embarqué dans le coffre à coups de crosses.

Plus d'une centaine d'entre eux sont aujourd'hui emprisonnés dans un lycée transformé en prison par les rebelles de l'ASL, au nord d'Alep. Tous sont présumés innocents, aucun n'est défendu par un avocat. Un conseil de citoyens sera chargé de l'enquête et du jugement, selon Abou Hatem, riche propriétaire terrien qui gère bénévolement

la prison. L'endroit est devenu un des lieux les plus courus de la région où journalistes, notables bien introduits, organisations des droits de l'homme font aujourd'hui antichambre.

Abou Hatem envoie chercher un prisonnier. Demande : "Vous le reconnaissez ? Il est passé sur CNN." Il s'agit d'un garçon très maigre, "drogué", dit-il lui-même, dont le corps est entièrement tatoué de portraits de Bachar Al-Assad et sa famille. Il paraît que c'est une spécialité en ville, avec une longue liste d'attente. Un gardien veut lui baisser son survêtement pour dévoiler, sur chacun de ses testicules, une fleur, une épée et "peut-être une autre chose aussi, c'est une surprise". L'autre proteste vaguement. On en reste là.

Puis vient un employé administratif à qui on a confié pour "travail" de mitrailler les gens dans les manifestations. Il dit en avoir tué sept. Alors que personne ne lui demande rien sur l'ASL, il déclare que les rebelles sont très gentils avec lui.

Ensuite, c'est Mahmoud qui est amené, pieds nus, la gueule gonflée de coups. Il doit calculer longuement avant d'annoncer son âge : 21 ans.

Dans son village, à une entrée à l'est d'Alep, s'était installé un barrage de l'armée régulière pour arrêter "les rebelles et les révolutionnaires". Mahmoud est fasciné. Il le dit. En rentrant de son boulot d'ouvrier dans une usine de plastique, il prend l'habitude d'apporter à manger à ceux du check-point. Il reste toute la nuit parmi eux. "Ils ont fini par me proposer du travail."

Il doit repérer en mobylette les voitures suspectes, puis dénoncer les gens pour 14 000 livres syriennes par mois (220 euros). Grâce à lui et deux autres garçons, "dix voitures par jour, à peu près, étaient arrêtées. Les gens étaient battus, parfois tués".

EXÉCUTION COLLECTIVE ET ENQUÊTES INTERNATIONALES

Et ça continue, des types ordinaires, les uns après les autres, conduits dans le bureau du directeur de la prison et en sa présence. Hassan, 31 ans : "Le soir, au moment où je m'endors, je sens l'Etat syrien dans ma tête. Quand je regarde ma ville d'Alep, je le vois

comme un nuage au-dessus d'elle. J'ai peur depuis que je suis tout petit. Mon père, qui était fonctionnaire comme moi, me répétait : "Ne dis rien contre le gouvernement.""

Il retrouve sa longue robe kaki pour sortir un mollet maigre : "Regardez, mes poils se dressent quand je parle d'eux." Lorsque les services secrets lui proposent de "dénoncer des manifestants", Hassan dit que, depuis toujours, il redoutait et attendait ce moment à la fois.

Le 31 juillet, les forces rebelles à Alep attaquent le quartier de Nerab pour venger la trahison du clan Berri. Dix de ses membres au moins ont été tués et 35 faits prisonniers. Zeino, le parrain, est parmi eux. Dans une des casernes de l'ASL, on peut le voir à travers une porte entrebâillée, assis au milieu d'une pièce avec 13 autres personnes menottées. Certains sont tellement trempés de sang qu'ils semblent maquillés pour un film d'horreur.

Zeino, lui, doit avoir plus de 60 ans, mais c'est difficile à dire. Pour l'humilier, on l'a laissé nu dans un slip noir, le visage entièrement défoncé. A la porte, des soldats de l'ASL se succèdent. L'un le filme au téléphone portable, l'autre exhibe comme des trophées des objets chipés sur les prisonniers, bagues ou couteaux. Dans l'enthousiasme, des vidéos sont balancées sur le Net. Quelques heures plus tard, Zeino disparaît des écrans. Il a été exécuté, ce que nient des gradés de l'ASL. La vidéo d'une exécution collective a fait le tour de la Toile mondiale.

Le cas Berri, et plus généralement celui des prisonniers, est scruté avec attention par les observateurs de la crise syrienne : plusieurs enquêtes internationales pourraient être lancées sur les méthodes de l'ASL, dont des violations des droits de l'homme. Les rebelles se disent prêts à coopérer. L'affaire Berri n'est pas finie. A Alep, il existe une autre grande tribu de chabiha, les Merdil. Elle est désormais en train de négocier sa reddition avec les rebelles. ■

La reprise d'affrontements à Damas montre les limites des contre-offensives du régime de Bachar Al-Assad

A Alep, les rebelles de l'Armée syrienne libre continuent de défier les troupes loyalistes, deux semaines après leurs premières attaques dans la capitale du nord de la Syrie

Concentrés depuis dix jours sur Alep, les combats entre l'armée et les rebelles syriens ont désormais repris dans et autour de Damas. Le régime de Bachar Al-Assad, qui pensait avoir « pacifié » sa capitale après une série d'attaques très brutales, menées dans la foulée du mystérieux attentat du 18 juillet, qui a coûté la vie à quatre hauts responsables sécuritaires, est confronté à une reprise de l'insurrection dans la première ville de Syrie.

Des affrontements se sont déroulés mercredi 1^{er} août dans le quartier sud de Tadamon, qui avait servi de tremplin aux insurgés pour mener à la mi-juillet des opérations jusque dans le centre de Damas. Dans la nuit de mardi à mercredi, pour la première fois depuis le début du soulèvement en mars 2011, des combats se sont déroulés à proximité des quartiers chrétiens de Bab Touma et Bab Charqi. Cette partie du Vieux Damas, très prisée des touristes, que le régime pensait « sanctuarisée », a été le théâtre ces derniers mois de manifestations de soutien au président Assad.

En réaction à ce coup d'éclat des insurgés, les forces régulières ont mené mercredi un raid particulièrement sanglant contre la localité de Jdeidet Artouz, dans la banlieue sud-ouest de la capitale. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres, qui dispose d'un réseau d'informateurs sur le terrain, les corps de



Le quartier de Salaheddine, à Alep, sous le feu nourri de l'armée régulière. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

43 personnes ont été retrouvés après le départ de l'armée. « Une centaine de jeunes ont été arrêtés et ont été enfermés dans une école où ils ont été torturés. Certains ont été victimes d'exécutions sommaires », explique l'OSDH qui précise que la plupart des dépouilles ont été identifiées comme étant des civils. Lundi, une autre opération punitive du même genre avait été menée contre la localité de Moadamiya, toujours en lisière de Damas. Les

corps de 16 habitants avaient été retrouvés dans une fosse commune, certains portant des traces de brûlures. De nombreuses habitations avaient été dévastées durant cet assaut.

Avions de chasse

A Alep, les rebelles continuent de résister à l'armée régulière. Jeudi matin, ils menaient une opération contre l'aéroport militaire de Menagh, à 30 km au nord-ouest de la ville d'où décollent les hélicoptères et les avions qui mènent des raids sur Alep. Au moins un char, capturé par les rebelles dans une opération précédente, était utilisé dans cette attaque, selon l'OSDH. Mercredi, les observateurs de l'ONU ont affirmé que l'armée syrienne avait employé pour la première fois des avions de chasse pour bombarder Alep.

Selon le colonel Kassem Saadeddine, porte-parole de l'Armée syrienne libre (ASL) celle-ci contrôlerait « 50 % » de la métropole du

Nord et la quasi-totalité de la province d'Alep. Ses combattants sont présents dans l'est de la ville, dans des zones déshéritées et peuplées comme Bustan Al-Qaser, Hanano, Shaar et Sakhour, en plus du quartier de Salaheddine, au sud-ouest, d'où est parti le soulèvement armé le 20 juillet.

Après s'être emparées de trois commissariats ces derniers jours, les forces anti-Assad envisagent d'attaquer le siège des services de renseignement de l'armée de l'air, qui est situé dans l'ouest d'Alep et qui commande l'accès aux quartiers aisés de la ville. « Si ces sites tombent, la victoire sera possible », a déclaré à l'AFP le général rebelle Abdel Nasser Ferzat.

Par ailleurs, le département d'Etat américain a débloqué 25 millions de dollars (20 millions d'euros) pour la rébellion syrienne. Cette assistance se limite à du matériel non létal, comme des équipements de communication. ■

BENJAMIN BARTHE

Les insurgés donnent la chasse aux miliciens pro-Assad

Des combats ont éclaté mercredi 1^{er} août, à Alep, entre l'Armée syrienne libre et le clan des Berri. Cette famille sunnite, à qui le régime syrien avait confié ses basses œuvres dans la grande ville du Nord, entend venger son chef, Zeino, qui a été exécuté, mardi, en compagnie de plusieurs de ses hommes. Un vidéo, mise en ligne sur Internet, montre des individus au visage

ensanglanté, qui sont alignés contre un mur de pierre. Des combattants rebelles ouvrent ensuite le feu contre ces prisonniers. A Alep, le clan Berri est connu pour son implication dans la répression du soulèvement anti-Assad, ainsi que dans une série de trafics. Le Conseil national syrien, le principal groupe d'opposition, a dénoncé les exécutions. — (AFP.)



VENDREDI 3 AOÛT 2012

Kofi Annan: «J'ai fait de mon mieux»

Peu soutenu dans son plan de paix en Syrie, le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe a démissionné, hier.

Par **MARC SEMO**

Finalement, Kofi Annan, 73 ans, a jeté l'éponge un peu moins d'un mois avant le terme prévu de sa mission, le 31 août. Annoncé d'entrée de jeu par les plus réalistes, et devenu de plus en plus évident au cours des dernières semaines, l'échec de l'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie est d'abord celui de toute la communauté internationale, au travers d'un Conseil de sécurité paralysé depuis le début de la répression par les veto russe et chinois, indéfectibles soutiens du régime de Damas.

«J'ai fait de mon mieux», a lancé l'ancien secrétaire général de l'ONU (1997-2006), hier, lors d'une conférence de presse à Genève, affirmant que «la militarisation croissante sur le terrain et le manque évident d'unité au sein du Conseil de sécurité ont fondamentalement changé les circonstances pour l'exercice effectif de [son] rôle». Ce diplomate ghanéen, profondément marqué par son expérience de responsable des opérations de maintien de la paix de l'ONU lors des conflits en Bosnie et au Rwanda, a notamment déploré «ne pas avoir reçu tous les soutiens que la cause méritait».

Le Prix Nobel de la paix, entré en fonction le 23 février, avait patiemment négocié, y compris en discutant avec Damas, un plan de paix censé arrêter l'engrenage vers une guerre civile. Ce projet en six points prévoyait notamment un cessez-le-feu immédiat, l'accès de l'ONU aux populations civiles pour des aides humanitaires, l'ouverture d'un dialogue politique et d'une transition, la libération des personnes arbitrairement détenues, la liberté de

manifestier et même l'accès pour la presse. Ce plan est resté sur le papier, et jamais les violences du régime ne se sont même ralenties. Le Conseil de sécurité n'en vota pas moins, fin avril, une résolution autorisant le déploiement de 300 observateurs non armés. Ils eurent le mérite de témoigner des exactions commises sur le terrain. Mais leur mission était rapidement devenue trop risquée, ils ne pouvaient plus circuler dans le pays.

COMPROMIS. Avant même le retrait de Kofi Annan, l'ONU avait voté une ultime prolongation – purement technique – avant leur rapatriement à la fin du mois. «A quoi bon envoyer des employés de l'ONU sans

ANALYSE *arme pour observer des violences dues au régime Assad, quand il n'existe pas de dispositif pour que [Damas] subisse les conséquences d'avoir manqué à ses obligations»,* avait alors souligné Susan Rice, ambassadrice américaine à l'ONU, peu après que, pour la troisième fois, Moscou et Pékin eurent bloqué un projet de résolution contraignant sur la Syrie.

En fait, la mission d'Annan était mort-née, parce que conçue d'emblée comme un compromis boiteux pour éviter le blocage russo-chinois. «L'ONU construit l'image d'une guerre civile entre deux parties que l'on renverrait dos à dos. Or il n'y a pas de guerre civile, il y a une guerre contre les civils», résumait Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences-Po Paris peu après l'accord conclu, le 30 juin à Genève, sous l'égide de Kofi Annan, par le groupe d'action sur la Syrie, réunissant les membres permanents du Conseil de sécurité et des pays voisins, dont l'Arabie Saoudite et la Turquie. Kofi Annan avait même



voulu y associer l'Iran, ce qui fut refusé par Washington et Paris. Cet accord, que le médiateur présentait comme son plus grand succès, prévoyait notamment «une transition

politique», mais ne fixait aucun délai. Jusqu'au bout, il était resté dans sa logique, estimant qu'aucune autre voie n'était possible que celle d'une laborieuse médiation. En raison de l'attitude de Moscou bien sûr. Mais il était conscient de la réticence des capitales occidentales, à commencer par un Barack Obama en pleine campagne électorale aux États-Unis, à se lancer dans une aventure syrienne. Et Paris n'était guère plus vaillant.

«IMPASSE». L'abandon de Kofi Annan a au moins le mérite de dissiper toutes les ambiguïtés. Significativement, la Russie comme la Chine et surtout le régime de Damas ont exprimé leurs «regrets» de cette démission, qui met fin à la fiction d'un plan de paix qui n'est jamais devenu, même un minimum, réalité. Dans les manifestations de l'opposition dans les rues des villes syriennes, le nom de Kofi Annan était de plus en plus souvent conspué. «Cette démission illustre l'impasse dramatique du conflit syrien», a déclaré hier, dans un communiqué, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, rappelant «l'urgence d'un cessez-le-feu, du départ de Bachar al-Assad et d'une transition politique respectant toutes les communautés syriennes». Depuis le 1^{er} août, la France préside le Conseil de sécurité et, avant même la démission d'Annan, avait déjà lancé la tenue d'une réunion d'urgence au niveau ministériel. Mais sa marge de manœuvre reste bien mince dans une situation diplomatique bloquée. ◆

Faut-il livrer des armes aux rebelles syriens ?

Après l'échec de la voie diplomatique, les Occidentaux sont confrontés à ce dilemme aux lourdes implications

Le 1^{er} août, lorsque Barack Obama et François Hollande se sont parlé par téléphone, la Syrie n'a pas été le sujet numéro un de leur conversation. La bataille d'Alep continuait de battre son plein, et l'émissaire international Kofi Annan s'apprêtait à annoncer sa démission. Mais c'est la crise de l'euro qui, ce jour-là, a été au cœur de l'échange entre les deux présidents. Les enjeux de la campagne électorale américaine continuent de peser de manière majeure sur la « gestion » de la crise syrienne.

L'échec des efforts diplomatiques a pourtant placé les dirigeants occidentaux devant le problème d'une solution de rechange. Avec, en filigrane, une inquiétude qui monte : comment démontrer qu'ils ne baissent pas les bras pour parvenir à écarter le président Bachar Al-Assad du pouvoir ? La crise paraît s'installer dans la longueur. L'axe principal choisi désormais pour valoriser l'engagement occidental va être l'aspect « humanitaire ». Ce qui n'est pas sans rappeler le traitement de la guerre de Bosnie, au début des années 1990. Des aides accrues vont être déployées, en particulier auprès des camps de réfugiés dans les pays voisins de la Syrie.

Le régime syrien est loin d'avoir épuisé ses ressources financières, en dépit des sanctions : il ne dépenserait chaque mois « que » 500 millions des 6 à 7 milliards de dollars qui lui sont actuellement disponibles.

Une intervention armée extérieure demeure exclue, sauf dans un cas précis : si le pouvoir central syrien devait perdre le contrôle de ses importants stocks d'armes chimiques. Une action des Occidentaux, par l'entremise de commandos spécialisés, serait alors quasi-automatique, indiquent nos sources. Américains, Britanniques et Français se sont déjà coordonnés sur cette question, dans un contexte où Israël a ouvertement tiré la sonnette d'alarme : impossible de laisser le Hezbollah libanais,



Des rebelles de l'Armée syrienne libre pénètrent dans le quartier de Tarik al-Bab, à Alep, fin juillet.

LAURENT VAN DER STOCKT POUR "LE MONDE"

ou bien des groupes djihadistes apparus en Syrie, s'emparer de la moindre partie de cet arsenal.

On n'en est pas là, puisque, selon les services occidentaux, le gaz moutarde et autres substances meurtrières demeurent sous le contrôle étroit de Damas. L'utilisation de ces armes par le régime syrien lui-même, ainsi qu'il en a brièvement brandi la menace, est jugée peu probable car mal adap-

tée à la situation de guérilla urbaine qui prévaut. « Nous sommes en situation » d'intervenir si nécessaire, indique-t-on de source française, « mais nous ne sommes pas dans une opération de pré-déploiement. A ce stade, la question ne se pose pas. »

En revanche, le problème de l'armement de la rébellion prend une tournure aiguë, et pose un dilemme d'ordre politique : si l'avenir de

la Syrie « post-Assad » doit être déterminé par le camp victorieux sur le terrain, ne vaudrait-il pas mieux se montrer plus diligent à l'aider dans ses combats ? Les demandes des groupes anti-Assad se font de plus en plus pressantes. Ils réclament des missiles sol-air et des armes antitank.

La ligne officielle américaine est, à ce stade, de se limiter à des aides « non létales » : matériel de communication, renseignement, et activités de la CIA qui, à partir de la Turquie, s'efforceraient d'identifier des groupes armés « fiables » en Syrie afin d'en faire des destinataires. L'administration américaine a fait « fuiter » dans la presse, vendredi 3 août, que le président Obama avait signé une directive secrète permettant à ses services secrets d'accroître leur effort pour un renversement de Bachar Al-Assad.

Lors de la conversation téléphonique du 1^{er} août, Barack Obama

L'ONU vote un projet de résolution

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, vendredi 3 août, un projet de résolution exprimant une « grave préoccupation » devant l'escalade des violences en Syrie. Comme prévu, la Russie, alliée fidèle du président Bachar Al-Assad, a voté contre ce texte, qui n'a pas de valeur contraignante. Le représentant russe au Conseil de sécurité, Vitali Tchourkine, a condamné la

résolution en l'accusant de masquer « un soutien flagrant » à la rébellion. Le texte adopté appelle à « une transition politique générale menée par les Syriens vers un système politique démocratique et pluraliste ». Avant le vote, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait déclaré que les exactions signalées à Alep pourraient s'apparenter à des crimes contre l'humanité.

n'a pas demandé à son homologue français de le suivre sur une voie similaire, alors que Paris avait déjà indiqué en juin vouloir livrer des « moyens de communications supplémentaires » aux rebelles. Vendredi, le chef du Foreign Office, William Hague, a déclaré que le Royaume-Uni allait « aider encore davantage » mais toujours avec « des équipements non létaux ».

La France apparaît sur le dossier syrien adopter, au-delà des déclarations de condamnation virulente du pouvoir Assad, une politique de prudence centrée sur le souci de ne pas apparaître comme un cobelligérant. La présence de troupes françaises au sein de la force de l'ONU au Liban (Finul), pays où l'on redoute un « effet domino » du conflit syrien, entre dans l'équation : le Hezbollah prête main-forte au régime syrien.

Surtout, toute politique occidentale ouverte d'armement des rebelles, explique-t-on à Paris, ferait de la Syrie le théâtre d'un conflit par procuration entre grandes puissances, en sachant que l'Iran et la Russie continuent

d'aider Bachar Al-Assad (même Moscou a renoncé à lui livrer des missiles S-300, à l'issue de la visite du président Poutine en Israël, début juillet).

En matière de fourniture d'armes, les Occidentaux laissent agir l'Arabie saoudite et le Qatar, deux pays qui financent les acquisitions par la rébellion. Un trafic d'armes prend ainsi de l'ampleur à la fron-

Si Damas devait perdre le contrôle de ses stocks d'armes chimiques, une action des Occidentaux serait quasi-automatique

tière entre la Syrie et l'Irak, la Turquie étant la deuxième porte d'entrée. Mais les apports extérieurs demeurent pour l'essentiel limités à des armes légères, comme des lance-roquettes RPG, qui permettent de détruire des tanks mais seulement à condition de s'en approcher dangereusement.

Le leitmotiv des officiels occidentaux est de mettre en exergue le précédent de l'Afghanistan des années 1980, quand des missiles stinger avaient été livrés aux moudjahidines avant que le pays sombre dans la guerre civile, ou encore le danger induit par les livraisons d'armes à la rébellion libyenne en 2011, qui suscitent aujourd'hui de lourdes craintes au Sahel. Livrer des armes suppose de savoir à qui exactement elles parviendront, et comment assurer leur contrôle une fois la victoire acquise.

Pourtant, le débat sur une action qui pourrait renverser la vapeur en Syrie n'est pas clos. « *Les Etats-Unis, commente Jean-Pierre Filiu, universitaire français spécialiste du monde arabe, semblent dans la pire position de non-choix possible : ne pas aider ouvertement l'insurrection syrienne, tout en laissant "fuite-r" des informations sur une assistance secrète. Cela revient à alimenter la propagande de Damas sur la subversion extérieure, sans se donner les moyens de modifier substantiellement le rapport de forces.* » ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Le Monde

Jeudi 9 août 2012

L'Iran accentue son soutien au régime de Bachar Al-Assad

Téhéran craint la chute du président syrien, son meilleur allié régional

Au moment où le régime de Bachar Al-Assad paraît vaciller sous l'effet conjugué des défections de haut niveau et de la montée en puissance de l'insurrection armée, l'Iran a choisi d'envoyer un signal fort de soutien en dépêchant, mardi 7 août, à Damas, Saïd Jalili, le représentant personnel du Guide suprême de la République islamique, Ali Khameneï.

À l'issue d'une entrevue avec le président syrien, qui a fait sa première apparition télévisée depuis le 22 juillet, l'émissaire iranien a réaffirmé l'engagement de son pays aux côtés du pouvoir syrien : « *L'Iran ne permettra jamais la destruction de l'axe de la résistance [à Israël et aux Etats-Unis] dont la*

Syrie est un pilier essentiel », a déclaré M. Jalili. « *Le peuple syrien et son gouvernement sont déterminés à purger le pays des terroristes* », lui a répondu en écho le président syrien.

Saïd Jalili, qui est également le négociateur iranien en chef dans les pourparlers sur le programme nucléaire controversé de Téhéran, est arrivé à Damas en provenance de Beyrouth, où le gouvernement est dominé par le Hezbollah pro-Assad, dans le cadre d'une tournée régionale destinée à mobiliser les soutiens de la Syrie. Téhéran a annoncé la tenue d'une « rencontre consultative » sur la Syrie, jeudi 9 août à Téhéran.

Un effort manifeste de constitu-

tion d'un front pro-Assad destiné à contrer le groupe des Amis du peuple syrien, qui regroupe les puissances hostiles au régime syrien. Les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie sont, à des degrés divers, les plus actifs dans le soutien à l'insurrection syrienne.

Téhéran a annoncé la participation de dix pays à cette réunion diplomatique, sans qu'on sache lesquels ni à quel niveau de représentation. Le Liban, qui craint par-dessus tout une importation du conflit syrien dans ses frontières, a d'ores et déjà décliné l'invitation. De même que les Nations unies.

La survie du régime syrien est une question vitale pour l'Iran, qui voit dans la déstabilisation de cet allié de trente ans une manœuvre d'encerclement dans le cadre de sa confrontation avec les Etats-Unis, Israël et les monarchies du Golfe.

La fin du régime Assad porterait un coup dur au Hezbollah libanais, en le privant de profondeur stratégique dans le cas d'une nouvelle guerre avec Israël, comme en 2006. En perdant sa base arrière syrienne, la milice libanaise, chiite et pro-iranienne, perdrait tout moyen de cacher son arsenal le plus sensible et de se réapprovisionner rapidement en armes. Et l'Iran perdrait dans le même temps un moyen de pression et un

outil de menace essentiel sur Israël.

Libération des otages

Depuis le début du soulèvement syrien, le soutien de Téhéran est allé crescendo : d'abord des moyens de surveillance électroniques et aériens (drones), puis des livraisons d'armes, de l'aide financière et en pétrole, et enfin, l'envoi de conseillers, voire de troupes. C'est ce que prétendent les rebelles de l'Armée syrienne libre, qui ont revendiqué l'enlèvement, samedi, à Damas, de 48 pèlerins iraniens, qu'ils accusent d'être en fait des pasdaran (gardiens de la révolution).

Téhéran a multiplié, depuis, les démarches pour obtenir leur libération, demandant l'aide du Qatar et de la Turquie, bien introduits auprès de l'insurrection. Mardi, le ministre des affaires étrangères iranien, Ali Akbar Saleh, s'est rendu à Ankara, mais ses efforts ont été perturbés par des déclarations du chef d'état-major iranien, Hassan Firouzabadi, qui a menacé la Turquie de subir à l'avenir le même sort que la Syrie de Bachar Al-Assad.

Téhéran avait contribué au printemps dernier à faire libérer deux journalistes turcs entrés clandestinement et arrêtés en Syrie. Mardi, l'Iran a sollicité officiellement la « coopération » du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. ■

CHRISTOPHE AYAD

PÉTROLE : LES MAJORS S'INVITENT AU KURDISTAN MALGRÉ L'OPPOSITION DE BAGDAD

Après ExxonMobil et Chevron, Total et Gazprom viennent de prendre des participations dans des blocs d'exploration pétrolière au Kurdistan. Cette stratégie irrite Bagdad, qui juge ces contrats illégaux. Jusqu'à présent, les majors pétrolières s'interdisaient de travailler dans la région.



par Emmanuel GRASLAND
Chef du service Industrie

Les majors font décidément peu de cas des menaces de l'Irak. Elles se lancent l'une après l'autre dans l'exploration pétrolière au Kurdistan, en dépit de l'interdiction de Bagdad de signer des contrats avec les autorités kurdes. La semaine dernière, Total a ainsi annoncé l'acquisition d'une part de 35 % dans 2 blocs situés au Kurdistan irakien tandis que Gazprom Neft, le bras pétrolier du gazier russe, s'offrait des participations dans 2 blocs susceptibles de contenir 3,6 milliards de barils équivalent pétrole. Ces annonces ont déclenché la fureur de Bagdad, en conflit avec les autorités kurdes sur la répartition des revenus pétroliers. « Nous punirons les sociétés qui signent des contrats sans l'accord du gouvernement central et du ministère du Pétrole », a menacé un porte-parole du vice-Premier ministre irakien chargé de l'Énergie, Hussein Chahristani. Si Total n'annule pas les contrats, les conséquences seront « très graves ».

Total et Gazprom ne font pourtant que suivre le mouvement. Fin juillet, l'américain Chevron a acquis lui aussi une part majoritaire dans 2 blocs au Kurdistan. Mais c'est ExxonMobil qui a ouvert la voie en octobre. Insensible aux pressions de Bagdad, le groupe avait alors brisé un tabou en signant 6 contrats d'exploration au Kurdistan.

A quoi tient cet intérêt soudain pour la région ? Elle dispose de plus de 30 % des 143 milliards de barils de réserves de pétrole de l'Irak. Surtout, le Kurdistan propose des contrats de partage de la production beaucoup plus rémunérateurs que les contrats de service de 1 à 2 dollars par baril mis en place par Bagdad. Jusqu'à présent, les majors étaient absentes de la zone, de crainte d'irriter les dirigeants

LES CHAMPS PÉTROLIFÈRES IRAKIENS



irakiens. Le Kurdistan avait dû travailler avec des petits acteurs comme Afren, Perenco ou Vallares.

En signant avec les autorités kurdes, Total, Gazprom ou Chevron prennent des risques limités. Après avoir décidé de travailler au Kurdistan, ExxonMobil a été exclu du dernier appel d'offres en Irak mais le groupe a conservé l'exploitation du vaste gisement de Qurna-Ouest. Peu de chances donc que Total se voie privé de sa participation de 18,75 % dans le champ d'Halfaya. « Si le gouvernement annule les participations des compagnies, il perdrait des investissements et une expertise étrangère indispensables », écrit Siddik Bakir, consultant chez IHS. Dernier avantage, les contrats au Kurdistan permettent aux majors de faire pression sur Bagdad afin d'obtenir de meilleures conditions dans le reste du pays. Une façon de changer le rapport de force. Sur un plan logistique, le pari des majors n'est cependant pas gagné. « Le Kurdistan est une région

très enclavée », rappelle un expert. Les exportations de pétrole de la région se font via des oléoducs contrôlés par Bagdad. Pour contourner cet obstacle, le Kurdistan s'est associé à Ankara afin de construire un pipeline permettant d'exporter directement le brut vers la Turquie. Ce qui a nettement tendu les relations entre Ankara et Bagdad. Impact géopolitique

Ces contrats ont ensuite un énorme impact géopolitique. En s'installant au Kurdistan, les majors votent indirectement en faveur d'une indépendance de la région, qui pourrait donner des idées aux provinces sunnites et favoriser un éclatement du pays. Proche de Téhéran, le Premier ministre chiite, al-Maliki, se veut le garant de l'unité de l'Irak. Il a en face de lui des adversaires kurdes et sunnites, réunis au sein d'une alliance soutenue par la Turquie. Dans ce bras de fer, les contrats pétroliers seront clefs. □

Clashes between Kurdish rebels and soldiers leave 20 dead in southeast Turkey

By SUZAN FRASER | Associated Press

ANKARA, Turkey (AP) — Kurdish rebels raided three military posts in simultaneous attacks near the border with Iraq early on Sunday, sparking a clash at one paramilitary outpost that left six soldiers and 14 rebels dead, officials and news reports said. Two government-paid village guards assisting the Turkish military were also killed.

The rebels fired on military posts in Hakkari province that borders Iraq, including the paramilitary station near the village of Gecimli, some 20 kilometers (12 miles) from the frontier, according to a statement from the Hakkari governor's office.

Gov. Orhan Alimoglu said the attack near Gecimli triggered clashes that claimed the lives of 22 rebels, soldiers and village guards. At least 15 soldiers, another village guard and five civilians were also injured in the attack. There were no reports of any casualties in the attacks on the other posts.

The attack comes some six weeks after a similar raid on a military unit, also in Hakkari province, killed 18 rebels and eight soldiers, prompting Turkey's military to send warplanes and attack helicopters to hit Kurdish rebel targets inside Iraq.

The rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, are fighting for autonomy in Turkey's Kurdish-dominated southeast region and maintain bases in northern Iraq from where they launch hit-and-run attacks on Turkish targets. The conflict between the PKK and Turkish government forces has killed tens of thousands of people since the



rebels took up arms in 1984.

The group is considered a terrorist organization by the United States and the European Union. Turkey has raised concerns that Kurdish rebels could now also exploit a power vacuum in neighboring Syria and warned it would "not tolerate" any rebel threats from the Syrian territory. The Turkish government said last month that Turkish Kurdish rebels have seized control of five towns along the border in collaboration with Syria's Democratic Union Party, or PYD — an ethnic Kurdish grouping. It has launched military drills near the frontier in a show of muscle aimed at the rebels.

The military on Sunday sent reinforcements to Hakkari, launching ground and air operations to chase the rebels, the governor's office said, without elaborating. State-run TRT television said attack helicopters were firing on the rebels' escape routes in the rugged, mountainous border region.

Turkey's leaders condemned the attack, which came during the holy Muslim month of Ramadan, and said the government was determined to keep up the fight against the

PKK.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said the attack was a "dastardly assault" and issued a warning to countries allegedly backing the PKK, saying Turkey was "powerful enough to bring into line enemy-country (puppet masters) who hold the strings of the terror organization." He did not name any countries and it was not clear if the statement was aimed at Syria, in relation to the PKK presence there.

Erdogan has recently ruled out negotiating with the PKK to end the decades-old conflict and said state security forces would continue their struggle against the group until it lays down arms. The government has acknowledged that some officials have in the past held secret talks with the rebels that were subsequently abandoned.

"Terrorism is, sooner or later, doomed to lose and to go up in smoke in the face of the people's resolve and determination," Erdogan said Sunday.

An estimated 20 percent of Turkey's 75 million people are Kurds. The government is trying to reconcile with the Kurdish minority by granting it more cultural rights.

Erdogan's government recently announced plans to introduce elective Kurdish classes in schools, building on moves that allowed Kurdish language television broadcasts, Kurdish-language institutes and private Kurdish courses.

The government however, refuses demands by Kurdish activists and politicians for full education in the Kurdish language, fearing it would divide Turkey along ethnic lines. □

Syrian Kurd party says Turkey should not fear its rise

By Isabel Coles | Reuters

DUBAI (Reuters) - A Kurdish party that is extending its power in northern Syria as President Bashar al-Assad battles an insurgency raging elsewhere, warned Turkey not to interfere in the region where it fears rising separatist militancy along its border.

Turkey is alarmed at the growing influence of the Democratic Union Party (PYD) and suspects it of links with

the Kurdistan Workers Party (PKK), which has fought a 28-year separatist conflict in Turkey that has killed more than 40,000 people.

Turkey says it will not allow "terrorist" groups to gain a foothold across the border in Syria, where Kurds make up some 10 percent of the total population - part of an ethnic group of millions that also reaches into Iraq and Iran.

"Turkey has nothing to do with the Syrian Kurds," PYD

leader Mohammed Saleh Muslim shot back, denying anything more than ideological affinity with the PKK.

"The protection of my people in my areas, in my town: that is my right, no-one can deny it, and that's what we did. So there is no need for Turkey to be worried and make threats," he told Reuters via telephone from the Syrian city of Qamishli.

Saleh Muslim said the Syrian towns of Kobani, Derik

and Efrin were now under Kurdish control.

A 17-month-old uprising against Assad is seen by Syrian Kurds as an opportunity to win the power enjoyed by their ethnic kin in northern Iraq where they live semi-autonomously from Baghdad.

But Syria's Kurds are not politically united and rivalries between the PYD and another group, the Kurdish National Council (KNC), have at times threatened to spiral into

► intra-Kurdish conflict.

Last month, the two parties signed a pact to form a joint council, presenting a united front to work for Kurdish interests in a post-Assad Syria.

But that unity may be less strong in reality than on paper.

The PYD was notably absent at a meeting in Iraqi Kurdistan last week between Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu, the opposition Syrian National Council (SNC) and the KNC, to discuss the future Syria and the need for a peaceful solution to Turkey's Kurdish question.

"We did not join it because they didn't invite us," Saleh Muslim told Reuters.

"MARGINALISE THE PYD"

Ankara has established closer ties with Masoud Barzani,

the president of Iraq's Kurdish region, as it looks to expand business and energy stakes in northern Iraq - a rapprochement that analysts say could help Turkey gain leverage over Syria's Kurds.

"I think they (Turkey) are trying to marginalize the PYD in Syria by establishing good relations with the Kurdish National Council, which is very close to Masoud Barzani," said Jordi Tejel Gorgas, author of a book about Syrian Kurds.

Following the meeting in the Iraqi Kurd capital Arbil, the KNC's head of foreign relations, Abdul Hakim Bashar, described Davutoglu's position as "more advanced than before".

SNC President Abdulbaset Sieda, himself a Kurd, said it had not been Turkey's decision

to leave the PYD out of the meeting and welcomed all parties committed to bringing down Assad.

"We hope from our brothers in the PYD that they will focus on the Syrian national project," Sieda told the Saudi-owned Asharq Al-Awsat newspaper, reflecting doubts about the PYD's priorities.

Turkey's support for the SNC has made it the object of suspicion among many Syrian Kurds.

"The Syrian National Council continues to take one step forward and one step back and is taking orders from parties who will remain unnamed," Saleh Muslim said.

"The Syrian Kurds are part of the Syrian people and the solution to the issue will be in

Damascus".

Rivals accuse the PYD of being more interested in pursuing its own agenda, or the PKK's, than overthrowing Assad, and even of being in league with him, noting that PKK leader Abdullah Ocalan was sheltered for years by Assad's late father, Hafez al-Assad.

Some credit Kurdish territorial gains to Bashar al-Assad, who they say willingly handed control over three towns to the PYD in order to intimidate Turkey.

Saleh Muslim scoffed at the suggestion and said such accusations were nothing more than an attempt to sully the PYD's reputation. □

middle east online
ميدل ايست اونلاين

10 August 2012

TURKEY'S BEST KURDISH OPTION

If Syrian Kurds inspired by the Iraqi Kurdistan model create an autonomous region in Syria, this will threaten Turkish sovereignty. Turkish Kurds could become emboldened to demand greater rights including their own autonomy, a policy Ankara resolutely rejects, notes IDREES MOHAMMED.

Middle East Online

Turkey's relationship with the Kurds is a sensitive and major longstanding political issue. Paradoxically, Ankara is aware that it needs to better address Turkish-Kurdish ties and implement reforms, yet its inability to achieve genuine progress is a liability for Turkey's national interests and foreign relations. This is exemplified by Turkey's precarious relationship with Syria.

The Syrian civil war has created two primary concerns for Turkey. If Syrian Kurds inspired by the Iraqi Kurdistan model create an autonomous region in Syria, this will threaten Turkish sovereignty. Turkish Kurds could become emboldened to demand greater rights including their own autonomy, a policy Ankara resolutely rejects.

However, even if the Syrian Kurds achieve autonomy, it is unlikely they will seek full independence or unite with Iraqi Kurds. Nonetheless, Kurdish autonomy in Syria would influence Iranian Kurds to also seek limited rule, which could ultimately result in three separate Kurdish regions divided between Iraq, Iran and Syria. Turkey will strive to prevent this scenario from occurring inside its territory, but if successful, Ankara will have to struggle to prevent the Kurdish grand dream of a "Greater Kurdistan."

There are also fears Assad will exploit the Syrian conflict by unleashing the Kurdistan Workers Party, better known as the PKK – designated a terrorist organization by Turkey, the European Union and the United States – in retaliation for Ankara's alleged military support to the Syrian opposition. This scenario is perhaps as dangerous as the possibility of Kurdish autonomy, although the security threat exists on a short-term scale.

However, a leading Kurdish opinion repudiates Turkish claims of reviving the Syria-PKK alliance. Nevertheless, the political consolidation of the

Democratic Union Party (PYD), with close ties to the PKK, and its domination of Kurdish politics in Syria may well end in a situation which ultimately would not simply strengthen the Kurdish movement in Turkey but also further complicate the Kurdish issue, and facilitate the emergence of a legitimate PKK influenced region in Syria.

There are limited effective instruments at Turkey's disposal to deal with these scenarios. Turkey views Iran as an unreliable partner to deal with the Kurdish issue in Syria. Although Iran is also not immune to Kurdish aspirations of greater independence, it may turn a blind eye to a limited Kurdish ascendancy in Syria.

Turkey acknowledges that Iraqi Kurdistan carries much influence regarding the Kurdish issue and has enlisted the region's cooperation in Syria. This cooperation may be shortsighted. In the final analysis, Syria's crisis has critical implications for Kurds in Iraq and the Turkish strategy could backfire.

In spite of these obstacles and paradoxes, Turkey continues to play a significant role in Syria. Though Erdogan failed to persuade Assad to reform, he may find limited success with the Syrian National Council. But that would not provide him with too much political flexibility.

After the Kurds in Syria declared some regions liberated, Turkey threatened that it has a "natural right" to intervene in Syria. That Turkish option, however, is not strategic given domestic, regional and international implications. A Turkish assault against Syrian Kurds could incite Turkish Kurds to rebel and perhaps undermine Ankara's relations with Iraqi Kurdistan. Furthermore, it would receive a harsh regional and international response, especially from Russia and Iran. The United States has already expressed concerns regarding Turkish mobilization along the Syrian border.

Considering these constraints, Turkey's best available option may be to engage with the Syrian Kurds. Turkey's refusal to hold dialogue with the PYD is a main obstacle because ignoring their influence means ignoring a significant component of Kurdish society. Turkey justifies this decision based on its ties with the PKK, thereby viewing it as an extension of terrorism.

This is not an appealing strategy for Ankara but perhaps the only way to overcome the many internal and external challenges it faces. ■

Idrees Mohammed holds an MA in International Relations from Warsaw University. His thesis was on Turkey's policy towards the Kurdistan Region. He writes on Turkish foreign policy and Kurdish issues and is based in the Kurdistan Region. He tweets @IdreesMohammed

How the Kurds Have Changed Turkey's Calculations on Syria

Support for the anti-Assad rebellion has been complicated by Syria's Kurds moving to establish autonomy, raising Ankara's fears about implications for Turkey's domestic Kurdish challenge

By Pelin Turgut / Istanbul

For many years, the Kurdish tragedy was poignantly illustrated by the gifts and sweets stuffed through gaps in a barbed-wire fence, the babies held high and the news shared across the closed Syria-Turkey border. Every religious holiday saw thousands of people dressed in their finest line the border at dawn just to see their relatives on the other side of a boundary arbitrarily drawn by Britain and France after World War I. The nation states invented by the war's victorious Western powers left the Kurds divided between Turkey, Syria, Iraq and Iran, each of which sought to deny and suppress Kurdish identity.

Almost a century later, however, the geopolitical earthquake that began with the U.S. invasion of Iraq and continued through the Syrian uprising has challenged the foundations of the regional political order built by the French and the British, putting the future of the Middle East once again up for grabs. This time, the estimated 30 million-plus Kurds, whose numbers make them the world's largest stateless people, are better organized. Buoyed by the oil-fueled prosperity of Iraqi Kurdistan — first severed from Saddam Hussein's Iraq by the U.S. after the 1991 Gulf War, and then formalized as a crypto-state after his fall — they are emerging as the region's new wild card, nowhere more so than in the turmoil of Syria's rebellion.

Syrian-Kurdish fighters two weeks ago took control of towns across northern Syria after Assad ceded them to shore up his forces in Damascus and Aleppo. Prior to that, on July 12, Iraqi-Kurdish leader Massoud Barzani brokered a deal between rival Syrian-Kurdish groups, forming a national council and vowing to suppress their differences in order to pursue common Kurdish interests. That development stunned Ankara. Mainstream Turkish commentator Mehmet Ali Birand notes that the creation of an autonomous Kurdish zone in northeast Syria, following the emergence of a similar entity in Iraq, could portend the realization of one of Turkey's worst nightmares coming true — “a mega-Kurdish



state” along the southeastern border where the largest section of its own, restive Kurdish population of some 14 million is concentrated. Even the word Kurdistan is taboo in Turkey, where a separatist insurgency and efforts to suppress it have claimed more than 30,000 lives over the past three decades.

“The Kurdish move in Syria is historic,” says Mustafa Gundogdu, of the London-based Kurdish Human Rights Project. “They forged a third way. Instead of being squashed between the Assad regime or the opposition, they made a move based on establishing their own long-term interests. They work with the opposition forces, but they are also independent of them. They have established themselves not as a victim, but as a player in the game.”

In the months since the Syrian uprising first began, a Kurdish community leery of both the Assad regime and the Islamisting Syrian opposition has been organizing to take advantage of what may be a historic opportunity. “They used [the] momentum [of the uprising] to set up community centers and hold public debates, all of which were unheard of under Assad,” says Seda Altug, a historian and expert on Syrian Kurds based at Istanbul's Bogazici University. “They took part in the big demonstrations every Friday, but they always carried their own flags and chanted their own slogans too. Now they are reaping the fruits of that process.”

Turkey's chief concern is that the single most powerful organization among Syrian Kurds, the PYD, has close ties to the PKK, a separatist group listed as a terrorist organization by the U.S. and the European Union, which has been fighting

for self-rule in the country's southeast since 1984. “We will never tolerate initiatives that would threaten Turkey's security,” said Prime Minister Recep Tayyip Erdogan in a national address on July 31. Turkey would “intervene” in Syria should the PKK set up camp there, Erdogan warned, and the Turkish military began diverting troops, tanks and anti-aircraft missiles to that section of the border.

Shortly after northern Syria fell, the PKK launched an attack on Semdinli, a Turkish town near the Iraq-Iraq border. Though they usually stage hit-and-run attacks on military outposts, this time, rebels laid siege to the remote eastern town — apparently to make a point. Fighting has continued for nearly two weeks as PKK rebels are said to have entrenched themselves in positions around the town. The Turkish government has refused to give details and there is a virtual news blackout. The independent news website Bianet says hundreds of villagers have been forced to flee their homes due to heavy aerial bombardment.

But for all Erdogan's bluster, a military intervention is unlikely for the simple reason that it could be disastrous. It would put paid to Ankara's self-styled image as a champion of democracy in the post-Arab Spring Middle East. It would provoke hostilities with the Kurds, whether internally or in Iraq and Syria. And it would also antagonize the Syrian-Arab opposition, whose pleas for intervention to topple Assad have thus far been ignored.

“Turkey sees itself as much larger than it actually is. It can't intervene unilaterally in Syria without the support of NATO, or the U.S.,” says Altug. “I think they are going to go the diplomatic route, to try and control developments in Syrian Kurdistan that way.” Indeed, despite similar fears about the emergence of Iraq's Kurdish Regional Government (KRG), Ankara has built strong commercial ties with the Iraqi-Kurdish leadership in Arbil, which has acted to prevent the PKK operating freely from its territory. Last Thursday, Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu met with Barzani, ⇨

⇒ presumably to ask him to restrain Syria's Kurds. Arbil needs Turkey's cooperation to create a route independent of Baghdad for exporting oil pumped on KRG territory.

Kurds on both sides of the Syria-Turkey border say they're not seeking an independent Kurdistan, but instead to establish autonomous and fully recognized Kurdish regions along the lines of Iraq's KRG, which remains under the sovereignty of a federal Iraq. These regions would nonetheless also share in some version of an open-border supra-Kurdish federation. That's a perspective long espoused by jailed PKK leader Abdullah Ocalan, who believes that the nation state is an outdated model unsuited to

the needs of the Kurds.

"Of course, whether or not a federation emerges depends on so many other determinants, like the international community, not to mention how events in Damascus turn out," says Altug. "But this is a political coming of age for the Kurds. They are pursuing a pragmatic and politically astute strategy."

Asked whether the region was ready for an independent Kurdistan, Barzani was fairly open. "It's a natural right of the people. But when and how it will be ready is a different question," he told Al-Jazeera last week.

Turkey's problem is that events in Syria

could force its hand in dealing with its domestic Kurdish challenge — and not just militarily. Erdogan has seesawed between conceding more democratic and cultural rights to Turkey's Kurds, and adopting a hawkish militarist stand — thousands of Kurdish politicians and activists are currently under arrest for allegedly belonging to a political offshoot of the PKK. "That's the most essential question," wrote Birand. "What effort are we making to solve our own Kurdish issue, to comfort our own citizens of Kurdish origin?" Regardless of the answer, that question is now increasingly central to shaping Turkey's responses to the rebellion next door. ♦

The Economist

Aug. 3rd 2012

Turkish politics

The battle of Semdinli

by A.Z. | ANKARA

ALONG Turkey's southern border, in a far-flung corner of the country that is wedged between Iraq and Iran, separatist rebels of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) have been waging one of the fiercest battles in recent years against the Turkish army. For nearly two weeks, PKK rebels entrenched around the township of Semdinli in the Hakkari province have resisted an onslaught by Turkish helicopters and fighter jets that have been pounding the mountainous terrain, setting fire to forests and forcing hundreds of villagers to flee. The battle is said to have spread to the outskirts of Semdinli, an impoverished town of 19,500 where sympathy for the PKK runs strong.

Sedat Tore, Semdinli's mayor from the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) says the din of artillery and bombs "is terrorising our people". Plumes of smoke have enveloped the town. "We are in a circle of fire," implores Mr Tore.

Details of the clashes remains sketchy because the combat zone has remained sealed off by the army ever since the battle started on July 24th. The army moved in following reports that PKK militants had set up checkpoints along a road connecting Semdinli to the northern town of Derecik and blown up several small bridges. The PKK claims to have

killed as many as 49 Turkish soldiers and that it is controlling the areas surrounding Semdinli. The army denies the claims saying it has lost only two men and that it has killed at least 37 PKK rebels. "We really don't know what is happening because the government won't allow us to go in [to the combat zone]" said Esat Canan, a BDP MP in Semdinli, who expressed concern for villagers caught in the conflict.

The shroud of mystery thickened after Turkey's foreign minister, Ahmet Davutoğlu, told a group of journalists this week that he knew what was happening in Semdinli but that "I won't tell you." Turkish officials claim that the army has foiled PKK plans to spark an "Arab Spring" type uprising in the region but have failed to explain why the fighting has gone on for so long. A PKK affiliated website claimed on August 3rd that the rebels had launched a separate attack in the township of Eruh further west killing at least 11 soldiers. Turkish officials acknowledged that two soldiers died in the attack.

The rebels are expected to further escalate the violence before August 15th, which marks the 28th anniversary of their campaign for an independent Kurdish state uniting some 30m Kurds, scattered across Turkey, Iran, Iraq and Syria. They have been emboldened by

recent gains by Syrian Kurds, led by a sister group in the Democratic Union Party (known by its Kurdish initials PYD), which has wrested control of a string of Kurdish majority Syrian towns along the Turkish border.

Turkey has responded by beefing up its troops and ordinance along the border and threatening to intervene should the PKK use Syria as a launching pad for its operations. Amid all the chest-pounding there are some hopeful signs that Turkey's ruling Justice and Development (AK) party has not abandoned reforms in favour of an all out (and long tested) "military solution" to the Kurdish problem. Even as the Turkish jets continued to rain bombs around Semdinli, AK MPs in Ankara gathered with opposition members in the Turkish parliament to thrash out the draft of a new constitution that the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has promised to deliver.

The wording is expected to pave the way for the Kurds' long-standing demands to educate their children in their long-banned mother tongue and to shelve references to Turkish ethnicity in relation to citizenship. But there is a hitch. According to the drafting committee's own rules there needs to be unanimity among members for any new article to be approved. The far-right Nationalist Action Party, which denies there is a Kurdish problem, is pushing back. To his credit Mr Erdogan has done more than any of his predecessors to improve the Kurds' lot. But unless he resumes talks with the rebels that broke down last year, the scenes in Semdinli are likely to be repeated. ●

Turquie: 22 morts dans une attaque de rebelles kurdes contre un poste de l'armée

6 soldats, 2 gardes de village et 14 combattants kurdes ont été tués, selon le dernier bilan officiel.

Une attaque de rebelles kurdes contre un poste de l'armée dans le sud-est de la Turquie a fait 22 morts, a indiqué dimanche un gouverneur local cité par l'agence Anatolie.

A Ankara, le ministre de l'Intérieur Idris Naim Sahin a annoncé que 115 membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) avaient été tués en deux semaines d'opérations de l'armée contre les séparatistes kurdes dans cette région proche de la frontière avec l'Irak.

"Nous avons abouti à la conclusion que 115 membres de l'organisation terroriste séparatiste ont été neutralisés après une offensive intense lancée les 23 et 24 juillet", a déclaré le ministre, cité par l'agence.

Dans l'attaque des rebelles contre un poste de l'armée situé dans un village de la province d'Hakkari, six soldats, deux gardes de village et 14 combattants kurdes ont été tués, selon le dernier bilan officiel.

Trois femmes figurent parmi les victimes des soldats turcs, a précisé le gouverneur de la province, Orhan Alimoglu.

Quinze soldats, un garde de village et cinq civils ont été blessés dans les échanges de tirs qui ont suivi l'attaque, selon le gouverneur.

Les combattants du PKK ont lancé des assauts simultanés sur trois postes militaires à la frontière, faisant des victimes dans le village de Gecimli, a rapporté la chaîne de télévision privée NTV.

Ankara a lancé il y a deux semaines une large offensive terrestre et aérienne contre le PKK, déployant quelque 2.000 soldats dans la région pour tenter de chasser les rebelles de la ville de Semdinli.

Cette offensive intervient alors que selon certaines informations, des rebelles



kurdes auraient pris le contrôle d'une partie du nord de la Syrie et que les affrontements entre les forces du régime du président Bachar al-Assad et l'opposition s'intensifient.

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé Damas de laisser le champ libre aux rebelles kurdes dans le nord de la Syrie et a averti qu'Ankara n'hésiterait pas à frapper les "terroristes".

Selon Ankara, certains rebelles kurdes de Syrie ont été contraints de quitter leur refuge de la zone montagneuse du nord de l'Irak pour rejoindre cette région, après que l'armée turque eut organisé plusieurs raids aériens.

Les informations rapportant la prise de contrôle du nord de la Syrie par le Parti de l'union démocratique (PYD), allié syrien du PKK, a poussé Ankara à prendre des mesures diplomatiques et militaires pour neutraliser toute menace potentielle.

La Turquie a envoyé un convoi de chars, transportant des armes et des batteries de missiles sol-air vers la frontière avec la Syrie et organisé des manoeuvres mili-

taires considérées par les médias comme une démonstration de force à l'encontre de Damas.

Depuis le début du soulèvement en Syrie, les relations entre les deux anciens alliés sont devenues exécrables. La Turquie réclame la fin de la répression contre l'opposition syrienne et le départ du président Bachar al-Assad.

Les rapports entre Ankara et Damas se sont encore aggravés après qu'un avion de combat turc F-4 a été abattu par la Syrie le 22 juin au large de ses côtes, tuant les deux pilotes et amenant Ankara à mettre Damas au rang des opposants "hostiles".

Damas récuse les accusations de la Turquie et affirme qu'Ankara apporte son soutien à des "terroristes" dans le but de faire tomber le régime syrien, faisant référence au repli de soldats de l'Armée syrienne libre en territoire turc près de la frontière.

La semaine dernière, le chef de la diplomatie Ahmet Davutoglu s'est rendu dans le nord de l'Irak pour évoquer avec le leader kurde irakien Massoud Barzani la situation dans le nord de la Syrie.

"La nouvelle Syrie devrait être libérée de tout groupe ou organisation terroriste ou extrémiste", ont déclaré les deux hommes dans un communiqué.

Bien que la Turquie ait noué des liens avec le gouvernement régional kurde du nord de l'Irak, Ankara est opposée à l'idée d'un Etat kurde séparé.

Le PKK lutte depuis 1984 contre l'autorité d'Ankara, sa revendication évoluant de l'indépendance vers l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit a fait plus de 45.000 morts. ●

Turquie: un soldat tué dans l'attaque contre un véhicule

ISTANBUL - (AFP) - Un soldat a été tué jeudi et onze autres ont été blessés lors d'une attaque imputée aux rebelles kurdes contre un véhicule militaire dans l'ouest de la Turquie, a rapporté l'agence de presse Anatolie, citant des sources

officielles locales.

Turquie: un soldat tué dans l'attaque contre un véhicule militaire

Le minibus se rendait au commandement de la brigade amphibie d'infanterie de marine de Foça, dans la province d'Izmir, lorsqu'une mine a explosé à son passage, aux alentours de 08H00 (05H00 GMT), selon l'agence.

Le véhicule a ensuite été mitraillé, les soldats ripostant en ouvrant le feu à leur tour. Une deuxième explosion est ensuite survenue.

"Nous avons perdu un soldat et nous avons onze blessés dans deux explosions causées par des mines commandées à distance", a déclaré le gouverneur de la province d'Izmir, Cahit Kiraç, cité par Anatolie.

Un précédent bilan donné par la chaîne de télévision NTV faisait état de sept soldats blessés.

Les auteurs de l'attaque n'étaient ➤

► pas immédiatement connus mais le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a affirmé que l'incident était "un nouvel exemple des efforts accomplis par le terrorisme pour s'étendre".

M. Erdogan faisait référence aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'attaque survient alors que d'intenses combats sont en

cours dans le sud-est de la Turquie entre le PKK et les forces de sécurité.

Des témoins interrogés par NTV ont affirmé avoir vu un groupe de trois ou quatre personnes prendre la fuite à bord d'une voiture après l'attaque. Une opération de ratissage avec un soutien aérien a été lancée pour capturer les assaillants, a indiqué M. Kiraç.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays, a déjà dans le passé organisé des attaques similaires contre des objectifs militaires dans les grandes villes de l'ouest de la Turquie.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 45.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984. ■

Challenge^s

7 août 2012

LES PIRES CAUCHEMARS D'ANKARA PRENNENT FORME EN SYRIE

par Paul Taylor

PARIS (Reuters) - Les pires cauchemars de la Turquie sont en train de prendre forme en Syrie : une guerre civile et religieuse à sa frontière sud et l'émergence d'une région de facto contrôlée par des Kurdes proches de son ennemi juré, le PKK.

Sans compter que le conflit syrien empoisonne les relations déjà délicates d'Ankara avec l'Iran et l'Irak, et complique la donne avec la Russie.

Avant la crise, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, cultivait pourtant une relation amicale avec le président syrien, Bachar al Assad. Les deux dirigeants ont même passé des vacances ensemble.

Lorsqu'ont éclaté les premières manifestations anti-Assad en mars 2011, Erdogan a tenté de faire jouer cette corde personnelle pour persuader le président syrien de lâcher du lest et d'ouvrir un dialogue avec l'opposition.

Il n'a pas été entendu, s'est senti insulté. A partir de novembre, Ankara s'est départi de sa prudence et a commencé à réclamer le départ d'Assad, aidant les opposants à s'organiser sur son sol.

Mais le président syrien est toujours là, soutenu par l'Iran et l'Irak chiites et sa propre minorité alaouite contre une rébellion à majorité sunnite, comme la Turquie. Les Kurdes représentent 10% de la population syrienne.

"Ils n'ont pas vraiment réfléchi", estime Gareth Jenkins, un chercheur basé à Istanbul, par allusion aux dirigeants turcs. "Ils se sont dit : 'débarrassons-nous d'Assad' sans vraiment penser à ce qui vient après."

"Maintenant, leurs deux scénarios cauchemars sont en train de se matérialiser : l'émergence d'une sorte d'entité kurde dans le nord de la Syrie qui sera clairement un

atout pour le PKK et renforcera les Kurdes de Turquie dans leur désir d'autonomie; et une libanisation de la Syrie avec une longue guerre civile ethnique et religieuse avec différents groupes contrôlant différentes régions."

"LA TURQUIE N'A PAS À MENACER"

Le Parti de l'Union démocratique (PYD), l'un des principaux mouvements kurdes de Syrie, a récemment pris le contrôle de plusieurs villes du Nord-Est - Kobani, Derik, Efrin. A Ankara, on estime que les forces du PYD veulent ainsi empêcher toute jonction de ces localités avec les rebelles de l'Armée syrienne libre et permettre en même temps aux forces régulières de se redéployer sur les principaux théâtres d'affrontements.

Cette situation a fait réagir Erdogan le 26 juillet, le Premier ministre turc brandissant la menace d'une intervention au cas où "un groupe terroriste établirait des camps dans le nord de la Syrie".

Les autorités turques dénoncent la proximité du PYD avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, qu'Ankara combat depuis 1984, ce à quoi a répondu le chef du PYD, Mohamed Saleh Muslim, n'admettant qu'une affinité idéologique avec le PKK.

"La Turquie n'a rien à voir avec les Kurdes syriens", a-t-il dit par téléphone à Reuters de la ville de Kamichli. "La protection de mon peuple dans mes régions, dans ma ville : c'est mon droit, personne ne peut me le retirer, et c'est ce que nous avons fait. La Turquie n'a pas à s'inquiéter ni à menacer."

Si le PKK devait s'établir dans les régions kurdes de Syrie, Erdogan serait confronté à de fortes pressions des nationalistes pour lancer une action militaire. "La Turquie pourrait mener des frappes ciblées comme elle l'a fait dans le nord de l'Irak ces dernières années", avance Sinan Ulgen, un

ancien diplomate turc.

Mais Gareth Jenkins voit mal les combattants séparatistes du PKK opérer de la frontière syrienne, un terrain plat beaucoup plus risqué que les montagnes du Kurdistan irakien où une partie d'entre eux sont retranchés.

DIVISIONS ENTRE KURDES

En outre, les sondages effectués par le fonds Carnegie pour la paix internationale, où travaille Sinan Ulgen, montrent que l'opinion turque est majoritairement hostile à une intervention militaire en Syrie, voire peu convaincue par la rhétorique agressive employée par le gouvernement.

"La vérité, c'est qu'ils sont coincés", juge Henri Barkey, ancien responsable américain et spécialiste de la Turquie à l'université Lehigh en Pennsylvanie. "Ils ne peuvent pas intervenir militairement. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est aider en marge, c'est-à-dire autoriser un libre accès aux insurgés, les entraîner, les aider à s'organiser politiquement. C'est toujours plus que beaucoup d'autres ne font."

La Turquie tente en outre d'alimenter la division au sein des Kurdes de Syrie. Le PYD a bien signé un pacte le mois dernier avec le Conseil national kurde (KNC), mais les rivalités restent fortes entre ces deux partis dont l'un, le KNC, est proche du président du Kurdistan autonome irakien Massoud Barzani, avec lequel Ankara cultive d'étroites relations.

Le PYD n'a pas été convié à une rencontre organisée la semaine dernière au Kurdistan irakien entre le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, le Conseil national syrien (CNS) et le KNC

Le président du CNS, le Kurde Abdelbasset Sieda, a souhaité que "ses frères du PYD se concentrent sur le projet national syrien", reflétant les doutes sur les priorités de la formation. ♦

Le Monde
Samedi 11 août 2012

Téhéran de plus en plus isolé dans sa tentative de réunir un front pro-Bachar

Montée à la hâte, la conférence consultative sur la Syrie, tenue jeudi 9 août 2012 à Téhéran, n'a pas été à la hauteur des espérances de la République islamique, qui cherche à rassembler autour d'elle un front de soutien au régime syrien menacé de renversement.

Les représentants d'une trentaine de pays ont répondu à l'invitation du ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, selon la télévision d'Etat iranienne, sans qu'il soit possible d'obtenir la liste exhaustive des participants. D'autres médias iraniens évoquent une douzaine de participants, parmi lesquels la Russie, la Chine, l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Algérie, le Venezuela ou encore le Zimbabwe. Aucun de ces pays n'a dépêché de ministre, se faisant représenter a minima par leurs ambassadeurs en poste à Téhéran. Pire, le Liban, dont le gouvernement est favorable au régime Assad et proche de l'Iran, a décliné l'invitation.

Après un tel échec, Téhéran risque de se retrouver isolé, voire au banc des accusés lors du sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) convoqué par l'Arabie saoudite les 14 et 15 août. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, invité malgré l'extrême tension entre l'Arabie saoudite et l'Iran, se rendra à La Mecque pour une rare rencontre au sommet entre les deux champions autoproclamés des camps chiite et sunnite.

A Bahrein, dans le nord de l'Arabie saoudite, dans le nord du Yémen, en Irak et au Liban, les foyers de tensions politico-religieuses ne manquent pas dans la région. Mais c'est en Syrie que se joue la partie principale. La chute du régime de Bachar

Selon plusieurs sources, des pasdarans sont présents à Damas, participant à la protection de Bachar Al-Assad

Al-Assad casserait l'arc chiite au Moyen-Orient – qui s'étend de l'Iran au Liban en passant par la Syrie et l'Irak – et « l'axe de la résistance », dominé par Téhéran.

Sur la Syrie, l'Iran semble hésiter

quant à la conduite à tenir. L'objectif affiché de la conférence consultative était de faire revivre le plan de Kofi Annan, pourtant enterré. Même les Nations unies n'ont pas jugé bon de venir à Téhéran. Malgré les proclamations de

M. Salehi « en faveur du dialogue national et du rejet de la violence » en Syrie, cette conférence ressemble à une manœuvre pour gagner du temps en faveur d'un régime qui s'affaiblit au fur et à mesure.

La proposition de M. Salehi, enjoignant les opposants de « s'asseoir avec le gouvernement syrien et de coopérer avec lui pour la mise en œuvre des réformes », ne fait aucune mention du départ du président syrien, exigé par l'ensemble des factions de l'opposition réunies au Caire, fin juin. Mais la seule mention de l'opposition syrienne par le chef de la diplomatie iranienne indique une volonté d'établir le contact en prévision d'une chute inéluctable du régime.

L'Iran en est donc réduit à des vœux diplomatiques et à un soutien de plus en plus voyant à l'appareil sécuritaire du régime Assad. David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique, détaille trois phases : « Au début, l'Iran a contribué à la surveillance électronique des militants d'opposition. Puis l'on a vu arriver des cadres iraniens ou libanais du Hezbollah pour faire de la formation et du conseil. Maintenant, il semble que l'on en soit à de l'assistance militaire directe. »

Selon plusieurs sources bien informées, iraniennes et occidentales, des pasdarans (gardiens de la révolution) sont présents à Damas : 48 d'entre eux ont été kidnappés par l'Armée syrienne libre (ASL) samedi 4 août. Téhéran les présente comme des pèlerins égarés, dont certains seraient des militaires à la retraite.

Explication peu convaincante tant la situation à Damas ne se prête pas aux pèlerinages. L'absence de femmes parmi les pèlerins, comme ça a été le cas lors d'enlèvements précédents, ne plaide pas non plus en faveur de la version officielle iranienne.

Selon des sources bien informées, ces hommes pourraient participer à la protection des plus hauts personnages de l'Etat syrien, Bachar Al-Assad et son frère Maher, qui dirige les opérations militaires. Plusieurs gardes du

corps ont été limogés après l'attentat du 18 juillet (cinq hauts responsables sécuritaires tués).

Attentat très probablement exécuté grâce à des complicités internes. On a même dit que le général Qassem Suleymani, chef de la for-

ce Al-Qods (le fer de lance des gardiens de la révolution, chargé des opérations extérieures), avait été tué dans cet attentat, alors qu'il assistait à la réunion de la « cellule de crise ». C'était faux. ■

CHRISTOPHE AYAD

Matée à Damas, la rébellion s'en prend aux Iraniens

ALORS QUE LE POUVOIR syrien s'est vanté, samedi 4 août, d'avoir repris définitivement le contrôle de la capitale Damas, où l'Armée syrienne libre (ASL) avait lancé une grande offensive il y a près d'un mois, la rébellion a repris ses opérations de guérilla, cherchant à compenser sa relative faiblesse par des actions spectaculaires.

Lundi matin 6 août, un attentat à la bombe a visé le troisième étage du siège de la radio-télévision d'Etat, principale courroie de transmission de la propagande officielle. Il a causé plusieurs blessés et des dégâts matériels, mais n'a pas interrompu les programmes. Ce recours au terrorisme s'explique par l'incapacité de l'ASL à contrôler des territoires « libérés » dans la capitale, face à la puissance de feu des unités d'élite du régime.

Samedi, l'armée est venue à bout de la résistance dans Taddamon, le dernier quartier damascène aux mains de l'insurrection. Le même jour, les combattants rebelles ont enlevé 48 ressortissants iraniens à Damas. Dans une vidéo diffusée dimanche par la chaîne satellitaire Al-Arabiya, l'ASL affirme que plusieurs de ces Iraniens, présentés par Téhéran comme des pèlerins, sont en fait des membres des gardiens de la révolution, la garde prétorienne de la République islamique, venus prêter main-forte à la répression en Syrie, principal allié régional de Téhéran.

L'Iran, qui dément catégoriquement, a demandé à la Turquie et au Qatar, principaux soutiens de la rébellion syrienne, de l'aider à obtenir la libération des 48 otages, selon l'agence officielle iranienne Irna. « Les négociations avec les parties à l'intérieur ou en dehors de la Syrie ne débiteront pas avant que nous confirmions l'identité de ces Iraniens et que nous prouvions que l'Iran est actif

en territoire syrien avec ses armes et ses soldats », a réagi Abdel Nasser Al-Choumair, commandant de la brigade Al-Baraa de l'ASL, qui revendique l'enlèvement.

Selon ce responsable, le car qui transportait ces « touristes » iraniens ne se trouvait pas du tout dans le quartier de Sayeda Zeinab, qui abrite un mausolée très prisé des fidèles chiites. Il a mis en garde Téhéran, affirmant que d'autres Iraniens seraient enlevés si Téhéran continuait à soutenir le régime du président Bachar Al-Assad. Ces derniers mois, 32 Iraniens, dont 22 pèlerins, 7 ingénieurs et trois conducteurs de camions, ont été enlevés par des groupes armés en Syrie, mais 27 ont été libérés souvent avec l'aide de la Turquie.

Ajoutant à la confusion, un responsable de l'opposition syrienne a accusé Joundallah, un groupe extrémiste sunnite baloutche actif en Iran – et semble-t-il désormais présent en Syrie – d'être responsable de cet enlèvement.

Maintenant que le pouvoir a provisoirement rétabli la situation à Damas, il pourrait passer à une offensive de grande envergure à Alep, la deuxième ville du pays, dans le nord de la Syrie, que l'ASL affirme contrôler à 50 %. L'armée, qui a concentré 20 000 hommes et continue de recevoir des renforts, se contente pour l'instant de bombarder à l'arme lourde et à l'aide de chasseurs Mig et d'hélicoptères, les bastions rebelles. Un assaut terrestre pourrait suivre tout prochainement.

Enfin, les défections se poursuivent à un rythme soutenu. Trois hauts officiers des services de renseignement politique à Damas, dont deux colonels, ont trouvé refuge en Jordanie dimanche. Le même jour, le premier cosmonaute syrien, le général Mohammed Ahmad Fares est arrivé en Turquie après avoir rallié la rébellion. ■

CHRISTOPHE AYAD

Syrie : «C'est le drapeau de tout le peuple kurde»

Reportage Dans le Nord-Ouest, près de la Turquie, la région vit en autonomie. A l'écart du pouvoir comme de la rébellion armée.

Par LUC MATHIEU
Envoyé spécial à Jandarîs
(Syrie)

Vu de loin, le barrage pourrait être l'un de ceux installés ces derniers mois par la rébellion dans le nord-ouest de la Syrie. Trois jeunes armés de kalachnikovs en guise de gardiens, quelques rochers au milieu de la route et une guérite en parpaings sur le bas-côté. Rien d'anormal, sauf ce drapeau accroché sur le toit du bâtiment. Ses couleurs - orange, blanc et vert - ne sont pas celles de la révolution syrienne, mais celles du Kurdistan. «Vous avez toujours votre check-point ?» demande, l'air faussement désinvolte, Abou Abdou, un responsable arabe de l'Armée syrienne libre (ASL) dans la région. «On l'a, on le garde !» répond l'un des jeunes, fusil en bandoulière. Ce barrage marque l'entrée dans le village kurde de Jandarîs, à quelques kilomètres de la frontière turque et moins de dix de la bourgade sunnite d'Atmah.

Au delà, vers le Nord-Est, les villes qui se succèdent ne sont contrôlées ni par le régime de Bachar al-Assad ni par la rébellion. Elles sont gérées de façon indépendante, quasi-autonome, par leurs habitants, des Kurdes syriens. A Jandarîs, les drapeaux ornés d'un soleil, identiques à ceux du Kurdistan irakien, se retrouvent aussi bien dans les jardins et sur les toits des maisons qu'aux frontons des bâtiments administratifs. Les tags du PKK et de sa branche syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD), sont courants.

«**MÉDIATEURS**». «Nous avons planté notre drapeau à la mi-juillet, explique Maher Mourad, un représentant du conseil municipal de Jandarîs. Ce n'est pas celui



d'un parti, mais celui de tout le peuple kurde. Nous devons unir nos rangs face à la crise en Syrie.» Le jeune homme est prudent. Il réfute les termes «autonomie» ou «indépendance». «Nous ne voulons pas nous couper du pays, mais mettre en place notre propre administration. Nous ne sommes pas dans la même situation qu'au Kurdistan irakien, où il y a une véritable séparation avec l'Etat», affirme-t-il.

Dans les faits, la ville de Jandarîs est pourtant bel et bien gérée de manière autonome. Le conseil municipal traite des questions de la vie courante, depuis l'approvisionnement jusqu'à la sécurité. Des «médiateurs» se chargent des disputes et des conflits entre habitants, y compris des meurtres. «Notre but est de régler nous-mêmes les problèmes et d'éviter qu'ils soient traités par des tribunaux syriens», explique Moustapha Nadi, l'un des porte-parole du conseil municipal. Depuis quelques semaines, Jandarîs compte aussi six écoles où la langue kurde est enseignée.

L'une d'elles est installée dans une petite maison du centre-ville. Baptisée «Rudi», du nom d'un «martyr» syrien kurde tué lors de combats en Turquie, elle ne

compte qu'une salle de classe. Un portrait du poète et indépendantiste Osmane Sabri a été accroché sur un mur. «Avant la révolution syrienne, le fait même de parler kurde dans les écoles était interdit. J'avais enfoui mes livres sous des pierres dans mon jardin», explique Sadek Barakat, l'un des enseignants de l'école.

Les relations entre les Kurdes, qui représentent, selon les estimations, entre 10 et 15% de la population syrienne, et le régime de Bachar al-Assad et de son père, Hafez, ont toujours été ambivalentes. D'un côté, le gouvernement soutenait le PKK et le Parti de l'union démocratique pour nuire à la Turquie. De l'autre, il oppressait la population kurde, lui refusant l'enseignement de sa langue ou la célébration du Nowruz, son nouvel an traditionnel. Surtout, en 1962, Damas a refusé la nationalité syrienne à 120 000 Kurdes. Leurs descendants ont eux aussi été privés de leurs droits.

DISSENSIONS. L'éclatement de la révolution syrienne, en mars 2011, a poussé le régime de Bachar al-Assad à tenter de s'allier les régions kurdes. Environ 200 000 habitants de ces zones se sont vu promettre la

nationalité syrienne. Le leader du PYD, Salih Muslim, a été autorisé à rentrer de son exil irakien.

De son côté, peu rassurée par une révolution menée par des Arabes sunnites, la minorité kurde en est longtemps restée à l'écart, comme si elle attendait de voir qui, des rebelles ou du régime, allait gagner. Une prudence renforcée par les dissensions entre les partis traditionnels et le PYD. Il a fallu attendre le 11 juillet pour que les deux camps s'unifient au sein du Conseil national kurde, nouvelle instance créée sous l'égide de Massoud Barzani, le leader kurde irakien.

Depuis, les habitants de Jandarîs se disent fervents partisans de la révolution syrienne. «Nous ne faisons qu'un avec la rébellion, nous sommes, nous aussi, des opposants au régime», affirme Maher Mourad. Le représentant du conseil municipal exclut toutefois de participer à toute action armée, expliquant que sa région doit rester à l'écart des combats.

A quelques kilomètres de là, dans la ville arabe d'Atmah, les rebelles disent n'avoir aucune confiance dans la nouvelle position de leurs voisins. «Les Kurdes ne se préoccupent absolument pas de la révolution. Tout ce qu'ils veulent, c'est installer des check-point autour de leur région», affirme Khaled Kharjon, un membre de l'Armée syrienne libre.

Khaled Kharjon n'a pas oublié l'attaque du barrage à l'entrée de Jandarîs, le 14 juillet. Alors qu'ils s'en étaient emparés après avoir repoussé l'armée syrienne, ils avaient été attaqués à leur retour par des combattants kurdes. Dix rebelles avaient été tués et quinze autres blessés. «On ne peut pas leur faire confiance, poursuit-il. Pour l'instant, nous devons gérer la lutte contre le régime de Bachar. Mais, dès que nous aurons fini, nous nous occuperons des Kurdes. Il est hors de question de leur laisser leur autonomie.» ♦



8 August 2012

Analysis: Syria border standoff a new front in Iraq-Kurdish rift

By Patrick Markey | Reuters

KALE, Iraq - Beneath the green, white and red Kurdistan flag, Kurdish Peshmerga troops keep watch from hastily built earthen barricades on soldiers of the Iraqi national army dug in less than a kilometer away along a desolate stretch of road.

The standoff, for a moment last week so close to confrontation, is the most dramatic illustration of a growing rift between Baghdad and the autonomous northern region of Kurdistan. Frictions over oil revenues are exacerbated now by conflicting views of the Syrian rebellion and by territorial disputes that pose questions about the unity of Iraq.

Over a few days last week, Baghdad and Kurdish officials separately rushed troops to the Syrian frontier, ostensibly to secure it against unrest in the neighboring country; but the mobilization brought Iraqi Arab and Kurdish soldiers face to face along their own disputed internal border.

Washington intervened and a potential clash was avoided. But the standoff opened a new front in Baghdad's already dangerously fragile relations with the Kurds in their push for more autonomy from central government.

"We don't want to fight, we are both Iraqis, but if war comes, we won't run," said Peshmerga Ismael Murad Khady, sitting under a straw awning to ward off the sun, the battered stock of a BKC machine gun pointing not towards some foreign border but at fellow countrymen manning the Iraqi army post.

Just visible are Iraqi army trenches and tents beyond the empty stretch of road that is now a de facto no-man's land in this small front-line. Nearby, local cars kick up dust as they take sidetracks to skirt the two posts.

Behind the Peshmerga, a title that means literally 'those who lay down their lives', a battery of Kurdish 122-mm howitzers directs its barrels towards the Iraqi line. They are part of the heavier armour reinforcements Kurdistan and Iraq drafted into the disputed area just a kilometre from the Syrian border.

Always a potential flashpoint, tensions between Baghdad and Kurdistan escalated after U.S. troops left in December, removing a buffer between the Iraqi Arab dominated central government and ethnic Kurds who have run their own autonomous area since 1991.

Iraq's national army units and Peshmerga have faced off before, only to pull back before clashes as both regions tested each other's nerves, lacking however any interest in confrontation.

Iraq's Prime Minister Nuri al Maliki, a Shi'ite

Kurdish Peshmerga troops are deployed in the area near the northern Iraqi border with Syria, which lies in an area disputed by Baghdad and the Kurdish region of Ninawa province, August 6, 2012. Credit:

REUTERS/Azad Lashkari



muslim, and Kurdistan President Masoud Barzani have sparred more aggressively since America's withdrawal, as Kurdistan chafes against central government control.

At the heart of their dispute are contested territories claimed by Iraqi Arabs and Kurds and crude reserves now attracting majors like Exxon and Chevron to Kurdistan, upsetting Baghdad, which says it controls rights to develop oil.

Though autonomous, Kurdistan still relies on Baghdad for its share of the national oil revenues.

Kurdistan is growing increasingly closer to neighbour Turkey as it talks about ways to export its own oil and not rely on Baghdad. Maliki's government accuses Kurdistan of violating the law by signing deals with oil majors.

The rebellion against Syrian President Bashar al-Assad has only widened the rift between Baghdad and Erbil.

They find themselves in opposing corners of a regional struggle. Iraq with Syrian ally Iran is resisting calls for Assad to go. Kurdistan is in talks with the Syrian Kurdish opposition and closer to Turkey, a sponsor of Assad foes.

"In addition to the local dimension to this, there is the Syrian one," said Joost Hiltermann at International Crisis Group. "Control over the border and what crosses it, is therefore of great importance."

RIVALRY AND NEIGHBOURS

Those rivalries were clear when Iraqi troops began deploying to Syria's borders to help control refugees and spillover, and Peshmerga soldiers refused them permission to move into what they considered a Kurdish part of their disputed areas.

After calls from Washington, Kurdish government sources say, both sides agreed on Sunday to cooperate to avoid a flareup and to withdraw troops once Syria's crisis ends.

But the reinforcements remain in place. It was not the first time top U.S. officials have

stepped into Iraq's political fray.

Last year, Peshmerga sent 10,000 fighters to the disputed oil city of Kirkuk, officially to protect citizens there. Their presence sparked a massive U.S. effort to calm tensions.

It took a month before the Peshmerga pulled its fighters back. Analysts said the move was in part a Kurdish test of Maliki's resolve once the American troops had gone.

Kurdish officials say Peshmerga have long controlled the area near the Syrian border in disputed parts of Ninawa province and saw no need for Iraqi army deployment. Iraqi national border police are already working there.

Some Kurdish officials see Baghdad's military push along the border as part of an attempted landgrab.

"This force came without coordination or agreement, so the Peshmerga decided to stop them," said Jabbar Yawar, head of Peshmerga forces.

Baghdad countered that Iraq's army should be in charge of the country's borders, especially because of the turmoil in Syria, and accused Kurdish authorities of obstructing the military.

Troops were deployed just as Kurdistan announced oil deals with France's Total and Russia's Gazprom, the latest majors to ignore Baghdad's warnings they risked losing contracts with central government if they agreed to develop Kurdish fields.

"The bigger issue is that this exposed how relations between the two are very difficult," one diplomat said. "The situation in Syria has triggered long-standing differences."

In a goodwill measure, Kurdistan on Tuesday said it restarted 100,000 barrels per day (bpd) in oil exports a bid to end a payment dispute with the central government after halting the shipments in April.

SYRIAN QUESTION

For Baghdad, the Syrian question is a sensitive one. Iraqi Shi'ite leaders worry a

messy collapse of Syria will lead to the rise of a Sunni regime and incite Sunni provinces along the border who feel Maliki is edging them from power.

Baghdad rejects Sunni Arab Gulf calls for Assad to go.

Barzani's government, in contrast, has hosted Syrian Kurdish opposition activists, actively pushing them to join forces to form a united front to prepare for any post-Assad regime.

Kurdish officials are not shy to admit a long-term goal of a fully independent Kurdistan, and they see a chance for Syrian Kurds to win some autonomy after years of oppres-

sion.

Regional power Turkey is increasingly being pulled into the fray, cultivating Iraqi Kurdistan but at the same time very wary of fueling broader Kurdish separatism in its own southeast.

Ankara wants Kurdistan to help guarantee Syria's Kurdish areas will not become a haven for Kurdish PKK rebels who are fighting the Ankara government for more autonomy in the southeast of Turkey.

Ankara's relations with Baghdad have deteriorated sharply.

A visit by Turkey's foreign minister to Kirkuk, whose control is disputed between

Iraqi-Arabs and Kurds, last week prompted Baghdad to accuse Ankara of meddling. Turkish and Iraqi officials have exchanged sharp words in public.

The political posturing between Baghdad and Arbil is not lost on their new frontline in north Iraq, where Peshmerga troops fortify their trenches, run through drills and wait out an end to the impasse.

"We are just here to defend ourselves," said Peshmerga General Sarbaz Mamund. "They wait for orders from their political leaders, and so do we. But this area is Kurdish, just ask the people here." □

middle east online 8 August 2012

میڈل ایسٹ اون لائن

CURBING THE RISE OF KURDISTAN

Turkey's quest to oust Assad and play a leading role in a post-bellum Syria is not without consequence. Such efforts have brought Turkey's enemy, the PKK, to yet another Turkish border. For Turkey, a country engulfed in decades of bloody warfare with the PKK in southeastern Turkey and northern Iraq, a new front for PKK militants is an unwelcome development, stresses DANIEL BRODE.

Middle East Online

While a billion watched the festive display of internationalism and multiculturalism at the Olympic opening ceremony in London; the reality was much different in the Middle East, where one of the region's oldest conflicts threatened to erupt into all-out-war.

On July 27, thousands of Iraqi troops, tanks, and artillery set out to seize the FishKhabur border crossing with Syria in Iraq's northern Zumar district. But the days when Iraq could impose its will over the scrappy and restive Kurdish north are over. Blocking them were some 3,000 Kurdish Peshmerga fighters, along with artillery - intent on proving that Baghdad's supremacy is no more. A tense standoff between the Iraqi army and Kurdish Peshmerga ensued, only to alleviate with American pressure and a fragile agreement between the two sides. The standoff reflected the situation at large: Iraqi Kurdistan is determined to rid itself of Baghdad, establish itself as a regional player, and use its burgeoning clout to serve as the protector of Kurds throughout the region. Most importantly, attempts by rival states to thwart Kurdish ambitions threaten to ignite a new round of Kurdish wars in a region already in flames.

This border area is disputed by the Shiite-led Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG). FishKhabur has been under Kurdish military control for years, which Iraq claims is illegal and violates the country's constitution. The KRG disputes this and is determined not to forfeit their only border crossing with Syria, nor to allow Baghdad to reestablish its influence in an area already "Arabized" and largely depopulated of ethnic Kurds. Despite Baghdad's official protestations, the reality is much more strategic.

Iraq's move on FishKhabur is a serious development, as it seeks to control the border crossing so as not to allow unchecked Kurdish continuity between northern Iraq and Syria. Also, it should not be ruled out that the incursion was a show of strength by Iraqi PM Maliki, now emboldened from surviving a no-confidence vote, and determined on teaching the

KRG a lesson for seeking to oust him earlier this summer. But Iraqi Kurdistan is a rising player in the Middle East. A de facto-state, the KRG has hundreds of thousands of seasoned troops, great economic potential, and a strong desire to pragmatically increase its independence. Few players in the region, aside from Israel, are keen on seeing a Kurdish ascendancy, one whose gains are seen as contradictory to the respective national interests of many states.

Nowhere is this more evident than in Syria.

The standoff in Iraq is connected to Syrian-Kurdish developments. In recent weeks, the Syrian Army withdrew from the Kurdish-majority northeast, likely in coordination between Syrian-Kurdish parties and Damascus, and left the door wide open for Kurdish rule. Almost immediately, the Kurds seized control over cities and towns in the area. Unlike the Arab Sunni uprising, the Kurds did not fire one shot to free their cities. Dominating the region now is the Democratic Union Party (PYD), the most powerful Syrian-Kurdish party, a periodic ally of Assad, and linked to the militant Kurdistan Workers' Party or PKK. Needless to say, while Iraq and Turkey do not agree on much these days, they are both opposed to Kurdish control of northeastern Syria.

Turkey's quest to oust Assad and play a leading role in a post-bellum Syria is not without consequence. Such efforts have brought Turkey's enemy, the PKK, to yet another Turkish border. For Turkey, a country engulfed in decades of bloody warfare with the PKK in southeastern Turkey and northern Iraq, a new front for PKK militants is an unwelcome development. Baghdad on the other hand is wary of increased Kurdish autonomy, unity, oil contracts, and military strength; all of which threaten efforts to maintain a unified, powerful, and stable Iraq.

Given stability in the KRG, far superior when compared to most of Iraq, Iraqi Kurdish President Barzani is working to facilitate his ethnic-kin's gains in Syria. As Iraq's Kurdish de-facto state continues to ascend, other Kurdish sectors are energized and will likely seek to follow suit, thereby making the KRG even more influential as it remains the region's only Kurdish entity. Moreover, an increasingly strengthened and robust KRG is likely to prevent the use of the Kurdish-cause as a game of chess between competing regional powers, a notable past-time for Iran, Syria, Turkey, and Iraq. In the long-term, reducing interference from regional powers will likely erode the main hindrance to Kurdish aspirations, their lack of unity. With all Kurdish parties unified against Iraq's incursion, it seems Baghdad's actions are only enhancing that long-awaited unity.

The current tension is a classic Middle East tussle, wound up by transnational disputes, aspirations for power, and revenge. Clearly, regional states are scrambling to deal with the unforeseen Kurdish ascent, perceived as threatening their interests of machtpolitik. In the end, geopolitical realities are different in 2012 than in previous decades, which is evident in the KRG's development into an increasingly influential Middle East player. Unfortunately for their rivals, they have little ability to stop it. ■

Daniel Brode is an intelligence analyst with Max Security Solutions, a geopolitical risk consulting firm based in Middle East

Turkey Threatens Syria and Iran

By **Mohammad Nouredine**
Global Research,

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has unleashed all kinds of condemnations of Syria and Iran. He questioned whether Syrian President Bashar al-Assad was really a Muslim, which will likely provoke Alawites inside Turkey and abroad. Erdogan also accused Iran of disloyalty, vowing to fight “the enemies of Turkey” until the end.

Following an iftar (Ramadan feast) held the day before yesterday [August 7], Erdogan sent very strong messages to Iran and “the enemies of Turkey.” He said that “the terrorist organization [The Kurdistan Workers' Party (PKK)] is currently in the midst of a battle orchestrated by the enemies of Turkey. However, we will fight the battle against anti-Turkish circles with the highest severity and determination. We will not take a single step back.” Erdogan added that Turkey’s “enemies want to change our priorities.”

Erdogan strongly criticized Iran, saying: “We stood by Iran when no one was at its side. Is it consistent with our beliefs to defend a regime that has killed 25,000 people? The Iranian leadership must first take responsibility for its actions.”

He added: “250,000 Syrians have left the country [Syria]. Is this not the responsibility of Iran? Yet, before Iran takes responsibility for the situation in Syria, it must first hold itself accountable [for its own]. We always take responsibility for our actions.”

Erdogan criticized Assad, asking: “Can we even say that he is a Muslim?”

Erdogan denied interfering in Syria’s internal affairs. He laun-

ched an attack on Kemal Kilicdaroglu, leader of the opposition Republican People’s Party, describing him as part of an anti-Turkey campaign. He said that “just like there is the Baath Party in Syria, there is the Republican People’s Party in Turkey.”

Kilicdaroglu said in response that the current state of Turkey is depriving him of sleep.

“I am deeply saddened and concerned. I cannot sleep because of the situation in the country, while the prime minister is happy about it,” he said. “The prime minister is blind if he cannot see the dire situation facing the country. He is extremely detached from the current reality.”

In an article written in *Hurriyet*, Cengiz Candar slammed the ruling Justice and Development Party (AKP) for its Kurdish policy. He said that the countdown to the fall of Erdogan and the AKP has begun, and whether it will be a soft landing is yet to be seen.

Candar notes that “two conclusions can be made regarding what is happening. First and foremost, Turkish leadership in the region cannot be achieved through the government’s current policy toward the Kurds. Secondly, Turkey cannot hinder the emergence of a new reality in the region involving Kurds and Syrians, and its possible implications in Turkey.”

He continues, “We have always stressed that a change in Turkey’s Kurdish policy, as well as its Middle Eastern policy, would positively affect the internal situation. I will say it frankly for the first time: the hopes pinned on the desire and ability of the government to achieve such a change are running out. The new reality will not change the fact that Turkey is facing a dilemma. It is trying to operate in a swamp from

which it cannot emerge to build a regional leadership.” Candar adds that “the Kurdish problem cannot be solved through the current policy. On the contrary, the opposite could happen, meaning that the AKP’s authority may gradually disintegrate.”

Candar states that “Mount Erciyes in Turkey is 3,916 meters high. Today, it appears that Erdogan is still at the top of the mountain, but no longer at an altitude of 3,916 meters, he is now at 3,900 meters. His descent has begun and will continue until 2014 [when Erdogan runs for reelection]. But given its pace, which is unprecedented in the history of the Middle East, a smooth landing cannot be guaranteed.

“Turkish authorities have an obligation to change their policy adopted more than a year ago, and must stop using the PKK and terrorism as excuses for their actions. As long as the authorities insist on this policy, we will continue to criticize it,” Candar writes.

In Turkish daily *Milliyet*, Metin Munir criticized Turkey’s sectarian policy toward Syria and the region.

“The government is seeking to gain points through its pro-Sunni and anti-Jewish policies. We have started to pay the price for that. Shortly after the start of the events in Syria, Assad became Turkey’s primary enemy,” he said. “Turkey, along with Qatar and Saudi Arabia, started to arm and fund Assad’s opponents. Turkey did all it could to bring Assad down. It tried to persuade Washington to support intervention in Syria, as it had in Libya. It also maintained that the departure of Assad would be in the interest of Turkey. However, Turkey was not able to achieve this goal. In fact, Assad’s departure is not in the interest of Turkey, but to the contrary. Syria, just like Turkey, is a country with diverse sects and ethnicities. Its population consists of Arabs, Kurds, Christians, Alawites and Sunnis. Under the authoritarian regime of Assad and his father, the unity of the country was preserved.”

Munir added: “Today, however, Syria is being divided, which poses an extreme threat to Turkey. Assad has begun to use the PKK against Turkey. He has handed the north of the country to the Kurds, and furnished them with heavy weaponry. Fighters have come from the Qandil Mountains [in Iraq] to Syria. Assad has transformed the area that extends from the Iranian border to the Mediterranean Sea into a battlefield against Turkey.”

Munir continues, saying: “Turkey must provide humanitarian aid to the Syrian people, but it should maintain neutrality regarding the Syrian conflict. Although this would be in the interests of Turkey, it has not happened. We have earned the enmity of Assad for no specific reason. He is now hitting us in a painful spot, that is, the Kurdish question. Why should we help Assad’s enemies inflict harm upon us? Do not cry out against the bloodshed of the Syrian people, as we should first work to prevent the bloodshed of our own. As the English proverb goes, charity begins at home.”

For the first time, the Turkish Ministry of the Interior issued a statement on the clashes that have been taking place in the Semdinli and Hakkari regions since July 23. The statement included expressions such as “intensify military readiness,” “ensure full sovereignty” and “continue the fight until the area is cleansed of terrorists.”

According to Turkish newspaper *Radikal*, “these are indications that the PKK seeks to establish an [independent] zone and will not leave it, and that the violent clashes there will escalate in the coming days.” □

Iraq's Kurds seek greater clout through oil policy

BAGHDAD (AP) — Iraq's minority Kurds are upping the ante with their go-it-alone oil policy, luring some of Big Oil's biggest players and again challenging Iraq's central government to a showdown over a shared export route.

It's a risky gamble. The Kurds' handling of the crude beneath their self-ruled territory is deepening a longstanding rift with Baghdad. It also threatens to drive a wedge between Iraq and neighboring Turkey, even as Syria's nearby civil war challenges old regional alliances.

The Kurdistan Regional Government this week restarted oil exports through a pipeline controlled by Baghdad after halting them for months over a payment dispute. Some oil industry observers see it as a sign of goodwill by the Kurds. Given current oil prices, it's also a \$9 million a day trial balloon to see how far they can press their luck.

"The Kurds are ... once again showing that they can use oil to pressure Baghdad," said Iraqi political analyst Hadi Jalo.

The Kurds plan to ship 100,000 barrels a day for now to test Baghdad's willingness to make good on what the Kurds say are overdue payments related to a 2011 compromise deal. That tentative agreement calls for Baghdad to sell Kurdish-produced oil through the pipeline. Each side takes half the revenues.

The Kurds stopped shipments in April, claiming Baghdad failed to hand over their share of the sales. Baghdad in turn accused the Kurds of withholding billions of dollars in unreported oil payments and of smuggling oil out of the country.

If this week's gambit pays off, Kurdish Minister of Natural Resources Ashti Hawrami says export volumes could be increased. But if Baghdad does not release back payments the Kurds demand, he is threatening to shut the taps again at the end of the month.

Iraqi Oil Ministry spokesman Assem Jihad said a government committee is working on ways out of the crisis. "We hope that all the problems will be resolved," he said.

Kurdish leaders have a reason to feel empowered. Four of the world's ten biggest international oil companies have now signed up to hunt for oil in their mountainous northern region.

The deals and dozens of others infuriate Baghdad, which deems them illegal. The central government believes the Kurds have no right to sign unilateral agreements with foreign oil companies and wants exports to travel through state-run pipelines. The Kurds say Iraq's constitution allows them to sign deals on their own.

Oil companies are willing to gamble on the Kurdish region, which holds up to 45 billion barrels in reserves, because the terms there are more generous than Baghdad's. Far better security and rapidly improving infrastructure are other draws.

Exxon was the first oil giant to defy Baghdad and sign on with the Kurds last year, joining several mostly small and mid-sized firms. Baghdad responded by banning it from Iraq's fourth post-war bidding round but did not touch the Irving, Texas-based company's prized stake in the country's 8.6-billion-barrel West Qurna-1 oil field.

Its competitors took that as a green light to pursue deals of their own. San Ramon, Calif.-based Chevron Corp., Total S.A. of France and Russia's Gazprom Neft have all forged Kurdish exploration deals since mid-July.

Gala Riani, head of Middle East analysis for the consulting firm Control Risks, said the oil majors' Kurdish debut "certainly strengthens the Kurds' hands."

"Each case sets a precedent showing that companies are willing to take on the risk of being penalized by Baghdad," she said.

Besides, it would be legally difficult to expel companies such as Exxon that are already working in Iraq's south, and any expulsion would create logistical headaches for the companies' remaining exploration partners, said Robin Mills, head of consulting at Manaar Energy Consulting & Project Management in Dubai.

"Interruptions to Exxon Mobil's West Qurna-1 in particular would be a

severe blow to Baghdad's production growth plans," he added.

Still, Baghdad authorities for now have the upper hand so long as they control Kurdish exports, Mills believes.

That could change.

The Kurds have reached out to Iraq's northern neighbor Turkey about setting up export pipelines that would bypass routes controlled by Baghdad. Last month they began exporting directly to Turkey, bartering oil and gas for refined fuel meant for local consumption.

A furious Baghdad responded by accusing Turkey of "participating in the smuggling of Iraqi oil." From its standpoint, Turkey's growing energy ties with Iraq's Kurds amount to yet another slight by Ankara.

Relations between the two countries turned particularly sour after Iraq's fugitive Sunni vice president, Tariq al-Hashemi, who is wanted on terrorism charges, first sought refuge in Iraq's Kurdish north and then traveled onward to Turkey. Al-Hashemi calls the charges politically motivated.

The deteriorating security situation in Syria, which like Turkey has its own Kurdish minority, only complicates matters. Shiite-led Iraq has been reluctant to join predominantly Sunni Turkey in pushing for the removal of Syrian President Bashar Assad, a member of the minority Alawite sect, an offshoot of Shiite Islam.

But Iraq's Kurds are increasingly throwing their support behind Turkey and its Sunni Gulf Arab allies in seeking Assad's ouster, according to analyst Jalo.

"The Kurds think that they should bet on the winning horse, which in this case is the Sunni alliance. This will worsen relations with Baghdad," he said.

The president of Iraq's autonomous Kurdish region, Massoud Barzani, "thinks that by siding with Turkey and the Gulf states, he might be rewarded by stretching his influence and power to the Kurdish areas in northern Syria," Jalo added. ○

Les Kurdes poussent leurs pions en Syrie

REPORTAGE - Alors qu'à Alep, l'armée syrienne livre « la mère des batailles », elle a disparu du Kurdistan syrien depuis près d'un mois sans qu'aucune goutte de sang soit versée.

Par Etienne Huver
Envoyé spécial à Erbil

Trois jours de route, le long de la frontière turque, pour venir de la ville d'Afrin, dans l'ouest de la Syrie. Entouré d'amis, assis dans le hall d'un hôtel confortable d'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak, Said Najar se remet de son périlleux voyage. Militant politique, il a commencé par traverser, la peur au ventre, les faubourgs d'Alep au milieu des combats avant de franchir des dizaines de barrages armés. C'est seulement après avoir atteint Kamechliyé et la région kurde de Syrie qu'il a pu enfin se détendre sur les cent cinquante derniers kilomètres de route poussiéreuse qui l'ont mené à la frontière irakienne.

Alors qu'à Alep, l'armée syrienne livre « la mère des batailles », semant ruines et désolation, elle a disparu du Kurdistan syrien depuis près d'un mois sans qu'aucune goutte de sang soit versée. Le vide du pouvoir n'a pas duré longtemps. Le Parti de l'union démocratique (PYD) s'est engouffré dans la brèche et contrôle désormais la zone. Sans renier son allégeance à Abdullah Ocalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), incarcéré depuis treize ans sur l'île prison d'Imrali, ce mouvement dément pourtant être le faux nez de la guérilla marxiste kurde de Turquie.

Clamant leur indépendance, les responsables du PYD nient de la même façon tout accord avec



Des pechmergas kurdes, le 6 août 2012, à la frontière entre l'Irak et la Syrie. Crédits photo : AZAD LASHKARI/REUTERS

l'Iran et le régime syrien pour gérer la région. «C'est le résultat d'un long et patient travail au sein de la société kurde, explique le représentant en Irak du PYD, le docteur Hussein Kotcher. Nous avons construit un véritable État. Nous avons un conseil du peuple, nous avons mis en place des tribunaux, une unité de protection civile. Ceci a permis de marginaliser les forces militaires. Dans certaines régions kurdes, les institutions du régime syrien fonctionnent toujours. Mais c'est formel. Ils sont affaiblis et ce sont les Kurdes qui gèrent la vie courante.»

CONTRER LES AMBITIONS DU PYD

Fin juillet, des images de liesse, venues du Kurdistan, ont défilé sur les écrans de télévision. Mais pour certains, cette liberté historique a un goût amer. Réunis la semaine dernière, plusieurs responsables du Conseil national kurde syrien

(CNK), une coalition proche du gouvernement du Kurdistan irakien, ont du mal à cacher leur embarras. «Les membres du PYD sont armés, c'est pour cela qu'ils nous contrôlent, accuse le vice-président du CNK, Moustapha Joumah. Ils montent des postes de contrôle, surveillent les voitures, les gens ainsi que les téléphones. La population est mécontente. Chaque pas en avant devrait être fait en commun. Les contrôles, les services, l'administration doivent être gérés ensemble. Mais je pense qu'ils vont continuer à abattre leurs cartes en solitaire.»

Signé le 11 juillet dernier sous l'égide du président du Kurdistan irakien, l'accord de coopération liant l'ensemble des partis politiques kurdes de Syrie ne tient déjà plus qu'à un fil. Salah Baruddin reçoit sur la luxueuse terrasse de sa villa de Salahaddin, à quelques centaines de mètres du palais présidentiel de Massoud

Barzani. Politicien influent, cet ancien compagnon de route syrien de Yasser Arafat n'exclut pas la voie armée pour contrer l'ambition hégémonique du PYD: «1500 déserteurs sont en Irak. Ces soldats vont être entraînés dans nos casernes. Ils seront ensuite qualifiés pour retourner dans leur pays et assurer la protection de leur population. 650 d'entre eux sont déjà prêts à l'action sur la frontière. La révolution gagne du terrain. Les responsables de l'Armée syrienne libre doivent maintenant coopérer avec la région du Kurdistan pour leur permettre de rentrer en Syrie.»

À COUTEAUX TIRÉS

Mais pour l'instant, le PYD tient fermement cette frontière et la situation inquiète Ankara. Depuis fin juillet, l'armée turque doit faire face à une recrudescence des attaques du PKK sur son propre sol. Hors de question d'offrir aux rebelles un possible sanctuaire dans le nord-est de la Syrie. Relayées par la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, les menaces turques ne sont pour l'instant que verbales, mais l'armée a considérablement renforcé sa présence le long de la frontière syrienne.

À couteaux tirés avec la région autonome kurde, le gouvernement central de Bagdad suit aussi la situation de près. Des renforts de troupes sont arrivés aux portes du Kurdistan et font face désormais aux pechmergas du président Barzani autour du poste frontalier de Rabiaa. De nombreux observateurs craignent l'ouverture d'un nouveau front. «Tout est possible, conclut, pessimiste, le président du Conseil national kurde, Abdoul Hakim Bashar. La Syrie est complexe et imprévisible, mais cela va sans doute avoir des conséquences sur toute la région.» ●

En Turquie, la crise syrienne rallume la guérilla du PKK

Ankara fait face aux actions répétées des séparatistes kurdes.

Par MARC SEMO,
RAGIP DURAN (à Istanbul)

Les mots sont lourds. «Que ce soit une organisation terroriste qui se revendique de nos frères kurdes comme le PKK ou une organisation terroriste comme Al-Qaeda, nous ne permettrons pas qu'une telle organisation soit à nos frontières», a mis en garde fin juillet le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. Ce qui revient à présenter comme des «menaces» aussi bien la mouvance jihadiste que les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes) en guerre contre Ankara depuis 1984 dans un conflit qui a fait 45 000 morts. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, avait quelques jours plus tôt évoqué «le droit naturel» de son pays à intervenir au-delà de la frontière, comme Ankara l'a souvent fait en Irak du Nord.

«TACTIQUE». Les développements de la crise syrienne et surtout l'autonomisation de fait des zones kurdes (lire ci-dessous)

inquiètent toujours plus les autorités turques. Activement engagées aux côtés de la révolution syrienne, ces dernières accusent Bachar al-Assad d'avoir «confié» cette région au PYD, vitrine politique en Syrie du PKK, qui pendant des années avait bénéficié du plein soutien de Damas. Mais, malgré le renforcement de l'armée turque le long de la frontière avec la Syrie, il s'agit pour le moment surtout d'avertissements. «Toute opération militaire est condamnée à entraîner la Turquie dans de nouvelles aventures non désirées, ruinant non seulement le rapprochement en cours avec les autorités kurdes du nord de l'Irak, mais aussi aggravant le problème kurde en Turquie», analyse Semih Yildiz dans le Hurriyet Daily News, qui, comme la plus grande partie des éditorialistes, s'oppose à toute intervention au-delà de la frontière.

La question kurde - minorité qui représente 15% de la population turque - est déjà relancée. Considéré comme une organisa-

tion terroriste par l'Union européenne comme par Washington, le PKK lance des opérations tous azimuts. Pour la première fois, les rebelles ont pris en otage dimanche le député Huseyin Aygun, membre du CHP (social-démocrate, la principale force de l'opposition). Ce parlementaire lui-même kurde et alévi (secte progressiste issue du chiisme) avait toujours pris fait et cause pour les droits des Kurdes, tout en restant très critique vis-à-vis de la rébellion «et de ses violences contre les civils». «Moi-même, je ne crois plus aux appels à la paix du PKK, je ne sais plus s'ils sont sincères ou s'il s'agit de tactique», disait peu avant son enlèvement ce parlementaire qui parcourait sans aucune escorte sa circonscription de Tunceli (est).

Avec cette action d'éclat, le PKK veut apparaître comme un interlocuteur incontournable à toute solution négociée du problème kurde en Turquie. Luttant à l'origine pour la création d'un Kurdistan indépendant dans le sud-est anatolien et affirmant aujourd'hui combattre pour les

droits culturels des Kurdes de Turquie, le PKK a multiplié les actions armées depuis trois semaines, tentant même de prendre le contrôle de Semdinli, dans la zone frontalière montagneuse avec l'Irak et l'Iran.

SECRETÈMENT. La création d'un Kurdistan syrien autonome, après celle d'un Kurdistan irakien de fait indépendant de Bagdad depuis 1991, change la donne régionale. «La Turquie doit respecter les autorités qui se forment en Irak du Nord et en Syrie du Nord», a ainsi déclaré Selahattin Demirtas, le président du BDP, le principal parti kurde légal que les autorités accusent d'être la vitrine politique du PKK. Entamées secrètement à Oslo, les négociations entre des représentants d'Erdogan et des émissaires du PKK sont interrompues depuis l'été 2011.

Pour le moment, les autorités turques misent sur la manière forte vis-à-vis des combattants kurdes, mais aussi des militants ou de leurs soutiens dans l'opinion. Le ministre de l'Intérieur, Idris Naim Sahin, lançait ainsi récemment : «Il n'y a pas de différence entre un obus des terroristes et les chroniques de certains journalistes.»◆



13 août 2012

Irak : le pétrolier français Total sommé par Bagdad de rompre son contrat avec le Kurdistan

Par RFI

En Irak, les autorités mettent en garde le groupe français Total : soit il renonce à l'accord conclu avec le Kurdistan, région autonome du pays, soit il devra céder sa part dans un champ pétrolier du sud. Bagdad veut garder le contrôle de ses champs pétroliers et certaines compagnies qui ne se soumettent pas à cette règle seront contraintes de quitter le pays.

Le gouvernement irakien avait prévenu les compagnies étrangères : tout contrat avec le pays serait annulé si des accords étaient conclus avec des autorités locales ou régionales.



Total a pris une participation de 35% dans deux gisements kurdes dont 18,75% dans le champ de Halfaya. Total.com

Or, le 31 juillet dernier, Total a indiqué avoir signé un contrat lui permettant de prendre part à l'exploration pétrolière au Kurdistan irakien. Bagdad a lancé un ultimatum : Total

doit rompre ses liens avec la région autonome ou bien vendre ses parts dans un champ pétrolier majeur dans le sud de l'Irak et s'en aller. Les délais pour prendre une décision n'ont pas été signifiés à Total.

Le groupe français n'est pas le premier à s'attirer les foudres de Bagdad. Les Américains Chevron et ExxonMobil avaient été prévenu de représailles similaires. En effet, les contrats de partage de production proposés par le Kurdistan sont beaucoup plus lucratifs que les contrats de service du gouvernement fédéral, qui eux, offrent un prix fixe par baril de brut.

Conscient du problème, le ministère du Pétrole irakien envisage de changer le modèle de son contrat. Mais il faudra toujours passer par Bagdad. □

Hüseyin Aygün a été libéré

libération du député enlevé par PKK

Par Jean Marcou

Le rapt d'Hüseyin Aygün (cf. notre édition du 13 août 2012) n'aura duré que 46 heures. Le 14 août, en fin d'après-midi, le député de Tunceli a été libéré presque à l'endroit où il avait été enlevé, deux jours plus tôt. En bonne forme, il a dit avoir été bien traité par ses ravisseurs, «6 ou 7 jeunes gens entre 18 et 25 ans», dont le but était, semble-t-il, «de faire de la propagande politique». Ces derniers ont engagé la conversation avec le député. Selon lui, ils ont surtout voulu délivrer «un message de paix», et auraient reconnu que «tous les jeunes tués qu'ils soient des soldats ou des membres du maquis» étaient «des enfants de ce pays.» Ce faisant, tout en souhaitant la fin de la guerre, ils auraient aussi demandé à Hüseyin Aygün d'intercéder au parlement pour que tous les partis s'unissent en vue de trouver une solution au problème kurde, évoquant notamment la reconnaissance d'une autonomie dans le cadre de l'État turc... Le député aurait promis d'agir pour la paix.

Kurde alévi de Tunceli, Hüseyin Aygün appartient au CHP, le parti kémaliste qui est actuellement la première formation d'opposition. Mais il y fait figure de franc-tireur. S'étant fait connaître par son engagement pour la défense des droits de l'homme et pour la promotion du zaza, la langue des Kurdes de Dersim, il a souvent provoqué des remous, au sein même de son propre parti, par ses déclarations fracassantes. Ainsi, l'année dernière, en affirmant qu'Atatürk en personne était au courant des massacres de Dersim, il avait ouvert une polémique, qui devait finalement voir Recep Tayyip Erdoğan présenter des excuses officielles. Plus récemment il avait à nouveau mis le CHP dans une situation délicate, en qualifiant l'alévisme de «religion», et en obligeant son propre leader, Kemal Kılıçdaroğlu (un Kurde alévi de Dersim comme lui), à préciser que l'alévisme était «une croyance et une branche de l'islam.» Quoi qu'il en soit la dernière «aventure» du député de Tunceli et surtout la manière dont il en a rendu compte, ont une fois de plus ouvert un débat qui risque de se prolonger dans les prochains jours. Nombre de responsables politiques n'ont pas apprécié qu'Aygün ait parlé de ses ravisseurs comme «d'enfants de ce pays» et comme «des jeunes courtois», avant d'évoquer l'accolade finale qu'il a échangée avec eux, avant d'être relâché. Non seulement, ce comportement a été qualifié de «honteux» par Egemen Bağış, le ministre turc des affaires européennes, et a suscité l'ire des nationalistes du MHP, mais il a provoqué des commentaires gênés au sein du CHP. Certains des responsables du parti kémaliste ont déclaré notamment que les propos d'Aygün étaient la réaction d'un homme qui venait d'être libéré, mais



qu'ils ne reflétaient pas l'opinion officielle du parti. Le député de Tunceli a d'ailleurs été convoqué par Kemal Kılıçdaroğlu, au siège du parti, pour une séance d'explications.

Reste à savoir pourquoi Hüseyin Aygün a été enlevé. Certains évoquent les dissensions existant entre Kurdes, et la volonté du PKK de faire pression sur une province un peu trop atypique. Traditionnellement à gauche et alévi, la province de Tunceli s'est en effet souvent démarquée des principales organisations kurdes, qu'elles soient légales (DTP-BDP) ou clandestines (PKK), parce qu'elles sont perçues en l'occurrence comme sunnites. À la différence des autres provinces kurdes où souvent le BDP l'emporte, Tunceli a voté pour le CHP, lors des dernières élections. Par ailleurs, à l'occasion des scrutins locaux, il n'est pas rare de voir fleurir des listes gauchistes qui rivalisent avec le parti kurde légal (cf. article de Musa Çimen dans notre édition du 1er décembre 2009). Toutefois, l'idée que cet enlèvement ait pu être une réaction du PKK dirigée contre Tunceli paraît peu convaincante dans le cas présent. Hüseyin Aygün a évoqué des tractations entre ses ravisseurs et les instances supérieures du PKK, qui laissent penser que celles-ci ont pu ne pas être à l'origine de l'enlèvement et que cette opération ait résulté d'une initiative locale. Ce qui s'est passé à Tunceli cadre mal en outre avec la stratégie actuelle du PKK. Certes, l'organisation rebelle s'est lancée dans une série d'initiatives tout azimut : affrontements avec l'armée turque dans le sud-est, attentats dans l'ouest du pays, enlèvements... Dans cette enchaînement d'actions violentes, le rapt et la libération rapide d'Hüseyin Aygün détonnent quelque peu, apparaissant plutôt comme une occasion facile, pour un groupe local, d'attirer l'attention des médias sur la question kurde, que comme une initiative complexe du PKK recherchant des bénéfices plus ambitieux.

En tout cas, Hüseyin Aygün risque de devoir attendre encore un certain temps pour tenir la promesse qu'il aurait faite à ses ravisseurs de sensibiliser ses collègues à la résolution du problème kurde. La session extraordinaire du parlement, que le CHP avait demandé pour aborder la question kurde et la crise syrienne, n'a pas réussi à réunir le quorum requis pour pouvoir se tenir. La Grande Assemblée Nationale restera donc en vacances. ○

radio

LA VOIX DE LA RUSSIE

13 août 2012

La Turquie accuse Assad d'armer les rebelles kurdes

LE MINISTRE turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a accusé le gouvernement



syrien de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan - une organisation considérée comme terroriste par Ankara, rapporte Reuters.

« Bachar al-Assad leur fournit des armes. Ce

ne sont pas des spéculations, c'est un fait. Nous avons déjà pris des mesures nécessaires pour neutraliser cette menace », a déclaré le ministre, sans entrer dans les détails.

Les autorités turques ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils ne permettront pas aux rebelles kurdes de s'installer tranquillement dans le pays voisin. Par ailleurs, Ankara a menacé d'introduire ses troupes sur des territoires, où l'activité excessive des rebelles sera remarquée.○

Will Syria's Kurds benefit from the crisis?

By Jonathan Marcus BBC Diplomatic Correspondent



Syrian Kurds hold their rifles in Jinderes, near the northern Syrian city of Aleppo, 22 July 2012 Kurds in Syria have long complained of discrimination by the government

In any assessment of the potential winners and losers from the political chaos in Syria, the country's Kurdish minority could be among the winners.

The Kurds make up a little over 10% of the population. Long marginalised by the Alawite-dominated government, they are largely concentrated in north-eastern Syria, up towards the Turkish border.

Aaron David Miller, a distinguished scholar at the Woodrow Wilson Center in Washington DC, believes that the Kurds could be one of the main beneficiaries of the demise of the regime of President Bashar al-Assad

"Syria is coming apart, and there's not much chance it will be reassembled with the kind of centralised authority we saw under the Assads."

For the Syrian Kurds, whom he describes as "part of the largest single ethnic grouping in the region that lacks a state", there is "an opportunity to create more autonomy and respect for Kurdish rights".

"They have the motivation, opportunity, and their Kurdish allies in Iraq and Turkey to encourage them. But what will hold them back is Turkey's determination to prevent a mini-statelet in Syria along with the Kurds own internal divisions," he says.

"It is unlikely," he believes, "that Syria's Kurds will be able to establish a separate entity in Syria. Nor will the United States, nor the international community accept that."

"At the same time, the several dimensions of the Kurdish problem - the Iraqi Kurds' growing

determination to remain a separate entity; Turkish determination to avoid another mini-Kurdistan along the Syrian-Iraqi border; and the issue of the PKK, the armed Kurdish insurgents fighting the Turkish Army - will create a real flashpoint."

There in a nutshell is the scale of the problem.

The Kurds' future in Syria will have an important bearing upon what sort of country it is going to become.

Turkish worry

But the fate of the Syrian Kurds also has ramifications well beyond the country's borders. These processes are already under way.

Fawaz Gerges, professor of Middle Eastern Politics at the London School of Economics, told me that "the Syrian Kurds have already seized the moment and are laying the foundation for an autonomous region like their counterparts in Iraq".

"The exit of Assad's forces from the Kurdish areas has complicated the crisis and deepened Turkey's fears that its borders with Iraq and Syria will be volatile for years to come," he says.

"The Kurdish factor in the Syrian crisis will prove to be as significant as the Kurdish question in Iraq."

Prof Ofra Bengio, head of the Kurdish Studies programme at the Moshe Dayan Centre at Tel Aviv University, agrees.

"The Kurdish dimension is likely to become a potent factor in the near future because of the weakening of each of the states in which they live, because co-operation among the states for curbing the Kurds is non-existent, and

because the Kurds have made headway in the United States and in the West, where they proved their loyalty and lack of religious extremism.

"In a word, the West might like to support them."

If a Kurdish spectre is stalking the region then it is probably Turkey that has most reason to be worried.

Even as Ankara has watched developments in Syria with unease, its own struggle with guerrilla fighters of the Kurdish PKK (designated a terrorist organisation by Turkey, the EU and the US) has flared up again.

Turkey's Foreign Minister Ahmet Davutoglu has insisted that the Syrian government is encouraging the PKK, to get its own back for Turkey's insistence that President Assad must go.

But it is even more complicated than this. The dominant Kurdish faction inside Syria is a close ally - some say even an off-shoot - of the PKK. It has little love for the mainstream Syrian opposition championed by the Turks.

Colonial borders

Whilst fighting the PKK on one front, Turkey is desperately trying to curb the political ambitions of Syria's Kurds by political means.

Indeed the ramifications of the Kurdish issue go even further. Prof Gerges insists that the Kurdish question "is here to stay".

"It transcends national borders and has the potential to redraw the Sykes-Pico agreement, which, after the collapse of the Ottoman Empire in 1918, established existing nation-state boundaries.

"Although it is too early to talk about the emergence of a greater Kurdistan, an imagined community of Kurds resonates deeply among Kurds across Turkey, Iraq, Syria and Iran."

It is in this sense the upheavals associated with the "Arab Spring" take on their full regional significance.

The Sykes-Picot Agreement (named not surprisingly after the two negotiators, Mr Georges Picot and Sir Mark Sykes) was a secret understanding made between France and Britain in 1916 for the dismemberment of the Ottoman Empire.

The agreement led to the division of Turkish-held areas of the Levant into various French and British administered territories which eventually gave rise to the modern-day states of Syria, Lebanon, Iraq and ultimately Israel.

Fawaz Gerges asserts that the events in Syria and their potential repercussions risk over-turning this familiar world; a broader re-ordering of the region in which Kurdish aspirations are just one part of a very complex picture.

"Many of the problems in the contemporary Middle East are traced to that colonial-era Sykes-Picot map, which established the state system in the region. The Palestine ➤

➤ and Kurdish questions are cases in point."

"National borders do not correspond to imagined communities. Although the state system has established deep roots in the Middle East in the last nine decades, the current uprisings have starkly exposed the fragility of the colonial system imposed on the region.

"My take is that the great powers, together with their local partners, will fight tooth and nail to prevent the redrawing of the borders of the state system in the Middle East.

"For once the map is re-drawn, where would the limits be? There would be a real danger of perpetual instability and conflict," he says.

Map showing the Kurdish inhabited areas on the borders of Iran, Iraq, Turkey, Syria and Armenia.

Sowing chaos?

The Kurds of Syria, of course, are not in quite the same position as their brothers in Iraq and would find it much harder to break away.

Noted Syria expert Joshua Landis of the University of Oklahoma says that while Syria's Kurds are a compact minority they are not a majority even in the north eastern border area with Turkey - where they constitute some 30-



Members of a Syrian refugee family, who fled the violence back home at a camp near Zakho, are seen at an Iraqi border town with Syria, June 23, 2012. Many Syrian Kurds have fled to Iraqi Kurdistan to escape the violence

40% of the population.

They have sometimes tense relations with local Sunni Arab tribes who see this as an integral part of Syrian territory, reinforced by the fact that this is an area rich in oil resources vital to the Syrian economy.

Prof Landis argues that what is going on in the Kurdish north-east offers a useful pointer to President Assad's "Plan B" should his control over key cities like Damascus and Aleppo

crumble.

He says that the "embattled president withdrew government forces from the north-east because he couldn't control it and wanted to focus on the most important battles in Aleppo and Damascus".

"But in the back of the president's mind, there may be the thought that empowering the Kurds is a way of weakening the Sunni Arab majority and underlining the risks of fragmentation should his government fall. It's a strategy of playing upon divisions to sow chaos," he said.

This way, says Prof Landis, "the Syrian Army - which is rapidly becoming an Alawite militia, whilst still the strongest military force - may lose control over large swathes of the country, but will remain a vital factor in determining the political outcome in Syria".

It is a bleak prospect.

Prof Landis asserts that President Assad "may lose Syria, but could still remain a player, and his Alawite minority will not be destroyed".

"That's the future of Syria," he says, with little enthusiasm. "It's what Lebanon was and what Iraq became." □



14 August 2012

Abducted Kurdish MP freed by PKK in Turkey

Opposition member Huseyin Aygun freed by fighters outside a town in Tunceli province after being kidnapped on Sunday.

A Turkish opposition parliamentarian who was kidnapped by members of the Kurdistan Workers Party (PKK) has been released.

Huseyin Aygun, from the main opposition Republican People's Party, was freed on Tuesday after being abducted on Sunday evening at a roadblock between the town of Ovacik and the city of Tunceli.

Governor Mustafa Taskesen told NTV that the politician was now with military police after the fighters brought him through the mountains and left him outside Ovacik in the Tunceli province.

"He is in good health and expected to be in Tunceli [city] after judicial procedures are concluded," Governor Mustafa Taskesen told NTV.

Local security forces told the AFP news agency that Aygun, 42, had refused to testify at a nearby police station and said he wanted to go to Tunceli.

Aygun appeared healthy as he faced reporters on Tuesday night.



"My two-day adventure in the mountains ended tonight. The people who carried this out said they were doing it to spread their political message," he said.

"They said they chose this path to resolve the Kurdish conflict and stop the bloodshed ... there was nothing life-threatening about this, it was a way of making a political statement."

Aygun was elected to the parliament to represent Tunceli, where he worked as a lawyer for 14 years.

According to his website, his work focuses on

human rights abuses, such as the forcible evacuations of Kurdish villages to deny support to the PKK in rural areas, as well as torture cases.

Aygun has in the past called on the PKK to abandon their violent campaign.

Rescue operation

Turkish security forces launched an operation on Monday to locate Aygun.

The operation came amid intensified clashes between PKK fighters and Turkish troops in the region.

PKK fighters confirmed in a statement that they were holding the politician and warned Turkey to abandon its rescue operation.

Aygun's abduction marked the first kidnapping of a Turkish politician since the PKK began their battle for autonomy in Turkey's Kurdish-majority southeast nearly 30 years ago.

Kurdish fighters frequently kidnap workers, soldiers and local authorities to bargain for the release of captured PKK members, and free most hostages without harm.

The PKK, seen as a terrorist group by Turkey, the US and the European Union, took up arms in 1984 in a bid to carve out a homeland in the mainly Kurdish southeast.

More than 40,000 people, mainly Kurds, have died in the ensuing violence. □

Syrian forces press air and ground assault

BEIRUT

BY DAMIEN CAVE
AND ALAN COWELL

Syrian government forces backed by jets, helicopters, artillery and tanks were reported on Friday to have resumed their pursuit of rebels in Aleppo who claimed to be counterattacking in cat-and-mouse fighting after pulling back from the most contested area of the city.

The surge in violence in recent days sent tens of thousands of Syrians fleeing to Lebanon, Turkey, Jordan and Iraq. In those countries, the United Nations refugee agency said on Friday, a total of more than 146,000 Syrians had registered as refugees, or were in the process of registering, since the fighting began in March 2011.

The exodus has been particularly dramatic over the past week in Turkey, where "there has been something of a spike" because of civilians fleeing the fighting in Aleppo, said an agency spokesman, Adrian Edwards. He added that the refugee agency's figures did not include fugitives who had not made themselves known to his organization.

"In several countries we know there to be substantial refugee populations who have not yet registered," he said.

In the past week, some 6,000 Syrians have arrived in Turkey, bringing the officially registered refugee population there to more than 50,000, he said in a telephone interview from the agency's headquarters in Geneva. As the fighting has swirled from one area to another, he



A Free Syrian Army member on Friday at a checkpoint in the border town of Dana.

ZOHRA BENSEMRA/REUTERS

said, several thousand Syrians had also returned home from Turkey, while more than 23,000 Iraqis had left Syria to return home since mid-July.

On the third day of a ground offensive that could signal a decisive turn in the battle for Aleppo, Syria's largest city, rebels said they were adopting their tactics to harass government forces, even though the authorities boasted of inflicting severe casualties on the enemies of President Bashar al-Assad.

"One day is ours, one day is theirs," said a senior commander of the Free Syrian Army, who identified himself as Abu Mohammed. "We have very little capacities, but we have achieved much so far."

Activist groups said on Friday that loyalist gunners were pounding parts of Aleppo while government forces were seen sending reinforcements, including tank transporters, toward the city's airport. Farther south in Damascus, the

capital, rebel sympathizers said heavy gunfire could be heard from an area in the Yarmouk Palestinian refugee camp.

As Syrians poured out of mosques after Friday Prayer across the country, some gathered to protest, chanting demands for anti-aircraft weapons to confront the government's use of its air power to pummel rebel positions. Activist groups said one young protester died of his wounds after loyalist forces opened fire in the area called New Aleppo.

The form that outside support for the rebels should take remains a subject of great debate. Secretary of State Hillary Rodham Clinton will continue the discussion on Saturday when she meets with Turkish officials in Istanbul.

In London, the British foreign secretary, William Hague, said on Friday that his government would contribute a further \$8 million in nonlethal aid, including communications equipment and medical supplies, to the rebels.

Abu Mohammed, the rebel commander, said that in the strategic neighborhood of Salaheddin the insurgents staged a "tactical withdrawal" on Thursday in order to encircle the area and form raiding parties to strike at the government advance.

Damien Cave reported from Beirut, and Alan Cowell from Paris. An employee of The New York Times contributed reporting from Aleppo, Syria; Hala Droubi from Dubai, United Arab Emirates; Dalal Mawad and Hwaida Saad from Beirut; Thomas Erdbrink from Tehran; and Rick Gladstone from New York.

Le Monde

Mardi 14 août 2012

Syrie

Les Etats-Unis et la Turquie préparent l'après-Assad

ISTANBUL. En visite, samedi 11 août, en Turquie, la chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton, a évoqué avec son allié turc au sein de l'OTAN « l'après-Assad », avec la création d'un groupe de travail qui évaluera les scénarios probables en vue de la transition politique en Syrie. La secrétaire d'Etat américaine a dit chercher à « intégrer ce que font [les Etats-Unis] et les Turcs aux efforts de la communauté internationale afin de coordonner un véritable appui à l'opposition en Syrie ».

Au sujet du PKK, mouvement armé kurde combattu par Ankara, M^{me} Clinton s'est inquiétée que « des terroristes du PKK et d'Al-Qaïda prennent avantage de la lutte légitime du peuple syrien. La Syrie ne doit pas devenir un sanctuaire pour les terroristes du PKK ». La secrétaire d'Etat a en outre justifié la décision de Washington de sanctionner le groupe chiite libanais Hezbollah. « Nous continuons à accroître la pression de l'extérieur [afin] d'exposer et de casser les liens entre l'Iran, le Hezbollah et la Syrie qui prolongent la vie du régime Assad », a déclaré M^{me} Clinton. — (AFP, Reuters.) ■

« Le régime syrien doit être abattu », selon Laurent Fabius

ONCUPINAR. Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a estimé vendredi 17 août, en visitant un camp de réfugiés syriens, que « le régime syrien devait être abattu et rapidement », dénonçant « les exactions » de Damas contre les populations civiles.

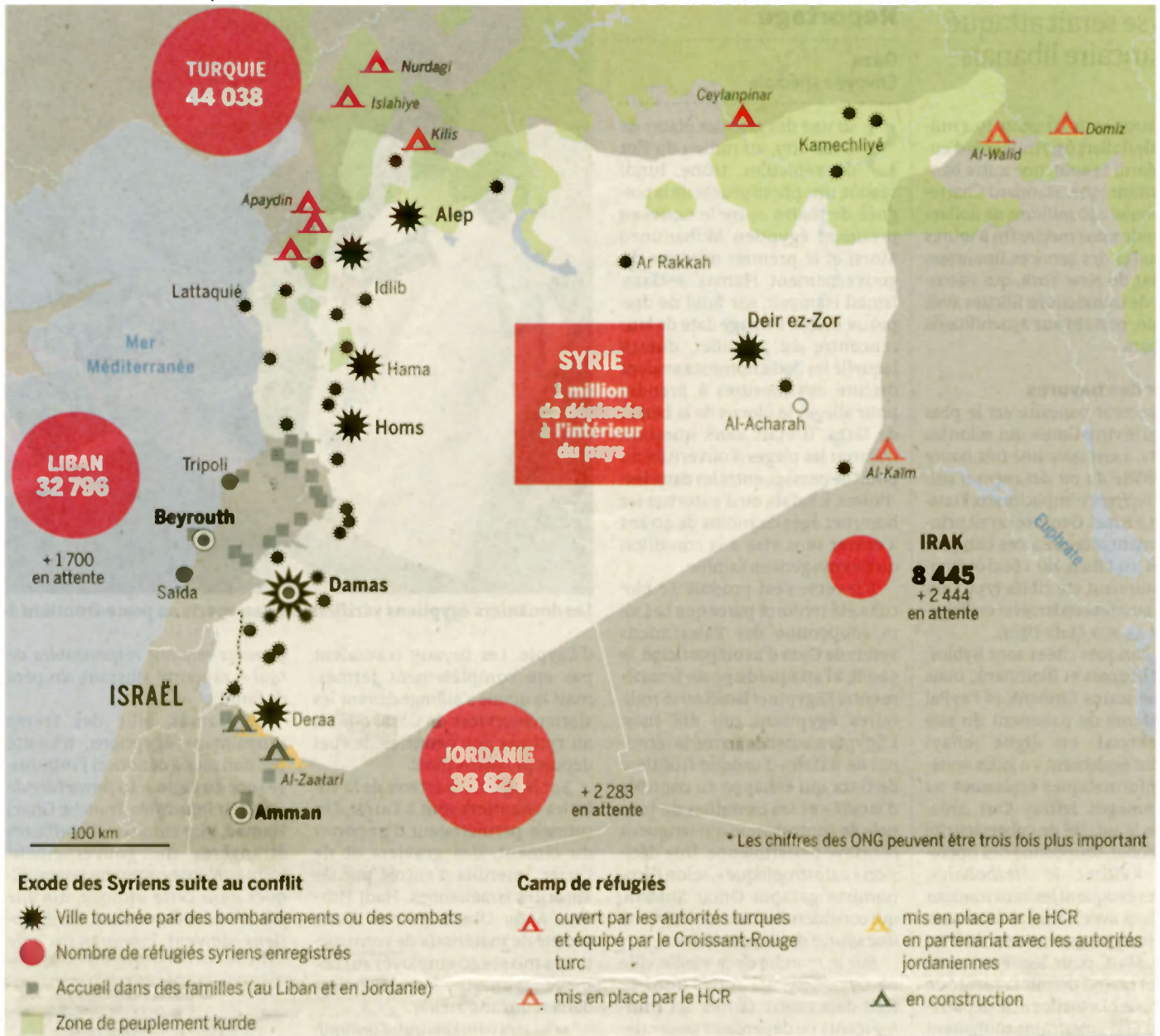
« Après avoir entendu les témoignages bouleversants des personnes ici (...), quand on entend ça, et je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire : M. Bachar Al-Assad ne mériterait pas d'être sur la Terre », a-t-il déclaré aux journalistes. Dans un point de presse plus tard dans la journée à Ankara avec son homologue turc Ahmet Davutoglu, il a tenu à mettre en garde sur l'après-Al-Assad : « Il faut travailler pour remplacer ce régime et en même temps faire en sorte que ce remplacement se fasse dans des conditions maîtrisées. Nous ne voulons pas qu'il y ait un chaos qui succède à la situation actuelle. »

L'Egypte propose de créer un groupe de contact

Téhéran annonce avoir accepté une proposition du président égyptien Mohamed Morsi pour la création d'un groupe de contact sur la Syrie avec l'Egypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie.

Les réfugiés syriens, un poids pour les pays voisins

La situation des réfugiés syriens selon le HCR, début août 2012*



L'afflux de réfugiés commence à peser sur les pays voisins de la Syrie et pourrait, à terme, les déstabiliser si la situation venait à se prolonger et si les arrivées devaient se poursuivre au rythme effréné actuel. Mardi 14 août, la secrétaire générale adjointe des Nations unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, s'est rendue à Damas pour évoquer « la détérioration de la situation humanitaire ».

Outre le million de déplacés internes en Syrie (sur 22 millions d'habitants), plus de

270 000 Syriens ont quitté leur pays pour le Liban, la Jordanie, la Turquie et l'Irak, selon l'estimation du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Seuls 140 000 d'entre eux se sont enregistrés auprès de l'agence onusienne.

Au Liban, M^{me} Amos devait, jeudi, rencontrer des réfugiés, le gouvernement et les organisations humanitaires. Selon le HCR, plus de 37 000 Syriens ont trouvé refuge au pays du Cèdre alors que plusieurs ONG avancent un chiffre trois fois plus élevé. Un afflux

important pour un petit pays, très divisé entre pro et anti-Assad.

Depuis le début de la crise syrienne, le premier ministre libanais, Najib Mikati, cherche à prendre ses distances. Les réfugiés sont pris en charge par l'Etat, mais dans la discrétion et avec parcimonie, alors que le Liban fait face à de nombreux problèmes économiques et sociaux, notamment à cause de la situation en Syrie. Pour pallier le manque de moyens, la France et plusieurs autres pays européens apportent une aide financière.

En juillet, le gouvernement libanais a fait savoir qu'il ne prendrait plus en charge les blessés syriens soignés dans des hôpitaux libanais. Au sein du gouvernement, le fait que de nombreux rebelles blessés puissent être soignés aux frais de l'Etat avait suscité un tollé parmi les alliés de Damas.

La présence des réfugiés syriens, pour la plupart originaires de la région frontalière d'Homs, dans la Bekaa (nord-est du Liban) et dans l'Akkar (nord), pose problème, dans un pays où la mémoire des camps de réfugiés palestiniens

niens, transformés en enclaves militaires pendant la guerre civile (1975-1990), est encore vive.

«Le Liban accueillera les réfugiés, mais il est hors de question d'installer des camps. Nous avons vu par le passé ce que cela a donné», explique un proche de M. Mikati. Les autorités libanaises s'inquiètent que des bases rebelles puissent s'implanter parmi les réfugiés. A plusieurs reprises, Damas a sermonné Beyrouth sur la présence d'insurgés sur son sol, et mené des incursions en territoire libanais.

Selon des militants, plusieurs réfugiés ont été arrêtés et expulsés, sans que l'on en connaisse le nombre exact. Le 1^{er} août, quatorze ressortissants syriens ont été expulsés vers la Syrie, suscitant le tollé de plusieurs ONG. Depuis, Beyrouth a promis de cesser ces expulsions.

Autre écueil : l'aide est confessionnelle et politisée. Elle vient essentiellement des sunnites libanais anti-Assad, solidaires des sunnites de Syrie, très majoritaires dans la révolution. Des associations privées, comme le service médical de la Jamaa Islamiya, la branche libanaise des Frères musulmans, sont très actives.

Depuis l'irruption des combats à Damas, mi-juillet, les déplacés d'Homs ont été rejoints par des réfugiés venus de la capitale, dont une grande partie est issue de la classe moyenne ou aisée, capables pour l'heure de subvenir à leurs besoins.

En Turquie, le nombre de réfugiés syriens a dépassé officiellement, lundi 13 août, le cap des 60 000 personnes. Plusieurs milliers d'autres s'y trouvent sans être passés par la voie officielle. Le gouvernement turc a dû accélérer la mise en place d'un nouveau dispositif destiné à accueillir jusqu'à 100 000 réfugiés. Quatre nouveaux camps vont être construits, en plus des huit camps de tentes déjà existants, le long de la frontière turco-syrienne, et du camp de préfabriqués (12 000 personnes) près du poste-frontière d'Öncüpınar, dans la province de Kilis.

Les déserteurs de l'armée et leurs familles sont regroupés dans le camp d'Apaydin. Strictement gardé par l'armée turque derrière des murs de béton, il abriterait une trentaine de généraux, des dizaines d'officiers et de sous-officiers ainsi que le chef de l'Armée syrienne libre (ASL), Riyad Al-Assaad. L'accueil des Syriens en Turquie est

provisoire. Ils n'ont pas le statut de réfugié, mais sont considérés comme «invités» et n'ont à aucun moment la possibilité de réclamer l'asile politique ou d'être en contact avec le HCR.

La gestion de ces camps est confiée au Croissant-Rouge turc et à la Direction des catastrophes naturelles et des situations d'urgence (AFAD), sous l'autorité directe du gouvernement. Seules les ONG turques, islamistes et proches du gouvernement (IHH, Kimse Yok Mu), sont autorisées à fournir une aide humanitaire.

Les camps de réfugiés ont été dotés d'écoles, de mosquées, de services médicaux, de terrains de jeux pour les enfants, de salles de télévision. Mais les cours sont dispensés en turc.

Les camps se trouvent le long de la frontière, souvent à portée de tir de l'armée syrienne, ce qui pose un sérieux problème de protection. Des tensions ethniques se sont également manifestées dans les camps lorsque la Turquie a installé 1 500 Turkmènes de la région d'Alep.

La cohabitation avec les autres Syriens, en majorité arabes, ne se déroule pas sans mal. Le voisinage avec les villages turcs, qu'ils soient sunnites ou alaouites, est

lui aussi de plus en plus compliqué.

En Jordanie, pays le plus affecté de la région avec 150 000 réfugiés syriens, la police antiémeute a dispersé, lundi, un groupe de manifestants mécontents de leurs conditions de vie dans le camp de réfugiés de Za'atari, nouvellement ouvert. Ils souhaitaient retourner à Ramtha, près de la frontière.

Même des pays aussi éloignés que l'Algérie sont touchés. Air Algérie a annoncé, mardi, la réduction de ses vols depuis Damas, afin de freiner l'afflux de réfugiés syriens, estimés à environ 12 000 par les autorités. ■

**CHRISTOPHE AYAD,
GUILLAUME PERRIER (À ISTANBUL)
ET LAURE STEPHAN (À BEYROUTH)**

Le Monde
Jeudi 16 août 2012

Les Kurdes de Syrie accueillis comme des frères au Kurdistan irakien

Domiz (Kurdistan irakien)
Envoyé spécial

Plus le régime vacille en Syrie et plus ils sont nombreux à quitter le pays. Encore embryonnaire au mois de mai, le camp de réfugiés de Domiz, dans le Kurdistan d'Irak, accueille désormais 8 000 Syriens. Tous d'origine kurde. Le camp a presque doublé de taille durant le dernier mois, et les arrivées se font au rythme de près d'un millier par semaine.

Le camp se trouve à une trentaine de kilomètres de Dohouk, dans la direction de la frontière syrienne, à l'écart de la route principale. L'emplacement avait accueilli plusieurs centaines de réfugiés kurdes, victimes de la répression par Damas des émeutes kurdes de 2004.

Les premiers arrivés ont élu domicile dans des baraquements en dur, parfaitement alignés. Mais la construction ne suit pas le rythme des installations, et les réfugiés les plus récents transi-

ent plusieurs semaines sous les grandes tentes blanches données par le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), sous une chaleur accablante. L'électricité vient d'être raccordée. On construit des latrines. Des réservoirs d'eau potable sont en train d'être installés, mais les conditions de vie restent sommaires.

Les réfugiés de Domiz sont plutôt bien accueillis par le gouvernement de la région autonome kurde d'Irak, solidarité entre kurdes oblige. Ce n'est pas le cas des autres Syriens, qui tentent d'entrer en Irak plus au sud, notamment près du poste-frontière d'Abou Kamal, fermé par Bagdad mi-juillet. Le gouvernement central irakien, dirigé par Nouri Al-Maliki, reste proche du régime de Bachar Al-Assad, qui l'a hébergé pendant ses années d'exil. Les réfugiés arabes syriens sont donc refoulés sans ménagement vers leur pays.

Ici, rien de tel. Le président de la région autonome kurde d'Irak, Massoud Barzani, se veut le par-

rain des Kurdes syriens et il n'a pas ménagé ses efforts pour unifier leurs nombreuses factions politiques. Les réfugiés de Domiz se divisent en deux grandes catégories : les déserteurs et leurs familles, qui se savent recherchés ; et ceux qui sont trop pauvres ou trop faibles pour survivre dans le chaos syrien.

Les réfugiés de Domiz sont persuadés qu'ils seront rentrés chez eux avant la fin 2012

C'est le cas de Mohammed et de sa femme, Raparin, un jeune couple de moins de 25 ans, arrivés début juillet avec leur petite fille de 2 ans et demi. « Il y avait tellement de violence, les prix sont devenus tellement chers, qu'on ne voyait plus l'avenir là-bas », explique l'électricien. Le couple reçoit une ration mensuelle du HCR et des aides du gouvernement kurde

d'Irak. Leur mobilier se limite à un ventilateur, deux matelas et une télévision. Tous les jours, Mohammed fait le tour des chantiers des environs pour tenter de trouver un emploi à la journée. Malgré tout, Mohammed et Raparin ne regrettent pas d'avoir quitté la Syrie. La traversée leur a coûté 1 000 dollars (plus de 800 euros).

Ahmed, lui, n'a pas eu le choix. Ce conscrit a déserté son unité en plein siège d'Homs : « J'ai hésité à rejoindre l'Armée libre. Mais j'ai de la famille à Kamechliyé, cela pouvait se révéler dangereux pour eux. Et je n'ai pas confiance dans l'opposition syrienne. Ils n'aiment pas les Kurdes, comme Bachar. » Il a donc fui à l'étranger. Sa famille a suivi, quelques mois plus tard.

Le jeune homme brûle de retourner dans son pays participant à la libération du Kurdistan, d'où les troupes gouvernementales, trop occupées à Homs, Damas, Idlib, Alep ou Deir ez-Zor, se sont quasiment retirées. « Mais je suis le seul homme, je ne peux pas lais-

ser ma famille sans protection », explique-t-il à regret.

Un petit millier d'autres jeunes hommes, entraînés par les peshmergas (combattants) kurdes irakiens, ont discrètement regagné le Kurdistan syrien pour prendre le contrôle des villes abandonnées par l'armée syrienne. Formés par le Parti démocratique du Kurdistan (PKK), de Massoud Barzani, ils sont à couteaux tirés avec les militants du PYD, la formation syrienne jumelle du PKK turc, qui avait joué la carte Bachar Al-Assad jusqu'à début juillet. Beaucoup craignent une guerre interkurde après la chute du régime syrien.

Les réfugiés de Domiz sont persuadés qu'ils seront rentrés chez eux avant la fin 2012. Mais, à chaque fois qu'ils passent devant l'épicerie de Naouzad, à l'entrée du camp, un frisson d'inquiétude les parcourt. Ce militant kurde syrien est installé là depuis 2004, il n'a jamais revu la Syrie. ■

C. A.

Le Monde

Mercredi 15 août 2012

A La Mecque, le monde arabe affiche ses divisions

L'Iran, principale puissance chiite, défendra Damas face aux pays sunnites

Le sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui se concentrera sur la recherche d'une issue négociée à la crise syrienne, a débuté mardi 14 août, à La Mecque, en Arabie saoudite, en l'absence du principal intéressé : Damas. Ce sommet devrait surtout mettre en lumière le schisme du monde musulman.

Officiellement, l'OCI doit favoriser la solidarité et l'entraide entre les pays musulmans. Mais, dans les faits, le dossier syrien révélera la guerre d'influence à laquelle se livrent par procuration la principale puissance chiite, l'Iran, et les sunnites menés par l'Arabie saoudite. Lors de la réunion préparatoire, lundi, les chefs de la diplomatie des pays de l'OCI ont demandé la suspension de la Syrie, à laquelle s'est opposé l'Iran.

Créée en septembre 1969 à Rabat dans un contexte de guerre froide – dans lequel les États-Unis cherchaient à faire contrepoids à la Ligue arabe, alors sous influence de la gauche nationaliste arabe –, l'OCI, qui compte 57 États membres, s'est donnée pour objectifs d'œuvrer à éliminer la discrimination raciale, à consolider la lutte des musulmans pour la sauvegarde de leur dignité, notamment.

« Conservatrice et réactionnaire », elle ne pèse pas sur la géopolitique de la région, critique Karim Emile Bitar, géopolitologue et spécialiste du monde arabe à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). L'OCI reste « fragilisée par l'opposition chiite-sunnite en son sein », ajoute-t-il. La réunion de La Mecque n'y échappera pas.

« Le bal des hypocrites »

Lors de ce sommet, l'Iran de

Le Monde

Mercredi 15 août 2012

Mahmoud Ahmadinejad se retrouve sans allié véritable; hormis l'Irak, face aux pays sunnites, qui soutiennent l'opposition syrienne. « Ahmadinejad a décidé de s'y rendre pour défendre son seul allié arabe, conscient de ce qu'il pourrait perdre si Damas tombait : les canaux d'approvisionnement du Hezbollah libanais et l'ouverture sur la Méditerranée. Il joue tous ses rêves de puissance », juge Karim Emile Bitar.

Les espoirs de trouver un accord au sommet de l'OCI sont minces. Les enjeux géostratégiques sont trop importants. « Aucune partie n'est prête à céder un centimètre. Les événements sont allés trop loin en Syrie pour qu'un accord puisse être trouvé. Ce sera encore le bal des hypocrites, entre puissances qui se détestent », affirme le chercheur. D'autant qu'au facteur confessionnel s'ajoutent les enjeux économiques : « Face aux sanctions sur le pétrole iranien, imposées par les États-Unis, les Saoudiens augmentent leur production de pétrole, ce qui exacerbe les tensions. » ■

SHAHZAD ABDUL

La « guerre secrète » de la Turquie contre Damas

Idlib (Syrie)

Envoyée spéciale

Un homme d'affaire de Damas, proche du régime de Bachar Al-Assad, a eu une méchante surprise, lundi 6 août, en traversant la frontière entre la Turquie et la Syrie, à la sortie de la ville d'Idlib.

Côté turc, rien à signaler : tout se passe normalement. En revanche, les douaniers syriens n'ont pas la même allure que d'habitude. En lieu et place de militaires du gouvernement, ce sont des soldats rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) qui sont plantés devant la guérite, avec leurs inimitables uniformes : tee-shirt camouflage et fausses claquettes Gucci. L'homme d'affaires est sorti de sa voiture les mains en l'air – les insurgés en rient encore –, avant de proposer de l'argent, puis finalement de préférer repartir dans l'autre sens.

Sans effet d'annonce ni proclamation de victoire, l'ASL a, depuis les premiers jours du mois d'août, pris le contrôle de plusieurs dizaines de kilomètres de frontière au nord de la Syrie, avec au moins quatre postes de dou-

ne. D'incessants passages traversent la ligne : des civils ou des militaires de haut rang désertant le régime, des trafics de toutes sortes.

Ou encore, ces 2 000 familles syriennes qui, ces derniers jours, ont fui les combats en direction de la frontière turque, à la suite de l'attaque d'un avion de chasse du gouvernement qui, pour la première fois, a bombardé deux gros bourgs près d'Alep. Vendredi, à quelques kilomètres du poste frontière, ces familles étaient installées dans un campement, avec des feux et des abris, encombrés de ballots d'où s'échappaient un ventilateur, des vêtements, une casserole.

Depuis le début de l'insurrection, il y a dix-sept mois, Ankara a toujours penché en faveur de l'ASL : neuf sites – équipés de tentes surtout – accueillent près de 45 000 réfugiés dans les régions d'Hatay ou de Gaziantep, selon l'agence turque de gestion des crises. Les hôpitaux des villes frontalières reçoivent généreusement les blessés syriens, notamment les combattants rebelles, que des ambulances garées près de la fron-

tière n'arrêtent pas d'aller chercher. Du côté d'Idlib, par exemple, elles font en moyenne trois ou quatre rotations par heure. Et, même si Ankara nie toute aide officielle, l'achat d'armes (des kalachnikovs pour l'essentiel) passe également par la Turquie. Tout cela se fait discrètement, y compris le volet humanitaire, et l'accès aux camps ou aux cliniques reste strictement réglementé, notamment pour les journalistes.

Base arrière

L'affaire d'un avion de chasse turc abattu le long des côtes syriennes le 22 juin a modifié la situation. Certes, le président Assad, en personne, a « regretté » l'incident, mais le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a cette fois durci le ton, pour lancer : « Nous sommes des pays ennemis. »

Longuement filmés par les chaînes nationales, 2 600 soldats et 170 véhicules et blindés turcs ont pris position quelques kilomètres derrière la ligne frontalière, avec la Syrie en ligne de mire et l'ordre de faire feu à la moindre alerte. « La Turquie est entrée dans

une guerre secrète mais sans merci contre Damas », explique Abou Ryad, l'un des commandants de l'Armée syrienne libre dans le nord du pays, « elle ne néglige aucun moyen ».

À la mi-juillet, quand l'ASL a conquis Azzaz, une ville prospère de 60 000 habitants à quelques kilomètres de la frontière, les douaniers du régime se sont retrouvés coincés entre les Turcs « hostiles » et les rebelles. La plupart ont choisi la fuite, d'autres la désertion. Depuis, une zone longue de 70 km, solidement appuyée sur la Turquie, échappe au contrôle de Damas : elle remonte jusqu'aux faubourgs d'Alep, deuxième ville de Syrie, où les rebelles viennent de lancer leur offensive. Seule cette base arrière solide leur permettait de risquer la partie.

« Aujourd'hui, il paraît presque impossible pour le régime de récupérer militairement cette région », explique un diplomate en poste à Ankara. « Quelle que soit l'issue de la bataille d'Alep, une rébellion est désormais durablement implantée en Syrie. » ■

FLORENCE AUBENAS

La légion étrangère de l'armée de Bachar Al-Assad

Les dirigeants syriens sont-ils en train de mettre sur pied une forme de légion étrangère destinée à assurer leur sécurité ainsi que la survie du régime? La question peut légitimement se poser après deux événements qui, coup sur coup, semblent confirmer la présence de plus en plus massive de combattants étrangers aux côtés des forces gouvernementales syriennes, handicapées par des désertions massives et confrontées à une guérilla de mieux en mieux armée, organisée et répartie sur le territoire.

Le 4 août, à Damas, 48 ressortissants iraniens ont été enlevés. Puis, lundi 13 août, c'était au tour d'Hasan Al-Moqdad, un Libanais appartenant à un puissant clan chiïte originaire du nord de la vallée de la Bekaa, au Liban, de subir le même sort. La famille de ce dernier, accusé de combattre aux côtés des forces de Bachar Al-Assad, assure avoir enlevé, en représailles, une trentaine de Syriens réfugiés au Liban ainsi qu'un Turc. Dans une vidéo diffusée par les insurgés syriens, Hassan Al-Moqdad affirme être un membre du Hezbollah libanais, allié de Damas, et travailler comme franc-tireur pour le compte du régime Assad. Le parti chiïte libanais conteste avoir envoyé Hassan Al-Moqdad au Liban, ou tout autre combattant.

Omniprésence de l'ASL

Si l'affaire Moqdad semble compliquée à démêler et la présence du Hezbollah difficile à prouver, le cas des 48 otages iraniens s'apparente beaucoup plus à ce que l'administration américaine décrit comme une aide militaire directe de Téhéran à son protégé syrien. Le secrétaire américain à la défense, Leon Panetta, a dénoncé, mardi, l'Iran, qui « essaie de mettre sur pied et former une milice en Syrie pour combattre pour le compte du régime », a ajouté M. Panetta, qui s'est dit inquiet d'une « présence grandissante » de l'Iran en Syrie.

Le chef d'état-major interarmes américain, Martin Dempsey, a livré une explication à cette implication croissante: « L'armée syrienne se bat depuis près de dix-huit mois. N'importe quelle armée serait affectée par un tel rythme. C'est pour ça que l'Iran entre dans le jeu pour former cette milice destinée à enlever



Des combattants de l'Armée syrienne libre à Alep, le 14 août. GÖRAN TÖMASEVIC/REUTERS

une partie de la pression pesant sur les militaires syriens. »

On peut ajouter à cette explication le degré croissant d'infiltration des forces armées syriennes, qui a permis aux insurgés de l'Armée syrienne libre (ASL) de réaliser un attentat, le 18 juillet, qui a tué cinq hauts responsables sécuritaires syriens, dont le propre beau-frère de Bachar Al-Assad, Assef Chawkat, et aurait grièvement blessé aux jambes son frère Maher, selon des sources non confirmées. Autre signe de l'omniprésence de l'ASL jusque dans la capitale, Damas, l'attentat à la bombe du 15 août, qui a eu lieu dans un parking de l'armée.

Téhéran a avancé dans un premier temps que les 48 otages étaient des pèlerins venus visiter le sanctuaire de Sayeda Zeinab, avant de reconnaître que certains membres du groupe étaient des gardiens de la révolution (pasdarans) et des militaires à la retraite.

Selon le mouvement d'opposition iranien des Moudjahidins du peuple, 14 des 48 otages sont des commandants du corps des pasdarans de la province de l'Azerbaïdjan occidental, à Orouniah. Ces hommes compteraient le général Abedine Khoram, commandant en chef des pasdarans de cette province ainsi que sept colonels et le mollah Karim Hossein Khani, comman-

dant de la milice Bassij. « Au moins certains de ces otages » appartiennent aux gardiens de la révolution, a confirmé à l'AFP un responsable américain sous le couvert de l'anonymat, sans en préciser le nombre.

Pour les Moudjahidins du peuple, tous ces hommes, de rang élevé et sélectionnés dans tout l'Iran, appartiennent à la force Al-Qods (qui signifie Jérusalem), fer de lance de l'action extérieure clandestine de la révolution islamique. Dirigée par Qassem Souleimani (donné à tort pour mort dans l'attentat du 18 juillet à Damas), la force Al-Qods est représentée à Damas par le général Haj Heydar, sous les ordres du général Mohaminad-Reza Zahedi. L'Iran chercherait, selon des responsables américains, à monter en Syrie une milice chiïte pro-régime sur le modèle de l'Armée du Mahdi de Moqtada Al-Sadr en Irak.

Très active par le passé au Liban et en Irak, la force Al-Qods utilise la couverture d'une agence de voyages culturels et religieux, Samen Al-Aémeh (le huitième imam, en farsi), censée avoir organisé le « pèlerinage » de Damas. La compagnie aérienne Mahan, elle aussi aux mains des pasdarans, se charge des vols, qui décollent tous les mardis matin de Téhéran. Depuis l'enlèvement des 48 Iraniens, assure

Afchine Alavi, porte-parole des Moudjahidins du peuple, les « conseillers militaires » iraniens embarquent depuis la ville sainte chiïte de Najaf, en Irak.

Recours à des francs-tireurs

En revanche, la participation directe du Hezbollah est moins claire. Au printemps, une source diplomatique confirmait au Monde la mort de plusieurs combattants de la milice chiïte libanaise en Syrie, mais précisait que ces cas – de l'ordre de quelques dizaines – relevaient plus d'initiatives individuelles et ponctuelles que d'une stratégie assumée.

Malgré un soutien politique sans faille à Bachar Al-Assad, « le Hezbollah ne veut pas couler avec le régime syrien », souligne Joseph Bahout, enseignant à Sciences Po. Le parti chiïte se tient donc en retrait. D'où le recours à des francs-tireurs comme le clan Moqdad – dont certains membres seulement sont au Hezbollah – ou le militant pro-syrien chrétien Michel Samaha, arrêté le 9 août et soupçonné d'avoir transporté des explosifs en vue d'attentats au Liban. ■

CHRISTOPHE AYAD

E.U. assails Ahmadinejad after tirade against Israel

BRUSSELS

FROM NEWS REPORTS

Catherine Ashton, the foreign policy chief of the European Union, said over the weekend that comments by Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad, who called Israel a "cancerous tumor" with no place in a future Middle East, were "outrageous and hateful."

In a statement on Saturday, she used language that was unusually forthright for the West's chief negotiator over Iran's nuclear program.

Ms. Ashton "strongly condemns the outrageous and hateful remarks threatening Israel's existence by the supreme leader and the president of the Islamic

Republic of Iran," a statement by her spokesman said.

"Israel's right to exist," it added, "must not be called into question."

Mr. Ahmadinejad's comments, made in a speech on Friday and reported by the Islamic Republic News Agency, added some new and incendiary flourishes to a theme he has pushed for his entire presidency.

"The very existence of the Zionist regime is an insult to humankind and an affront to all world nations," the news agency's English-language report on the speech quoted him as saying. "Confronting Zionists will also pave the way for saving the whole humankind from exploitation, depravity and misery."

In another passage, he was quoted as saying that Jerusalem Day, which the Iranians call Quds Day, after the city's Arabic name, was "an occasion for all human communities to wipe out this scarlet letter, meaning the Zionist regime, from the forehead of humanity."

The Iranian news media reported earlier last week that Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, had said that Israel would one day be returned to the Palestinian nation and would cease to exist.

Ms. Ashton is acting as chief negotiator for the United States, Russia, China, France, Germany and Britain in trying to persuade Iran to scale back its nuclear program through economic sanctions and diplomacy. They fear that Iran's nuclear program is aimed at producing weapons, though Tehran says it serves peaceful purposes only. Iran's chief negotiator and Ms. Ashton agreed at the start of August to hold more talks about Iran's nuclear work, but there has been no sign of imminent progress.

Ms. Ashton, Saturday's statement said, "calls upon Iran to play a constructive role in the region and expects its leaders to contribute to de-escalate tension and not to fuel it."

On Friday, the Ban Ki-moon, the secretary general of the United Nations, said the verbal attacks on Israel were "offensive and inflammatory."

A violently anti-Israel message was also the theme of Jerusalem Day commemorations in Beirut, the home base of Hezbollah, the militant political organization that fought a war with Israel in 2006 and is aligned with the governments of Iran and Syria in what they call the axis of resistance. (REUTERS, NYT)

Assad appearance fuels rumors of rift

DAMASCUS

Absence of key ministers renews questions about strength of Syrian regime

This article is by an employee of The New York Times in Syria and Damien Cave.

President Bashar al-Assad of Syria appeared Sunday at a small mosque in Damascus, with state television showing him completing his prayers for an important Muslim holiday alongside some but not all members of his inner circle.

It was only the second time that Mr. Assad has been shown on television since a July 18 bombing that killed Syria's defense minister and three other senior officials.

His appearance seemed to be an attempt at normalcy during Id al-Fitr, a three-day holiday after Ramadan usually characterized by social visits and eating, but it also renewed doubts about the strength and confidence of the government.

Mr. Assad normally prays at the Umayyad Mosque, the biggest and oldest in Damascus, but on Sunday, he chose a much smaller, safer location: the Rihab al-Hamad Mosque next to the presidential palace.

He also did not appear with all of the

government's senior officials. Though several ministers were around Mr. Assad, the vice president, Farouk al-Sharaa, was not among them, fueling speculation that Mr. Sharaa had been thinking about defecting.

Some rebel fighters have said Mr. Sharaa has already fled to Jordan, but the vice president's office issued a statement Saturday saying he "did not think, at any moment, of leaving the country." He has not been on Syrian television for at least a week.

Other absent officials included Abullah al-Ahmar, assistant secretary-general of the Baath Party, which suggested to

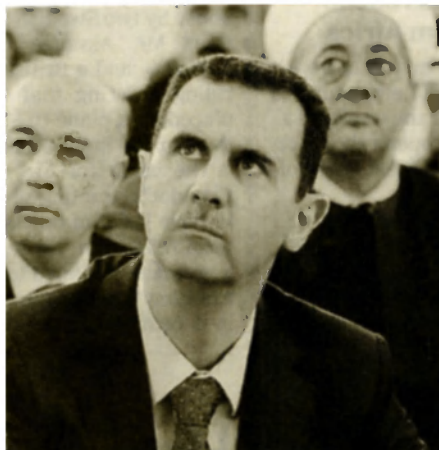
some Syrians that either he had fallen out of favor, or that Mr. Assad had decided to keep his senior officials separated to protect against a large-scale attack.

Id al-Fitr this year has been severely constricted by the violence in Syria, which shows no sign of ending. Normally the three-day holiday begins with shopping for clothes and sweets to bring to family and friends. The streets of Damascus are typically clogged with people, smiling, laughing, beeping their horns and arguing over parking.

But many refugees are too poor to shop, living in gardens and packed into apartments. More mosques were closed in neighborhoods with empty, shrapnel-pocked buildings, while soldiers in pickup trucks spun through streets that were largely empty.

Across the country, thousands of Syrians staged prayers and held anti-government protests on Sunday. At a graveyard in Qaboun, an opposition stronghold on the northeast fringe of Damascus, a dozen men mourned their sons and brothers who had been killed.

One resident of Qaboun, Abu Mohammad, 50, was walking in the graveyard, reading from the Koran and crying. "How we can find a space for joy and happiness?" he asked. "We are burying our dead people every day."



President Bashar al-Assad of Syria attending prayers at a mosque in Damascus on Sunday. Some, but not all, members of his inner circle appeared alongside him.

Competing senses of liberation, dread rule in Kurdish areas of Syria

By David Enders

McClatchy Newspapers

AMMOUDA, Syria — The only place in the predominantly Kurdish city of Ammouda that's still flying the Syrian flag is the police station, but people here say it means little.

"There are only two police officers, and they stay inside and keep the door closed," said Abdel Ila Awja, a resident.

Gone from this city near the border with Turkey are the statues of Syria's president, Bashar Assad, and of his father, Hafez, who ruled before him.

Fighters from the United Democratic Party, a Kurdish militia, man a former Syrian military checkpoint at the entrance to the city.

Pictures of Kurds who were killed while fighting for Kurdish independence in Iraq and Turkey hang from the streetlights. There are also posters of Abdullah Ocalan, the founder of another Kurdish militia, the Kurdistan Workers Party, which has carried on a 30-year guerrilla war against the Turkish government. Ocalan has been in a Turkish prison since 1998.

Syria's Kurdish areas are an example of the law of unintended consequences in this country, where violence has reigned elsewhere for the past 17 months. Living in comparative peace, Syrian Kurds, for the first time in their history, are enjoying a level of autonomy and self-governance that they could have only dreamed of two years ago.

Examples could be found throughout the Kurdish-dominated cities of northern Syria during a weeklong sojourn by a journalist.

In Qamishli, the largest predo-

minantly Kurdish city in Syria, children in the streets on a recent warm night waved the flag of Kurdish independence without fear. Mohamed Ismail, the leader of one of the region's largest political parties, the Kurdish Democratic Party, spoke freely to a reporter just across the street from a police station.

Last week, Subartu, a Kurdish cultural organization, screened a short documentary about Mohamed Sheikhu, a popular Syrian Kurdish singer.

"I worked secretly for 10 years," said Shiro Hinday, the filmmaker. "If we had tried to do this eight months ago, we'd all have been arrested."

But the newfound sense of liberation also has unsettling ramifications in a region where ethnic rivalries between Kurds and Arabs and Kurds and Turks have claimed thousands of lives over the decades.

Turkey, which has been backing the anti-Assad rebels elsewhere in Syria, has voiced alarm that Assad's government appears to have turned the northeast corner of its country over to the United Democratic Party, which the Turks – and not a few others – believe is closely tied to the Kurdistan Workers Party, a group that's killed thousands of Turkish police and soldiers in a guerrilla conflict that shows no signs of ending soon. On Sunday, Turkey announced the end of a three-week offensive against the Kurdistan Workers Party in southern Turkey that it claimed killed 115 of the group's fighters. The man the Turks say led the Kurdistan Workers Party during that offensive, Bahoz Erdal, is now in Kurdish Syria, Kurds here say.

The United Democratic Party's ascendancy hasn't meant an end to rivalries among the Kurds themselves. Many here



Kurds in Qamishli, Syria, demonstrate for the end of Syrian President Bashar Al Assad's regime | David Enders/MCT

consider the group simply an extension of the Assad government. They believe that concessions Assad made to Kurdish demands over the past year, as violence picked up elsewhere in the country, were intended to keep the Kurds neutral in the conflict. Rival Kurdish groups say Assad provided many of the weapons now carried by members of the United Democratic Party, which is referred to by its Kurdish-language acronym, PYD.

If Assad survives the rebellion, some here worry, they once again will face arrest for activities that now are tolerated, such as conducting classes in the Kurdish language. "The tight control of the regime has been broken," said Farouk Ismail, the director of the Subartu Kurdish cultural center. "But at any moment, they might raid and arrest us, even now."

An anti-government activist in Malakia, a city near the Syrian border with Iraq that's fully under the control of the United Democratic Party, said the plight of people dedicated to Assad's downfall was "worse than when the regime was in control."

"Then we could do things secretly, but PYD is part of us – they know everything," he said, speaking only on the condition

of anonymity to ensure his safety. "The same people who worked for the regime now work for PYD."

If Assad falls, many here expect United Democratic Party dominance to collapse, too. That could set off any number of scenarios, including combat between Kurdish militias and the Free Syrian Army, the largely Sunni Arab militia that's besieged the Assad government in much of the rest of country, whose official name is the Syrian Arab Republic.

EDITORS: STORY CAN END HERE

"The political situation in the Kurdish area is extremely complex. Even we don't understand it entirely," said Siraj Haqsi, a leader of Sawa, a Kurdish youth movement that supports the rebellion against Assad. "But I am not optimistic: The future of Syria is very dark."

The Kurdish National Council, a consortium of Kurdish political parties that formed last October when Assad loosened restrictions, is carrying on talks with the anti-Assad Syrian National Council, the Turkey-based group that the United States has recognized as a leading umbrella for the opposition.

But the Kurdish parties complain that the Syrian ■■■

■■■ National Council has failed to make promises guaranteeing Kurdish rights, even though its recently elected president is a Kurd. Ismail Hamy, the president of the Kurdish National Council, made it clear that his consortium will remain separate from the Syrian National Council.

"We might sign an agreement with the SNC," he said, but any such accord would be limited in scope. "We will not join them . . . but we will create a committee for discussing the Kurdish issue."

Hanging over it all is the question of what an autonomous Kurdish zone would mean to the larger Kurdish dream of uniting the Kurdish areas of four countries – Iraq, Syria, Turkey and Iran – into a confederation. The most immediate concern is whether Kurdish Syria will become a base for the Kurdistan Workers Party's rebel forces in southern Turkey. Nearly a fifth of Turkey's population is Kurdish.

Many view Assad's turnover of Syria's Kurdish region to the United Democratic Party – which freed up government sol-

diers to fight in Aleppo and other cities – also to have been a slap at Turkey, which has provided a haven and weapons to Assad's opponents.

A member of the Future Movement, a Kurdish party that's allied with the Syrian National Council, called it "a good move" for Assad. He asked not to be identified because he was detained recently at a United Democratic Party checkpoint in Ammouda. "They are just waiting for a reason to arrest me," he said.

The United Democratic Party denies any direct ties to the Kurdistan Workers Party, but the display in the streets of pictures of dead Kurdistan Workers Party fighters and posters of founder Ocalan suggests otherwise.

Al Dar Khalil, the leader of the United Democratic Party's militia, said the Assad government's easing of restrictions on Kurds was understandable, and he thinks it was intended to garner good will when the civil war ends.

"It's not because they love Kurds, but they don't want us

to be their enemy now. They're planning for tomorrow," he said. "Maybe they are thinking to make a border around Latakia and Tartous," he added, mentioning two regions on the Mediterranean coast that are dominated by Alawites, the Muslim sect to which Assad belongs. "They are planning to split Syria into three parts, and they don't want us to be their enemy."

As for the Kurdistan Workers Party, known as the PKK, Khalil was categorical: "There is no PKK in Syria – just PYD, which is a Syrian party."

But Kurds in Qamishli said it was common knowledge that some Turkish Kurdistan Workers Party leaders had come to Syria in recent months.

The Kurdistan Workers Party used northern Syria as a base for years until Assad's father expelled it, forcing most of its members to Iraq's rugged northern Qandil Mountains on that country's border with Iran.

Ammouda, however, sits on Syria's border with Turkey, as does Qamishli, so close that on a recent day United Democratic

Party fighters in a former Syrian government police station could watch Turkish soldiers patrolling the other side without binoculars. The Qandil Mountains, by comparison, are about 30 miles south of the Turkish border.

Turkey has said that as many as 2,000 Kurdistan Workers Party fighters have infiltrated northern Syria in the past weeks, a claim the United Democratic Party leadership denies. But at an unofficial border crossing between Syria and Iraq's semiautonomous Kurdish-controlled region, the Kurdistan Workers Party flag was the only banner flying, and Syrian Kurds crossing into Iraq identified the men in charge of the crossing point as Turkish Kurds.

Rumors here suggest that transit is easy between northern Syria and the Kurdistan Workers Party-controlled Qandil Mountains. Anti-Assad Syrian activists claim that the United Democratic Party detained a local anti-government activist in Qamishli last month and took the activist to the Qandil Mountains for questioning. □

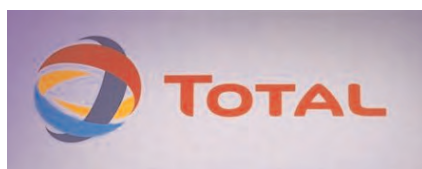
Iraq warns Total to freeze Kurdish deals or sell Halfaya

BAGHDAD (Reuters) - Iraqi authorities have warned France's Total (TOTF.PA) that it must freeze its energy deal with Iraq's autonomous Kurdistan region or sell its stake in the Halfaya oilfield, a government official said on Monday.

Total last month followed U.S. oil majors Exxon (XOM.N) and Chevron (CVX.N) in ignoring Baghdad's warnings about possible punitive action and signing contracts with the country's Kurdistan region.

Iraq's central government says the deals are illegal.

"Iraq has officially asked Total to freeze or cancel its contract with the Kurdish region and respect Iraqi law or sell its stake



in Halfaya oilfield," Faisal Abdullah, a spokesman for Deputy Prime Minister for Energy Hussain al-Shahrastani said

"We have made it clear to Total they have only two choices," he said. "There is no third option."

He did not specify any deadline for Total to comply with Baghdad's request.

The petroleum deals are worsening already tense ties between Baghdad and Iraqi Kurdistan, autonomous since 1991, in

their long-running dispute over land and oil rights.

Total in July said it had bought a 35 percent stake in two exploration blocks in Kurdistan, drawing warnings from Iraqi authorities that it would be blacklisted for violating Iraqi national law.

The French company, which has an 18.75 percent stake in the Halfaya oilfield operated by a consortium with PetroChina (0857.HK) (601857.SS), Petronas (PETR.KL) and Iraq's state-owned South Oil Company, had earlier this year stated its interest in Kurdistan. Total had said deals with the central government were less attractive.

Baghdad says it has the exclusive right to decide on oil policy, and Kurdistan must seek approval for any agreements with foreign oil companies. But Kurdistan says it can set its own policy for oilfields within its region. ○

Les Kurdes du PKK changent de stratégie

La prise de contrôle du nord de la Syrie par des groupes armés kurdes qui profitent de l'affaiblissement du pouvoir de Damas relance la combativité des Kurdes de Turquie.

Delphine Nerbollier à Istanbul

C'est une première dans l'histoire de la Turquie : dimanche 12 août, l'organisation armée kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a pris en otage un député de l'opposition, Hüseyin Aygün, alors qu'il se trouvait dans sa circonscription de Tunceli, dans l'est du pays. Cet enlèvement a été revendiqué par le PKK qui a appelé, dans « l'intérêt » de l'otage, à l'arrêt des opérations militaires lancées dans la foulée par Ankara.

Cet enlèvement confirme le changement de cap stratégique mené ces derniers mois par cette organisation armée kurde, qualifiée de terroriste par les États de l'Union européenne et par les États-Unis. Maires, ouvriers, député, fonctionnaires, le PKK multiplie les prises d'otages de civils mais aussi de soldats. Sur les 145 enlèvements réalisés depuis un an, 26 personnes sont encore retenues.

Les instances militaires du PKK ont par ailleurs annoncé un autre changement de stratégie : finies les opérations de frappe suivies d'un repli, désormais l'organisation kurde cherche à contrôler les zones qu'elle attaque. Et c'est bien ce qui s'est passé ces trois dernières semaines dans la région de Semdinli, dans l'extrême sud-est de la Turquie. Le 21 juillet, des membres du PKK y ont effectué des contrôles d'identité avant d'entamer un bras de fer avec l'armée.

L'ÉCHEC DES TENTATIVES DE RÉOLUTION PACIFIQUE

Officiellement, d'après Ankara, cette opération est désormais terminée et aurait confronté 300 membres du PKK à plus de 2 000 soldats turcs. Toutefois, certaines sources locales mettent en cause cette version des faits et estiment que la situation s'est certes figée mais que le PKK ne s'est pas retiré.

L'organisation kurde s'est en tout cas félicitée de la réussite de la première étape de sa nouvelle stratégie et a confirmé avoir mis en pratique la seconde, avec les assauts simultanés le 4 août de trois postes militaires dans la ville voisine de Cukurca.

Ce changement de stratégie et la montée de la tension à l'approche du 28^e anniversaire du

soulèvement du PKK (15 août 1984) marquent l'échec des tentatives de résolution pacifique de la question kurde. En juin, la charismatique députée kurde Leyla Zana avait demandé au premier ministre Recep Tayyip Erdogan la fin des campagnes d'arrestations de sympathisants kurdes et la reprise du dialogue avec le PKK. En vain.

Ankara freine des quatre fers, apeuré notamment par le spectre d'un Kurdistan autonome en Syrie avec la récente prise de contrôle du nord-est de ce pays par le PYD (Parti de l'Union démocratique), le bras syrien du PKK. La semaine dernière, le quotidien turc Zaman, citant un membre du comité révolutionnaire de la ville de Hama réfugié en Turquie, estimait que Damas aurait libéré 1 200 membres du PKK. « Assad évite de se faire de nouveaux ennemis en promettant aux Kurdes leur autonomie », explique Halid Ebu Salah au journal turc.

Erdogan a accusé le PKK d'être soutenu par des « pays ennemis » et estimé que la sécurité de Semdinli était « liée » à celle de Damas. Il a aussi menacé la Syrie voisine d'entreprendre des opérations militaires transfrontalières pour y déloger les membres du PKK. La menace PKK est aussi prise au sérieux par Washington. De passage à Istanbul samedi, la secrétaire d'état américaine Hillary Clinton s'est dite inquiète de la montée de groupes terroristes en Syrie, Al-Qaida et PKK en tête, qui « profitent de la lutte légitime du peuple syrien ». ■

Turquie: le bilan de l'attentat de Gaziantep s'alourdit à 9 morts, le PKK dément

Le bilan de l'attentat à la voiture piégée commis lundi soir à Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie, s'est alourdi mardi à neuf morts, une fillette de 12 ans ayant succombé des suites de ses blessures, a annoncé mardi le vice-Premier ministre turc, Besir Atalay.

"Le bilan de cet attentat terroriste est maintenant de neuf morts, dont quatre enfants", a déclaré M. Atalay à Gaziantep lors d'une déclaration télévisée.

Outre ces neuf décès, l'explosion a causé 69 blessés, a-t-il ajouté. Quatre se trouvaient mardi dans un état grave, la plupart des autres ne souffrant que de blessures légères provoquées par des éclats de verre, a précisé le vice-Premier ministre.

Un précédent bilan officiel fourni lundi



soir avait fait état de huit morts et d'une cinquantaine de blessés.

M. Atalay a accusé les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'être à l'origine de cette attaque, sur-

venue au deuxième jour de la fête de l'Aïd al-Fitr, qui marque la fin du ramadan.

Mais dans un communiqué publié mardi par l'agence pro-kurde Firatnews, le PKK a nié toute responsabilité dans

«cet attentat: "Nos forces n'ont rien à voir avec cette attaque. Nous ne nous attaquons pas aux civils", indique ce texte.

Le PKK a jusqu'à présent toujours refusé d'admettre son implication dans les attentats qui ont provoqué des pertes civiles. Un groupe radical kurde affilié au PKK, baptisé les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), revendique en général ce genre d'attentats.

Le PKK affirme que les TAK sont constitués d'éléments incontrôlés ayant quitté ses rangs.

Le vice-Premier ministre a annoncé que le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan se rendrait mercredi à Gaziantep.

Aucune arrestation n'a pour l'instant été effectuée, a-t-il ajouté.

Une puissante explosion s'était produite peu après 17H00 GMT près d'un commissariat de police du centre de cette ville, incendiant plusieurs véhicules dont un bus municipal dans lequel ont péri trois des victimes, selon M. Atalay.

Le sud-est de la Turquie, peuplé majoritairement de Kurdes, est le champ d'action du PKK. Toutefois, Gaziantep, grande ville industrielle de cette zone, avait été épargnée jusqu'à présent par les violences survenues depuis que le début en 1984 de la rébellion autonomiste du PKK contre les forces d'Ankara, qui a causé quelque 45.000 morts.

Gaziantep abrite notamment un établissement ouvert par la Turquie pour centraliser l'aide internationale destinée aux réfugiés syriens qui fuient le conflit entre le régime du président Bachar al-Assad et les insurgés.

La Turquie accueille plus de 70.000 réfugiés syriens.

Un précédent bilan fourni lundi soir par le maire de Gaziantep, Asim Güzelbey, avait fait état de huit morts et d'une cinquantaine de blessés.

Le sud-est de la Turquie, peuplé majoritairement de Kurdes, est le champ d'action du PKK. Toutefois, Gaziantep, grande ville industrielle de cette zone, avait été épargnée jusqu'à présent par les violences survenues depuis que le début en 1984 de la rébellion autonomiste du PKK contre les forces d'Ankara, qui a causé quelque 45.000 morts. □



23 août 2012

Turquie: les attaques répétées du PKK font craindre un débordement du conflit syrien



Un convoi de militaires turcs le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie, près de Kilis

justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), Hüseyin Celik, a pourtant, lui, clairement mis en cause Damas.

"Il est connu que le PKK travaille main dans la main avec l'al Moukhabarat (les renseignements syriens). Al-Assad considère l'ennemi de la Turquie, le PKK, comme un allié", a-t-il dans des déclarations à la presse.

RAPPROCHEMENT ENTRE PKK ET RÉGIME DE DAMAS

Avant la crise, M. Erdogan cultivait pourtant une relation amicale avec le président syrien et les relations entre leurs pays étaient cordiales.

Mais avec la poursuite de la répression, la Turquie a commencé à réclamer le départ de Bachar al-Assad et permis aux opposants armés à son régime de s'organiser sur son sol, où elle abrite aujourd'hui plus de 70.000 réfugiés, une politique jugée dangereuse et dénoncée par l'opposition turque.

En collaborant avec l'Armée syrienne libre (ASL), qui mène des attaques en Syrie, les dirigeants turcs ont mis le feu au poudre et rapproché le PKK du régime syrien, comme ce fut le cas avant 1998 lorsque Damas abritait le chef du PKK, Abdullah Öcalan, ont ainsi estimé des éditorialistes.

"Gaziantep a été la cible du PKK qui a voulu saboter la politique syrienne du gouvernement" turc, a jugé Asli Aydintasbas du quotidien libéral Milliyet. Et son confrère de Radikal, Deniz Zeyrek, a lui accusé M. Assad d'avoir orchestré en coulisse l'attentat pour "mettre en garde" le gouvernement turc.

Les affrontements qui ont tué dans la nuit de mercredi à jeudi cinq soldats turcs et 16 rebelles kurdes ont conforté le regain d'action du PKK contre les troupes d'Ankara. Et l'hypothèse d'un éventuel soutien de Damas. Même si, dans des déclarations à un journal turc début juillet, le président syrien avait démenti tout soutien au PKK contre la Turquie.

Le mois dernier, M. Erdogan a brandi la menace d'une intervention armée lorsque le Parti de l'Union démocratique (PYD), un des mouvements kurdes de Syrie, proche du PKK selon Ankara, a pris le contrôle de plusieurs villes syriennes proches de la frontière turque.

"Si dans un pays il y a une vacance de pouvoir, les organisations terroristes sont les premières à l'exploiter et, dans ce cas, possiblement le PKK", a indiqué à l'AFP Kamer Kasim, du Centre de recherche stratégique international à Ankara (Usak). "En Syrie c'est actuellement le chaos", a-t-il ajouté, "ce qui ne peut servir qu'aux mouvements armés illégaux". ♦

De Burak AKINCI (AFP)

La brusque multiplication ces derniers jours des attaques des séparatistes kurdes en Turquie, le long de sa frontière avec la Syrie, nourrit de plus belle à Ankara les craintes de débordements sur son territoire du conflit qui menace le régime de Damas.

Même si l'été est traditionnellement propice aux opérations du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est anatolien, peuplé majoritairement de Kurdes, l'attentat à la voiture piégée qui a fait neuf victimes civiles lundi à Gaziantep, jusque-là épargnée par les violences entre le PKK et l'armée turque, a suscité une forte émotion en Turquie.

Comme de coutume, le mouvement séparatiste kurde n'a pas revendiqué la paternité de cette explosion. Mais, sans aucun doute, les autorités turques y ont vu la main du PKK, en conflit avec elles depuis 1984.

Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu est allé plus loin en suggérant une implication syrienne. Sans autre détail, il a souligné "un parallélisme en matière de mentalité et de méthode" entre l'attentat de Gaziantep et la répression sanglante exercée par le régime du président Bachar al-Assad contre sa population.

Présents mercredi à Gaziantep, le président turc Abdullah Gül et son Premier ministre Recep Tayyip Erdogan se sont, eux, refusés devant la presse à reconnaître une quelconque piste syrienne dans l'origine de l'attentat.

Un des vice-présidents du parti au pouvoir en Turquie, le Parti de la

Erbil-Terhan Relations Sour Over KRG Foreign Policy

By HEVIDAR AHMED

rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region-- “A perspective on Turkey’s manipulation of Barzani”; “Turkey exploits Barzani”; “Davutoglu’s visit to Kurdistan: the Turkish game on the Kurds’ table”; These are all headlines about the growing ties between the Kurdistan Region and Turkey from Iran’s state-affiliated Fars news agency.

It’s nothing new, but in recent weeks Iranian media outlets have intensified their attacks on Kurdistan’s President Massoud Barzani, especially after Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu landed in Erbil.

Barzani’s stiff opposition to Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki -- known as an ally of Iran -- and his support for Syrian Kurds in the battle between rebels and Bashar al-Assad’s regime, in addition to his strong ties with Anakra, have all angered Iran. Barzani also refused to meet Maliki in Tehran with Iranians mediating between the two leaders, and played a key role in efforts to unseat the Iraqi prime minister.

Iran has tried to exert pressure on the Kurdistan leader, who used to live in Iran as an exiled politician in the 1970s and 1980s. Recently, Iranian state television broadcast “confessions” by alleged members of a group trained by the Israeli intelligence service to assassinate Iranian nuclear scientists. Iranians have claimed that the detained individuals were trained in a neighboring region, hinting at either the Kurdistan Region or Azerbaijan.

A source who did not want to be identified told Rudaw that the editor-in-chief of Israel-Kurd magazine was kidnapped by Iran. Mawlud Afand went missing in early June following a trip to Sulaimani. There is no official account of his whereabouts, but many suspect he might have been abducted by Iranian agents. The source told Rudaw that Afand is currently in prison in Tehran and has been tortured to “make confessions” against Barzani’s Kurdistan Democratic Party (KDP).

The Kurdistan Regional Government (KRG) has rejected Iranian accusations that it has links with Israel or that Israeli intelligence elements operate on its territory on numerous occasions.

A member of KDP’s leadership council, Khasro Goran, agrees that relations between the Kurdistan Region and Iran are undergoing a period of coldness.

“Our strong position on defending our constitutional rights, the deterioration of relations



Kurdistan Region President Massoud Barzani (left) meets with Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei during a visit to Iran, 2011. Photo leader.ir

with Maliki’s government, Syria’s situation and our support for Kurdish rights in Syrian Kurdistan and the close relations between the Kurdistan Region and Turkey have caused a coldness and relative deterioration of relations between the Kurdistan Region and Iran,” Goran said.

Among the alleged spies shown on Iranian state TV was Maziyar Ibrahim, an Iranian Kurd who has a company in Sulaimani. Arash Kherdakh, another detainee, said that he had received some training in the Kurdistan Region.

Nazim Dabbagh, the KRG representative to Tehran, denied that the Kurdistan Region has offered any support to those shown on Iranian state TV.

“Thousands of people travel to or through the Kurdistan Region and the KRG cannot control all of them or check what they are planning to do,” said Dabbagh. He added that the KRG has not been aware of any plans by individuals in its territory to harm Iranian interests.

“The Islamic Republic has just told us there is a group in the Kurdistan Region that is spying for Israel and, according to the information I have, the Kurdistan Region is following up on that,” Dabbagh said.

For his part, Abdulhadi Hassani, a lawmaker close to Maliki, said that if the confessions are “genuine” then the “the number one figure of the Kurdistan Region needs to be tried not in Iraq but in an international court.”

Some sources, including journalists and former Kurdish and Israeli officials, have said that Israel assisted Kurds during their struggle against the Iraqi government in the 1960s and 1970s. The pre-revolution Iranian regime of the Shah played a key role in Israeli assistance to the Kurds.

Bilal Sulaiman, former head of the Kurdistan Islamic Group (Komal) representation office in Tehran, said Iranian accusations are not new.

“If we are talking about the reality that people

affiliated with Israel have entered Iran through the Kurdistan Region in order to assassinate the nuclear scientists, then there are also people affiliated with Israel who secretly exist in Iran,” said Sulaiman. “This happens all over the world. Spies are spies and do their work.”

“Just as there are bad guys in Iran, there are also bad guys in the Kurdistan Region, Iraq and Turkey. But Kurdistan does not have ties with Israel. Period,” Goran said.

Some people in Kurdistan are concerned that these repeated accusations about the presence of Israeli operatives in Kurdistan might make it a target for “extremist and terrorist groups.” “What the official Iranian channel showed was a portrayal of Kurdistan as Tel Aviv and that is a propaganda,” Abdulhakim Khasro, a professor of political science at Erbil’s Salahaddin University, said, adding that it sends the message to extremists that attacking the Kurdistan Region is like attacking Tel Aviv.

Iranian officials have formally asked Kurdish authorities to stop efforts to remove Maliki and not to assist Syrian Kurds.

The Iranian Ambassador to Iraq, Hassan Danaifar, recently invited the KDP and Komal to visit Iran, but they did not. However, representatives of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Iraqi President Jalal Talabani, and the Change Movement (Gorran), Kurdistan’s largest opposition group, visited Tehran in recent weeks.

An official familiar with relations between Iran and the KDP said that while the two used to have regular visits and meetings, there have been none in the past two months.

But the KRG’s representative in Tehran said that, despite Iran’s differences with the KDP, there are now attempts to strengthen ties through KRG Prime Minister Nechirvan Barzani. Dabbagh said there are also plans for a major trade and economic conference between Iran and Kurdistan to take place →

⇒ in coming weeks. The conference is expected to be attended by high-level Iranian officials, including one of the country's vice presidents.

Rudaw attempted to contact the Iranian consul in Erbil for comments but he declined, saying he will speak after the end of Ramadan on Aug. 20.

Farhad Atrushi, a Kurdish MP in Iraqi Parliament, said "If Iran says I want you to do what I want, then the Kurdistan Region president will not do that, because we are not part of Iran."

He said the pressures from Iran on Kurdistan are linked to pressures exerted by the Iraqi government.

Although Hassani argues that Kurds should

follow Iraq's foreign policy in dealing with other countries in the region and broader world, Kurds seem to disagree.

"Iraq wants the Kurdistan Region to be part of its policy, and Iraq's policy is to be aligned with Iran's policy in the region which is against Saudi Arabia, Qatar and Turkey and has strong relations and coordination with Syria and Lebanese Hezbollah. So it is clear where things are leading," said Atrushi.

As tensions between Tehran and Erbil appear to be high, Kurdish officials say they favor dialogue and mutual understanding.

"I consider relations between Kurds and the Islamic Republic of Iran necessary. Rejecting those relations at this stage will

harm us," said Dabbagh.

Goran agreed with this. "We have never had a bellicose or antagonistic policy toward Iran and have always viewed them as a strong neighbor."

Sulaiman believes mutual respect is imperative. "Just as we have no right to interfere in the domestic affairs of another country, Iran also does not have the right to interfere in KRG affairs. If there is debate on a no-confidence vote against Maliki, that is an internal matter," he said. ■

The Economist

Aug 18th 2012

Turkey's Kurds

Violent times

A worrying escalation of violence in Turkey's mainly Kurdish south-east

ANKARA

ON AUGUST 12th rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK) kidnapped Huseyin Aygun, a prominent opposition MP, as he toured the mainly Kurdish eastern province of Tunceli. He was released 48 hours later, but the rebels got their desired publicity by abducting an MP right under the authorities' noses. "They did it for propaganda purpose, they did me no harm," declared Mr Aygun before passing on his captors' "desire for peace".

Yet peace does not seem to be on the PKK agenda. Over the past month the group has increased its violence. It tied down the army for two weeks in a mountain enclave near Semdinli. It killed two soldiers in the Aegean resort of Foca. Hardly a day now passes without news of another PKK attack.

The spike in terrorist activity may be linked to the August 15th anniversary of its 28-year-old armed campaign for Kurdish independence (the PKK says it would now settle for autonomy). Yet Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, puts the blame on Syria's president, Bashar Assad. Mr Erdogan says Mr Assad has resumed the support for the PKK that ended when Turkey threatened to go to war against his father in 1998. Mr Erdogan's critics retort that he is himself to blame. Turkey's firm support for Syria's

rebels has won Mr Assad's enmity along



with that of Iran, home to several PKK camps.

Last month Mr Assad ceded control of a string of mainly Kurdish towns, prompting Turkey to send more troops to the border. Whether he acted out of spite or necessity, the effect has been the same. The Democratic Union Party (PYD), a PKK offshoot, promptly established control, hoisting the Kurdish flag over Syrian government buildings along with large posters of the imprisoned PKK leader, Abdullah Ocalan. Perhaps a third of the PKK's fighters are Syrian Kurds, whose hawkish commander, code-named Bahoz Erdal, is thought to have masterminded

the recent attacks.

Yet fears of a semi-independent PKK-administered Kurdish state in Syria, which could gobble up chunks of Turkey, are overblown. Syria's estimated 3m Kurds are scattered across the country. The majority Sunni Arabs are unlikely to concede to demands for regional autonomy. Turkey is also leaning on the Iraqi Kurdish leader, Masoud Barzani, who has brokered a deal between the PYD and its rivals, united under the banner of the Kurdish National Council. Although the deal calls for power-sharing, the PYD calls the shots. Mr Barzani is keen to maintain his new-found alliance with the Turks not least because Turkey is the sole outlet for the Iraqi Kurds' substantial oil wealth. Last month Turkish trucks began carrying the oil, prompting a furious response from Iraq's Shiite prime minister, Nouri al-Maliki, who accused Turkey of encouraging Kurdish separatism.

The irony of this outburst was not lost on the Iraqi Kurds, who were long shunned by Turkey because their experiment with self-rule seemed a threat to Turkish unity. Amid booming trade ties, there is growing talk of an informal confederation between Turkey and the Iraqi Kurds. Mr Erdogan is even said to have given Mr Barzani personal guarantees of defence against aggression by Baghdad.

If Turkey would only grant its 14m Kurds some of the rights enjoyed by their cousins in Iraq, the PKK's terrorist tactics and antediluvian Marxist doctrine would surely lose its appeal. The trouble is that, buoyed by the Arab spring, the region's 30m Kurds are increasingly looking beyond their own borders towards an independent state uniting them all. ●

Baghdad and Erbil Battle for Iraq

JOOST R. HILTERMANN

The August 1 announcement by the Kurdistan Regional Government (KRG) that it was ready to resume oil exports through the Iraqi pipeline after a four-month suspension concluded what was rather like a nasty school-yard brawl in the manner such scuffles invariably end: with a bloody nose and some tears. Will a handshake soon follow?

The federal government in Baghdad and the Kurdish government in Erbil long have been at loggerheads over a range of issues that, at their core, concern the nature of Iraq's federal system and the Kurdish region's future. They disagree especially over the extent of the region's powers, including the authority to sign oil contracts; the status of territories claimed by the Kurds as part of Kurdistan; and payment for the Kurds' regional guard force as well as federal budget allocations more generally. Although the 2005 constitution addresses these questions, its many ambiguities and gaps make it subject to varying interpretations. Both sides have employed these weapons to great effect.

The conflict escalated sharply late last year when ExxonMobil became the first major oil company to sign with the Kurdistan Regional Government, then aggravated the situation by taking exploration blocks located squarely in disputed territories. The Iraqi government threatened to punish the company, which holds significant concessions in the South, but has yet to take any concrete retaliatory steps. Instead, Chevron, Total and Gazprom have now followed in ExxonMobil's footsteps, with others queuing up.

With the Kurdish region's growing production potential, the question has been how the oil will get to market in the absence of a federal hydrocarbons law and as long as relations between Baghdad and Erbil remain as deeply frayed as they have been. For now, Baghdad controls the export pipeline, but the KRG hopes that, with Turkey's consent, it will be able to skirt the Baghdad-controlled pipeline and pump the oil northward once the necessary infrastructure has been built. In the words of the KRG's mineral-resources minister Ashti Hawrami, "The oil will flow. . . . When you have one million barrels a day stranded, it will find its way to the market despite the political haggling."

Earlier this year, an agreement signed by the federal and Kurdish governments in February

2011 broke apart over Erbil's allegation that Baghdad had failed to compensate fully the three companies with KRG contracts that have put oil into the export pipeline. Baghdad declared itself ready to pay but said it was awaiting expense receipts from the KRG for an audit; Erbil replied it had given Baghdad all it needed. The matter reached an impasse when, on April 1, the KRG pulled the plug on its exports, saying it would resume them only once Baghdad coughed up the money it owed and pledged to make future payments in a timely manner.

Coinciding with a larger fight over the nature of Prime Minister Nuri al-Maliki's second term—in particular the accusation that Maliki is an autocratic leader seeking to extend his rule indefinitely—the squabble over oil exports soon ballooned into a tit-for-tat crisis involving mounting threats as well as concrete steps with potentially long-term consequences. In short summary:

- Hawrami claims (May 10) that Baghdad has cut the Kurdish region's share of refined products and warns: "If it really gets worse, then I'll export oil by truck, refine it [abroad], and bring it back."

- At an oil conference in Erbil (May 20), Turkey and KRG announce a deal to build oil and gas pipelines that would allow the Kurds to export directly to the Mediterranean, bypassing the Iraqi pipeline.

- In response to that announcement, Maliki's media adviser, Ali al-Moussawi, declares (May 22) that all oil-related contracts should be based on the constitution, suggesting the Turkey-KRG deal can't pass constitutional muster.

- Referring to ExxonMobil's contract with the KRG, Moussawi says (June 19) that "Maliki views these deals as representing a very dangerous initiative that may lead to the outbreak of wars" and "breaking up the unity of Iraq."

- Hawrami says (July 3): "Even if there's no consensus with Baghdad, we will continue to sell natural gas and oil to Turkey."

- In response to reports that for the first time a Kurdish crude is being shipped to Turkey as part of a barter arrangement, the KRG says (July 9) it involves only a small amount of oil, carried by four tanker trucks a day.

- Baghdad counters (July 9) by declaring these exports illegal and threatens to take "appropri-

ate action."

- Iraqi oil minister Abdul Karim Luaibi estimates (July 10) that the KRG could be liable for a whopping \$8.5 billion (out of its 2012 budget allocation of \$10.5 billion) as a result of its oil-export boycott, as well as for selling oil on the domestic market (much of which finds its way into Iran).

Within a month, the KRG suddenly announced it would resume oil exports as a "goodwill initiative," citing international pressure and without any apparent concession from Baghdad concerning payments to KRG contractors or the supply of refined products to the Kurdish region. Hawrami warned, however, that if Baghdad failed to reciprocate, exports would stop again after one month.

Hawrami also circulated correspondence with the three contractors that showed they had balked at the prospect of resuming production without guarantees regarding compensation. This highlighted the vulnerable position into which the KRG has maneuvered itself: as long as it has no independent pipeline, nor Ankara's agreement to circumvent Baghdad regarding Kurdish exports, it must rely on Baghdad's cooperation and willingness to pay KRG contractors.

It is therefore fair to question the KRG's timing of its decision to challenge Baghdad last April. Pipelines connecting the Kurdish region to the Mediterranean are still two years away. The Turkish government has not yet decided what kind of direct hydrocarbons relationship it wants with the KRG. That decision could lead to Iraq's break-up, a prospect that Ankara has historically feared and actively resisted because of the threat it would pose to Turkey's own territorial unity. Yet times are changing: the Syria crisis and a possible U.S.-Iran war could redraw the region's borders. Not knowing how the chips will fall, political actors are starting to move to secure their interests as best they can and maximize any advantage they might gain.

The Maliki government and the Kurds are therefore unlikely to kiss and make up. Any new agreement will be a temporary accommodation that would give each what they need most right now—Baghdad: revenues from Kurdish crude before its own production in the south ramps up; Erbil: the ability to pay producing companies before they throw in the towel in utter frustration. The real battle—over the future of Iraq and Kurdistan—is still a couple years away. ♦

Joost R. Hiltermann is deputy program director for the Middle East and North Africa at the International Crisis Group and a research affiliate of MIT's Center for International Studies.



Un combattant kurde des YPG, « unités de défense populaire », près de la ville de Derik

ter la violence et nous faisons en sorte de ne pas avoir de conflit avec eux. »

Pourtant, le ressentiment de la population reste fort vis-à-vis de Damas. Cet après-midi encore, le ronronnement de la climatisation s'est arrêté dans le salon d'Ahmad Kalash, faute d'électricité. « *Nous avons droit à ces coupures chaque jour, peste, assis sur un simple tapis, ce réparateur de réfrigérateurs, d'une soixantaine d'années. Ils disent que c'est à cause du manque de production, mais nous savons très bien que c'est organisé.* » Venu lui rendre visite, son fils Moustapha, anesthésiste dans une clinique de la ville et sympathisant du PKK, poursuit : « *Le régime [syrien, ndlr] a un programme politique pour maintenir cette région dans la pauvreté. Cette administration ne fait pas partie de notre peuple. La liberté, c'est la base de tout. C'est notre espoir et nous ferons tout pour l'obtenir.* »

Nommé directeur de la nouvelle Maison du Peuple le mois dernier, Ahmad Kalash nous fait visiter les lieux. Les petits conflits de la vie quotidienne se règlent désormais dans son bureau, où le sourire paternel d'Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK emprisonné à vie en Turquie, a remplacé le regard autoritaire de Bachar al-Assad. Dans une salle au fond du bâtiment, on vient lire des textes en hommage aux « *martyrs* » du PKK, morts dans d'épiques combats contre l'armée turque. Des symboles forts qui inquiètent Ankara et

Washington. Le gouvernement turc menace d'intervenir directement en Syrie pour éviter que la zone ne devienne la base arrière de son pire ennemi. A moins de dix kilomètres de Derik, de l'autre côté de la frontière, la présence militaire s'est renforcée. « *Nous voulons vivre pacifiquement et nous espérons que les Américains et l'Europe ne donneront pas leur feu vert aux Turcs* », rétorque Mohamad Sahid. Son parti, le PYD, ne verrait pas d'un meilleur œil une intervention du millier de déserteurs de l'armée syrienne qui s'entraînent depuis plusieurs mois dans la région autonome kurde d'Irak sous l'autorité des *peshmerga* du président Massoud Barzani. « *Qu'ils restent dans leur caserne à manger du riz et du poulet* », ironise le docteur Hussein Kotcher, représentant en Irak du PYD.

Au premier étage d'une galerie commerçante, Xabat tient à nous montrer son nouveau bureau, une pièce entièrement vide. « *Le temps de tout repeindre, et d'ici à quinze jours nous serons prêts pour envoyer nos premiers reportages depuis Derik* », se félicite le cameraman de la chaîne de télévision kurde Ronahi TV, créée en Suède l'hiver dernier. Une installation inimaginable il y a quelques mois encore. Et, malgré les tensions qui peuvent dégénérer chaque jour, Xabat affiche son optimisme : « *Bientôt, nous aurons un pays à nous, comme les Kurdes d'Irak !* »

ETIENNE HUVER

Le volcan kurde

Si personne ne croit plus au maintien au pouvoir de Bachar al-Assad, le dossier syrien est source de nouvelles tensions entre les deux grands partis politiques kurdes irakiens : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président de la région autonome, Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien Jalal Talabani. Soumis à de fortes pressions de l'Iran, de la Turquie et du gouvernement central de Bagdad, les dirigeants kurdes ont entamé l'une de ces parties de funambulisme diplomatique dont ils sont coutumiers. « Le président Barzani doit avant tout maintenir l'équilibre », explique l'un de ses proches. « La situation est complexe, confirme Sadi Pira, membre du bureau politique de l'UPK. Le problème est devenu régional, et nous craignons que l'affrontement entre le régime et l'opposition ne se déplace au sein de la communauté kurde syrienne. » Tandis que les partisans d'Abdullah Öcalan prennent le contrôle du nord-est de la Syrie, le PDK de Barzani se rapproche des rebelles sunnites. « Le mois dernier, une réunion secrète a été organisée entre des dirigeants de la région autonome kurde d'Irak et de hauts gradés de l'Armée syrienne libre. Je suis fier d'avoir permis ce rapprochement », glisse avec un sourire Salah Baruddin. Cet influent politicien kurde syrien, compagnon de route de Yasser Arafat, refuse d'en révéler la teneur, mais il s'agit notamment de permettre au millier de déserteurs syriens entraînés en Irak de travailler conjointement avec l'ASL. Parallèlement, le Premier ministre du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, continue de soutenir matériellement les jeunes manifestants kurdes mobilisés depuis les premiers jours du « printemps syrien », il y a un an et demi. Un activisme modérément apprécié par l'UPK. « La violence appelle la violence, explique Arsalan Bayiz, président du parlement kurde et haut cadre du parti de Jalal Talabani. Nous devons plutôt favoriser le dialogue entre tous les acteurs, dans le cadre d'une nouvelle Syrie démocratique. » E. H.

In Syria, role of Kurds divides opposition



By Babak Dehghanpisheh

BEIRUT — Opponents of Syria's President Bashar al-Assad are showing signs of splintering along a deep regional fault line, with Arabs and Turks uneasy about a military offensive last month by Syrian Kurds, who overran four towns in the country's north.

The attacks marked the first time since the 17-month-old uprising began that Kurdish fighters had joined in military action against Assad's forces. But the Kurdish muscle-flexing has rattled groups such as the Arab-led Free Syrian Army, which until now has played the leading role in the upheaval, and it has unsettled neighboring Turkey, whose animosity toward Assad is surpassed only by apprehension about the Kurds' broader ambitions in the region.

"Turkey is in a predicament," said Joost

Hiltermann, the deputy Middle East director for the International Crisis Group. "Turkey is very much pushing for the Syrian regime to fall. The predictable consequence and almost the inevitable consequence is the empowerment of Syrian Kurds."

As one of the largest stateless groups in the world, the Kurds have long sought autonomy, a cause that unnerves governments across a broad belt sprawling from Syria into parts of Turkey, Iraq and Iran, which have all fought long and bloody battles with Kurdish separatists. In Syria, the Kurdish region is home to 2 million people, and many Turkish officials fear that the Kurds will begin using the area as a base from which to launch attacks on the Turkish military, as they have done for years from neighboring Iraq.

Until the recent attacks, Syrian Kurds had stayed on the sidelines, mostly, it appeared, out of concern that a victory by Arab-led opposition groups over Assad's forces might do little to alter a power balance that has left Kurds relatively weak in Syria. There has been little cooperation between the armed Kurdish groups in the north and the Free Syrian Army, and their relationship seems to be one of mutual distrust.

But in response to the Kurdish moves, Syrian opposition groups such as the Free Syrian Army were quick to reiterate a vow that they will not permit Syria to be divided along ethnic or sectarian lines. The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, said he stood ready to send



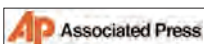
Syrian Kurds are seen holding their rifles in the Kurdish town of Jinderes, near Aleppo, on July 22, 2012, as Kurdish activists on the Syria-Turkey border started taking control of towns in the area without much resistance from the forces loyal to Syrian President Bashar al-Assad.

troops into Syria to confront Kurdish forces there if it becomes a base for incursions into Turkey by Kurdish guerrillas.

The U.S. government has also expressed alarm, warning Kurdish groups in Syria that they should not seek to work with the Kurdistan Workers' Party, or PKK, whose insurgency against the Turkish government has killed at least 40,000 people.

"We share Turkey's determination that Syria must not become a haven for PKK terrorists, whether now or after the departure of the Assad regime," Secretary of State Hillary Rodham Clinton said on a recent visit to Turkey.

The armed group that pushed to take over the territory in northern Syria is the Democratic Union Party (PYD), a Syrian affiliate of the PKK. That set off alarm bells in Ankara. PYD representatives deny having links to the PKK, perhaps a sign of their concerns about Turkish intervention. ♦



Iraq urges Turkey to deal with Baghdad, not Kurds

BAGHDAD (AP) — August 11, 2012 - Associated Press

IRAQ'S prime minister is urging Turkey to deal with his country through the central government in Baghdad, criticizing Ankara's direct outreach to Iraq's self-ruling Kurdish region.

Prime Minister Nouri al-Maliki said in a statement Saturday that Iraq

rejects efforts by Turkey to treat the Kurds' northern territory "as if it is an independent state."

He added that if Turkey wants to maintain good regional relations, it must do so through Iraq. The statement says al-Maliki made the comments during an interview with a Turkish television channel.

Iraq warned Turkey in July that a deal it has to import Kurdish-produced oil is illegal. Relations deteriorated further earlier this month when Turkey's foreign minister paid a surprise visit to the contested Iraqi city of Kirkuk after meeting Kurdish leaders □



August 18, 2012

Kurds' Ambitions Add Explosive Element to Syria Equation

Away from the epicenter of the battle, the Kurdish minority has gained control of two areas

TIM LISTER / CNN

In the city of Qamishli, on Syria's border with Turkey, neither the forces of the Syrian regime nor the rebels of the Free Syrian Army are to be seen. But visitors say the Kurdish flag is very evident, and Kurdish fighters man checkpoints around the city.

More are being trained in the Kurdish region of neighboring Iraq.

Away from the epicenter of the battle for Syria, the Kurdish minority -- about 10% of the Syrian population -- has gained control of two areas. One is around Qamishli, which has a population of nearly 200,000; the other is north of Aleppo in towns like Afrin and Ayn al-'Arab.

They have one aim, best summed up by a poster at a recent rally that read: "Federalism (sic) is the best solution for new Syria."

Syria's Kurds do not live in one region, unlike Iraq's. They are scattered across northern Syria. But their growing if patchy autonomy promises to be a source of friction with other Syrian groups in the months ahead, and may have seismic consequences for Turkey, Iraq and even Iran.

When the unrest began in Syria last year, most Kurds remained on the sidelines. As a minority, they feared the emergence of a Syria dominated by Sunnis. And the main Kurdish group -- the Democratic Union Party, or PYD -- was useful to the regime. It has long been (and remains) an affiliate of the PKK, the militant group in Turkey that has fought for Kurdish autonomy for three decades, a struggle that has claimed tens of thousands of lives.

"The PKK has always had very good connections with the Syrian Kurds and especially with the PYD," said Turkish journalist Rusen Cakir, who has followed the Kurdish story for decades.

"Many Syrian Kurds have been killed by Turkish security forces in battles with the PKK," he said. The PKK claims some 3,500 of its "martyrs" have been Syrian.

So the PYD was a tool with which the Assad regime could threaten the Turks should they interfere in events inside Syria, said Soner Cagaptay of the Washington Institute for Near East Policy.

"Assad wants to make it difficult for the Turks to intervene without getting into a war with the PKK, and unlike Iraq and Iran, the PKK has real grass-roots support in Syria," Cagaptay told CNN.

For both Assad and the PYD it was an opportunistic relationship. Intelligence sources in the region say the regime even allowed several

hundred Kurdish militants back into the country from the Qandil mountains in the far northeastern corner of Iraq, including the group's leader, Salih Muslim Muhammad. There were also reports that PYD militia were deployed to stifle anti-regime protests by Kurdish youth groups.

Then -- in October 2011 -- a prominent Syrian Kurdish activist, Meshal Tammo, was assassinated. Many Kurds blamed the regime for his murder.

The PYD may have feared that any association with the regime -- and lingering suspicions it may have been complicit in Tammo's murder -- would harm its credibility. It vehemently denied involvement, but has since begun to forge a "third way," backing neither the government nor the rebels but using the vacuum of authority to carve out a zone of control.

PYD leader Salih Muslim Muhammad told the Berlin-based Kurdwatch blog last year: "What is important is that we Kurds assert our existence. The current regime does not accept us, nor do those who will potentially come into power."

In July, Assad's security forces suddenly relinquished control of several Kurdish towns.

Cale Salih of the International Crisis Group said that whether they did so voluntarily to focus on other places or were "told" to leave -- as the PYD insists -- is unclear. The effect was the same: alarm in Turkey, already at war with the PKK in the mountains along the Iraqi border.

"As the Turks see it, with identical PKK/PYD flags reportedly being raised over Ayn al-'Arab and Afrin, developments suggest that the PKK may be creating a safe haven for itself on Turkey's border with Syria," Cagaptay wrote last month on CNN's Global Public Square.

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan warns that any attempt by the PKK -- which is designated a terrorist organization by both the United States and European Union -- to launch cross-border attacks would be met by force. The Turkish army underlined that warning with a large exercise less than a mile from border villages now controlled by the PYD.

The United States has chimed in with its own concerns. Secretary of State Hillary Clinton said: "We share Turkey's determination that Syria must not become a haven for PKK terrorists whether now or after the departure of the Assad regime."

"That could be a big disaster for Turkey, not now but maybe in two years," Cakir said.

"Turkey can never accept the PKK controlling the Syrian side of the border. It is highly possible the Turkish military would intervene in Syria."

The picture is complicated by a brewing battle

for supremacy among Syria's Kurds. The PYD is now being challenged by a loose coalition known as the Kurdish National Council. The group, although riven by internal disputes, is sponsored by the Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani.

Cagaptay, of the Washington Institute for Near East Policy, said Barzani has tried to bring the PYD and Kurdish National Council together, but evidence suggests little co-operation and plenty of rivalry.

According to Salih, who has traveled widely in the region for the International Crisis Group, there is a real risk of conflict between Kurdish factions for control of Qamishli in coming months. It is where the Kurdish National Council is strongest, but the PYD has been making inroads, and there have already been clashes between supporters of the two groups, she said.

Salih said that hundreds of Syrian Kurds -- some of them defectors from the army -- are receiving military training in Iraq. So far it appears they have been unable to return to Syria.

Barzani, a veteran Kurdish nationalist, clearly wants to influence events in Syria, but at the same time he realizes that Turkey is important as a route for oil exports from Iraqi Kurdistan. He has no wish to antagonize Ankara, and may even help by trying to "box in" the PYD.

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu recently called on Barzani in Erbil, and they "emphasized that any attempt to exploit the power vacuum by any violent group or organization (in Syria) will be considered as a common threat," a not-so-veiled warning to the PYD.

Another element in this explosive regional equation is the strained relationship between the Iraqi Kurds and Iraq's central government. The Kurds are increasingly at odds with the Shiite government led by Nuri al-Maliki in Baghdad, and so is Turkey, according to Cagaptay.

Reports from the border area say the Kurdish peshmerga patrolling the Syrian border are sometimes just a few hundred yards from regular Iraqi troops.

However the Syrian revolt unfolds, "the experience of the Syrian Kurds will have an influence on Iran's Kurds and Turkey's Kurdish population," said Cakir, who is a senior correspondent for the Vatan newspaper.

For the PKK, Syria provides an opportunity -- and possibly another front against Turkey's military. Cakir sees that as adding a new dynamic to Turkish politics.

"The Turkish state has to deal with the PKK ➤

➤ in a political way by persuading it to disarm," he told CNN. "This will be very difficult, as previous conflicts such as Northern Ireland have shown. But the Turkish military cannot defeat the PKK."

He added that, "according to conventional wisdom, this is not the time to begin such a political initiative, with presidential elections

due in 2014. But we must solve this question as soon as possible or there will be a catastrophe."

Cagaptay agrees that as a new constitution is written in Turkey, the Kurdish issue must be tackled. Turkey's Kurds, he says, may soon look around the region and see that their brethren in Syria and Iraq are better off.

It's widely assumed that Erdogan will run for the presidency in 2014. Cagaptay describes him as "the most powerful elected leader Turkey has ever had, and he has an opportunity to address the Kurdish issue" by advancing autonomy for Turkey's 14 million Kurds.

But for Turkey's substantial nationalist vote, that may be a bridge too far. ●



Total signs new Kurdish deal, shrugs off Baghdad threats

* Canada's ShaMaran says sells 20 pct stake in Kurdish deal

* \$48 million deal ignores Baghdad threats

PARIS - August 20, 2012 (Reuters)

FRENCH OIL major Total has bought a minority share in an exploration block in Iraq's semi-autonomous Kurdistan region, ignoring threats from the central government in Baghdad made after a simi-

lar deal last month.

Total followed U.S. oil majors Exxon and Chevron last month in disregarding Baghdad's warnings about possible punitive action and signing contracts with the country's Kurdistan region directly.

Canada's ShaMaran Petroleum Corp said on Monday a unit of the French company had paid \$48 million for a 20 percent stake in the Taza exploration block in the Kurdish province of Suleimaniya in northern Iraq.

The exploration well is operated by Papua New Guinea's Oil Search, which has 60 percent of the contract. The Kurdish Regional Government (KRG), based in Erbil, owns the remaining 20 percent, ShaMaran said in a statement.

In July, the French major bought a 35 percent stake in the Harir and Safen exploration blocks in Kurdistan, where crude reserves are plentiful and contract terms more attractive than in the southern part of the country. ○



20 August 2012

The Kurdish challenge

Will the Western powers be able to take advantage of a new force in the Middle East power struggles?

Norman Bailey

The Kurds are an ancient Indo-European people whose origin is unknown, but who have inhabited the area of the Zagros and Taurus mountains of the Middle East since the beginning of history. They are divided into clans and tribes and currently inhabit portions of Turkey, Syria, Iraq and Iran. The most famous Kurd in history was Saladin (Salah-al-Din), the scourge of the crusaders. They have never had their own homeland but have always lived in areas ruled by other peoples.

That may be about to change. And if it happens and how it happens will add yet another element of uncertainty and danger to the already chaotic Near and Middle East. The Iraqi Kurds already have their autonomy and their own armed forces, as well as controlling a substantial portion of Iraq's oil production, which would provide an independent Kurdistan with a ready-made economic base. Relations are not good between the Shi'a dominated government in Baghdad and the autonomous Kurdish region. Syria's Kurds have been taking advantage of the anarchy in that country to take political control of their region in the north-east. The Kurds of Turkey have been fighting the government in Ankara for decades, and any number of military offensives by the Turks have failed to defeat the insurgency.

The Kurds are well aware of the opportunities which are now opening to them. Iraq, and now Syria, offer sanctuary to the Kurdish insurgents in Turkey. The autonomous Kurdish government in

northern Iraq is in a position to provide material and military support to their brethren in neighboring areas. The Iranian government is casting anxious eyes on their own substantial Kurdish population, which along with Azeris, Arabs and Baluchis, represent a large portion of the population, constantly in a state of ferment.

An independent Kurdistan would be resisted violently by all of the four countries where they live, but traditionally the Kurds have been a warlike people and, as the Turks have found out, they are very hard to keep down. This may be their truly historic opportunity to establish their independence, and they are most unlikely to let it pass.

What would this mean for the region? A weakening of all the countries involved. The establishment of a new state which would be neither Arabic nor Turkish nor Persian. And most salient of all, an opportunity for Europe, The United States and Israel to redress at least to some extent the balance of power in the region, dealing with a new entity that is not viscerally anti-Western.

Will they rise to the challenge, should the opportunity present itself? Unfortunately recent history does not give rise to much optimism in that regard, and losing such opportunity would be a historic mistake.

Norman A. Bailey, Ph.D., is Adjunct Professor of Economic Statecraft at The Institute of World Politics, Washington, DC, and a lecturer at The Israeli National Defense College (MABAL), 2011-2012 session.

Editorial

Syrie, des mots pour préparer l'avenir

On le sait depuis des mois : les Occidentaux n'interviendront pas militairement en Syrie pour chasser Bachar Al-Assad et mettre un terme à la guerre sans merci que le régime de Damas a engagée contre son propre peuple.

Alors que chaque jour témoigne d'incessants massacres de civils pilonnés par l'aviation syrienne, le constat est rude. Profondément choquant, même, au regard de la « responsabilité de protéger » les populations civiles qui devrait être celle de la communauté internationale.

C'est pourtant l'évidence : ni les États-Unis, ni la France, ni l'Europe n'estiment avoir la capacité d'une telle intervention. A leurs yeux, la Syrie n'est pas la Libye. Les Russes et les Chinois bloquent toute initia-

tive du Conseil de sécurité de l'ONU, les moyens militaires nécessaires sont jugés disproportionnés et les risques d'embrasement de cette région-poudrière trop lourds.

Cela signifie-t-il, pour autant, l'abandon de la Syrie et des Syriens à leur huis clos tragique ? Tout aussi évidemment, non.

Depuis peu, en effet, les diplomaties occidentales se sont remises à donner de la voix. La semaine passée, Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, a effectué une tournée en Jordanie, au Liban et en Turquie, pour redire que « le régime syrien doit être abattu, et vite ».

Ces deux derniers jours, François Hollande a reçu, successivement, Lakhdar Brahimi, nouveau médiateur de l'ONU, puis une délégation du Conseil national syrien (CNS), la principale coali-

tion de l'opposition syrienne. Alors que la France préside, ce mois-ci, le Conseil de sécurité de l'ONU, le président de la République a redit qu'« il ne peut y avoir de solution politique sans départ de Bachar Al-Assad » et encouragé le CNS à « organiser un large rassemblement de toutes les forces de l'opposition ». A Washington, le président Obama a sèchement mis en garde Damas contre la tentation d'utiliser des armes chimiques contre les insurgés.

On peut ne voir dans ces gestes et déclarations que la traduction peu glorieuse des pusillanimités occidentales, aiguillonnées par le projet du président égyptien de créer un « groupe de contact sur la Syrie », incluant l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite.

Ce serait une erreur. Dans ce genre de situation, l'Histoire nous

apprend une chose : à défaut de l'être par les armées, il faut être présent par le verbe, pour préparer l'avenir. Chacun sait, en effet, que les jours – ou, hélas, les mois – de l'actuel régime syrien sont comptés, que sa chute est inéluctable, dès lors que le président syrien a trop peu confiance dans ses propres troupes pour lancer son infanterie à la reconquête du terrain perdu.

Il est donc important d'être présent auprès des opposants, de multiplier les contacts, d'aider à la construction d'une solution politique, de connaître et de comprendre les responsables musulmans qui gouverneront, demain, la Syrie, comme ils le font déjà en Egypte, en Libye ou en Tunisie. Ce n'est pas glorieux, mais c'est nécessaire, utile et prévoyant. ■

Syrie : pas d'intervention ! Les forces françaises ne peuvent affronter Damas

Jean Fleury

Général, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air française, auteur de « Crise libyenne : la nouvelle donne » (Jean Picolet, 198 p., 18,55 €)

Personne ne peut être indifférent au drame qui se déroule en Syrie. Aussi, en raison de l'exemple libyen, de nombreuses voix s'élèvent pour demander une intervention militaire. Certains réclament la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires, comme cela avait été demandé par le Conseil de sécurité de l'ONU, en 1990, pour libérer le Koweït ou, en 2011, pour protéger les populations que Mouammar Kadhafi voulait massacrer.

Mais, pour que l'aviation puisse détruire les chars ou les pièces d'artillerie menaçant les civils, il faut qu'elle ait au préalable la maîtrise du ciel, c'est-à-dire mis hors de combat batteries sol-air et chasseurs ennemis.

Dans le cas libyen, ce n'était pas trop difficile car la force aérienne du dictateur était peu opérationnelle et ses moyens terrestres de défense contre les avions ont été rapidement détruits.

Pour la Syrie, la chanson n'est pas la même. Son armée de l'air totalise environ 500 avions de combat, soit deux fois plus que la nôtre ; bien qu'une partie d'entre eux seulement soit moderne, leur nombre et la qualité d'un entraînement conduit en vue d'une guerre éventuelle avec Israël en font un adversaire sérieux. Nous ne sommes pas de taille à l'affronter.

En juin, quand les Turcs ont voulu tester la défense aérienne syrienne (pour tout expert en la matière, c'est une évidence à l'examen des trajectoires publiées), la réaction ne s'est pas fait attendre et l'appareil a été abattu. Pour venir à bout aujourd'hui de l'aviation de Bachar Al-Assad, il faudrait employer toute la machine de guerre américaine et utiliser les aéroports de Grèce et de Chypre, voire du Moyen-Orient. Pour la Libye, c'est notre armée de l'air seule qui a conduit le premier raid de libération de Benghazi. Si l'aide américaine a été indispensable pour la poursuite de la guerre, nous n'en avons pas moins effectué près du quart des missions de protection de la population menacée par Kadhafi, nous plaçant ainsi au premier rang de la coalition.

Face à la Syrie, nous ne serions qu'une petite force d'appoint placée sous les ordres de Washington ; ce ne serait pas très glorieux.

Quant à la zone d'exclusion aérienne

réclamée par d'autres, elle pose exactement le même problème car pour détruire les appareils de Damas en vol, il faut une maîtrise du ciel encore plus parfaite !

Il m'a paru étonnant que ce point de vue n'ait pas été davantage émis. Mais il y a à cela une bonne raison : ce serait reconnaître la faiblesse de notre aviation militaire. Lors de la première guerre du Golfe

« Nous ne serions qu'une petite force d'appoint placée sous les ordres de Washington ; ce ne serait pas très glorieux »

en 1991, l'armée de l'air française disposait de 450 avions de combat auxquels s'ajoutaient 32 Mirage IV de la force aérienne stratégique.

Le Livre blanc en vigueur ramène ces moyens à 230 Mirage 2000 ou Rafale dont les vecteurs nucléaires. La déflation de l'aéronautique navale a été similaire.

Les budgets militaires de la France sont ainsi passés en vingt ans de 3 % du PIB à 1,5 % ; ils ont été chaque année la variable d'ajustement des finances publiques, avec la promesse de jours meilleurs prochains... lesquels ne sont toujours pas là. Mais il est impossible aujourd'hui aux pouvoirs publics de proclamer cette faiblesse : la conclusion serait immédiate, le budget de la défense deviendrait prioritaire ce qui serait contradictoire avec les engagements du président de la République. Alors, finalement, le « niet » de Vladimir Poutine est bien pratique : il évite de poser les vraies questions. ■

LA GUERRE EN SYRIE

Les Occidentaux concentrent leurs efforts sur la rébellion syrienne

Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni veulent favoriser la prise du pouvoir à Damas par des groupes non extrémistes, sans livrer directement des armes et en misant sur des alliés régionaux

Insensiblement, le « traitement » de la crise syrienne par les Occidentaux a évolué cet été. Le point de départ a été le troisième veto russo-chinois à l'ONU, le 19 juillet, couplé au constat que toute mise à l'écart négociée de Bachar Al-Assad était décidément impossible – les Russes étant soit incapables, soit de mauvaise foi, lorsqu'ils prétendaient faire entendre raison à une partie du clan alaouite au pouvoir à Damas.

La voie d'un compromis explorée par l'émissaire Kofi Annan étant fermée – et la nomination du diplomate algérien Lakhdar Brahimi pour lui succéder ne change pas cette donne – les regards se sont portés vers d'autres horizons. L'expression clef était désormais « le terrain » : il faut inverser le rapport de force dans le conflit en cours, pour hâter l'issue jugée inévitable de la chute de la maison Assad.

Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni sont maintenant engagés dans une politique plus déterminée de soutien aux groupes anti-Assad à l'intérieur de la Syrie pour hâter le moment où tout basculera. Il y a urgence, car la guerre menace de déborder des frontières. Le Liban menace de vaciller, la Jordanie serait au bord de la déstabilisation, et la Turquie s'alarme du facteur kurde. « Nous avons un intérêt collectif à ce que Assad tombe, et vite », commente un diplomate.

La question des moyens mis en œuvre demeure floue. Les livraisons directes d'armements « létaux » sont officiellement exclues par les Occidentaux, qui aident plutôt les combattants à être plus coordonnés et informés. Les armes sont achetées grâce à des financements apportés par le Qatar, l'Arabie saoudite, un marché clandestin se développant aux frontières de la Syrie.

Un effort de « sélection » des groupes armés anti-Assad est en cours, les Etats-Unis s'en étant pré-



Des enfants syriens sur un char d'assaut, près des décombres d'une mosquée touchée par les combats, à Azaz, dans la périphérie d'Alep, le 22 août. MUHAMMED MUHEISEN/AP

valués les premiers en affichant leur politique de coordination étroite avec la Turquie sur ce plan. Britanniques et Français semblent avoir embrayé. Chacun cherche ses points de contacts au sein d'une nébuleuse armée sans véritable commandement central.

Mais la marge de manœuvre exacte des Américains et des Européens n'est pas certaine, alors qu'ils voient depuis des mois cette crise leur échapper et se retrouvent aujourd'hui, semble-t-il, à courir derrière l'insurrection armée pour essayer de nouer avec ses composantes les plus « fiables » des relations privilégiées.

L'obsession, comme le dit un responsable occidental, est d'éviter que « le premier groupe à s'emparer du palais présidentiel à Damas soit composé de djihadistes ». Ce risque est-il exagéré ? Les témoignages parvenant du terrain, notamment de la région

d'Alep, décrivent une résistance à base quasi familiale, utilisant les moyens du bord, animée d'un conservatisme religieux qui ne tient ni du fanatisme ni du sentiment antioccidental. Mais combien de temps cet état d'esprit peut-il durer ?

Eviter que « le premier groupe à s'emparer du palais présidentiel soit composé de djihadistes »

Un responsable occidental

La frustration induite chez les rebelles par le manque d'armements antichars ou antiaériens, face aux engins de mort dépêchés par Damas, risque de faire le lit de « parrains » tentés par un certain prosélytisme radical sunnite, les

réseaux du Golfe étant à l'initiative sur ce terrain.

Les efforts de coordination s'intensifient donc entre Occidentaux et acteurs régionaux, avec un effet psychologique recherché sur le clan Assad. L'affichage par Paris d'un rapprochement avec le Qatar, pays « va-t-en-guerre » en Libye en 2011, relevait clairement de ce souci, ainsi que l'évocation récurrente (et très théorique) de « zones d'interdiction » pour l'armée syrienne, soutenues de l'extérieur. En réalité, « on n'en est pas là », précise une source à Paris. On cultive plutôt l'espoir de nouvelles défections.

Des sensibilités différentes se manifestent. Américains (et Britanniques) voulant se montrer à l'écoute des Israéliens, parlent ouvertement d'intervenir en cas d'emploi d'armes chimiques par Damas. La France, elle, se soucie beaucoup du dosage « communautaire » dans la Syrie post-Assad.

inquiète du sort des minorités.

Sans qu'il soit officiellement question d'une « coalition » internationale, « chacun prend ses responsabilités » pour « un soutien effectif » aux insurgés, déclare une source française. La préparation d'une « transition politique » se fait en parallèle, dans un contexte où les

opposants de l'extérieur, au sein du Conseil national syrien (CNS), deviennent moins centraux.

C'est une politique de changement de régime par les armes qui se déploie, mais sans que celle-ci soit proclamée comme telle par les Occidentaux, qui semblent agir selon la formule « diriger à partir de l'arrière », un temps en cours à Washington. Le poids des pays arabes et de la Turquie est mis en valeur, ainsi que l'isolement du pouvoir syrien au sein du monde musulman, où seul l'Iran le soutient.

L'effort international est en tout cas sorti de tout cadre onusien, à ceci près que les Occidentaux peuvent continuer de reven-

diquer une forme de légalisme tatillon en ne revendiquant aucune livraison directe d'armes susceptible de violer l'embargo européen visant la Syrie – même si celui-ci, datant de juin 2011, avait été adopté avant la militarisation de l'opposition, et ne visait donc que les livraisons au régime. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Le Monde

Vendredi 24 août 2012

Moscou et Damas trouvent un accord sur la livraison de produits pétroliers

La Russie soutient de plus en plus activement l'économie syrienne, rendue exsangue par les sanctions de la communauté internationale

Moscou

Correspondante

Moscou et Damas se sont entendus pour l'exportation de brut syrien vers la Russie en échange des carburants nécessaires à l'armée fidèle au régime de Bachar Al-Assad dans son offensive contre l'Armée syrienne libre (ASL), a indiqué, mardi 21 août, le vice-premier ministre syrien Kadri Djamil, en visite dans la capitale russe. Reconnaisant que les sanctions adoptées par les Etats-Unis et l'Union européenne étranglent l'économie syrienne, le haut fonctionnaire, un marxiste russophone diplômé de la faculté d'Etat de Moscou, a expliqué qu'un « accord de principe » avait été trouvé pour la livraison de produits pétroliers à Damas.

Aucune précision n'a été donnée sur les modalités pratiques de l'accord. Comment le brut sera-t-il

transporté ? Comment les produits pétroliers atteindront-ils la Syrie ? « Très prochainement, nous allons achever la phase préparatoire et passer à l'accord proprement dit pour les livraisons », a déclaré Kadri Djamil en conférence de presse, à la suite d'entretiens avec Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe.

C'est au cours de cette conférence de presse que le responsable syrien a fait allusion à une éventuelle démission du président Assad. « Pendant le processus de négociations, on peut étudier toutes les questions et nous sommes prêts à étudier même cette question », lance alors M. Jamil. Toutefois, « faire de la démission un préalable au dialogue revient à rendre celui-ci impossible », a-t-il aussitôt tempéré.

La visite de Kadri Djamil à Moscou, la deuxième en deux semaines, témoigne avant tout de l'acti-

tivité menée par le Kremlin pour sauver le régime aux abois de Bachar Al-Assad. « Economiquement et politiquement, la Syrie va se réorienter vers l'Est », avait annoncé Kadri Djamil à la chaîne officielle Russia Today en langue arabe le 7 août, « une orientation stratégique qui permettra de surmonter les conséquences du blocus mené par l'Occident ».

Outre la livraison de produits pétroliers, Damas mise sur un crédit russe dont le montant n'a pas été révélé. La Russie, qui a bloqué à trois reprises l'adoption de résolutions par le Conseil de sécurité, soutient plus que jamais le régime Assad. Moscou imprime même les nouveaux billets mis en circulation en Syrie au printemps 2012 pour financer le déficit budgétaire et payer les fonctionnaires. Le 3 août, trois navires militaires russes ont jeté l'ancre à Tartous, dernière base post-soviétique en Méditerranée.

Selon le *Wall Street Journal*, la Syrie a, ces derniers mois, multiplié les contacts avec des traders et des banques russes pour esquiver les sanctions occidentales. « En Russie et en Malaisie, des compagnies sont créées tandis que des comptes euros et en dollars ont été ouverts dans des banques russes et commenceront à fonctionner le 5 juillet », note une lettre attribuée par le quotidien américain à l'ancien premier ministre syrien Riad Hidjab, qui a fait défection le 6 août. ■

MARIE JÉGO

La France coordonne avec le Qatar son aide à la rébellion

FRANÇOIS HOLLANDE a reçu, mercredi 22 août, à l'Élysée, l'émir du Qatar, Cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, pour évoquer « principalement » la situation en Syrie. Les deux dirigeants ont constaté « la convergence de leurs vues et ont décidé de coordonner leurs efforts » en vue d'« une transition politique » en Syrie « de manière ordonnée et dans les plus brefs délais », a indiqué la présidence française.

Dans la soirée, l'entourage du ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian, indiquait au *Monde* que ce dernier s'était entretenu à Paris avec son homologue

qatari qui occupe également les fonctions de chef d'état-major. La France, précisait-on de même source, ne s'apprete pas pour autant à suivre le Qatar dans sa politique de financement des achats d'armes par la rébellion syrienne. Paris s'en tient à des livraisons d'équipements militaires « non létaux », par exemple des appareils de vision et de communications cryptées, en phase avec l'approche suivie par les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Les discussions avec les Qataris semblent s'être centrées sur la préparation du « jour d'après »,

c'est-à-dire après la chute du président syrien Bachar Al-Assad. « Les Qataris ont des renseignements, ils livrent à l'Armée syrienne libre et connaissent les besoins », indique-t-on de source française.

Au-delà de cet affichage de rencontres à haut niveau, le Qatar, partenaire arabe central de la France lors de l'intervention armée en Libye, suscite des sentiments mitigés concernant le dossier syrien. Avec ses calculs géopolitiques, l'émirat joue à plein la « carte sunnite » et soutient les Frères musulmans, tandis que la France cherche, avec ses alliés occidentaux, à

favoriser l'apparition d'un « gouvernement de transition » apportant des garanties aux minorités du pays. « Le Qatar a un rôle à jouer pour la réconciliation » intersyrienne, commente-t-on à Paris.

La France cultive désormais ouvertement un dialogue avec le Qatar, dans un contexte où les Etats-Unis affichent une coordination étroite avec la Turquie. M. Hollande a multiplié ces derniers jours les entretiens avec des responsables étrangers sur la crise syrienne, après avoir été critiqué cet été pour son inaction. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

LES KURDES SYRIENS TENTENT DE PRENDRE EN MAIN LEUR DESTIN

De Sara HUSSEIN (AFP)

AFRINE — Sur la route menant à la ville kurde d'Afrine, dans le nord de la Syrie, des hommes armés arborant le drapeau kurde vert, rouge et jaune, laissent passer un convoi de véhicules transportant des compatriotes syriens, femmes et enfants arabes fuyant les ravages de la guerre.

Ce barrage routier montre à quel point la vie des Kurdes a changé depuis le début de la révolte contre le régime syrien de Bachar al-Assad en mars 2011.

Les hommes en faction parlent ouvertement kurde et sur leur veste est dessiné au pochoir le visage d'Abdullah Öcalan, dirigeant du PKK. La photo du chef de la rébellion kurde emprisonné en Turquie est partout sur les murs et dans les magasins d'Afrine.

Les Kurdes se sont prudemment engagés dans la révolte, cherchant surtout à tenir à l'abri leur région des violences qui, un peu plus au sud, dévastent depuis plus d'un mois Alep, deuxième ville et capitale économique de Syrie.

A la mi-juillet 2012, l'armée syrienne s'est retirée de cette zone kurde, près de la frontière turque, provoquant la colère de la Turquie, fidèle soutien aux rebelles syriens qui a accusé Damas d'avoir remis plusieurs secteurs au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement terroriste pour Ankara.

Les forces gouvernementales se sont retirées mais un poste des forces de sécurité demeure avec un portrait du président Assad accroché à la façade.

"Il ne sortent jamais du bâtiment. Ils nous appellent quand ils ont besoin d'eau ou de pain et nous leur livrons", assure Fathy, 50 ans, un des hommes en faction au barrage.

Quant aux rebelles, ils sont autorisés à entrer dans la région que s'ils ne portent pas d'armes. "Ils viennent s'approvisionner chez



Une Kurde syrienne photographiée dans le camp de réfugiés de Domiz, à 20 km au sud-est de Dohuk, dans le nord de l'Irak.afp.com/Safin Hamed

nous car nos magasins et nos marchés sont ouverts. Mais aucun n'est autorisé à porter des armes", explique Fathy.

Les seules armes permises dans ce que les habitants appellent désormais le Kurdistan occidental sont celles portées par les militants du Parti de l'union démocratique kurde (PYD).

La Turquie accuse le PYD d'être une couverture pour le PKK et Fathy reconnaît que certaines armes utilisées pour protéger Afrine et sa région proviennent du PKK, mais lui et les autres jurent que cette organisation n'est pas présente dans le secteur.

"Nous voudrions bien sûr inviter (le PKK) mais nous savons que les Arabes et la communauté internationale considèrent le PKK comme des terroristes, c'est pourquoi nous ne voulons pas du PKK qui respecte notre décision", confie Khaled, 27 ans, un déserteur.

A Afrine, ville de 50.000 habitants sise à une quarantaine de km au nord d'Alep, les Kurdes ont commencé à expérimenter pour la

première fois une autonomie longtemps attendue.

Une "révolution kurde"

Dans le nouveau centre culturel, M. Jangvar, 67 ans, enseigne à des femmes à lire et écrire en kurde. "Comme on nous interdisait de lire et écrire en langue kurde, nous devions le faire en cachette. Et quand l'un de nous était pris avec un livre en kurde, il était aussitôt emprisonné et torturé", assure Jangvar.

Ce centre propose également des cours gratuits d'histoire, de poésie et de musique kurdes.

Pour Arif Sheikhu, membre de la coalition des partis kurdes et conseils municipaux qui ont fleuri dans la région, cette nouvelle autonomie est le résultat de décennies de combats.

"La révolution syrienne est complémentaire du combat pour nos droits légitimes, et même si la rébellion s'arrêtait, ce que je ne crois pas, notre révolution continuerait", dit-il.

Depuis le retrait des forces du régime, les 365 localités et villages ont formé des comités locaux qui collaborent avec un conseil régional de 400 membres chargé de s'occuper des affaires locales.

"40% des membres de ce comité sont des femmes. Dans notre société, elles jouissent d'une liberté totale. Elle peuvent faire la même chose que les hommes, s'habiller comme elles le désirent", dit fièrement Sheikhu.

Malgré la satisfaction affichée quant à cette nouvelle autonomie, Sheikhu insiste sur le fait que sa communauté n'aspire pas à un Etat indépendant.

"Nous sommes avant tout Syriens. Nous voulons un système d'autonomie pour les Kurdes syriens et la démocratie pour tout le pays", dit-il en soulignant qu'il ne considère pas le système d'autonomie du Kurdistan irakien comme un modèle. □



Quatre membres présumés du PKK écroués après une tentative d'assassinat

PARIS, 28 août 2012 (AFP)

QUATRE membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été écroués après une tentative d'assassinat sur fond de règlement de comptes au sein des milieux kurdes de la région de Marseille, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

Ces placements en détention provisoire sont intervenus après un coup de filet, vendredi, au cours duquel deux personnes avaient été arrêtées à un péage d'autoroute près d'Aix-en-Provence et trois autres à Marseille.

Les policiers enquêtaient sur une tentative d'assassinat contre un Kurde qui avait refusé de payer un "impôt révolutionnaire" servant à financer les activités du PKK, une organisation considérée comme terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Les cinq ont été déferés lundi au parquet de Paris puis mis en examen dans la soirée par les juges antiterroristes Thierry Fragnoli et David Benichou, notamment pour "tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste, association de malfaiteurs, financement d'une entreprise terroriste et transport et détention d'armes".

Un juge des libertés et de la détention (JLD) a ensuite décidé d'en écrouer quatre et de placer le cinquième sous contrôle judiciaire, conformément aux réquisitions du parquet, a-t-on précisé de source judiciaire.

Le PKK a déclenché en 1984 une rébellion sécessionniste dans le sud-est de la Turquie, région pauvre et sous-développée, peuplée majoritairement de Kurdes. Ce conflit a fait plus de 45.000 morts depuis cette date, selon l'armée.

Plusieurs affaires de financement illicite présumé du PKK sont actuellement à l'instruction à Paris. ○

Syrie: les déserteurs kurdes se regroupent au nord de l'Irak

REPORTAGE - Un certain nombre d'entre eux deviennent pechmergas, soldats de l'armée kurde syrienne soutenue par la région autonome kurde d'Irak.

Par Etienne Huver

Polo propre et soigné, il s'est glissé dans le préfabriqué des chefs avec nonchalance. En porte-parole de ses compagnons de cabane et d'infortune, Riwan attend patiemment son tour pour négocier avec les responsables du camp quelques subsides supplémentaires. «Ils font beaucoup pour les familles mais rien pour nous, les jeunes, explique dans un anglais courant ce garçon de 23 ans au sourire franc. Nous n'avons aucune possibilité de travailler et ils ne nous servent pas plus d'un repas par jour.»

Originaire de la ville majoritairement kurde d'Hassetché, Riwan a franchi clandestinement la frontière la semaine passée. La fin d'un long et dangereux périple de déserteur entamé début juillet: «J'étais dans la quinzième brigade. Nous sommes allés à Damas. Dès que j'en ai eu l'occasion, je leur ai dit que j'allais en ville pour quelques heures. Évidemment, je ne suis jamais revenu.» Le garçon trouve refuge chez son cousin, échange carte militaire contre passeport civil. C'est sous une fausse identité qu'il a franchi sans encombre des dizaines de barrages de l'armée pour retrouver sa maison familiale. Un retour de courte durée: «Les services secrets étaient déjà passés interroger mes proches. Alors j'ai préféré m'enfuir de nouveau. J'ai pris la route de la frontière



irakienne. Je l'ai franchie de nuit, grâce au réseau de passeurs.»

Riwan décrit une armée démobilisée et des soldats forcés de faire le sale boulot sous peine de sévères représailles. «Je servais dans la ville de Deraa. Chaque jour, chaque nuit, il y avait des raids. On détruisait des maisons. Que les victimes soient des hommes, des femmes ou des enfants, peu importait. Moi je m'occupais de surveiller la station d'essence. J'étais obligé de leur servir le diesel pour les camions.»

L'ancien soldat franchit le grillage du camp et nous guide au milieu des baraques de brique grise et de tôle ondulée. Il partage l'une d'elles avec trois amis. Parmi eux, Brahim, 21 ans, sort de la douche, la serviette en pagne, les pieds couverts de savon. «J'étais dans le district de Midan, à Damas, explique ce jeune déserteur kurde arrivé deux jours plus tôt. La situation était terrible.



Des réfugiés kurdes au nord de l'Irak.

Crédits photo : SAFIN HAMED/AFP

Des personnes sont mortes dans leur maison. Une fois, l'odeur des corps était si forte que cela m'a fait vomir.» Il n'en dira pas plus sur son propre rôle. Mais il prend à cœur de montrer sur l'écran de son téléphone portable ses photos, armes à la main. D'un ton rapide et haché, il tient aussi à préciser: «La plupart des soldats sont obligés de faire ce travail depuis plusieurs mois. Ils n'ont aucune chance de s'échapper. Seuls les alaouites soutiennent encore réellement le régime.» «Nous sommes un millier à nous entraîner»

Dans le groupe, deux jeunes garçons longilignes se lèvent discrètement et enfilent dans un coin un uniforme chamarré. Réfugiés comme les autres, ils sont devenus pechmergas, soldats de l'armée kurde syrienne soutenue par le président de la région autonome kurde d'Irak, Massoud Barzani. «Ils sont passés dans le camp avec des listes. Ils nous ont proposé de nous inscrire et nous avons

accepté tout de suite, raconte l'un des deux garçons, dont l'épaule droite est ornée d'un impressionnant tatouage. Dans notre caserne, située sur la frontière, nous sommes maintenant un millier à nous entraîner.»

Pour les soldats, la permission est terminée. Il est temps de rentrer reprendre les exercices de sport et de tir. Des exemples glorieux pour les autres jeunes réfugiés kurdes. Si on le lui propose, Brahim envisage de suivre leurs pas, mais «seulement s'il s'agit de défendre la population». Sous les couleurs de son nouvel uniforme, le garçon sait déjà qu'il n'aura aucun scrupule à tirer sur ses anciens compagnons d'armes. ●

À Derik, les Kurdes jouent un prudent double jeu

REPORTAGE - Accaparée par la bataille d'Alep, l'armée syrienne a délaissé le Kurdistan. Au profit des miliciens kurdes syriens du PYD qui rêvent d'indépendance.

Par Etienne Huver

«Azadi!» Le mot «liberté» est écrit en lettres d'or sur le flanc du vieux wagon de bois qui sert de baraquement. Deux larges drapeaux flottent sur le poste de contrôle à l'entrée de la ville: jaune, rouge et vert, les couleurs chatoyantes du Kurdistan. Bienvenue à «Dêrikê». Sur un panneau blanc, la ville a retrouvé son nom kurde original. À quelques mètres, un berger traverse le bitume avec nonchalance et guide son troupeau dans un champ voisin. D'un geste de la main, il salue les trois hommes armés qui tiennent le poste de garde. Kalachnikov en bandoulière, un simple keffieh rouge autour du cou leur sert d'uniforme. «Tout est calme, dit l'un d'eux. Nous laissons passer les habitants et nous fouillons simplement les voitures qui ne sont pas d'ici.»

Ces miliciens appartiennent au Parti de l'union démocratique (PYD), un mouvement politique kurde syrien proche de la guérilla indépendantiste du PKK. Derik est passée sous leur contrôle le 20 juillet dernier. Dernière bourgade avant de passer les frontières turque ou irakienne, la ville de 50.000 habitants est,

selon la version officielle, tombée comme un fruit mûr, sans le moindre combat.

LE BUNKER DU RÉGIME

Depuis, sur les façades des bâtiments publics, la plupart des symboles du régime ont été recouverts à la hâte de peinture blanche. Du portrait de Bachar el-Assad, qui dominait le palais de justice, ne reste plus que le noir de sa chevelure. Personne ne s'est pourtant attaqué à la statue en bronze de son père, Hafez, qui trône toujours sur une place du centre-ville et aucun édifice ne semble avoir été mis à sac. Pour les détracteurs du PKK, Damas et la guérilla ont simplement passé un accord pour contrôler la région. Responsable du PYD à Derik, Mohamad Sahid nie farouchement, même s'il reconnaît une «entente cordiale» avec le régime: «Nous voulons éviter la violence. L'administration de Damas est désormais comme notre invitée. Elle va sans doute bientôt partir. En attendant, on fait en sorte de ne pas avoir de conflits avec elle.»

À la nuit tombée, l'ambiance est paisible dans les rues du bazar. Des groupes d'adolescentes joyeuses prennent d'assaut une boutique de

bijoux bon marché. «Les gens n'ont plus peur et il y a de plus en plus de monde depuis que nous avons pris notre liberté confirme Mahmoud, qui tient, dans la même rue, un négoce de pantalons. Beaucoup d'habitants qui avaient quitté la ville pour Alep ou Damas reviennent également s'installer ici à cause des bombardements.»

Plus personne ne semble porter attention à l'imposant bâtiment qui fait face aux petits commerces. De lugubres herbes en protègent pourtant l'accès et le drapeau syrien est toujours visible au-dessus de la guérite du gardien. L'administration du régime y vit retranchée, comme dans un bunker. Étonnamment, la toute nouvelle «maison du peuple», tenue par les Kurdes, est mitoyenne. Blouse claire, keffieh rouge sur la tête, un villageois arabe pénètre dans le bâtiment pour une affaire de bétail. Les différends se règlent désormais sous le regard paternaliste du chef de file du PKK, le plus célèbre des prisonniers de Turquie, Abdullah Öcalan. «Ici, on s'occupe des histoires de la vie courante, explique le responsable, Ahmad Kalash, ancien réparateur de réfrigérateurs. Chaque jour, nous avons plus d'une

vingtaine de demandes que nous notons dans un registre. Avant, le régime n'aurait jamais accepté un lieu comme celui-là. Maintenant, dès que quelqu'un a un problème, il peut venir pour trouver une solution.»

Juste en face, la maison de la culture fait, elle, l'objet d'un étrange balai. «L'administration syrienne n'est pas encore partie, raconte le directeur Zedan Judi. Ils travaillent le matin de 8 heures à 14 heures. Ensuite, ils s'en vont et ce sont mes hommes qui prennent le relais.»

SOIF DE LIBERTÉ

Dans cette période de transition où le temps semble suspendu, les nouvelles autorités de Derik se veulent exemplaires et tentent de donner des gages à toutes les communautés. «Quand le régime s'en ira définitivement, pas un cadre de l'hôpital public ne sera renvoyé, explique le Dr Mustafa, anesthésiste dans une clinique kurde de la ville et supporteur du PKK. Le directeur, un Assyrien, est compétent. Il travaille déjà avec nous.»

En habiles funambules, les Kurdes du PYD ménagent le régime, tout en le critiquant violemment. À Derik, le ressentiment reste fort au sein de la population, après des dizaines d'années de vexations et de pauvreté organisée. Chaque vendredi, les manifestations continuent de rassembler plusieurs milliers de personnes. Elles s'élancent désormais d'une grande esplanade nommée «Liberté». ●

radio
LA VOIX DE LA RUSSIE

Services secrets syriens accusés de l'attaque terroriste en Turquie

21 août 2012 - La Voix de la Russie

Neuf personnes ont été tuées et 69 ont été blessées dans une explosion dans la ville turque de Gaziantep lundi soir. Le parti travailleur du Kurdistan (PKK) a déclaré ne pas être responsable

de cette attaque. Les autorités locales voient dans l'explosion la piste syrienne.

L'explosion d'une bombe remplie de clous, s'est produite lundi soir près d'un arrêt, où les passagers descendaient du bus. La bombe a été déclenchée à distance. A la suite de l'explosion, les flammes se sont propagées sur le bus et trois véhicules qui se trouvaient à proximité.

Les hommes politiques turcs ne sont pas pressés de lever leurs accusations des séparatistes kurdes dans l'explosion, mais ils précisent que le PKK ne serait pas en mesure de commettre un tel acte de terrorisme sans l'aide des services de renseignement syriens. Selon les responsables turcs, le but de cette attaque est de semer la terreur parmi la population de la Turquie.◆

Syrie : la révolution réveille le volcan kurde

La crise syrienne a permis aux forces armées kurdes de prendre le contrôle du nord du pays. Avant l'autonomie ?

Par ARMIN AREFI

Pendant que la mère des batailles se joue depuis un mois à Alep, le calme règne étrangement dans les régions kurdes du nord de la Syrie. Et pour cause, les forces de Bachar el-Assad y sont absentes. Elles ont cédé leur place aux soldats du Parti de l'union démocratique (PYD), formation kurde armée proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK turc), organisation réclamant l'autonomie du Kurdistan de Turquie, et considérée comme terroriste par les États-Unis et l'Union européenne. Le PYD s'est emparé il y a un mois de plusieurs villes syriennes - Kobani, Derik, Efrin -, qu'il administre aujourd'hui. Sur les bâtiments officiels, le drapeau tricolore frappé du soleil du Kurdistan a remplacé celui de la Syrie baasiste, et la vie semble avoir repris son cours normal. Curieusement, Bachar el-Assad n'y serait pas pour rien.

"L'armée syrienne n'a pas perdu ces villes, mais les a plutôt laissées au PYD afin d'adresser une mise en garde à la Turquie, fervent soutien de l'opposition syrienne", explique au Point.fr Jordi Tejel, professeur d'histoire internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Autre geste consenti par le président syrien, la promesse de retourner la citoyenneté syrienne à 200 000 Kurdes de Syrie, qui en avaient été privés il y a cinquante ans. Enfin, Damas a autorisé le retour au pays du chef du PYD, Salih Muslim, exilé en Irak. Un gage de bonne volonté soudain, les Kurdes de Syrie étant depuis toujours opprimés.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

"Ces gestes s'inscrivent dans le jeu du régime syrien, qui consiste à dresser les communautés ethniques et religieuses les unes contre les autres, et ainsi justifier sa domination dans le pays", estime Jean Marcou*, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Interdits d'enseigner leur langue ou de célébrer



Les Kurdes de Syrie ont été parmi les premiers à manifester dans la rue contre Bachar el-Assad en avril 2011. © Bilal Hussein / Sipa

leur nouvel an (le Nowruz), les Kurdes de Syrie, qui forment près de 10 % de la population, ont été parmi les premiers à descendre dans la rue aux cris de "Azadi" (liberté) en avril 2011.

Or ces jeunes activistes pacifiques, associés aux Conseils locaux de coordination, se sont tout d'abord heurtés à l'attentisme des multiples partis politiques kurdes, peu enclins à s'opposer frontalement à Bachar el-Assad. Mais au fil de la pression populaire et de la férocité de la répression, ils ont finalement cédé. Problème, le Conseil national syrien (CNS), plus importante coalition de l'opposition, est activement soutenu par la Turquie, farouchement opposée au PKK. Si l'organisation a récemment élu à sa tête un Kurde, Abdel Basset Sayda, elle refuse toutefois que les Kurdes de Syrie accèdent à leur propre autonomie dans la future Constitution. Le divorce avec les Kurdes était dès lors prononcé.

L'OMBRE DU PKK TURC

Sous l'égide de Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, un gouvernement autonome proche d'Ankara, les partis kurdes ont créé en octobre 2011 leur propre instance : le Conseil national kurde (CNK). "La stratégie de la Turquie est désormais d'entretenir des relations directes avec les Kurdes pour mieux les gérer de l'extérieur", explique au Point.fr Jean Marcou. Le 11 juillet dernier, le CNK signe avec le PYD un pacte pour former le Conseil suprême kurde. En vertu de l'accord, le PYD peut gérer avec le CNK l'ensemble des régions du nord de la Syrie, à condition d'accepter de rendre les armes.

"Dans les faits, le PYD n'a jamais abandonné les armes", note Jordi Tejel. "Aujourd'hui, il ne collabore presque plus avec le CNK et répond bien plus aux besoins du PKK qu'aux désirs de liberté

des populations kurdes de Syrie", ajoute le spécialiste. Une situation qui inquiète grandement la Turquie, qui partage avec la Syrie près de 800 kilomètres de frontière. Une crainte exacerbée par le récent passage en territoire syrien d'un certain nombre de militants du PKK. Est-ce donc un hasard si, depuis un mois, la Turquie enregistre une recrudescence des attaques terroristes ? Lundi encore, un attentat à la voiture piégée attribué au PKK a fait neuf morts à Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie.

SITUATION EXPLOSIVE

Ce regain de violences a amené le Premier ministre turc à accentuer le déploiement de ses troupes à la frontière. Recep Tayyip Erdogan a également évoqué une possible intervention au cas où "un groupe terroriste établirait des camps dans le nord de la Syrie". Une menace que relativise Jean Marcou, pour qui "ces déclarations visent plus à rassurer l'opinion intérieure turque". La situation dans le nord de la Syrie n'en reste pas moins potentiellement explosive. Le leader kurde irakien Massoud Barzani a dépêché ce mois-ci à la frontière irakosyrienne près d'un millier de soldats kurdes syriens, formés en Irak et prêts à intervenir dans le nord de la Syrie en cas de chute de Bachar el-Assad.

"Les partis kurdes ne veulent pas entendre parler de la présence de rebelles syriens arabes aux commandes dans le nord du pays", souligne Jordi Tejel. "De leur côté, les chefs de l'Armée syrienne libre, actuellement en proie à une lutte féroce contre les forces gouvernementales à l'Alep, l'ont bien signifié : ils ne veulent pas entendre parler d'autonomie kurde au nord de la Syrie." L'après-Assad s'annonce déjà chaotique.♦

(* Jean Marcou, pensionnaire scientifique à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul.

Turquie: les braises rallumées du Kurdistan

Après l'attentat qui a fait neuf morts à Gaziantep lundi, Ankara accuse le PKK, qui nie en être l'auteur. L'Express a interrogé trois spécialistes sur la montée des tensions entre les autorités turques et les Kurdes.

Par CATHERINE GOUËSET

L'attentat commis lundi à Gaziantep a fait 9 morts. Le gouvernement turc accuse le PKK, qui dément...

Le PKK et le BDP, le principal parti kurde légal ont rejeté tout lien avec cet acte terroriste. "Ce n'est pas la première fois que l'on tente d'attribuer au PKK un attentat que celui-ci rejette. Ces dernières années, quand le PKK a commis des attaques contre des civils, il les a assumées, y compris quand il les a regrettées et a présenté des excuses aux victimes", rappelle Hamit Bozarslan, politologue, spécialiste du de la question kurde en Turquie. "Il est d'ailleurs choquant que les autorités accusent le PKK avant même qu'un début d'enquête ait commencé", complète Henri Barkey, spécialiste de la question kurde, professeur à Lehigh University. Les auteurs de l'attentat peuvent venir d'horizons multiples. "De nombreux groupes disposent d'armes en Turquie, depuis la gauche radicale jusqu'aux services de renseignements, travaillés par des divisions, qui ont à plusieurs reprises mené des opérations de déstabilisation par le passé", relève Hamit Bozarslan. Sans compter une éventuelle implication de Damas qui aurait pu chercher à faire payer à Ankara son engagement aux côtés de l'opposition au régime de Bachar el-Assad.

On assiste depuis quelque temps à un durcissement des positions du PKK avec notamment des attaques contre l'armée turque dans l'est du pays...

"Le PKK multiplie les modalités d'action, qu'elles soient pacifiques ou violentes; il mène des actions armées spectaculaires mais aussi des campagnes de propagande. Son but est de s'installer dans des pans du territoire kurde en Turquie. Il ne se limite plus à des actions de guérilla ponctuelles comme auparavant", observe Hamit Bozarslan. Il s'inspire en cela de l'action de l'UCK au Kosovo à la fin des années 90.

En face, l'AKP au pouvoir s'était, à ses débuts, montré novateur sur la question kurde...



DYARBEKIR, Turquie- Depuis un peu plus de deux ans, le choix du règlement politique a laissé la place à la répression contre tous les réseaux politiques kurdes. Manifestation le jour de Newroz, le nouvel an kurde, 21 mars 2012. Reuters/stringer

L'AKP a été le premier parti au pouvoir en Turquie à reconnaître la légitimité de la question kurde. Il a mis fin à l'état d'urgence au Kurdistan, autorisé les partis politiques kurdes à faire campagne en langue kurde, permis la création d'une chaîne de télévision publique en kurde, toutes choses inconcevables 10 ans plus tôt. "L'AKP imaginait que ces ouvertures suffiraient aux Kurdes, et qu'ils s'en contenteraient", explique Hamit Bozarslan, mais cette reconnaissance a renforcé les Kurdes dans la certitude de la légitimité de leurs attentes. Elle a renforcé le sentiment 'national' Kurde, et désormais, tout l'espace politique kurde est entré en dissidence vis-à-vis de l'Etat central".

Parallèlement, "les ouvertures du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan ont été entravées par la très brutale institution judiciaire turque, ajoute Henri Barkey. Des milliers de Kurdes ont été inculpés et arrêtés sans la moindre preuve ou sous des prétextes futiles. Il suffisait qu'un drapeau du PKK soit brandi dans une manifestation, par exemple, pour que les participants au défilé puissent être inculpés d'appartenance au groupe armé, ce qui a renforcé la mobilisation de la communauté kurde".

Comment expliquer le changement de position de l'AKP sur la question kurde ?

Depuis un peu plus de deux ans, "le choix du règlement politique a laissé la place à la répression contre tous les réseaux politiques kurdes, qu'il s'agisse des KCK

(Union des communautés du Kurdistan), sorte d'administration fantôme indépendantiste, proche du PKK, mais aussi des intellectuels, des universitaires, des membres de la société civile contre lesquels de nombreux procès ont été intentés", souligne Jean Marcou, Professeur à l'IEP de Grenoble et chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul.

L'impasse dans laquelle a abouti la question kurde est liée au sentiment de toute puissance du gouvernement Erdogan. Après s'être affirmé à l'échelon intérieur et notamment face à l'armée, mais aussi sur la scène régionale, "l'AKP entend désormais imposer sa solution, y compris par les armes", analyse Hamit Bozarslan.

"Pour avancer sur cette question, le gouvernement aurait dû s'atteler à réformer toute l'organisation politique du pays, mais aussi la citoyenneté et s'engager vers une forme de décentralisation, explique Jean Marcou qui ajoute que depuis qu'il a réduit l'influence de l'armée, l'AKP a chaussé les bottes de l'establishment nationaliste qui, avant lui, tenait les rênes du pouvoir en Turquie".

Quelle place occupe aujourd'hui le PKK sur la scène intérieure turque ?

Au sein de la communauté kurde, le PKK est à la fois rejeté pour les actes de violence qu'il commet, mais en même temps, "il est considéré comme un acteur de référence, estime Hamit Bozarslan. ➤

➤ 'Les membres du PKK, ce sont nos enfants, nos cousins', ne peuvent s'empêcher de penser une partie des Kurdes". En outre, "sa résistance, après 30 ans de lutte, face à la deuxième plus grande armée de l'OTAN, impose un certain respect", ajoute Henri Barkey.

Du côté des autorités, l'AKP a une relation ambiguë avec le PKK. "Officiellement il se refuse à négocier avec ce groupe armé, placé sur la liste officielle des organisations terroristes de plusieurs pays occidentaux. Mais il a noué des contacts officieux avec l'organisation, ce qui a d'ailleurs entraîné des tensions internes au gouvernement," remarque Jean Marcou.

La question kurde ne peut pourtant plus être éludée...

"Le règlement de la question kurde doit passer par un débat sur le statut du PKK, ajoute le chercheur. Doit-il être considéré comme un protagoniste incontournable? Les mouvements kurdes légaux par exemple condamnent ses excès, mais entretiennent des relations avec lui.

Quoi qu'il en soit, depuis quelques années. "même si on n'a pas encore assisté à un

'printemps kurde', cette minorité (20 à 25% de la population, soit environ 15 millions d'habitants) a pris conscience de sa place dans le pays. Ainsi, depuis 2007, le BDP, le parti légal kurde, est le quatrième parti politique en Turquie" rappelle Jean Marcou.

Quel est l'impact des crises régionales sur la question kurde en Turquie?

Alors que dans les années 2000, Ankara était arrivé à un accord avec Téhéran et Damas, pour contenir les revendications des Kurdes, la donne a changé ces dernières années. L'Iran (allié du régime de Bachar el-Assad) s'est retiré de cette entente tacite, au point de menacer récemment la Turquie, accusée de soutenir les rebelles syriens.

Depuis peu, les autorités turques sont très inquiètes de la prise de contrôle du nord de la Syrie par des groupes armés kurdes qui profitent de l'affaiblissement du pouvoir central à Damas. "L'apparition du drapeau du PYD (Parti de l'Union démocratique), allié syrien du PKK, dans ce secteur a même rendu nerveuse la très nationaliste presse turque", constate Jean Marcou.

Les autorités turques, qui ont établi de très bonnes relations avec les Kurdes d'Irak, quasiment autonomes vis-à-vis du pouvoir central de Bagdad, préféreraient voir s'installer en Syrie les alliés syriens de Massoud Barzani, président du Gouvernement Autonome Kurde irakien, et éviter ainsi que cette région ne serve de base arrière au PKK.

Y a-t-il risque de dérapage ?

Même si la tension va croissant, le conflit, pour le moment, est régulé, "tant du côté du PKK que de l'armée, estime Hamit Bozarslan. "On est loin du déchainement de violence des années 80 qui ont fait 250.000 victimes. Mais la déstabilisation de la région (Irak, Syrie, Liban, fait craindre un retour en arrière aux spécialistes de la région. "Le pire n'est pas à exclure", avertit Hamit Bozarslan. D'autant plus, ajoute Henri Barkey, que " l'imbrication des populations kurdes dans tout le territoire (environ la moitié des Kurdes n'habitent plus dans les régions traditionnellement kurdes) pourrait entraîner une situation très dangereuse en cas de poursuite des tensions". Les dirigeants Turcs devraient tout faire pour désamorcer ces tensions. ■

L'armée turque tue 21 membres du PKK

Sehmus Cakan/(Reuters)

DIYARBAKIR, Turquie - Des soldats turcs ont tué jeudi soir cinq rebelles kurdes, ce qui élève à 21 le nombre d'activistes qui ont trouvé la mort dans une série d'opérations menées par l'armée dans le sud-est de la Turquie après l'attaque meurtrière de mercredi à la bombe contre un convoi militaire.

Les cinq militants kurdes tués jeudi soir avaient attaqué des bâtiments publics et un poste de police dans le centre de Semdinli, dans la province de Hakkari, située dans le sud-est du pays.

Quelques heures plus tôt, des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avaient mené d'autres assauts contre deux postes de l'armée dans la même région, tuant au moins un soldat, ont annoncé des responsables de la sécurité.

L'armée a envoyé des renforts après l'attaque mercredi par des militants du PKK d'un convoi à l'aide d'une bombe déclenchée à distance, dans ce même district de Semdinli.

Cinq soldats sont morts dans l'attaque, sept autres ont été blessés, selon le bureau du gouverneur local, qui a ajouté que les



opérations contre les militants se poursuivaient.

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Hayri Kivrikoglu, s'est rendu jeudi sur place à Hakkari pour rassurer une opinion publique partisan de la manière forte.

"Nos opérations dans la région continueront sans relâche", a-t-il déclaré, cité par le site internet de l'agence de presse anatolienne. "L'armée sera toujours du côté du peuple, qui ne doit pas s'inquiéter", a-t-il martelé. "Les forces armées turques continueront à faire leur devoir pour assurer la sécurité de la population et de la région".

Les combats s'inscrivent dans une poussée de violence dans la province recu-

lée et montagneuse de Hakkari, limitrophe de l'Irak et de l'Iran, qui serait liée, selon des responsables turcs et des analystes, au conflit syrien.

Plus de 40.000 personnes ont été tuées dans le conflit qui oppose les forces turques au PKK depuis le début de l'insurrection, il y a 28 ans. Les militants du PKK souhaitent obtenir l'indépendance d'une partie du sud-est de la Turquie où la population est majoritairement kurde.

Le conflit se situe principalement dans la partie montagneuse bordant l'Irak et l'Iran, mais le PKK a également mené des attaques dans des villes turques.

Des responsables turcs lui attribuent l'attaque à la bombe d'une voiture qui a tué neuf personnes lundi dans la ville de Gaziantep, près de la frontière syrienne.

Le PKK, considéré par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne comme une organisation "terroriste", a nié être impliqué dans cette attaque.

Côté diplomatique, le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a accusé le président syrien Bachar al Assad de soutenir les activistes du PKK et a menacé d'une intervention militaire en Syrie si le PKK venait à utiliser

le territoire syrien pour ses actions. □

Turquie : le rêve évanoui d'un nouvel ordre régional

30 AOÛT | PARTICIPATION DE LA TURQUIE À UNE RÉUNION DE L'ONU SUR LA SYRIE

Se posant comme modèle, le gouvernement islamo-conservateur a voulu faire le pont entre l'Orient et l'Occident. Mais les « printemps arabes » ont réaligné sa politique étrangère sur celle de Washington

GUILLAUME PERRIER

Istanbul (Turquie), correspondance

Rien ne semblait pouvoir arrêter Ahmet Davutoglu en 2010. Sous l'impulsion de cet universitaire promu ministre des affaires étrangères par Recep Tayyip Erdogan, la « diplomatie à 360 degrés » de la Turquie volait de succès en succès. Le magazine américain *Foreign Policy* décrivait alors le professeur diplomate comme « le cerveau derrière le retour de la Turquie sur la scène mondiale ». Sa première année aux manettes avait dessiné une diplomatie ambitieuse, le ministre passant jusqu'à vingt-cinq jours par mois en voyage officiel pour mettre en pratique son traité théorique écrit à la fin des années 1990, « Profondeur stratégique » (non traduit en français), ou comment bâtir un espace régional pacifié pour assurer aux Turcs sécurité et prospérité économique. Cette stratégie s'est résumée en une formule devenue le mot d'ordre de M. Davutoglu : « Zéro problème avec les voisins. » Deux ans plus tard, force est de constater que cette entreprise est un échec. Le « printemps arabe », notamment, est passé par là.

L'axe fort de cette diplomatie de bon voisinage était le rapprochement avec la Syrie de Bachar Al-Assad. Avant que n'éclate la révolution de mars 2011, M. Davutoglu s'était rendu en mission à Damas plus d'une cinquantaine de fois, les deux pays avaient tenu deux conseils des ministres communs fin 2009, dont l'un à Alep, et aboli les visas pour leurs ressortissants. En janvier 2010 encore, Recep Tayyip Erdogan inaugurait avec son homologue syrien le barrage de l'Amitié, sur l'Oronte, le long de la frontière. Cette tactique de rapprochement a toutefois fait long feu. Le ministre des affaires étrangères n'a pas été, plus que d'autres, capable de faire cesser la répression. Et la frontière avec la Syrie, la plus longue que possède la Turquie, est de nouveau militarisée, comme dans les années 1990. Tension aggravée par le fait que la Turquie accueille jusqu'à présent quelque 45 000 réfugiés syriens.

A chaque frontière, son problème avec un voisin. Celle avec l'Arménie demeure fermée, et le dialogue, lancé

en 2009, a échoué. L'amitié naissante avec la Grèce, censée créer une passerelle vers l'Union européenne (UE), a souffert de l'effondrement économique du

« Zéro problème avec les voisins » fut la stratégie du ministre des affaires étrangères

voisin hellène. La question chypriote continue d'empoisonner les liens bilatéraux. La république de Chypre assure la présidence tournante de l'UE et l'île reste divisée, l'autre moitié étant occupée par la Turquie. Toutes les tentatives de négociations ont fait chou blanc. Le dossier continue de peser sur les négociations d'adhésion à l'UE, en panne depuis plusieurs années. La Turquie maintient tout de même l'objectif d'une adhésion « pleine et entière » pour elle-même et mise sur un réchauffement des relations avec la France, entrevu en juillet à Paris avec la visite de M. Davutoglu auprès du nouveau gouvernement français, pour relancer le processus.

Avec l'Irak, d'importantes divergences sont apparues. Début août, la visite de M. Davutoglu à Kirkouk, ville du nord de l'Irak disputée par les Kurdes, a irrité le gouvernement central de Bagdad, dominé par les partis chiïtes, et son premier ministre Nouri Al-Maliki, qui n'avait pas été averti de ce voyage. Déjà, la protection accordée au leader sunnite irakien Tarek Al-Hachémi, réfugié à Istanbul alors qu'il est poursuivi pour complicité d'assassinat par la justice irakienne, avait semé le trouble. Et dans le conflit pétrolier qui oppose Bagdad à la région autonome kurde, la Turquie a choisi son camp en nouant des liens privilégiés avec la famille Barzani (Massoud Barzani est le chef du gouvernement autonome kurde d'Irak). En juillet, le Kurdistan a exporté directement du pétrole vers la Turquie, provoquant la fureur de Bagdad.

Avec l'Iran, les relations ne sont jamais sorties d'une méfiance récipro-

que, malgré les tentatives de M. Davutoglu de jouer les médiateurs sur le programme nucléaire iranien. Les révolutions dans le monde arabe ont ravivé les éternelles tensions entre chiïtes et sunnites dans la région. Téhéran, fer de lance de l'axe chiïte, et Ankara, puissance sunnite, qui s'est rapprochée des monarchies du Golfe, ont des intérêts de plus en plus divergents.

L'ambition d'Ankara, qui était de jouer le rôle de pont entre l'Orient et l'Occident, a été largement déçue. En 2008, M. Davutoglu avait tenté le pari de faire asseoir à la même table Israël et la Syrie, utilisant ses bonnes relations avec les uns et les autres. Non seulement la tentative a échoué, mais Ankara est désormais brouillé avec les deux pays. « Il n'y a plus trace aujourd'hui de cette Turquie qui poursuivait de nouveaux objectifs avec l'Union européenne, Israël et l'Iran d'un côté, et, de l'autre, concevait des projets à long terme avec la Syrie, la Russie et les Etats-Unis. La Turquie est revenue à la politique étrangère qu'elle menait avant l'arrivée au pouvoir des islamo-conservateurs de l'AKP, en 2002. Il n'existe aujourd'hui pratiquement aucun pays limitrophe avec lequel la Turquie n'ait de problèmes », juge Cumali Onal, chroniqueur au journal *Zaman*, ancien thuriféraire de la politique de M. Davutoglu. « Ni Israël ni les groupes palestiniens ne font plus mention de la Turquie, cite-t-il en exemple. Nous voyons aujourd'hui à quel point les efforts turcs se sont révélés improductifs. »

Ankara aurait-il perdu de sa fameuse influence dans les révolutions arabes? « Quatre pays qui ont renversé leurs dictateurs – l'Égypte, la Libye, la Tunisie et le Yémen – ne voient plus la Turquie comme un modèle, malgré les efforts et les initiatives diplomatiques déployés », estime M. Onal. La priorité de l'Égypte, c'est l'Arabie saoudite, destination du premier voyage du président Mohamed Morsi. Pour nombre d'observateurs, la Turquie, faute d'avoir su créer un nouvel ordre régional, est revenue à l'ordre ancien et à un alignement sur la politique étrangère de Washington : membre de l'OTAN depuis 1953, Ankara a notamment autorisé l'installation sur son sol de radars antimissiles tournés vers l'Iran. Dès lors, le pouvoir de médiation de la Turquie s'est évanoui. ■

SOLDATS D'ALLAH Le Hamza Ibn Abd al-Mouttaleb, le bataillon du cheikh Abou Saadiq, ne se bat pas seulement contre Bachar el-Assad, mais aussi « contre l'Iran, la Russie et le monde entier ».



SYRIE L'ombre du djihad

Minoritaire au sein d'une rébellion éclatée, la mouvance islamiste sunnite profite de la radicalisation du conflit pour avancer ses pions. Et le temps travaille pour elle.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
VINCENT HUGÉUX

Sur cette terrasse venteuse, le trio d'insurgés en partance pour le front sort peu à peu de sa torpeur. Une question simple suffit à l'éveiller tout à fait : « Votre combat prendra-t-il fin avec la chute de Bachar el-Assad ? » « Oui », répondent en chœur Khaled le maçon et Amin le futur chimiste. « Certainement pas ! » objecte Maowiya. Les deux premiers sont syriens ; le troisième, jordanien. « Il reste tant de régimes impies autour de nous, assène cet échelas au faciès émacié fraîchement diplômé en droit

islamique de l'université d'Amman. Prochaine étape, ma patrie. Suivront le Liban, puis l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar... Quand la charia – la loi coranique – régnera partout, plus besoin de frontières. » A l'heure de lever le camp, les trois rebelles se hisseront dans la benne du même camion poussif. Mais Khaled et Amin rejoignent un bataillon de l'Armée syrienne libre (ASL), tandis que leur camarade rallie le Liwa al-Oumma, bataillon islamiste commandé par le Libyen Mahdi al-Harati, héros, à l'été 2011, de la conquête de Tripoli. Si, sur l'échiquier révolutionnaire du pays de Cham, elle demeure marginale, la nébuleuse ●●●

●●● djihadiste accroît son influence, avançant ses pions au grand jour. Il serait inepte d'exagérer l'ampleur du phénomène ; mais tout aussi absurde d'en nier la portée. Plus le carnage déclenché voilà dix-huit mois se prolonge, plus l'audience des boutefeux de la guerre sainte – un millier au total selon les services de renseignement occidentaux – s'élargit. D'autant qu'ils font leur miel de la férocité sans frein de la répression et du ressentiment de combattants persuadés d'avoir été abandonnés, sinon trahis, tant par les « frères » arabes que par les « faux amis » américano-européens. « Dis-moi pourquoi la France a frappé en Libye et ne fait rien ici, s'emporte Abou Saadiq, figure de proue de la *katiba* (bataillon) Hamza Ibn Abd al-Mouttaleb, engagée à Alep. Il y a un plan pour détruire la Syrie ? Un complot ? On ne lutte pas seulement contre Bachar, mais aussi contre l'Iran, la Russie et le monde entier. »

De fait, au fil des mois, le conflit tend à changer de nature. Il mettrait aux prises un despotisme clanique et un peuple avide de briser ses chaînes. « Voilà, soutient le cheikh Abou Saadiq, qu'il oppose les musulmans sunnites à tous les infidèles, alaouites en tête. » Référence à la communauté minoritaire adepte d'une variante du chiisme dont les élites, dynastie Assad en tête, confisquent les leviers du pouvoir depuis quarante ans.

« Je n'aime ni leurs procédés ni leur fanatisme »

Facilité par la porosité des frontières turque et irakienne, l'afflux de djihadistes aguerris a « enrichi » la palette de l'insurrection de techniques terroristes. Témoin, la double attaque suicide à la voiture piégée perpétrée à Damas en mai (55 morts). Attentats à l'explosif, assassinats plus ou moins ciblés, enlèvements : peu nombreux, les vétérans venus d'ailleurs préfèrent les coups d'éclat au harcèlement, ô combien meurtrier, de l'artillerie du raïs exécuté.

Trompeuses apparences

Gare à l'effet de loupe qu'induit l'afflux dans le Nord-Ouest syrien de médias friands de stéréotypes. Et méfiance envers les apparences. L'insurgé peut, par défi, arborer les attributs du djihadiste pur et dur sans adhérer à son idéologie. La barbe fournie sans moustache ?

Elle renvoie parfois à une tradition piétiste locale. Le drapeau noir – ou blanc – que barre la *chahada* ? Annexé par Al-Qaeda, il reste avant tout l'étendard du Prophète. La rhétorique ? Tentant, sur le site Web de la *Katiba*, de l'adapter au donateur privé pressenti, businessman du Golfe par exemple. En la dopant ou en l'édulcorant.

CREDO Pour les islamistes radicaux, la charia s'impose comme une évidence (un combattant lisant le Coran, à Alep).

« Je n'aime ni leurs procédés ni leur fanatisme, soupire un officier de l'ASL, transfuge de l'armée régulière. Mais, au point où l'on en est, comment faire la fine bouche ? » Au passage, on notera que la coterie bachariste, si prompt à reléguer tout dissident au rang de tueur d'Al-Qaeda, paie au prix fort ses manœuvres passées : non contente de libérer de prison une cohorte de salafistes – adeptes d'un islam ultrarigoriste –, elle aurait téléguidé l'émergence du Jabhat an-Nusra (Front de soutien du Levant), l'une des rares factions enclines à revendiquer son affiliation à la mouvance du défunt Oussama Ben Laden. De même, Damas voit resurgir des volontaires syriens partis naguère avec son aval défier l'occupant yankee au côté des frères sunnites d'Irak...

« Des moudjahidines étrangers chez nous ? Jamais vu. » Il faut l'aplomb désarmant – ou la cécité – du colonel Mustapha Abdel-Wahab, autre déserteur galonné, pour nier ainsi l'évidence. Moins outrancier, un chef de *katiba* de l'ASL jure n'en avoir aperçu qu'une quinzaine dans l'année écoulée aux environs d'Alep. Admettons. Dans ce registre, la palme de la duplicité revient à Abou Mohammed, patron de la brigade qui, le 20 juillet, a conquis à la hussarde le poste douanier de Bab al-Hawa, à la frontière syro-turque. « Chez moi, il n'y a que des Syriens, jure ce diplômé de la faculté den-

taire d'Alep. Et, peut-être, un visiteur de temps en temps. » L'avant-veille, des reporters de l'AFP avaient rencontré l'un de ses adjoints flanqué de plusieurs supplétifs arabes. Le lendemain, d'autres confrères croiseront au même endroit trois Egyptiens. En clair, l'orthodontiste ment comme un arracheur de dents.

Le concept d'« Etat islamique » fait consensus

Fondateur du bataillon Al-Haq, Abou Saïd al-Oumari admet compter dans ses rangs des fils d'exilés nés dans le Golfe ou en France, « tous citoyens syriens », mais qui n'avaient jamais foulé la terre des ancêtres. Tandis qu'il reçoit dans un ancien commissariat de police, sous un drapeau blanc frangé d'or et frappé de la *chahada* (profession de foi) – « Il n'est de Dieu que Dieu et Mohammed est son messager » –, un de ses lieutenants converse avec une poignée d'émissaires. « Des Libyens, tranche un témoin. Leur accent ne trompe pas. » A propos d'accent, les géoliers des deux photographes européens kidnappés le 19 juillet, détenus dans un camp d'islamistes radicaux puis libérés par l'ASL, éructaient avec celui de la banlieue londonienne. D'autres récits font état de la présence de Tchétchènes, de Libanais, d'Algériens, de Tunisiens ou de Pakistanais.

La profusion de groupuscules et le flou des allégeances masquent l'essentiel : la ligne de faille passe



B. KILIC/AFP

moins entre autochtones et étrangers qu'entre révolutionnaires nationalistes, sunnites pieux et conservateurs pour la plupart, et fantassins du djihad global. Soyons clairs. Dans les rangs de l'insurrection, le libéral laïque passerait pour un spécimen exotique. Bien sûr, il convient, du moins devant l'étranger, de polir son discours. De vanter du bout des lèvres la démocratie – « à condition qu'elle soit juste » – et les élections – « pourvu qu'elles soient sincères » ; même si la tentation de récuser un « système créé par l'homme et non par Dieu » l'emporte parfois. Le concept d'« Etat islamique » fait consensus ; le djihad s'impose comme un devoir sacré et la charia, déjà source essentielle du droit syrien, comme une évidence. Dans le credo convenu figure aussi en bonne place le respect des minorités, chrétienne et druze de préférence. Car pour le reste... « Le jour venu, chacun sera jugé au regard de ses crimes, non de sa confession, promet Abou Mohammed, régent de Bab al-Hawa. Mais si les Alaouites s'entêtent à soutenir le tyran, ils auront ce qu'ils méritent. » Au mieux, les « innocents » peuvent espérer « retourner dans leurs montagnes ». Malheur à l'officier rallié qui ose soutenir que sunnites et alaouites appartiennent à la même famille. « Ce type est fou ! » s'étrangle un rebelle. Au palmarès des aversions, nul ne rivalise pourtant avec l'Iran chiite, indéfectible parrain du régime aux abois. « Plus dangereux qu'Israël, tonne Abou Saadiq. Les sionistes, eux, n'aident pas Bachar à massacrer nos frères. »

Comme l'attestent souvent les noms donnés aux bataillons, toute référence se doit d'être coranique. Un héros ? Le Prophète et lui seul. Un modèle ? Le cheikh libyen Omar al-Mokhtar, icône de la lutte contre l'occupant italien, qui, condamné à la pendaison en 1931, marcha vers le gibet en psalmodiant la *chahada*. Une victoire ? La bataille de Badr, en 624, lorsque Mohammed et les siens, en infé-



riorité numérique, triomphèrent du clan qui les avait contraints à l'exil. La blessure ? L'écrasement, en 1982 à Hama, du soulèvement des Frères musulmans, œuvre de Hafez el-Assad, père et prédécesseur de Bachar. « Ils ont été anéantis, confie un chef de *katiba*, mais leur pensée vivait depuis en nous. Elle remonte à la surface. » « Nous sommes les fils et petit-fils de ces martyrs », renchérit Abdoul Harith, à l'instant de mettre le cap sur la cité martyre d'Alep avec ses 25 fidèles.

« S'agissant de l'après-Bachar, nos desseins divergent »

Dans les provinces du Nord, l'ASL inspire aux islamistes maison, dont beaucoup ont servi en son sein, une profonde méfiance. On raille son manque de cohésion et les querelles de ses pontes galonnés, repliés en Turquie. « Ils ne valent guère mieux que Bachar, peste un colosse barbu. Ces types se la coulent douce dans les palaces d'Istanbul pendant que les Mig et les snipers de Bachar fauchent mes gars à Salah ed-Dine [quartier alépin dévasté]. Et ne comptez pas sur eux pour vous donner la moindre cartouche. Ils cherchent avant tout à se montrer sur Al-Jazira. » Ranceur

UNION SACRÉE ?

Alliés face à l'ennemi commun, nationalistes et djihadistes auront à surmonter leurs divergences après la chute du tyran. L'Armée syrienne libre dans Alep, le 16 août.

souvent partagée par les ASL de l'intérieur. Il n'empêche : sur le terrain, les uns et les autres mènent des opérations conjointes, fussent-elles sommairement coordonnées. Tel fut le cas le 14 août, afin d'anéantir la colonne blindée qui, appuyée par deux hélicoptères d'attaque, tentait de reconquérir Bab al-Hawa.

L'union sacrée scellée tant bien que mal contre l'ennemi commun survivra-t-elle à sa chute ? « S'agissant de l'après-Bachar, nos desseins divergent », reconnaît un salafiste. « Pas gagné, admet en écho ce colonel dissident. Il y aura peut-être des clashes. » Le pronostic a le don d'exaspérer un volontaire de son bataillon : « Cette phrase, grommelle-t-il, ce mec la paiera après la victoire. » Au risque de la pensée magique, maints cadres de la rébellion veulent croire que les djihadistes rentreront alors dans le rang. « Ils déposeront les armes ou intégreront l'armée nouvelle, avance l'un d'eux. Quand viendra le temps des urnes, on mesurera la faiblesse de leur assise. » Le dénouement, jugent les soldats d'Allah, n'est pas pour demain. « Un an au moins », avance l'un d'eux. Crainte ou souhait ? Le temps, il le sait, travaille pour la cause. ● V. H.

LES DERNIERS
ÉVÉNEMENTS
EN SYRIE SUR
LEXPRESS.FR



Turkey probes Kurdish MPs for meeting PKK rebels

ISTANBUL - August 19, 2012 (Reuters) -By Daren Butler

PROSECUTORS in Turkey are investigating an impromptu roadside meeting at which pro-Kurdish MPs smiled and embraced separatist militants in the southeast of the country, an act which drew strong criticism from senior political leaders on Sunday.

The incident happened on Friday when Kurdistan Workers Party (PKK) rebels set up a roadblock and stopped a Peace and Democracy Party (BDP) convoy. Newspaper photos showed the MPs embracing five militants, who had rifles slung over their shoulders.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union, launched its separatist insurgency 28 years ago and more than 40,000 people have since been killed.

Kurdish politicians, including those from the BDP, are frequently prosecuted for alleged links to the PKK, but deny ties with the militants. Previous Kurdish parties similar to the BDP have been closed down for such links.

"Those images are very saddening," President Abdullah Gul told reporters on Sunday after prayers at a mosque to mark Eid al-Fitr, the Muslim feast at the end of the fasting month of Ramadan.

"I warn all citizens that they must distance themselves very clearly from those who are embroiled in violence, blood and terrorism," he added.

The state prosecutor's office in the eastern province of Van has begun a preliminary investigation into the meeting in Hakkari province's Semdinli district under anti-terrorism laws, state-run Anatolian news agency reported.

Prosecutors would ask parliament to lift the MPs' immunity from prosecution, it added.

Friday's incident occurred when the BDP delegation, led by deputy party leader Gultan Kisanak and including eight other MPs, was travelling to a village in Semdinli.

KURDISH MPS DEFEND ENCOUNTER

Aysel Tugluk, an independent MP in the group, defended their actions when asked about the investigation.

"We are happy about the encounter. It was meaningful and significant for us to at least hear from them how they are fighting and in what



circumstances," Tugluk said.

"They (prosecutors) can open as many investigations and impose as many penalties as they like," she told reporters.

Semdinli is a mountainous area on the border with Iran and Iraq, where the several-thousand strong militant force is based. In recent weeks it has been the scene of intense fighting between the PKK and the Turkish military.

Ankara has accused Syrian President Bashar al-Assad of giving the militants weapons and of allowing a PKK proxy party to exert its authority in towns in northern Syria - a move which has prompted threats of military intervention from Turkey.

The PKK has recently revived the practice of setting up roadblocks in mainly Kurdish southeast Turkey to spread party propaganda and to kidnap Turkish officials. Most recently, it seized an opposition Republican People's Party (CHP) deputy in Tunceli province, releasing him unharmed last Tuesday.

Prime Minister Tayyip Erdogan commented on both incidents on Sunday, criticising both the kidnapped CHP deputy and the BDP for refusing to label the PKK a terrorist group.

"Why? Because the separatist terrorist organisation is the reason for their existence or their entry into parliament," Erdogan told reporters.

"They enter parliament thanks to the fear which the separatist terrorist organisation creates in society," he said. ●



Two Turkish soldiers killed in suspected PKK attack

KIRIKDAG, Turkey , August 20, 2012 (Reuters)

TWO TURKISH soldiers were killed by a landmine on a road in southeast Turkey on Monday in an attack believed to have been carried out by Kurdish militants, security sources said.

The attack by suspected members of the Kurdistan Workers Party (PKK) also wounded several soldiers travelling in an armoured vehi-

cle between Hakkari and Van provinces, the sources said.

There was no immediate claim of responsibility.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union, launched a separatist insurgency in south-eastern Turkey 28 years ago. More than 40,000 people have since been killed.

The violence is a headache for Prime Minister Tayyip Erdogan as he seeks to limit the impact on Turkey of the conflict in Syria, where the PKK is exerting growing authority in some border areas. Ankara believes PKK militants are receiving arms from Syrian forces.

Suspected PKK members ambushed a Turkish military bus in western Turkey earlier this month, an attack outside the group's regular field of operation in the mainly Kurdish southeast. ●

MONDAY, AUGUST 20, 2012

Iraq helps Iran defeat sanctions, U.S. asserts

WASHINGTON

Baghdad provides Tehran with a cash lifeline as White House protests

BY JAMES RISEN
AND DURAJD ADNAN

When President Barack Obama announced last month that he was barring a Baghdad bank from any dealings with the U.S. banking system, it was a rare acknowledgment of a delicate problem facing the administration in a country that American troops had just left: For months, Iraq has been helping Iran skirt economic sanctions imposed on Tehran because of its nuclear program.

The little-known bank singled out by the United States, the Elaf Islamic Bank, is only part of a network of financial institutions and oil-smuggling operations that, according to current and former U.S. and Iraqi government officials and experts on the Iraqi banking sector, has provided Iran with a crucial flow of dollars at a time when sanctions are squeezing its economy.

The Obama administration is not eager for a public showdown with the government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki over Iran just eight months after the last U.S. troops withdrew from Baghdad.

Still, the administration has held private talks with Iraqi officials to complain about specific instances of financial and logistical ties between the countries, officials say, although they do not regard all trade between them as illegal or, as in the case of smuggling, as something completely new.

In one recent instance, when American officials learned that the Iraqi government was aiding the Iranians by allowing them to use Iraqi airspace to ferry supplies to Syria, Mr. Obama called Mr. Maliki to complain. The Iranian planes flew another route.

In response to questions from The New York Times, David S. Cohen, the Treasury Department's under secretary for terrorism and financial intelligence, provided a written statement saying that Iran "may seek to escape the force of our financial sanctions

through Iraqi financial institutions." But he added that "we will pursue, and are actively pursuing, efforts to prevent Iran from evading U.S. or international financial sanctions, in Iraq or anywhere else."

Some current and former U.S. and Iraqi officials, along with banking and oil experts, say that Iraqi officials are turning a blind eye to the large financial flows, smuggling and other trade with Iran.

In some cases, they say, government officials, including some close to Mr. Maliki, are directly profiting from the activities. "Maliki's government is right in the middle of this," said one former senior U.S. intelligence official who now does business in Iraq.

their links to Iran's illicit proliferation activities."

But the treatment the bank has received in Baghdad since it was identified by Mr. Obama suggests that the Iraqi government is not only allowing companies and individuals to circumvent the sanctions, but is also not enforcing penalties for noncompliance.

Iraqi banking experts said last week that the bank was still allowed to participate in the Iraq Central Bank's daily auction, at which commercial banks can sell Iraqi dinars and buy U.S. dollars.

These auctions are a crucial pathway for Iranian access to the international financial system. Western officials say that Iran seeks to bolster its reserves of dollars to stabilize its exchange rates and pay for imports.

Iraqi and American officials with knowledge of Iraqi banking practices say Iranian customers are able to move large amounts of cash through the auction, and from there into banks in regional financial centers like Dubai or Amman and then into the international banking system.

Mudher Salih, the central bank governor, said in an interview that Elaf Islamic Bank was being allowed back into the auction because Elaf officials had



THAJER AL-SUDANI/REUTERS

Nuri Kamal al-Maliki of Iraq is said to be turning a blind eye to the transactions.

denied any wrongdoing.

"Elaf Bank is attending the auctions, and they are telling us that they didn't violate the law, and saying that they didn't deal with any Iranian institutes," Mr. Salih said.

While Iraq has tried to impose more stringent reporting requirements that might pick up illegal transfers, officials with knowledge of the Iraqi banking in-

dustry say that banks, hawala houses — an unofficial global network of money-traders — and their Iranian customers are finding ways around them, often by forging documents that make it look as if the money transfers are to finance legitimate trade between Iraq and other countries.

Thanks to Iraq's growing oil revenue, the Iraqi central bank has about \$60 billion in foreign exchange reserves, held in accounts at the Federal Reserve Bank of New York, with which to meet the insatiable demand for dollars. But the new flight of dollars out of Iraq is prompting criticism of the central bank and of the Iraqi government.

The accusations of high-level Iraqi government involvement in sanctions-busting have roiled Iraqi politics and invariably reflect on Mr. Maliki, since many Iraqi officials now say that he has taken effective control of the Iraqi central bank, which is nominally independent.

Ali al-Sachri, a member of Parliament, said that the huge dollar transfers threatened the economic stability of Iraq by depleting the country's foreign reserves.

Several American and Iraqi banking and government officials also say that Iranian organizations have gained effective control over at least four Iraqi commercial banks through Iraqi intermediaries. That gives Iran direct access to the international financial system, supposedly denied to Tehran by the economic sanctions.

Even as the United States has moved to tighten the vise against Iran this sum-

Iraq has enabled "transactions worth millions of dollars on behalf of Iranian banks that are subject to sanctions."

mer, the Maliki government has openly sought to enhance its already deep economic and political ties with Iran.

Trade between Iraq and Iran, which fought a costly war from 1980 to 1988, has been growing rapidly since the American-led invasion that toppled Saddam Hussein, and it is now estimated to be as high as \$11 billion a year. Among other openly acknowledged forms of trade, Iraq has contracts to buy large amounts of electrical power from Iran.

Just last week, an Iraqi delegation that includes the deputy prime minister and top officials from the ministries of finance and trade and the central bank met in Tehran with their Iranian counterparts for talks about further increasing economic ties.

An Iraqi government spokesman, Ali al-Dabbagh, said by telephone that Iraq "is not intending to break any rules," but added that "we also have good relations with Iran that we do not want to break."

Duraid Adnan reported from Baghdad.

Explosion kills 9 in Turkey; Kurdish militants deny responsibility

By Christopher Torchia
Associated Press

ISTANBUL — A 12-year-old girl became the ninth victim Tuesday of a bomb blast in Turkey's southeast, which has highlighted fears that Kurdish rebels seeking self-rule are becoming emboldened by moves toward autonomy by the Kurdish minority in war-torn Syria.

Deputy Prime Minister Besir Atalay said the girl had died of her wounds and three other children were among those killed when a bomb concealed in a vehicle exploded Monday night near a police station in the city of Gaziantep, near the Syrian border, where tens of thousands of refugees are sheltering in Turkish camps.

Dozens more were wounded in the blast, which occurred on a Muslim holiday and



came amid an increase in fighting in recent weeks between Turkish forces and Kurdish rebels who took up arms in 1984.

There was no claim of responsibility, and Firat, a pro-Kurdish news agency, cited militants as saying they were not involved and guerrilla forces would not attack civilians.

However, Turkish Interior Minister Idris Naim Sahin said any disavowal by the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK) was not credible, according to Turkey's NTV television. Kurdish militants previously have targeted civilians, and the PKK is deemed a terror group by Turkey and its Western allies.

"The fact that the PKK has not claimed the attack does not mean that it didn't do it," Mr. Sahin said during a visit to Gaziantep. "The attack has links within and outside of Turkey."

Turkey has conducted periodic airstrikes against Kurdish rebel bases in the mountains of northern Iraq, but now is concerned that

the guerrillas are organizing in Kurdish-dominated parts of Syria sympathetic to their cause, and where regime forces have pulled back as they struggle to quell a national uprising.

Fighters from a Syrian Kurd group have set up checkpoints and hoisted Kurdish flags in some areas near Turkey, and Turkish forces have staged several drills on their side of the border in a show of force.

The complexity of the situation partly explains Turkish reservations about using troops to establish a buffer zone inside Syria to protect civilians fleeing attacks by forces loyal to Syrian President Bashar Assad.

Turkey nearly went to war with Syria over its support for the PKK when the rebel group was much more powerful in the 1990s, and it worries that Syrian Kurd moves toward autonomy could encourage Turkish Kurds to escalate their own campaign for self-rule in its southeast.

Within its borders, the Turkish state has granted more cultural rights to Kurds, who make up some 20 percent of Turkey's population of 75 million.

But there is still a great deal of distrust between Ankara and many Kurds, who say they are treated poorly and remain a target of prosecution.

Iran also has a large Kurdish minority, and Iraqi Kurds have carved out their own ministate in northern Iraq. ♦

One Turkish soldier killed in fresh PKK attacks

By Seyhmus Cakan / (Reuters)

DIYARBAKIR, Turkey - Kurdish militants attacked two army posts in southeast Turkey on Thursday, killing at least one soldier, officials said, hours after Ankara said it had killed 16 guerrillas in the area following a raid on a military convoy.

The clashes underscore a growing cycle of violence in the remote, mountainous province of Hakkari bordering Iraq and Iran - a development which Turkish officials and analysts are linking to the conflict in nearby Syria.

Security officials told Reuters fighters from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) had launched simultaneous raids on two military posts in Hakkari's Semdinli district, the scene of a wave of recent clashes between rebels and government forces.

At least one soldier had been killed in the attacks, which were still continuing, the officials said, without giving further details.

The attacks came only hours after government officials said Turkish troops had killed 16 PKK fighters in an offensive targeting militants who killed five soldiers and wounded seven on Wednesday in a bomb attack on their convoy in Semdinli.

Officials said the army had sent in troop reinforcements and helicopter gunships after Wednesday's attack.

In a sign of Ankara's concern over the violence in the mainly Kurdish region, the commander of the military's land forces arrived in Hakkari on Thursday. General Hayri Kivrikoglu said the army's operations would continue "without pause".

"We always stand by our people. Our people should not worry. The Turkish armed forces will continue in its duty to protect the security of the people and the region," Kivrikoglu was quoted as saying on state media Anatolian's website.

It was not immediately clear whether Kivrikoglu was still in Hakkari when the militants launched their latest attacks.

More than 40,000 people have been killed in the conflict between the PKK and Turkish forces since the militants launched their insur-

gency 28 years ago with the aim of carving out a separate state in mainly Kurdish southeastern Turkey.

The PKK has since scaled back its demands to political autonomy and more cultural rights for Turkey's estimated 14 million ethnic Kurds.

Since June last year, nearly 800 people have died in the conflict, including about 500 PKK fighters, more than 200 security personnel and about 85 civilians, according to estimates by think-tank International Crisis Group.

The conflict is focused in the mountainous region bordering Iraq and Iran, but the PKK has also carried out attacks in Turkish cities. Officials blamed it for a car bombing on Monday which killed nine people in the city of Gaziantep, near Turkey's southeastern border with Syria.

The PKK, listed as a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union, has denied involvement in that attack.

Prime Minister Tayyip Erdogan has accused Syrian President Bashar al-Assad of backing PKK fighters and has warned of military intervention in Syria if the group uses Syrian territory to threaten Turkey. □

Syria's Kurdish minority emerges as a winner in conflict

Zeina Karam - The Associated Press



A man rides his motorbike past a Kurdish flag in the northern Syrian town of Jinderes. Kurdish activists near the Syria-Turkey border have started taking control of towns in the area without encountering much resistance from Syrian forces.BULENT KILIC/AFP/GETTY IMAGES

BEIRUT—Last month, while the world's attention was focused on battles raging in Syria's two largest cities, a quiet transformation was taking place in the country's oil-rich northeast where about two million minority Kurds live.

In mid-July, regime forces began pulling back from several towns and villages near the Turkish border. They ceded de facto control to armed Kurdish fighters who have since set up checkpoints, hoisted Kurdish flags, and began exercising a degree of autonomy unheard of before.

It is an extraordinary development for a community that has long been oppressed and discriminated against by the Assad regime, one that threatens to upset a decades-long geopolitical balance involving Syria, Turkey and Iraq.

"The Kurds are emerging as one of the major winners of the crisis in Syria," said Fawaz A. Gerges, director of the Middle East Centre at the London School of Economics. "They have begun laying the foundation for an autonomous region like their counterparts in Iraq."

But this raises alarm bells for Turkey, one of the key state backers of the rebels trying to overthrow President Bashar Assad and a country where Kurdish rebels have been fighting a violent struggle for self-rule for the past 28 years.

Turkey is increasingly worried that the chaos in Syria will open up a new base for Kurdish rebels to press their campaign. Highlighting those fears, skirmishes between soldiers and Kurdish rebels in southeast Turkey this week have killed and wounded dozens.

The government in Ankara has warned it would "not tolerate" any rebel threats from Syrian territory and has staged a number of military drills across the border to put a fine point on it.

Turkey has emerged as one of the most vociferous critics of the Assad regime and serves

as a base for generals of the Free Syrian Army rebel group and the Syrian National Council opposition group.

In relinquishing border areas to Kurdish fighters, the Syrian regime may have had a dual motive — diverting forces from there to shore up overstretched troops fighting in the cities of Aleppo and Damascus, and other parts of the country, as well as sending a warning to Turkey.

"With the Syrian government's control over northern parts of the country diminishing . . . Ankara's primary concern is that the Syrian Kurds may seek to establish an autonomous state in the region," said an August security briefing by British-based risk analysis firm Maplecroft.

Kurds are the largest ethnic minority in Syria and make up around 10 to 15 per cent of the country's 23 million people. Most of them live in the northeastern Hasakeh province near the border with Turkey. Large neighbourhoods of Damascus and Aleppo also are Kurdish-dominated.

Kurds have long complained of neglect and discrimination. Assad's government for years argued they are not Syrians, but Kurds who fled from Iraq or Turkey.

With the uprising, both the Syrian government and opposition forces began reaching out to the long-marginalized minority whose support could tip the balance in the conflict. Early on in the revolt, Assad ceded ground on a major demand, granting citizenship to some 200,000 Kurds who were registered as aliens before.

The opposition has staged demonstrations under Kurdish names in hopes of rallying the community against Assad. In June, Abdelbaset Sieda, a Kurd, was elected as head of the Syrian National Council.

Last month, villagers say, Syrian security forces simply abandoned posts in several border towns and villages. They were quickly replaced by fighters from the Kurdish Democratic Union Party, or PYD. The group is affiliated with Turkey's Kurdistan Workers' Party, or PKK, which is suspected of having ties with Assad's regime.

Gerges called the regime pullout a win-win situation for the Syrian regime.

"They know they cannot take on the Kurdish community and they realized that they have common interests with the PYD because the common enemy for both of them is Turkey," Gerges said.

PYD officials deny any links to the PKK or the Syrian regime. They say they will not allow Syrian authorities to return to the areas they relinquished — but nor will they allow Syrian rebels to enter their areas.

It is a unique opportunity for the Kurdish community in Syria, and residents say a politicization process has already started.

For the first time, Kurdish flags have replaced Syrian flags in towns and villages near the border areas, and cultural centres have sprung up and some people have begun taking classes in the Kurdish language, which was forbidden by Assad. Kurdish parties also are beginning to build networks with their counterparts in Iraqi Kurdistan.

Mustafa Osso, a Kurdish lawyer and activist in the Syrian city of Qamishli, says the reports of Kurdish empowerment and growing autonomy are exaggerated, and that Syrian forces may return at any minute.

"But what is sure is that there will be no going back to the previous era of subordination and oppression," Osso said. ♦

Dayton Daily News 23 AUGUST 2012

Turkey probes possible Iran link in bombing

By CHRISTOPHER TORCHIA / *The Associated Press*

ISTANBUL — Turkey has said it is investigating whether another country, possibly Iran, was involved in an explosion that killed nine people near Syria earlier this week. The announcement reflects concern about spillover from the war in Syria as well as increasing tension with Iran, a regional power that supports Syrian President Bashar Assad.

Turkey blamed a Kurdish rebel group, the PKK, for the attack in the southern city of Gaziantep. In a separate incident near the Iraqi border, Turkish media reported Thursday that five soldiers and 16 Kurdish militants died in a nighttime ambush of a military convoy and an ensuing operation by security forces.

Some Turkish officials allege there are links between the PKK, which denied it carried out the bombing, and Syrian intelligence. Turkey backs the Syrian opposition in its war with forces loyal to Assad, and relations between Ankara and Damascus have sharply deteriorated since the conflict began in March 2011.

In an interview Wednesday night

with CNN-Turk television, Deputy Prime Minister Bulent Arinc left open the possibility that Iran might be a culprit in Monday's bombing near a police station in Gaziantep.

"It's not just about Syria — connected to it or limited to it," Arinc said. "All foreign elements who may be involved in our geography."

Asked if that included Iran, he said: "It could be Iran, it could be here or it could be there."

Turkey and Iran have expanded trade in past years and tamped down their traditional rivalry, but sharp differences over the Syrian conflict as well as Turkey's decision to host a NATO radar that would send a warning if Iran fires missiles have led to increasingly tense rhetoric on both sides.

Hossein Naghavi, spokesman for Iran's parliamentary committee on national security and foreign policy, suggested that Turkey was jeopardizing its own security with its Syria policy and that the bombing in Gaziantep was the result of

"terrorist groups" that were reacting to its position.

"Turkey is now facing an internal crisis and it would be better for it to solve its own domestic problems rather than intervening and expressing hostile remarks" against Syria, Naghavi said Tuesday in remarks carried by ICANA, the news website of the Iranian parliament.

In July, Turkish media reported that a dozen people suspected of links to the al-Qaida network were detained in southern cities, including Gaziantep. U.S. officials and others worry that Syria could become a new foothold for insurgents inspired by al-Qaida who are currently fighting on the opposition's side.

In an analysis published just before the Gaziantep bombing, Stratfor, a U.S. research center, said Turkey faced the possibility of a backlash.

"If Ankara is expanding its involvement in Syria, it will do so in a measured fashion because it will be fearful of push-back from the Syrian regime and Iran via the Kurds," the report said. ♦

Rudaw

23 August 2012

By

Agreement Ends Standoff between Iraqi and Kurdish Forces

SAKAR ABDULLAZADA
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region -- A commander of the Kurdish armed forces, known as the Peshmerga, says calm has prevailed in areas of Nineveh province that were the scene of a standoff between Kurdish and Iraqi troops in late July.

Col. Hashem Sitayi, commander of the 8th battalion of Peshmerga forces, is based in Zumar, where Kurdish and Iraqi forces aimed their guns at each other for days before an agreement was reached. He said that now there is distance separating the two sides in Zumar.

Tensions erupted when Iraqi troops tried crossing Kurdish lines to control the border with Syria. Kurdish forces blocked their advancement and threatened to use force if the Iraqi army units proceeded.

The agreement was implemented after being approved by Kurdistan President Massoud Barzani and Iraqi Prime Minister



Kurdish Peshmerga forces in one of their barracks near the Syrian border during a standoff with the Iraqi army in July. Photo: Rudaw.

Nuri al-Maliki. It allows both the Iraqi and Kurdish forces to stay in their current positions and control the Syrian border from their respective sides.

"A point will be set up ... that will act like a border between us. Neither the Kurdish or the Iraqi forces will be allowed to cross that point without the knowledge

and approval of the other side," said Sitayi.

When Iraqi troops tried to control the Rabia border, Kurdish sources claimed they were looking to provide support for Syrian President Bashar al-Assad's regime in the ongoing uprising.

The standoff in Zumar came after months of tensions between Erbil and Baghdad over a range of issues, including oil and gas management and territorial control, along with deteriorating relations between Barzani and Maliki.

Zumar is one of the "disputed territories" that both Kurds and the Iraqi government lay claim to.

Unverified reports suggested that the two leaders might meet after Ramadan, which ended on Sunday, but a Kurdish lawmaker in Iraqi Parliament ruled out the possibility.

He said Maliki and Barzani now communicate through Ibrahim al-Jaafari, the former prime minister and head of the main Shia coalition of which Maliki's group is a key component. ■

Kurdish Iranian opposition leader wants Iran to embrace all races

By Hasan Muawad / Al Arabiya

In an interview on Al Arabiya's program, Point of Order (Noqtat Nezam), the leader of the "Kumola," the Kurdish Iranian opposition, Abdullah Mohtadi, told presenter Hassan Mouawad that all the Iranian Kurds want is basic political, cultural and national rights from the international community.

Mohtadi said that the "Kumola" supported the Green Movement in 2009 under the belief that it would be a vehicle of change.

"In general, the Kurdish people and other ethnic minorities really didn't take part in that movement as much as we wanted or as much as was expected, mainly because the green movement did not have any particular idea or promise how to solve the oppression and the plights of these nationalities."

"The Green Movement was confined to the capital of Iran, Tehran, and this is one of the main weak points of that movement," Mohtadi said.

In one example, Mohtadi said that while it is recognized in the Iranian constitution that ethnic minorities have the right

to study a language other than Persian, it is not actually allowed. Aside language rights, Mohtadi also provided an example of religion.

While Mohtadi said it wasn't entirely an issue of Sunnis versus Shiites, he said discrimination did exist.

When asked if the ultimate goal for Iranian Kurds was a bigger Kurdish state, Mohtadi disagreed. He said federalism in his opinion was the only way to achieve a united Iran.

"The fact is that along with Persian speaking people, we have five different ethnic groups or nationalities in Iran who have their own mother tongue, their own culture, and they live on their own land.

"I think we can reach a kind of compromise on regional federalism, which at the same time is more or less federalism on the basis of different nationalities."

According to Mohtadi, it is in the interest of the Arab world and Turkey to support the Iranian democratic movement, in particular the Kurdish movement and other elements, as well as improve neighborly ties.

"Don't you think it is more reasonable for us to seek our allies, among our imme-

diate neighbors, the peoples whom we share common cultures and religious beliefs with. We have lived with Iranian, Arabs and Turks for centuries, and in fact with Iranians for thousands of years.

"And so it is better, more reasonable for us, to seek allies among them but at the same time I must stress that we are not shouting aggressive slogans at groups of people or trying to annihilate them. We want to have good friendly relationships with all regional countries in the Middle East," he said.

Financial support is another reason for Kurdish Iran to look to its neighbors, with Mohtadi adding that the party does not seek international, specifically Western, intervention.

"We think that the change in Iran must come from within but it is very important that the international community and regional countries support the Iranian movement, the movement of Kurds, Arabs, and Baluchis and everyone for change in Iran. So what we ask is the support of the international community, political support, media support, and so on, but not military intervention," he said.

Mohtadi concluded that the pursuit in fulfilling goals for the Kurdish people surpasses the conflicts the Iranian regime has with the rest of the international community. □

REUTERS

Bloody day of blasts in Iraq kills more than 70

BAGHDAD — August 17, 2012 — Reuters

A SERIES of bombings and shootings killed more than 70 people across Iraq yesterday in a bloody day of attacks underscoring the country's struggle with a stubborn insurgency more than half a year after the US military withdrew.

In the worst of the blasts that erupted in the morning and ended in the evening, at least 27 people were killed when a car bomb exploded outside a cafe in Baghdad's Zafraniya district as Iraqis took to the streets to end daily fasting for the Muslim holy month of Ramadan.

Shortly before the Zafraniya blast, another bomb tore into a busy intersection outside a popular ice cream store in the mainly Shi'ite district of Sadr City, killing 16 and wounding 40 more, police and hospital officials said.

"I was sitting in the cafe when I felt a huge spark like electricity in my eyes, and a huge explosion. After that I woke up in hospital with injuries to my arms and shrapnel in my back," said Amjad Saad, 23, a college student.

No group claimed responsibility for yesterday's bombings and shootings, but a local al Qaeda affiliate and other Sunni Islamist groups have carried out at least one major assault a month since the last American troops left in December.

Al Qaeda's local wing, the Islamic State of Iraq, says it has begun a new offensive against mainly Shi'ite targets, and security experts say it has benefited from cash and morale thanks to the inflow of fighters into neighbouring Syria.

Security had been tightened in Baghdad ahead of the end of Ramadan

next week, a period when analysts had said they believed insurgents may attempt a major coordinated attack.

Earlier in the day, a car bomb killed six civilians and wounded 28 in the mainly Shi'ite Baghdad district of Husainiya, police and hospital sources said. Just north of the capital, in Taji, another car bomb killed one and wounded nine more people.

Another six police and army soldiers were killed by gunmen who opened fire on their checkpoint from two speeding cars in the north of the capital, police said.

Four car bombs exploded in the city of Kirkuk, 250 km north of Baghdad, killing two people and wounding 18, police and hospital sources said.

Kirkuk, which sits on massive oil reserves, is at the heart of a dispute between Baghdad's central government and the country's autonomous Kurdistan region, both of which claim the city as part of their area of territorial control.

Overnight attacks on police checkpoints in the cities of Baquba and Falluja killed six policemen and wounded 13, police and hospital sources said. More attacks and smaller bombings hit several other towns across Iraq.

Sunni Muslim insurgents have launched a string of attacks on Shi'ite targets to try to reignite the sectarian violence that killed tens of thousands of people in 2006-2007 and to undermine the country's Shi'ite-led government.

The Islamic State of Iraq insurgents have also said their suicide bombers attacked a counter-terrorism unit in Baghdad earlier in August to try to free prisoners held there. Police managed to fend off the attack and kill the attackers.

Iraq's security forces are generally seen as capable of containing the insurgents, but a crisis among Shi'ite, Sunni and Kurdish factions is fuelling sectarian tensions and paralysing their power-sharing government. ○



La Turquie s'enlise en Syrie

Par **BAYRAM BALCI**

Centre d'études et de recherches internationales (Paris), Carnegie Endowment (Washington)

Après 17 mois et 20 000 victimes, le conflit syrien ne donne aucun signe de répit, et inquiète toujours davantage le voisin turc. Alliée de Damas jusque-là, la Turquie avait placé ses bonnes relations avec la Syrie au centre d'une audacieuse politique de rapprochement avec le monde musulman, avec l'objectif d'émerger en nouvelle puissance régionale. Si les printemps arabes ont dans un premier temps donné le sentiment que ce pari pouvait être gagné, la crise en Syrie, où la Turquie s'enlise, semble conduire Ankara dans une série d'impasses.

Les perspectives semblaient pourtant prometteuses. Au pouvoir depuis 2002, le gouvernement AKP (islamiste «modéré») a engagé la Turquie dans de vastes réformes : notamment l'essai (inabouti) d'ouverture sur la question kurde, ou la réduction du rôle de l'armée dans la vie politique. En économie, la libéralisation engagée par les prédécesseurs de l'AKP a permis un remarquable boom économique. Les entreprises turques investissent à l'international et le rythme de croissance du pays avoisine les 10% ; la Turquie devient la 17e puissance économique mondiale et fait son entrée dans le club du G20. Forte de ses performances, elle ambitionne alors de participer à la gouvernance mondiale, à commencer par son environnement moyen-oriental. Son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, met en place une politique de «zéro problème avec les voisins».

Cette politique a connu d'incontestables réussites, comme l'amélioration des relations avec la Grèce, et un début de rapprochement avec l'Arménie. Mais c'est avec la Syrie que les progrès étaient les plus significatifs. Autrefois en conflit avec la Turquie sur une multitude de questions (revendications irrédentistes syriennes sur la province du Hatay, partage des eaux de l'Euphrate, soutien syrien au PKK kurde), Damas était devenu le meilleur allié politique et partenaire économique d'Ankara dans la région.

De bonne voisine, la Turquie est devenue médiatrice dans nombre de crises et conflits régionaux. Elle a œuvré au rapprochement entre groupes palestiniens

rivaux, tenté avec le Brésil un compromis sur l'épineux dossier du nucléaire iranien et activé le dialogue entre Syriens et Israéliens, sans toutefois aboutir à des résultats tangibles.

Cette politique aux accents «gaullistes», distincte de celle de ses alliés occidentaux tant sur le nucléaire iranien qu'à l'égard d'Israël, confère à la Turquie un prestige jamais atteint auparavant dans le monde arabo-musulman. Et les printemps arabes, amenant au pouvoir des partis à l'idéologie proche de l'AKP, ont dans un premier temps conforté la Turquie dans ses rêves de grandeur. Déjà prévalait l'idée que le monde arabe devait s'inspirer du modèle turc, conciliant tant bien que mal islam, démocratie, et libéralisme économique.

Forte de ces atouts, la Turquie a jusqu'au bout tenté de convaincre Bachar al-Assad de procéder à des réformes, avant de se rallier à la cause des insurgés à partir de la mi-août 2011. Ainsi, le principal mouvement d'opposition syrienne à l'étranger, le Conseil national syrien, a vu le jour en Turquie où il a toujours son siège. Une bonne partie du commandement de l'Armée syrienne libre officie depuis la Turquie. Enfin, dans les instances internationales, la Turquie est à l'avant-garde des Etats qui se mobilisent pour que Bachar al-Assad quitte le pouvoir. Or, le régime Assad s'est avéré particulièrement tenace. Et la Turquie se retrouve embourbée dans un conflit dont elle n'avait pas prévu l'ampleur. Les liens économiques avec la Syrie, et, via celle-ci, avec d'autres pays de la région, sont interrompus. Mais c'est surtout sur le plan politique qu'Ankara s'inquiète depuis le début de la crise, craignant une reprise de la coopération entre le régime syrien et le PKK. Et à juste raison.

Profitant du chaos, le plus puissant parti kurde de Syrie, le PYD, a pris le contrôle de plusieurs villes. Or, bien que les deux formations le démentent, ce parti n'est autre que le bras du PKK en Syrie. La prolongation du conflit en Syrie a permis aux Kurdes de s'organiser pour devenir une force politique incontournable dans la future Syrie et sur la scène régionale. L'épreuve est dure pour Ankara qui, outre ses démêlés avec les Kurdes de Turquie, doit faire face à l'ouverture d'un autre «front kurde», chez son voisin syrien.

Le cauchemar syrien discrédite toute l'entreprise turque. Par son attitude catégoriquement anti-Assad, la Turquie fragilise ses relations avec des partenaires importants, la Russie et l'Iran, ses deux principaux fournisseurs d'énergie qui campent sur des positions opposées. Enfin, la tournure des événements en Syrie fait craindre un conflit ouvert entre alaouites (chiites) et sunnites et risque d'avoir un fâcheux impact en Turquie. Bien que la réalité alévi en Turquie soit fort différente de celle des alaouites en Syrie, une détérioration des relations est déjà perceptible. Mais surtout, la cristallisation autour du facteur sunnite-alaouite en Syrie devient déterminante et la Turquie se trouve coincée malgré elle dans un conflit où les lignes de fracture confessionnelle commencent à jouer. Et chacun redoute les effets à long terme et à l'échelle de la région d'une telle crispation. La Turquie se retrouve alliée du Qatar et de l'Arabie Saoudite, comme elle puissions sunnites, opposées au bloc pro-Assad dirigé par l'Iran chiite. Le dérapage pousse la politique extérieure turque hors de ses positions traditionnelles, alors qu'elle n'en maîtrise pas les conséquences.

La crise syrienne sonne donc le glas de la politique turque au Moyen Orient et envoie plusieurs messages à Ankara.

Le premier signifie à la Turquie que, bien que populaire au Moyen-Orient, son influence reste limitée. La politique de «zéro problème avec les voisins», cruellement démentie en Syrie, ne lui apporte que l'hostilité de certains voisins.

Deuxièmement, Ankara ne peut aspirer à un leadership régional sans avoir réglé ses problèmes intérieurs : le printemps kurde, autre conséquence des printemps arabes, bloque toute prise de position régionale.

Troisième enseignement, la Turquie ne dispose pas de tous les atouts pour mener une politique étrangère autonome, sans se concerter avec ses alliés traditionnels. Alors qu'elle s'était éloignée des Occidentaux par sa position sur le dossier nucléaire iranien et par sa rhétorique anti-israélienne, et qu'elle préconisait la résolution des conflits régionaux sans la moindre ingérence des Occidentaux, la crise syrienne l'oblige à revenir à la réalité. Sans ses alliés occidentaux, la Turquie ne peut pas éteindre les incendies qui flambent à ses portes. ♦



Syrie : Le drapeau kurde flotte sur Derik

Propos recueillis par Bruno Faure

ETIENNE HUVER est un des premiers journalistes occidentaux à être entré au Kurdistan syrien. S'ils passent régulièrement la frontière pour couvrir les affrontements autour d'Alep, ses confrères ne se rendent pas dans cette zone. INTERVIEW.

RFI : Pourquoi cette zone kurde de la Syrie reste-t-elle quasi inaccessible aux observateurs étrangers ?

Etienne Huver : Jusqu'à la mi-juillet, cette région était fermement tenue par le régime de Damas. Depuis un mois, les principales villes kurdes du nord-est de la Syrie sont tombées les unes après les autres et sont désormais contrôlées par le Parti de l'union démocratique. Le PYD est ce parti politique est très proche du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, la guérilla qui harcèle l'armée turque de l'autre côté de la frontière. Son leader, Abdullah Ocalan, détenu seul sur une île en Méditerranée, est le plus célèbre des prisonniers de Turquie. Le PKK contrôle une partie du territoire syrien. C'est donc un épouvantail pour Ankara. La zone est désormais sous très haute surveillance. Les frontières sont fermées et pour se rendre à Derik, il faut passer la frontière clandestinement. Il faut compter deux heures de marche à travers champs, de nuit, pour éviter d'être repéré. Une route qu'utilisent de nombreux réfugiés, dans les deux sens d'ailleurs puisque certains n'arrivent pas à trouver de travail en Irak et commencent à rentrer au pays.

RFI : Vous êtes resté trois jours à Derik, une cité de 50 000 habitants située à peine à 10 kms de la frontière turco-irakienne. Qu'avez-vous vu ? Quelle est la situation ?

E. H. : Contrairement aux images qui vous arrivent de Damas ou d'Alep, il n'y a pour l'instant aucun combat à Derik. Mais dès le premier check point, vous êtes accueilli par les couleurs jaune, rouge et vert du drapeau kurde. La ville

est vraiment passée sous le contrôle des miliciens kurdes. Le temps y semble suspendu. On ne voit pas d'armes au centre ville. Le bazar dans lequel j'ai pu longtemps me promener est calme. Les gens sont souriants. Ils sont heureux de croiser un journaliste occidental. Sur la plupart des édifices publics, les symboles du régime ont été recouverts à la hâte de peinture blanche. Sur la façade du Palais de justice, par exemple, il ne reste que la chevelure noire du portrait de Bachar el-Assad. En revanche, ce qui est frappant, c'est qu'aucun bâtiment n'a été mis à sac. La statue d'Hafez el-Assad, le père de Bachar, est toujours debout. Le régime reste en place dans le centre ville. L'administration syrienne occupe un grand bâtiment du centre ville qui ressemble de plus en plus à un bunker. Personne n'en sort, personne n'y pénètre et la population est totalement indifférente quand elle passe devant.

RFI : De nombreux observateurs assurent que Damas a passé un accord avec le PKK pour lui confier la zone. Le but serait de mettre une épine dans le pied de la Turquie. Est-ce que cela se confirme sur place ?

E. H. : Difficile à dire... Ce qui est sûr, c'est qu'il y a un jeu ambigu entre les combattants kurdes proches du PKK et le régime. Un petit exemple : la nouvelle Maison du peuple gérée depuis un mois par les nouvelles autorités kurdes est mitoyenne du bâtiment de l'administration syrienne. Nos interlocuteurs kurdes à Derik n'ont pas nié des contacts, une sorte d'entente cordiale. Mais il s'agit avant tout pour eux d'éviter la violence, de prévenir les conflits. Ils nous disent : « Voilà, le régime désormais est notre invité ». Dans la Maison de la culture, les Syriens travaillent le matin, les Kurdes l'après-midi. On peut au minimum parler d'une sorte de cohabitation. Ceci étant, les autorités kurdes ont des mots très durs vis-à-vis du régime. Elles se placent d'ailleurs clairement dans l'opposition. Les manifestations continuent chaque vendredi avec des portraits des leaders kurdes, Abdullah Ocalan, Massoud Barzani. On sent vraiment une volonté

d'occuper chaque espace de liberté. Pour le PYD, il s'agit sans doute de devenir la force incontournable quand la chute inéluctable de Bachar se concrétisera.

RFI : Et c'est justement ce qui inquiète le grand voisin turc...

E. H. : Oui, puisque dans les nouveaux bâtiments publics, les portraits de Bachar el-Assad sont remplacés par le regard paternaliste du leader du PKK, Abdullah Ocalan. Evidemment, cela inquiète Ankara. La Turquie renforce ses troupes à la frontière. La Turquie soutenue par la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, qui a promis que la zone ne deviendrait pas un sanctuaire du PKK. A Derik, parler du voisin turc est un sujet sensible. Mais les autorités kurdes se veulent exemplaires, rassurantes. Elles disent vouloir la paix, donnent des gages aux autres minorités, qu'elles soient arabes ou assyriennes, se démarquent au maximum des attaques de la guérilla. Et l'on compte sur la communauté internationale et l'Occident pour éviter une entrée des troupes turques en territoire syrien. Une intervention militaire qui pourrait se terminer en bain de sang et déstabiliser toute la région.

RFI : On comprend que le contexte est tendu. Comment les habitants de Derik envisagent-ils leur avenir ?

E. H. : A Derik, on vit vraiment au jour le jour et, pour l'instant, on profite de la paix et de tous les nouveaux acquis ; et de ce mot, Azadi, liberté, qui fleurit sur les places de la ville. Dans le bazar, les gens disent qu'ils sont heureux. On lit la joie sur les visages. Ceci étant, chacun sait que l'équilibre est précaire. Tout peut changer demain, dans quinze jours ou dans un mois. Mais beaucoup d'habitants disent que même si tout peut arriver, le pire est vraiment derrière. Le pire, c'est le régime, ce sont ces dizaines d'années d'oppression, de vexation, de pauvreté organisée subies par la population kurde. ○

Syrie : tentations kurdes

Profitant du retrait de l'armée loyaliste, les forces kurdes se sont emparées de plusieurs villes frontalières avec la Turquie. Et caressent le rêve, sinon d'une indépendance, du moins d'une autonomie sur le modèle irakien.

Par Patrick Seale

Alors que tous les regards sont braqués sur le combat vital que le président Bachar al-Assad livre à ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, les Kurdes ont saisi l'occasion pour accélérer leur agenda politique. Profitant du retrait de l'armée loyaliste, les forces kurdes se sont récemment emparées de cinq villes dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque, où ils sont majoritaires.

Une situation qui a réveillé de vieilles peurs en Turquie comme en Irak et suscité la joie discrète d'Israël, qui entretient depuis longtemps des relations officieuses avec les Kurdes et accueille avec plaisir toute évolution susceptible d'affaiblir ou de démembrer la Syrie. La scène politique kurde est d'une grande complexité, mais, dans le contexte actuel, certaines forces méritent d'être plus particulièrement évoquées :

- le Parti de l'union démocratique (PYD), fondé en 2003 et dirigé par Salih Muslim Mohamed, est de loin le groupe le plus puissant en Syrie. Armé et discipliné, il n'a jamais hésité à user de la force contre ses rivaux et ses opposants ;

- le Conseil national kurde (CNK), constitué en octobre 2011, est une alliance politique large (essentiellement non armée) de onze partis ou factions kurdes de Syrie ;

- le Parti des travailleurs du Kurdistan, ou PKK, organisation radicale kurde de Turquie engagée dans une lutte armée pour l'indépendance avec l'État turc depuis plusieurs décennies. Ankara considère le PKK comme une organisation terroriste et bombarde régulièrement ses bases clandestines dans les monts Qandil, en Irak. Le PYD syrien est étroitement lié au PKK, certains assurant même qu'il en est la vitrine politique ;

- le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) dirige une entité semi-indépendante dans le nord de l'Irak qui regroupe environ 5 millions d'habitants. Sa capitale est Erbil. Son chef, le président Massoud Barzani, a été élu pour la première fois en 2005 et réélu en 2009. Cette enclave autonome est née des longues guerres livrées aux Kurdes par l'ex-dictateur irakien Saddam Hussein. Dans sa forme



actuelle, le GRK s'est constitué après la première guerre du Golfe de 1991, quand Washington a imposé une zone d'exclusion aérienne sur le nord de l'Irak. Il s'est renforcé à la faveur de la restructuration du pays sur la base d'un État fédéral constitué d'entités kurde et arabe séparées après l'invasion de l'Irak par les États-Unis et la Grande-Bretagne, en 2003.

BAGDAD INQUIET

C'est dans ce contexte que le président Barzani a négocié, le 11 juillet, l'alliance entre le PYD et le CNK, leur confiant la responsabilité conjointe de la bande frontalière entre la Syrie et la Turquie, le PYD dirigeant les opérations. Bien sûr, ces événements ont attisé les ambitions de certains militants kurdes, convaincus qu'un gouvernement autonome du Kurdistan pouvait maintenant voir le jour dans le nord de la Syrie sur le modèle de celui créé dans le nord de l'Irak. Hiwa Osman, un journaliste kurde, écrivait le 23 juillet dans l'édition anglaise du journal kurde irakien Rudaw : « La région kurde de Syrie ? Une réelle possibilité. Le moment est venu de la déclarer ! » Le journaliste turc Mehmet Ali Birand allait encore plus loin en avançant qu'« un méga-État kurde est en passe d'être créé », qui relierait les enclaves kurdes de Turquie, d'Irak et de Syrie.

La Turquie est alarmée par une telle résurgence des ambitions expansionnistes kurdes. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a accusé Damas d'avoir confié au PKK la « garde » du nord de la Syrie et a averti que son pays « ne resterait pas passif » face à une évolution si défavorable de la situation. « La Turquie est prête à exercer son droit de poursuivre les rebelles kurdes à l'intérieur de la Syrie si nécessaire », a-t-il déclaré. Erdogan ne peut tolérer l'idée que le PKK se constitue un havre sûr dans le nord de la Syrie d'où ses combattants pourraient s'infiltrer en Turquie. Il a d'ailleurs dépêché à Erbil son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, pour demander à Massoud Barzani - sans doute avec fermeté - à quoi il jouait. La presse turque spéculait fiévreusement sur les desseins d'Erdogan, à qui l'on prête l'intention d'attaquer le nord de la Syrie pour y créer une zone tampon, avec le double objectif de vaincre et de disperser les forces kurdes syriennes, et d'y

créer un point d'appui ou un « périmètre de sécurité » pour les rebelles syriens.

Si Bachar al-Assad a décidé de retirer ses troupes de la région frontalière kurde, c'est pour trois raisons : il a besoin d'hommes pour défendre Damas et Alep ; il veut punir Erdogan pour son soutien à l'opposition syrienne ; et il cherche à se concilier les Kurdes et à les dissuader de se joindre à la rébellion. Il a en fait commencé à les courtiser il y a plusieurs mois en accordant, par décret présidentiel, la citoyenneté syrienne à des dizaines de milliers d'entre eux. Une mesure que les Kurdes de Syrie attendaient depuis plus d'un demi-siècle.

QUELS OBJECTIFS ?

De son côté, le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki observe évidemment la crise syrienne avec anxiété. La chute d'Assad et son remplacement par un régime islamiste pourraient ranimer l'espoir de la communauté sunnite minoritaire en Irak - et de ses alliés d'Al-Qaïda - de renverser Maliki et l'alliance chiite. Autre motif d'inquiétude : le possible afflux de milliers de militants kurdes en Irak viendrait renforcer les prétentions kurdes sur Kirkouk et son pétrole.

Reste à savoir quels sont les objectifs des Kurdes. Malgré les concessions faites par Assad, ils n'ont aucune sympathie pour lui. Mais ils n'apprécient pas plus l'opposition. Le PYD est hostile au Conseil national syrien (CNS), qui siège en Turquie et qu'il considère comme un pantin des Turcs. De manière plus générale, le mouvement national kurde, essentiellement laïc, a été longtemps en conflit avec les Frères musulmans syriens et redoute leur arrivée au pouvoir à Damas. Le chef du PYD, Salih Muslim Mohamed, est plus philosophe : « Les pouvoirs à Damas vont et viennent. Pour nous autres Kurdes, ce n'est pas si important. Ce qui importe, c'est que nous affirmions notre existence », assure-t-il.

Les Kurdes de Syrie ne s'attendent pas à gagner leur indépendance. Ils savent qu'une telle ambition n'est pas réaliste, les enclaves kurdes étant trop dispersées dans le pays. Ils aspirent cependant à une large autonomie qui mettrait un terme à leur discrimination et garantirait leurs droits, aussi bien politiques que culturels.

Erdogan observe attentivement la manière dont le PYD et le CNK gouvernent les villes kurdes qu'ils contrôlent désormais à la frontière syrienne. S'ils se tiennent tranquilles, il n'interviendra pas. Mais s'ils se mettent à envoyer des combattants en Turquie, le Premier ministre turc sera amené à réagir avec force. Pour sa part, le PKK a prévenu qu'il allait transformer « tout le Kurdistan en zone de guerre » en cas d'intervention turque. Un facteur majeur d'instabilité vient donc s'ajouter à une situation régionale déjà volatile. Le chaudron kurde bouillonne. Et tout le périmètre risque d'être ébouillanté s'il venait à déborder. □

Rare freedom: Kurds emerge as winners in Syria conflict

Inside Afrin, regime's departure allows Syria's Kurds to experience first hint of long-awaited self-rule.

Middle East Online
By Sara Hussein - AFRIN (Syria)

On the main road to the northern Syrian town of Afrin, armed men stand beneath green, red and yellow Kurdish flags, welcoming truckloads of their displaced Arab neighbours.

They wave through pick-up trucks carrying women and children, granting them passage to Afrin, where a rare safety prevails thanks to a delicate Kurdish balancing act that has granted the population a first taste of autonomy.

The checkpoint is a bold signal of just how radically life has changed for the Kurdish population in the north of the country since the uprising against President Bashar al-Assad's regime began in March last year.

The men running the post speak openly in Kurdish, and some sport yellow vests featuring black stencils of the face of Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party or PKK.

Ocalan is reviled as a terrorist in Turkey where he is serving a life jail sentence for his leadership of a bloody uprising launched in the southeast in 1984.

But in Afrin his picture hangs on walls and in shops, and his face appears in women's lockets.

The change is the result of an understanding the Kurds have reached with both the Syrian government and the rebel forces.

State troops have withdrawn from the region, but a token security facility, complete with an untouched portrait of Assad hanging from its facade, remains in Afrin.

"They don't move outside of the building," says 50-year-old Fathy, who helps man the checkpoint. "They call if they need bread or water and we deliver it to them."

The rebel army is also banned from entering the region unless they are unarmed and in civilian clothes.

"They come to Afrin because our shops and markets are open, they buy food and other supplies. But no one is allowed to enter with weapons."

The only weapons allowed into what the Kurds here refer to as Western Kurdistan are under the authority of the Kurdish Democratic Union Party, or PYD.

Turkey has accused the group of being a front for the PKK, which the United States has warned must be denied a safe haven in the region.

But while Fathy admits that some of the weapons used to protect the area come from the PKK, he and other residents insist the group is not present in the area.

"As Kurds, of course we would like to invite them here, but we know that the Arabs and the international community believe that the PKK are terrorists, so we would not let them come here now. And the PKK respects that," says Khaled, a 27-year-old Kurd who

defected from the Syrian army earlier this year.

Inside Afrin, the regime's departure has allowed Syria's Kurds to experience a first hint of long-awaited self-rule.

At a newly-established cultural centre, a 67-year-old who gives his name as Mr. Jangvar is teaching a class of Kurdish woman to read and write their once-banned language.

One-by-one, they stand and haltingly repeat the eight vowel sounds of the language.

"The Kurdish people were banned from reading and writing Kurdish



'Western Kurdistan'

language, so we learnt person to person in secret," Jangvar says. "When someone was found with a Kurdish book he was jailed and tortured."

The centre also offers lessons on Kurdish history, poetry and music, all available for free.

In the director's office, a picture of the Kurdish poet Ehmede Xani hangs opposite the picture of Ocalan.

"He's one of our most important poets," Khaled says. "His poems are seriously, truly wonderful."

For Arif Sheikhu, a member of the loose coalition of Kurdish parties and town councils that now oversees the region, this new-found autonomy is the result of a decades-long struggle that stands apart from the current uprising.

"The Syrian revolution complements our fight for our legitimate rights, but even if the uprising stops -- and I don't believe it will -- our revolution will continue," he says.

Since the regime pulled back, the area's 365 towns and villages have all formed their own local councils, with a regional committee of 400 members available to consider matters that affect the area as a whole.

"Forty percent of the committee is women," Sheiku says proudly.

"Women in our society have full freedom. They can do whatever men can do, they can wear what they want, do what they want, be what they want."

Despite his pride in the autonomous system set up in the region, and his unabashed admiration for Ocalan, Sheiku is careful to make clear that Syria's Kurds are not seeking independence or a state.

"We are first and foremost Syrians," he says. "We want a self-administered system for Syrian Kurds, and democracy for the whole of Syria."

"We look at the Iraqi Kurdish model as outdated. All states are a form of oppression," he adds.

At 60, Sheiku has spent decades waiting for Kurdish autonomy, but he says he always believed it would come one day.

"It didn't come as a surprise. It took blood, fighting, organisation and many years. But now that we have it, we will protect it very carefully." ■

Turkish minister plays down Syria link to Turkey attacks

By Jonathon Burch / REUTERS

Ankara - Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu has played down possible Syrian links to a recent rise in guerrilla attacks in Turkey, saying unrest across the border was not the cause of Turkey's problems.

Turkey has seen an upsurge in attacks over the past few weeks, including a car bombing in the southern city of Gaziantep on Monday that killed nine people. Some Turkish officials have blamed the attacks on the conflict in Syria.

In an interview on Turkish television late on Friday, Davutoglu said although militants may be trying to take advantage of intensifying fighting in neighbouring Syria, such attacks were not new in Turkey.

"Terror in Turkey did not appear as a result of the developments in Syria, it is a problem that has lasted for 30 years," Davutoglu said.

"The terror organisation may want to exploit chaos in Syria, however, to think that Turkey's terror incidents originate in Syria would be a deficient approach. It is not possible to explain terror with one factor," he said.

The Kurdistan Workers Party (PKK), a militant Kurdish group that has been fighting the Turkish state for self-rule since 1984, is usually referred to in Turkey as "the terror organisation".

The government blames the PKK, which is listed as a terrorist group by the United States and the European Union,



Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu. REUTERS/Esam Al-Fetori

for Monday's attack in Gaziantep, a hub for international aid for Syrian refugees. Turkish authorities have arrested over a dozen people in connection to the bombing.

The PKK, which has stepped up attacks on Turkish security forces in recent months, particularly in the mainly Kurdish southeast of the country, has denied involvement in the bombing in Gaziantep.

Davutoglu's comments stand in contrast with a view shared by a growing number in Turkey, including some from his own party, that the PKK is getting direct support from Syria's President Bashar al-Assad and Kurdish groups in Syria.

Speaking a day after Monday's bombing, a Gaziantep lawmaker from the ruling AK Party said the raid had been planned with Syrian intelligence and was

in retaliation for Ankara's policy towards Syria.

Turkey initially cultivated good relations with Assad but relations have deteriorated since the uprising against him began 17 months ago. Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan has become one of his harshest critics and has raised the possibility of military intervention in Syria if the PKK became a threat there.

Turkey suspects a major Syrian Kurdish movement, the Democratic Union Party (PYD), of having links with the PKK. Turkish analysts believe Assad let the PYD seize control of security in some towns in northern Syria to prevent locals from joining the rebel Free Syrian Army (FSA).

Assad has denied that Syria had allowed the PKK to operate on Syrian territory close to the Turkish frontier.

Speaking on condition of anonymity, a Turkish official told Reuters on Friday the government still had no solid evidence of any Syrian link and said there had been other waves of militant attacks in the past when relations with Syria were good.

More than 40,000 people have been killed in the conflict between the PKK and Turkish forces since the militants launched their insurgency 28 years ago with the aim of carving out a separate state in mainly Kurdish southeastern Turkey.

It has since scaled back its demands to political autonomy and more cultural rights for Turkey's estimated 14 million ethnic Kurds.

Clashes between Turkish security forces and PKK militants have intensified in recent weeks, particularly in Turkey's southeastern Hakkari province near borders with Iraq and Iran. ■



Les Kurdes irakiens prêts à négocier de nouveau sur le pétrole

BAGDAD- 30 AOÛT 2012 Suadad al-Salhy (Reuters)

LE KURDISTAN IRAKIEN est prêt à relancer les négociations avec Bagdad pour mettre fin à la crise politique, en se concentrant sur une loi sur le pétrole censée donner aux autorités régionales voix au chapitre sur la gestion des ressources énergétiques, a déclaré le vice-Premier ministre irakien, le Kurde Nouri al Chaouh.

Ses propos plutôt positifs donnent à penser que le gouvernement central de Bagdad -dominé par les chiïtes- et la région autonome kurde pourraient mettre fin à leurs querelles sur les questions du pétrole, du territoire et du partage du pouvoir qui tendent les relations entre les différentes parties de la fragile union fédérale irakienne.

Le vice-Premier ministre, l'un des responsables chargés des négociations entre Bagdad et le Kurdistan autonome, a déclaré à Reuters que

le Kurdistan voyait une issue au conflit en amendant un projet de loi datant de 2007 sur le pétrole et le gaz.

"Approuver ce projet en y ajoutant quelques amendements sur lesquels tous se sont accordés (...) est le bon moyen de résoudre (cette situation)", a-t-il dit.

Selon lui, les responsables kurdes, qui ont rencontré pour des discussions préliminaires Ibrahim al Jaafari, chef de file de l'Alliance nationale irakienne (Ani) chiïte à laquelle appartient le Premier ministre Nouri al Maliki, considèrent que les conditions actuelles sont propices à faire avancer les choses.

Le Kurdistan a testé Bagdad pendant des mois en signant des accords avec des compagnies pétrolières étrangères majeures telles qu'Exxon et Chevron, contrats que le gouvernement central a rejeté en les considérant comme illégaux et comme révélant une tentative kurde d'obtenir une plus grande autonomie. ●

When Assad falls, Kurds in Syria say they'll take back lands given to Arabs

By DAVID ENDERS
McClatchy Newspapers

ALI FARO, Syria -- Sattam Sheikmous still farms wheat on what's left of his grandfather's land, shrunk from more than 32,000 acres to less than 5,000 by the Syrian government in 1966.

"They said it was a socialist policy, but we believe it was political," said Sheikmous, now in his 60s, referring to the government confiscation of land that began when Syria joined with Egypt, then ruled by Gamal Abdel Nasser, to form the United Arab Republic in 1958.

The land confiscation took place across the country. But in the predominantly Kurdish province of Hasaka, in Syria's northeast corner, the resettlement of Arabs from another part of the country in the 1970s created ethnic tensions that could manifest themselves violently when the Syrian government fully relinquishes control of the area, now seen by many as only a matter of time.

"We have to ask them to give us our land back. If they don't, we have to do whatever we need to do," said Sheikmous. "It's not just our land, it's Kurdish land. If they don't leave peacefully, we will use weapons."

With Syria convulsed by a civil war that shows no signs of ending soon, the country's Kurdish region, fast against Turkey and Iraq, is surprisingly peaceful, thanks to a maneuver by the

government of President Bashar Assad, who first granted the Kurds greater rights last year, then surrendered security to a Kurdish militia this summer. While anti-Assad demonstrations still take place here, there is none of the kind of fighting that has erupted in other parts of Syria.

But the history of relations between Syria's Kurdish and Arab ethnic groups suggests that peace may be short-lived, especially if Assad falls and a successor government clashes with Kurds over long-held grievances. The confiscated Kurdish areas contain both rich agricultural land and oil, and neither will be easy for Kurds to take control of.

Farming remains one of the largest sectors of the Syrian economy, and while Syria's oil wealth is considered inconsequential compared with its eastern neighbor Iraq, it is a significant source of income for the country.

"Petroleum was part of the reason they did this," said Abdel Samad Daoud, who has written a book about the land confiscations and the attempts to Arabize Kurdish areas of Syria.

Working as an agricultural engineer in a government office in Qamishli, the largest city in Hasaka province, gave Daoud access to documents that detailed the confiscations. He obtained others by bribing government officials.

"I decided to write the book in



Syrian Kurds living in Lebanon chant slogans against the Syrian regime earlier this year. | Bilal Hussein/AP

1985," Daoud said. "It took a very long time because I had to work in secret. It took a very long time."

In 2003, he published the book under a pseudonym. After the anti-Assad uprising began last year, he republished it using his own name.

"From this point until you reach the Turkish border, they took all of the land from its owners. About 90 percent was given to the gumar," Daoud said, using the Syrian term for a group of Arabs whose land was submerged by a dam on the Euphrates River in 1974. The area he was indicating started at the village of Hatmia, about 10 miles south of the Turkish border. About 350 villages lost land, he said.

The Syrian government's effort to change the Kurdish identity had started well before that - in 1962, the government began actively changing the names of Kurdish cities and villages to Arabic ones, residents of Hasaka

province said. But it was the arrival of the gumar - with their descendants, they now number about 100,000 - that grates most here. Local anti-government activists said there were rumors the government had armed the gumar since the beginning of the anti-Assad rebellion and that in recent months, gumar villages had obtained more weapons in preparation for any Kurdish attempt to take back land.

It was considered too dangerous for a journalist in Syria illegally to attempt to talk to gumar families, many of whom support Assad.

One Kurdish anti-government activist in Qatanieh, a city with a mixed population of Arabs and Kurds, as well as gumar villages on its outskirts, offered a bleak prediction. "Both Kurds and the gumar have been hurt," the activist said. "The gumar must be given compensation. But after the regime falls, I expect it will be violent." ♦

AP Associated Press

5 soldiers, 16 rebels killed in clashes in Turkey

ANKARA, Turkey - August 23, 2012 (AP)

TURKISH media says Kurdish rebels ambushed a military convoy in southeast Turkey, setting off clashes that killed 16 militants and five soldiers.

The Hurriyet newspaper said Thursday the rebels detonated roadside

bombs in Hakkari province as military vehicles were passing, then fired on the soldiers. Sixteen Kurdish rebels were killed in an ensuing operation.

The Hakkari governor's office said five soldiers and 16 rebels were killed in clashes, but gave no other detail.

The ambush comes amid an escalation in violence in recent weeks between Turkish security forces and rebels fighting for autonomy in southeast Turkey. The conflict has killed tens of thousands of people since 1984.

This week, the government blamed the Kurdish rebels for a bomb attack that killed nine people near the Syrian border. ○

MONDAY, AUGUST 27, 2012

Mass graves evidence of slaughter by Assad forces

DARAYA, SYRIA

Syrian soldiers searched house to house, killing as they went, activists say

This article is by an employee of The New York Times in Syria and Damien Cave.

Mass burials in this Damascus suburb on Sunday showed the carnage of the past few days in gruesome detail: scores of bodies lined up on top of each other in long skinny graves moist with mud.

A video of what activists described as the fifth grave to be filled showed two small children near the edge. Up close, in the field where there were more bodies than people to wash and prepare them for Islamic burial, the scent of decay swirled and gunshot wounds could be seen in the heads of many men.

"The Assad forces killed them in cold blood," said Abu Ahmad, 40, a resident of Daraya, where the Syrian government has waged a campaign it described as a "cleansing." "I saw dozens of dead people, killed by the knives at the end of Kalashnikovs, or by gunfire. The regime finished off whole families, a father, mother and their children. They just killed them without any pretext."

Several other witnesses and two activist groups have now offered accounts of what has begun to look like one of the deadliest and focused short-term assaults by the Syrian military since the uprising started nearly 18 months ago. Residents described how the Syrian Army first closed off the town, keeping noncombatants from fleeing, then methodically began a campaign of heavy shelling and house-to-house searches.

Many of the details are still difficult to verify or determine — the exact number killed, how many were executed or died from shelling — but evidence of what activists described as a massacre continues to mount.

The death toll, after growing all week, expanded again on Sunday. A day after two activist networks, the Local Coordination Committees and the Syrian Observatory for Human Rights, said that



A photo taken by a Syrian civilian on Sunday that activists say shows a shallow grave containing the bodies of people killed by government troops in Daraya, a suburb of Damascus.

more than 200 bodies had been found in the town, activists said another 15 bodies were discovered in the basement of a local home. That put the death toll for the week at more than 630 in the city, said the Local Coordination Committees, including 300 people reported executed.

"Daraya, a city of dignity, has paid a heavy price for demanding freedom," the group said in a statement, adding: "The death toll has doubled in the past few days due to field executions and revenge killings."

Activists posted a video of what they said was the latest find. It showed a cluster of bodies in corner of a basement of what appeared to be a large home. Pools of fresh blood darkened the gray concrete floor beneath a small tangle of bodies. Several others — including a man with what clearly appeared to be a gunshot wound to the head — were displayed out behind nearby walls.

Two other videos posted Saturday showed large lineups of corpses as well, with activists declaring that the largest discovery occurred late Saturday night in the basement of a mosque. The Local Coordination Committee said about 150 bodies had been discovered there. Most were men killed execution style, activists said, though they also noted that among the dead found all over the city, there were also several women and children.

At the grave site, a few dead children could be seen, but it was unclear whether women were buried there as well.

Since the uprising, Daraya, a city of several hundred thousand residents, has been reported as a mainstay of opposition support within the capital area since the uprising started. Its location is also critical: it abuts the Meze military airport, a major base for Syrian forces. There are farms on the fringe of town and small furniture factories dominate the city center.

When the government assault started, activists said that rebels had estab-

lished a large armory inside the city. They said it had been rumored to be holding missiles — a detail that could

"The regime finished off whole families, a father, mother and their children. They just killed them without any pretext."

not be confirmed — perhaps to target helicopters at the Meze airport.

The government operation began early last week. Troops first surrounded Daraya, setting up checkpoints, blocking food and other supplies from entering, residents said. The electricity was cut, then the Internet and phone service.

Shelling, intense and relentless, started midweek and that was followed by hundreds of Syrian soldiers entering the town, backed by tanks and pickup trucks with mounted machine guns. Residents said the soldiers and government militants known as Shabiha initially faced strong resistance from the Free Syrian Army. But by late Friday or early Saturday, they said the Syrian military seemed to control most of Daraya.

House-to-house searches accelerated. People were not allowed to flee.

One woman, found Sunday wearing all black and grieving, said that her son had tried to leave Friday but was refused by government forces. "They told him, 'Go back to your town and die there,'" she said. "And now he's dead."

He was one of the men found in the mosque, she said, together with two of his cousins. Anger throbbed in her voice as she shouted about her loss in sectarian terms.

"I will not forget my son, and I swear that I will raise his 3-year-old son to take revenge for his father from those Allawite Shabiha and soldiers who kill our husband and sons," she said. "We will not forget the Assad massacres and crimes."

Experts say the counterinsurgency campaign by President Bashar al-Assad's forces has increasingly centered on an effort to turn the population against the rebels by showing people the fatal consequences of harboring the opposition.

In many areas of the areas where the Syrian uprising had been gaining strength, including the border region of Dara'a and in Aleppo, the government has stepped up shelling and airstrikes. Activists reported attacks on at least five cities on Sunday.

In another effort to project an image of strength, the Syrian vice president, who had been rumored to be on the verge of defecting, also appeared Sunday on Syrian television meeting with

an Iranian official.

Around the capital, activists say the strategy has been more intimate and brutal, with Syrian forces relying heavily on house to house raids, in which they invade and leave with bodies in their wake. Daraya is one example among many, but if the death toll and the executions can be confirmed, it may become as notorious as Houla, where the United Nations reported in May that the government had killed 108 people, including at least 32 young children.

Some activists fear the death toll may still mount in Daraya: the Local Coordination Committees said that 1,755 people had been detained, suggesting that hundreds more might turn up dead.

But on Sunday at least, the main task at hand was to lay to rest those already killed.

As Syrian troops continued to surround the city on Sunday with tanks and troop carriers, the burials proceeded amid chaos, outrage, shock and sorrow. With every new grave, with every son and brother laid to rest, the fury seemed to intensify.

"We don't consider the Assad army to be the army of a nation, we see them as gangs of robbers who kill, steal and rape," said Abu Mohammed, 50, a resident helping with the burials. "No national army commits acts like these except the dogs of Assad."

INTERNATIONAL
Herald Tribune AUGUST 27, 2012

Egypt reaches for leading role on Syria

CAIRO

Islamist president offers bold initiative that brings West's rivals into process

BY DAVID D. KIRKPATRICK

Staking out a new leadership role for Egypt in the shaken landscape of the Arab uprisings, President Mohamed Morsi is reaching out to Iran and other regional powers in an initiative to halt the escalating violence in Syria.

The initiative, centered on a committee of four that also includes Turkey and Saudi Arabia, is the first foreign policy priority taken up by Mr. Morsi, the Islamist who became Egypt's first elected leader two months ago.

Following failed efforts by the Arab League and the United Nations to stop Syria's descent into civil war, Mr. Morsi's plan sets a notably assertive and independent course for an Egypt that is still sorting out its own transition.

"We are determined to make this committee of four successful," Yasser Ali, a spokesman for Mr. Morsi, said Sunday. He called the Syria crisis the main issue to be addressed during the Egyptian president's coming visit to China, which along with Iran and Russia has been a pillar of support for President Bashar al-Assad of Syria as his military has assaulted opposition strongholds. "Part of the mission is in China, part of the mission is in Russia, and part of the mission is in Iran," Mr. Ali said.

Coming at a moment of acute hand-wringing in the Western capitals over

how an Islamist leadership of the largest Arab state might alter the U.S.-backed regional order, Mr. Morsi's focus bisects Washington's customary division of the region between Western-friendly states like Egypt and Saudi Arabia on the one hand and Iran on the other, said Emad Shahin, a political scientist at the American University in Cairo.

But although it involves collaboration with U.S. rivals, Mr. Morsi's specific initiative, in particular, also appears largely harmonious with the stated Western objective of ending the Syrian bloodshed.

"This is a reconfiguration of the regional and international politics of the region," Mr. Shahin said. "It will, of course, raise concerns in Washington and Tel Aviv, but I don't think this is a confrontational foreign policy. It is a regional foreign policy, tackling a regional problem through the capitals of the four most influential regional states, without looking through the prism of Washington and Tel Aviv."

Mr. Morsi has called for Mr. Assad to leave power and end the bloodshed in Syria. The escalating violence there has taken on all the trappings of a proxy war that threatens to destabilize the entire region, with Iran among the main backers of the Assad government and Saudi Arabia and Turkey among the main backers of the rebels.

Despite the failure of the Arab League and U.N. initiatives in Syria, some analysts argued that Mr. Morsi's regional approach might have a better chance to broker a peace, in part because of the mutual hostility between Iran and the West.

"Obviously, you need channels to the

Assad regime — people who are uncomfortable with the way things stand and would like to be seen as playing a more positive role," said Peter Harling, a Syria researcher at the International Crisis Group, speaking of Iran. "And any effort to reach Iran can't include the Western camp; it would be impossible if the U.S. was involved."

The Egyptian foreign minister has contacted his counterparts in the other three countries to arrange a preliminary meeting, Amr Roshdy, a Foreign Ministry spokesman, said Sunday. Mr. Morsi first proposed the initiative this month at a meeting of Muslim nations in Mecca, and the Iranian state news media have reported that Iranian officials have publicly lauded the plan.

Mr. Morsi is visiting Tehran this week to attend a meeting of an organization of

so-called nonaligned states, but his spokesman, Mr. Ali, said the visit would last only a few hours, without any bilateral talks. He also dismissed speculation that Mr. Morsi planned to upgrade Egyptian relations with Iran to full diplomatic relations. The two countries cut off relations after the 1979 Iranian revolution, and each keeps only a lesser diplomatic outpost in the other's capital rather than a full embassy, even though most other Arab states — even Saudi Arabia, Iran's longtime rival — have restored full ties.

Still, Mr. Ali called the inclusion of Iran in the regional contact group on Syria "an opportunity, because Iran is an active party in the Syrian issue."

"Iran could be part of the solution rather than part of the problem," he said. "If you want to solve a problem,

"We're not counted in any axis or any old groupings. Therefore, our minds are open for everyone."

you have to gather all the parties that have a real influence on the problem."

The unorthodox combination of players in the proposed working group is a measure of the changing dynamics within the region. Mr. Morsi comes from the Muslim Brotherhood, a pan-Arab Islamist movement that has long been opposed to Saudi Arabia's Western-friendly monarchy, which has outlawed the group as subversive.

Egypt and Saudi Arabia have been fierce rivals of Iran. While Iran has provided military and logistics support to the Assad government, Turkey and Saudi Arabia have helped arm the rebels trying to bring it down.

Mr. Morsi, though, may be well positioned to bring together the working group, analysts said. Egypt has credibility as "an emerging player in the Arab world and a somewhat successful model of a democratic transition in the Arab Spring," said Mr. Harling of the Interna-

tional Crisis Group.

He argued that Mr. Morsi's connections through the Muslim Brotherhood to its militant Palestinian offshoot Hamas might facilitate negotiations because of Hamas's deep ties inside Syria. Hamas kept a headquarters in Damascus until the uprising and maintains close ties with parts of the Syrian opposition as well as some within the Assad government.

Mr. Morsi's spokesman, Mr. Ali, stressed that the new president intended to make independence and openness the hallmarks of Egyptian foreign policy. "Egyptian diplomacy will be more active, more vibrant," he said. "We have gone through a very long period of diplomatic stagnation, torpidity and rigidity." He added: "We're not counted in any axis or any old groupings. Therefore, our minds are open for everyone, and our hands are extended to everyone."

Still, Mr. Ali also made it clear that at the moment Mr. Morsi was urgently concerned with the task of reviving Egypt's moribund economy and that could constrain its independence.

Afrer the subject of Syria, Mr. Ali said that seeking more foreign investment

would be the "second element" of Mr. Morsi's trip to China. As a gateway to Africa and the most populous Arab state, Egypt could be a trade depot for goods from China or a regional center of industry.

But, he said, Mr. Morsi would also be working on redefining Egypt's international role to befit its historical status as a regional leader.

"We're not competing with anyone and we don't seek to form alliances, but we're pursuing a real role for Egypt that it deserves," he said. "Because it's not a small country, whether in terms of geopolitics, or in terms of its population and demographics and the expertise. This is what's meant by redefining Egypt's regional role and national security."

Kareem Fahim and Mayy El Sheikh contributed reporting.

France urges opposition in Syria to form government

BEIRUT

BY KAREEM FAHIM
AND RICK GLADSTONE

The French president urged the Syrian opposition movement on Monday to create a provisional government and vowed to extend official recognition once it was formed.

The statement by the French president, François Hollande, represented the furthest any Western leader had gone in pressuring the embattled government of President Bashar al-Assad of Syria. While the United States, Britain and other Western countries have called on Mr. Assad to resign and have supported the opposition with nonlethal aid, they had not explicitly stated they would recognize a provisional government formed by Mr. Assad's array of political enemies.

Mr. Hollande's statement, made dur-

ing an annual speech to French diplomats in Paris, came as new violence convulsed Syria, including the possible rebel destruction of a Syrian helicopter gunship and further signs of a rush to the borders by thousands of people seeking haven from the 18-month-old conflict.

"France asks the Syrian opposition to form a provisional government — inclusive and representative — that can become the legitimate representative of the new Syria," Mr. Hollande was quoted by news agencies as saying during the speech at the Élysée Palace in Paris. "France will recognize the provisional government of Syria once it is formed."

Mr. Hollande also joined American and British warnings to the Assad government not to deploy its arsenal of chemical weapons, calling such a step grounds for a military intervention.

The French leader spoke hours after Syrian anti-government fighters said they had shot down a government helicopter during fierce fighting in the eastern suburbs of Damascus. Syrian state television confirmed that a helicopter had crashed in the neighborhood of Qaboun, without detailing the cause.

In an unverified video posted on the Internet on Monday purporting to show the crash, flames appear around a falling helicopter before it bursts into a fireball and plummets to the ground. Another video appeared to show wreckage, with the charred fuselage and a rotor

resting in a residential alleyway.

The Athar brigade, a rebel group, claimed responsibility, saying in a statement that the helicopter had been shot down "with the participation of other brigades."

Activist groups said that the helicopter had been used in a government assault on rebel fighters in Jobar, a patch of suburbs outside Damascus that has been racked by periodic, heavy bouts of fighting since last year. After the helicopter went down on Monday, activists said that government forces had started shelling the area near the crash site. Syria's restrictions on journalists make it impossible to confirm such reports.

As it fights an insurgency on several fronts, the Syrian government has become increasingly reliant on warplanes and helicopter gunships to extend its reach. Military analysts say the government may be struggling to keep aloft its fleet of Mi-25 Hind-D attack helicopters, given the scarcity of spare parts and the intensity of the fighting.

The government did not identify the type of helicopter that crashed on Monday. Syria was believed to have about three dozen of the Mi-25 Hind-D helicopters before the start of the conflict.

Rick Gladstone reported from New York. Hwaida Saad contributed reporting from Beirut.

LE PRÉSIDENT, LES MILITAIRES ET LES SERVICES DE SÉCURITÉ SONT CONTRE. ET POURTANT...

Israël-Iran : si Netanyahu choisit la guerre

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Brandie depuis des années, la menace d'une opération israélienne destinée à empêcher la République islamique d'Iran de se doter d'une bombe atomique est devenue brutalement plus concrète après les mises en garde, il y a trois semaines, de plusieurs anciens directeurs des services de renseignement. Patron du Mossad entre 1998 et 2002, Ephraïm Halevy a même précisé que, « *s'il était iranien, il redouterait, au cours des douze prochaines semaines, une attaque israélienne. Car la menace d'une telle opé-*

ration semble sérieuse et crédible ». Confirmé à demi-mot par deux anciens chefs du renseignement militaire, l'avertissement de l'ex-maître espion, rompu aux situations de crise par trente ans de service au sein du Mossad, était d'autant plus troublant qu'il était lancé par un adversaire résolu de « l'option militaire » contre la bombe atomique iranienne. En juin 2009, dans une interview au « *Nouvel Observateur* », Ephraïm Halevy avait répondu aux rumeurs de préparatifs militaires israéliens en affirmant que le programme nucléaire iranien ne constituait pas « *une menace existentielle pour*

Israël ». Et dénoncé « *le marketing de la peur* » des politiciens israéliens.

Pourquoi, alors que les Israéliens, comme tous les Terriens équipés d'un téléviseur, s'intéressaient davantage aux jeux Olympiques qu'aux rêves exterminateurs de Mahmoud Ahmadinejad, l'ancien espion a-t-il jugé utile de lancer cette mise en garde ? Et pourquoi ce mystérieux délai de « douze semaines » ? Parce qu'Ephraïm Halevy sait, comme tous ceux qui ont pris son sillage pour dénoncer les périls d'une aventure iranienne, que le Premier ministre Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Ehoud Barak

sont capables d'en prendre le risque. Et qu'ils pourraient même le prendre avant l'élection présidentielle américaine du 6 novembre.

Selon Barak, le véritable risque serait de ne rien faire. Habitué, pour se distraire, à démonter et remonter les mécanismes d'horlogerie les plus complexes, l'ancien général recyclé en homme d'affaires et politicien parle aujourd'hui comme s'il était lancé dans une véritable course contre la montre avec les mollahs. À l'entendre, les derniers rapports des services secrets occidentaux et ceux des inspecteurs de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) indiqueraient que l'Iran continue à enrichir de l'uranium et dissimule même de nouvelles lignes de centrifugeuses. Enrichi pour le moment à 20%, cet uranium peut être employé comme combustible dans une centrale nucléaire ou utilisé à des fins scientifiques – comme les Iraniens prétendent vouloir le faire. Mais il pourrait aussi, demain, si l'enrichissement est poursuivi, permettre de produire une ou plusieurs bombes. En mai dernier, l'AIEA estimait que l'Iran disposait de 5667 kilogrammes d'uranium enrichi à 3,5% et d'une centaine de kilos d'uranium enrichi à 20%. Pour Barak et les siens, ces chiffres sont déjà inquiétants, compte tenu des capacités de dissimulation des Iraniens. Mais ce qui l'est davantage, c'est l'état d'avancement du chantier de l'usine d'enrichissement de Fordow, qui n'a jamais été fermée, contrairement aux demandes du groupe « 5+1 » (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne).

Creusée dans une montagne, près de la ville sainte de Qom, cette installation, où fonctionneraient déjà deux « cascades » de 174 centrifugeuses et qui pourrait à terme en abriter près de 8000, présente aux yeux des stratèges militaires israéliens le double inconvénient de dissimuler le niveau d'activité du dispositif et, surtout, de le

protéger d'une attaque éventuelle. A Fordow, comme dans plusieurs autres sites actuellement sous surveillance étroite, « *l'Iran s'approche de la zone d'immunité* », ne cesse de répéter Barak. Cela ne signifie pas que l'Iran est à la veille de produire une bombe, car le niveau d'enrichissement atteint pour l'uranium est encore insuffisant. Et il n'est pas acquis que les ingénieurs iraniens maîtrisent l'ensemble de la chaîne technologique qui conduit à la production de l'arme nucléaire et à la mise au point du vecteur. Selon le Pentagone, l'Iran ne sera pas « *techniquement capable* » de disposer d'une bombe atomique avant 2015. La « zone d'immunité » dont parle Barak, ce n'est pas le moment où Téhéran aura la bombe, mais celui où ses installations décisives ne seront plus vulnérables aux frappes occidentales.

En réalité, les États-Unis ne sont pas plus disposés qu'Israël à laisser la République islamique devenir une puissance nucléaire. Barack Obama le répète depuis son élection : il ne permettra pas à l'Iran de disposer d'une bombe A. C'est sur le calendrier et les moyens que les dirigeants israéliens et américains divergent. La Maison-Blanche estime que les sanctions économiques et politiques contre l'Iran commencent à produire des effets et qu'il faut les durcir encore. « *La frappe militaire doit être la dernière option, pas la première* », a martelé le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, de passage en Israël il y a quelques semaines. Et le général Martin Dempsey, chef d'état-major général de l'armée américaine, venu s'entretenir avec son homologue israélien Benny Gantz, a constaté que les deux pays avaient des « *différences d'interprétation* » des mêmes rapports sur l'Iran et admis que « *leurs chronomètres tournaient à des vitesses différentes* ».

Pour Barak et Netanyahu, issus de cultures politiques différentes mais liés par leur passage dans les années 1970 au sein de l'unité d'élite Sayeret Matkal, puis par leur alliance politique, il est clair que « *la diplomatie a échoué* ». D'ici à quelques semaines ou quelques mois, estiment-ils, une partie importante du programme nucléaire iranien sera hors de vue et hors de portée des bombes et des missiles ennemis. Il est donc capital de frapper avant. Une autre raison pourrait inciter Netanyahu à attaquer l'Iran avant novembre : exercer un chantage sur Barack Obama, en pleine campagne électorale, pour le contraindre à participer à l'opération ou, au moins, à poser un ultimatum à

Téhéran. Le Premier ministre israélien déteste Obama et l'aversion est réciproque. L'un des principaux mécènes politiques de Netanyahu est le « roi des casinos » américains Sheldon Adelson, financier majeur de la campagne de Mitt Romney. En défiant militairement Téhéran, Netanyahu placerait le président américain face à une alternative diabolique : laisser Israël frapper seul et courir le risque d'être lâché par le puissant lobby pro-israélien des Etats-Unis, généralement favorable aux démocrates ; ou s'engager, alors que la guerre d'Afghanistan n'en finit pas de ne pas finir, dans un nouveau conflit aux conséquences incalculables. Barak et Netanyahu le ●●●



Benjamin Netanyahu à Jérusalem le 27 août

●●● savent : 63% des Israéliens refusent une frappe contre l'Iran si elle est menée par Israël seul. Le chef d'état-major général israélien en personne s'est déclaré défavorable à une telle opération sans participation américaine. Mais pour la Maison-Blanche, il n'a jamais été question de passer à l'action militaire sans avoir épuisé toutes les solutions négociées. Si la décision doit être prise, elle devra être la riposte à une fin de non-recevoir iranienne assumée devant l'opinion internationale. Dans ces seules conditions, le département d'Etat pourra expliquer au monde – en particulier au monde musulman – que Washington a dû choisir l'option militaire en désespoir de cause et après avoir, avec ses alliés, tout tenté pour l'éviter.

Ces calculs de joueurs d'échecs peuvent-ils être entendus par les joueurs de poker que sont Ehoud Barak et Netanyahu? Ceux qui les connaissent en doutent. « Nous assistons à une hystérie programmée », explose l'ancien chef du renseignement militaire Uri Saguy, compagnon d'armes déçu, qui dénonce « l'indécence des comparaisons avec l'Holocauste » et la suc-

cession d'erreurs et de fautes stratégiques commises par Barak pendant sa carrière militaire et politique. « Barak est un aventurier, assoiffé de pouvoir et d'argent, dépourvu de toute sensibilité morale et politique », dit un ancien diplomate. « Il ne pense jamais ce qu'il dit et ne dit jamais ce qu'il pense », ajoute un de ses anciens collaborateurs. « Le plus étonnant, dans la stratégie de Barak et Netanyahu, constate un expert militaire, c'est qu'ils

semblent agir comme si nous n'avions aucune capacité de dissuasion. C'est une erreur majeure, un comportement irresponsable, de penser ou de laisser penser que notre dissuasion n'est pas assez crédible pour nous protéger. »

L'armée israélienne peut, théoriquement, mener seule une opération contre le programme nucléaire iranien. Elle dispose des avions, des missiles et des bombes guidées antibunkers – américaines – nécessaires. Elle peut aussi utiliser des missiles tirés depuis les sous-marins livrés par l'Allemagne. Elle peut même, grâce à ses avions d'alerte avancée et de guidage, produits en Israël à partir de cellules d'avions d'affaires américains, se passer de la couverture des Awacs de l'US Air Force. Ancien chef de l'armée de l'air, Eitan Ben Eliyahu, qui a commandé le raid contre le réacteur nucléaire Osirak, près de Bagdad, en 1981, juge l'opération « faisable mais très compliquée, risquée et d'une efficacité discutable ». Les spécialistes estiment qu'elle provoquerait au mieux un retard de quelques années dans le programme iranien – si elle ne l'accélère pas, comme ce fut le cas pour Osirak. Mais elle risquerait de plonger la région entière dans le chaos. L'Iran et ses alliés libanais du Hezbollah ont déjà promis une « pluie de missiles » sur Israël. Selon Barak lui-même, ces repréailles pourraient faire 500 morts. Des attaques contre les intérêts israéliens dans le monde, des actes de terrorisme, une déstabilisation durable du Liban et de l'Irak sont aussi à redouter. Par solidarité islamique, même

des pays sunnites qui détestent l'Iran chiite pourraient lui apporter leur soutien en cas d'attaque israélienne. Curieusement, face à ces perspectives angoissantes qui mobilisent, dans les médias israéliens, experts et éditorialistes, l'opinion publique est assez indifférente. Un Israélien sur deux seulement est allé retirer son masque à gaz. Les prix des appartements, contrairement à l'habitude en cas de

CE QU'ILS EN DISENT

Shimon Peres
(président d'Israël)

« Il est clair que nous ne pouvons pas lancer cette attaque seuls. Nous ne pourrions que retarder le programme iranien. »

Benny Gantz
(chef d'état-major général)

« Une action israélienne unilatérale avant l'élection américaine serait une grave erreur. »

Uri Saguy

(ex-chef du renseignement militaire)

« Je suis scandalisé par la médiocrité intellectuelle qui conduit à parler de menace existentielle. »

David Grossman
(écrivain)

« Pourquoi tous ceux-là [ministres, officiers supérieurs hostiles à une frappe israélienne, NDLR] ne se dressent-ils pas, maintenant, quand il est encore temps, pour dire : "Nous ne partageons pas cette vision mégalomane, cette conception messianique, catastrophique du monde" ? »

Yossi Bellin
(ancien ministre)

« Le moment est venu pour les gens de dire : "Attendez une minute ! Vous parlez de nos vies. Nous sommes ceux qui vont être tués." »

Benjamin Netanyahu
(Premier ministre)

« Le gouvernement décide. Les professionnels appliquent les décisions. »

crise, sont en hausse. Personne ne fait de provisions spéciales pour garnir les abris. Cible désignée des mollahs, Tel-Aviv connaît une fin d'été plus insouciant que jamais.

Pourtant, le président, Shimon Peres, des généraux, d'anciens chefs de services de renseignement, des intellectuels ont mis en garde Netanyahu et Barak contre les résultats limités et les retombées désastreuses d'une frappe en Iran. Une pétition d'artistes et d'écrivains demandant aux pilotes israéliens de ne pas bombarder l'Iran a déjà recueilli des centaines de signatures. Dans une tribune de « Haaretz », l'écrivain David Grossman invite solennellement les ministres et généraux en activité qui murmurent en privé leur désaccord à le proclamer en public. « J'avais réuni l'autre jour cinq personnalités politiques influentes à dîner, raconte un ambassadeur européen. Toutes étaient hostiles à une frappe contre l'Iran. La plus virulente appartenait au Likoud ». « Jamais, constate un haut fonctionnaire, je n'avais vu un tel débat public avant le déclenchement possible d'une guerre. C'est le seul point positif que je vois à cette affaire. » Spécialiste des relations entre la société israélienne et son armée, Yagil Levy, professeur de sciences politiques à l'Université ouverte d'Israël, a étudié minutieusement la stratégie de Netanyahu et Barak. « Ils savent depuis la première guerre du Liban, dit-il, que dans ce pays, on ne va pas à la guerre sans consensus, sans mobilisation de la société. Mais ils veulent détourner l'attention des problèmes sociaux, de la question palestinienne toujours sans solution et, surtout, amener les Américains à durcir leur position face à l'Iran. Alors, ils ont fait croire qu'ils étaient prêts à frapper seuls. Vous ne me croirez peut-être pas, mais vous verrez, c'est du bluff. »

RENÉ BACKMANN

Syrie : le facteur kurde

Par Shahzad Abdul

Le drapeau kurde flotte depuis quelques jours sur plusieurs villes du nord de la Syrie. A seulement dix kilomètres des frontières turque et syrienne, la ville de Derik, qui compte 50 000 âmes, est par exemple tombée aux mains du Parti de l'union démocratique (PYD), formation kurde armée réputée proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

La question des Kurdes de Syrie revient au cœur des préoccupations après la série d'attaques menées récemment en Turquie. Ankara a imputé la dernière en date au PKK : une attaque à la voiture piégée à Gaziantep, dans le sud du pays, le 20 août, qui a fait neuf morts. La Turquie voit derrière cet attentat la main de la Syrie. Le ministre des affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a suggéré l'implication de Damas en évoquant "un parallélisme en matière de mentalité et de méthode" avec la répression sanglante exercée par le régime de Bachar Al-Assad contre sa population. Un vice-président du Parti de la justice et du développement (AKP), parti au pouvoir en Turquie, Hüseyin Celik, a lui directement incriminé Damas : "Il est connu que le PKK travaille main dans la main avec l'Al-Moukhabarat [les renseignements syriens]. Al-Assad considère l'ennemi de la Turquie, le PKK, comme un allié."

Car la hantise de la Turquie, qui voit à sa frontière se multiplier les villes sous influence kurde, serait de voir émerger une seconde entité kurde autonome, après celle d'Irak. Cela pourrait réveiller les velléités indépendantistes kurdes sur son propre sol.

RAPPROCHEMENT AVEC DAMAS

De fait, le PKK aurait mené ces derniers mois un rappro-

chement avec le régime baasiste. Depuis 1998, le lien historique entre les Kurdes et Damas s'était effrité. Jusqu'à cette date, Abdullah Öcalan – leader et fondateur du PKK – vivait librement à Damas, d'où il organisait les actions du parti. C'est lorsque, cédant à la pression de la Turquie, la Syrie a chassé le leader de son territoire que les relations se sont distendues.

Aujourd'hui, "le PKK n'hésite pas à faire alliance avec n'importe qui, tant que ça nuit à l'Etat turc", remarque Didier Bilion, directeur des publications à l'Institut des relations internationales et stratégiques. "Et au vu des relations actuelles entre la Turquie et la Syrie, il y a une logique politique à ce rapprochement", poursuit le spécialiste de la Turquie.

Jean Marcou, chercheur à l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul précise : "Dès lors qu'Ankara a commencé à accueillir sur son sol des discussions sur la Syrie, Damas a entrepris une ouverture vers les Kurdes. Elle a alors renoué des contacts avec le PKK et le PYD. Et elle a notamment octroyé aux Kurdes la nationalité syrienne." A cet égard, que le principal dirigeant du PYD ait pu réintégrer officiellement

son parti en Syrie après le début de la révolte, est significatif.

UN KURDISTAN SYRIEN ?

Mais si Damas tente d'utiliser les Kurdes pour faire contrepoids à la Turquie, cette instrumentalisation se heurte aux tiraillements de la communauté elle-même, qui se revendique majoritairement dans l'opposition tout en craignant les conséquences de la chute du régime.

"Les kurdes ne sont pas des marionnettes aux mains de Damas. Ils ont surtout peur que le Conseil national syrien [CNS, principale coalition d'opposition] ne donne pas suite aux revendications nationales kurdes si le régime tombait", souligne Didier Bilion. C'est pourquoi ils ont quitté la coalition pour créer le Conseil national kurde de Syrie, malgré la nomination d'un président kurde, Abdulbaset Sieda, à la tête du CNS.

Leurs revendications ne s'expriment pas encore clairement, du fait de l'éclatement de la communauté en Syrie. Une dizaine de groupuscules politiques kurdes, désorganisés et peu influents, gravitent dans l'ombre du PYD. Massoud Barzani, leader du gouvernement autonome

kurde d'Irak, tente d'unifier ces groupes pour former une plateforme politique puissante, en anticipant le vide du pouvoir dans l'après-Assad.

"Contrairement aux Kurdes d'Irak, qui avaient une longue tradition de lutte contre le régime de Saddam Hussein, les Kurdes syriens sont toujours restés dans l'ombre. Or, ils veulent désormais se rassembler dans l'hypothèse de la création d'une région autonome au Nord", explique Didier Bilion. Mais cette région, qui se lierait au Kurdistan irakien pour former un état kurde, "n'est pas pour demain", tempère le spécialiste.

Jean Marcou rappelle que "le modèle irakien pourrait ne pas fonctionner en Syrie, car les Kurdes ne sont pas la seule communauté du Nord". Et quand bien même cela se réaliserait, "cette région ne serait pas forcément hostile à la Turquie", note-t-il.

En attendant, la Turquie s'en remet à son allié, les Etats-Unis. En visite à Ankara le 11 août, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a promis que la zone ne deviendrait pas "un sanctuaire pour les terroristes du PKK". □



Carte de zones de peuplement kurde de Syrie et du Kurdistan irakien autonome. Carte de zones de peuplement kurde de Syrie et du Kurdistan irakien autonome. | Le Monde



August 28, 2012

Syria: The Kurdish Wild Card

By Reese Erlich / truthdig.com

The apartment reminds me of a '60s-era crash pad. Syrian Kurds in their 20s sprawl on every available bed, couch and sleeping mat. Posters line the walls extolling Kurdish martyrs who fought Bashar al-Assad.

Fighters, smugglers, medics and demonstration organizers who have fled Syria stay here in Antakya, near the Syrian border. They reflect different political viewpoints but are united in opposition to the Syrian regime.

Bassam Al Ahmed, an activist who had just arrived from the mostly Kurdish city of Qamishli, tells me the Syrian government still controls the big Kurdish towns. Nevertheless, "thousands of people still demonstrate in the cities," he says. In July, for the first time, armed Kurds took control of four villages. He says he believes the tide is turning against Assad.

But Kurdish participation in the uprising is anything but simple. Turkish residents of this city generally sympathize with the Syrian opposition. But when neighbors found out that the crash-pad Syrians were Kurdish, they called the cops.

The Turkish government has long battled Kurdish fighters within its borders, and tends to link Kurdish activism with terrorism. When the police investigated, however, the Syrians assured them they were fighting Assad, not Turkey.

That incident symbolizes the complexities facing Kurds, an ethnic minority making up an estimated 10 to 15 percent of Syria's population of 22 million. Kurds face discrimination and repression under Assad. But when they took up arms against the Syrian regime, both Turkey and the United States became wary.

The Turks argue that an extremist faction of Kurds, the Kurdish Democratic Union Party, (PYD), seized the Syrian villages with the intention of launching cross-border attacks on Turkey. The PYD is affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK), which Turkey and the United States consider a terrorist group.

Referring to the villages under Kurdish control, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan told a press conference, "We will not let the terrorist group set up camps and pose a threat to us. No one should attempt to provoke us."

Every Kurd interviewed for this article, including strong opponents of the PYD, said Erdogan is manufacturing a threat to intimidate the Kurdish movement. Activist Al Ahmed notes that the villages are controlled jointly by the PYD and the umbrella Kurdish National Council (KNC). He asks why Kurds would attack Turkey when many are coming here as refugees.

Kurdish activists say the real issue is who controls the opposition movement in the Kurdish



Kurdish protesters hold an effigy of Syrian President Bashar al-Assad as they wave the Kurdish flag during a demonstration in the northeastern town of Amouda, Syria.

region. Kurds won't allow the Turkish-backed Free Syrian Army into their areas. Kurds are divided into many political groups, but they are united in demanding that a post-Assad government respect Kurdish rights.

When I interviewed President Bashar al-Assad at the presidential palace in 2006, I asked why Kurds shouldn't be educated in their own language. Why not grant Syrian citizenship to some 250,000 Kurds who were stateless as a result of a 1962 Syrian government decision?

He promised to resolve those issues, and then proceeded to do nothing for six years. When the uprising began in March 2011, Assad finally granted the Kurds citizenship, but ignored other demands.

In the early months of the uprising, the vast majority of Kurdish political parties declined to join the opposition led by Syrian Arabs. Many Kurds feared that conditions would be worse if conservative Islamists came to dominate a new Syria. But in recent months, Kurds have seen the Assad regime severely weakened.

Miral Biroreda, a Kurdish activist and leader of a Local Coordinating Committee in central Syria, told me "Kurds are now engaged in armed struggle. If Assad falls, Kurds can assert their own rights."

Almost all the Syrian Kurdish parties have joined the KNC. That coalition has close ties to Massoud Barzani, the powerful leader of Iraqi Kurdistan. Barzani acknowledges that KNC guerrillas are receiving military training in Iraqi Kurdistan, but claims they are not yet fighting in Syria.

While the KNC has international backing, the militant PYD has iron discipline and ideologically committed cadres. The PYD, and its parent group the PKK, lack majority support, but not for the reasons usually proffered by the U.S. and Turkey.

The PKK has waged a 28-year armed campaign against Turkey. It targets the Turkish military, but has killed many civilians in the process. The PKK rejects the "terrorist" label and calls itself a national liberation group.

The PKK has been all over the map, politically. In the 1980s, it called for an independent, socialist Kurdistan. By the 1990s, it renounced socialism and separatism. It now demands local autonomy in the Kurdish region, although details

remain vague. The PYD makes similar demands in Syria.

The PKK and PYD have angered many Kurds for creating a cult around their imprisoned leader Abdullah Ocalan. The PYD engages in extreme sectarianism, activists say, including attacks on other opposition militants.

When Syrian troops withdrew from the four Kurdish villages, for example, the KNC and PYD jointly took charge. "The PYD took down the Kurdish flag and hoisted their own," said one disgusted Kurd, who asked that his name not be used for fear of retaliation.

Despite these differences, Syrian Kurds have some common demands. The country should no longer be called the Syrian Arab Republic, for instance, but return to the name Syrian Republic. (Kurds don't consider themselves Arab.) They uniformly reject separatism, but demand some kind of local control in areas of Kurdish concentration.

But even such relatively simple demands run into roadblocks. Syria's Muslim Brotherhood, one of the major opposition groups, worries that the Kurds really want a separate state.

"Many of the Kurdish leadership don't express their desire to separate from Syria," Omar Mushaweh, a top Muslim Brotherhood spokesman told me. "But they sometimes list demands that would lead eventually to separation."

As an example, he cited the demand for a Kurdish parliament. "We're willing to accept some kind of local control in Kurdish regions, but not a parliament," he said.

Mushaweh strongly criticized "extreme Kurdish nationalists." He interpreted the PYD raising its own flag, for example, as "creating instability and fights with Turkey."

The Muslim Brotherhood is holding talks with KNC leaders to resolve the sharp differences between Kurdish and other opposition groups.

The residents of the crash pad, meanwhile, continue their work opposing the Syrian regime and asserting Kurdish rights. Some stay in Turkey to organize; others are going back to Syria to fight. Events are moving rapidly. The Kurds say they are determined to chart their own future in a post-Assad government. ♦

Iranian Kurdish Parties Wary of Treaty between KDPI and Komala

By SAKAR ABDULLAZADA

rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region -- The Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) and Revolutionary Society of Iranian Kurdistan's Toilers (Komala), have described the strategic agreement between them as "the foundation of a big political union" in Iranian Kurdistan.

But other political parties are worried about the treaty.

Kamil Nuranifard, the spokesperson of the Organization of Iranian Kurdistan Struggle, told Rudaw that while the treaty was a positive and important step, he was skeptical about how it would be used by both groups.

"If they use this union to unilaterally decide on fateful issues in Iranian Kurdistan, then we see it as a bad move because the future of Kurdistan needs the participation of all parties and groups," Nuranifard said. "We hope that this union will remain within the political framework."

The agreement between KDPI and Komala includes 14 points, emphasizing toppling the Islamic Republic of Iran, seeking federalism for Iranian Kurdistan, promoting the separation of religion and government and solving issues through dialogue, peace and social justice.

Arif Bawajani, leader of the Kurdistan Freedom Party (KFP), considers the agreement to be important and told Rudaw, "These two parties have fought each other in the past and the threat of more conflict between them has been looming in the future. Now, with this agreement, the threat has been cut by half, and the other half has been reduced by groups who have split from these two parties."

But Bawajani does not believe this agreement will be important enough to benefit Iranian Kurdistan as a whole. "It will mainly benefit the two involved parties," he said.

"I wish they had thought about the general interest and invited all the other parties to take that step together," Bawajani said. "These two parties should not act like the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Iraqi Kurdistan, because no elections have been held in Iranian Kurdistan and it has not been proven that these two parties enjoy wide public support among Kurds."

Simko Yazdanpana, the general secre-

KDPI leaders received by the Komala party in their base near Sulaimani city. Photo: komala.com



tary of the Union of Kurdistan Revolutionaries, said that the parties have good intentions and that the treaty would rule out the threat of conflict between them in the future.

"We believe agreements between parties are a positive thing. But, if it is done on the expense of the other parties, then it will have negative consequences," said Yazdanpana.

Hama Nazif Qadiri, a member of KDIP and the leader of the delegation that signed the treaty with Komala, told Rudaw, "This agreement is not at the expense of any other party. It is a platform for dialogue with the other political parties of Iranian Kurdistan who are committed to toppling the Islamic Republic of Iran, seeking federalism for Kurds and solving their issue through dialogue and modern struggle."

One of the most important provisions of the agreement was to call upon all the political parties of Iranian Kurdistan to take part, but most of those parties were not willing to.

Mustafa Mawludi, deputy secretary general of the Democratic Party of Kurdistan (DPK), said, "We consider this treaty to be very normal and do not have any problem with it. But before a political party can join a treaty, they should first be aware and informed of the initial talks. They did not invite us to these talks. We would have gladly participated in them had they invited us."

"Unfortunately, all their meetings were either bilateral or trilateral," Bawajani said. "KDPI and Komala did not invite the rest of the political parties for talks, so how can we suddenly take part in a treaty where all the provisions are prepared by KDPI and Komala without consulting others?"

For his part, Nuranifard echoed this

sentiment. "We will never join a treaty with provisions prepared and decided in advance by others. We do not want to make premature decisions, but the fear is that a counter-front to these two parties will be formed and an unhealthy rivalry between them initiated."

Yazdanpana said that, as of yet, the intentions of the treaty are not clear. "Would our participation make us equal partners or would it just serve to strengthen these two parties? If this treaty was intended to gather the voices and positions of the political parties in Iranian Kurdistan, then our party will participate without hesitation."

He added, "These two parties need to act very wisely so as not to turn Iranian Kurdistan into a divided land like Syrian Kurdistan."

Qadri dismissed these arguments. "Neither KDPI nor Komala has the intention of stepping into this process bilaterally. We have held many meetings with the majority of Kurdish parties in order to agree on the common points among us. There were a number of differences over how to achieve the aspirations of the Kurdish nation. Therefore, after a multilateral evaluation, we signed this treaty with Komala."

Faruq Babamiri, a political bureau member of Komala, said, "All the parties and organizations need to consider this treaty as their own. We have tried many times to meet with the other parties but we could not. This is a door for the coming together of all Kurdish parties and organizations in Iranian Kurdistan. No one should be worried about this treaty." ●

THURSDAY, AUGUST 30, 2012

Group uses Syrian ties to further rebel cause in U.S.

WASHINGTON

Nonprofit organization seeks to arm those who would topple Assad

BY STEVEN LEE MYERS

From a one-room office in an unfinished glass tower three blocks from the White House, a nebulous new organization is doing what the Obama administration will not: attempting to arm the rebels trying to overthrow the Syrian government.

The Syrian Support Group, incorporated here in April as a nonprofit, has few resources and, so far, few donations, and whether it succeeds in its larger goal remains to be seen, but it is already serving as a conduit between the United States and the armed forces seeking to topple the Syrian president, Bashar al-Assad, and having an effect on American policy.

The group has surprisingly extensive contacts among rebel commanders of the Free Syrian Army, a rare license from the Department of Treasury allowing it to sidestep sanctions and a conviction that the assistance the administration has so far offered Syrians — mainly communications equipment — is simply not enough to defeat Mr. Assad.

Its members regularly consult with State Department officials, including the American ambassador to Syria, Robert S. Ford, who has been based in Washington since the embassy in Damascus closed in February. Their unusual relationship with the American government reflects the Obama administration's constrained and at times convoluted policy toward the raging Syrian conflict.

While the administration advocates Mr. Assad's removal from power as fervently as the group members do, it has so far resisted calls to intervene militarily or to provide weapons that Mr. Assad's opponents say are needed to accomplish the task. And yet it is tacitly encouraging others to do so, including nations like Turkey, Saudi Arabia and Qatar and a network of Syrian émigrés in the United States and Canada who, like many of those opposed to Mr. Assad's rule, began their campaign on Facebook and Skype.

"If you keep giving people videos and cameras and satellite equipment so they can document how they are getting killed, it won't stop the killing," said Louay Sakka, one of the group's eight board members, referring to the American aid. As for Mr. Assad's loyalists, he added that "it's only the language of force they understand."

Mr. Sakka, a telecommunications engineer in Toronto, said that the group hopes to raise \$7 million to help the Free Syrian Army level the playing field against Mr. Assad's overwhelmingly superior forces with the purchase of more sophisticated weaponry, including anti-aircraft and antitank missiles.

"For a long time we've been telling them there is no political solution," he said of American and other officials hoping for a negotiated end to Mr. Assad's rule.

Administration officials say that outsourcing the supply of money and arms to the rebels maintains a crucial distinction that keeps American military fingerprints off a conflict that has already turned into a bloody civil war. "It's not for us to determine what the donations are used for," said one official, who requested anonymity to discuss administration thinking, describing a plausible deniability that might not be plausible to all. "It could be for medical supplies."

The Syrian Support Group came together late last year, uniting a diaspora of émigrés with close family, social and cultural ties inside Syria. Like the protesters inside Syria, they began by advocating peaceful political change, but as the Syrian government cracked down ever more forcefully, they too became more militant, making contacts with the rebel military commands that took shape inside major Syrian cities.

For some it has been a jarring transition. "I have never been involved in a revolution before," another board member, Dr. Naser Danan, said in a telephone interview from Cleveland, where he settled after leaving Syria in 1986. "I'm a pediatrician."

The group became more organized last spring when it formally incorporated, started its Web site and, in May, hired a former NATO political officer, Brian Sayers, to act as its director of government relations in Washington after finding him through an online employment agency. That same month, it applied for a license from the Treasury Department's Office of Foreign Assets Control to raise money for the rebels. The license was granted on July 23 after the Obama administration intensified efforts to provide humanitarian and other nonlethal assistance inside Syria. American law restricts arms sales generally, and sanctions prohibit them to Syria specifically.

But while the group cannot ship weapons, it can send money that the rebels can use to buy them. The group has not yet registered as a lobby, but it has already become a clearinghouse for American lawmakers and administration officials trying to learn more about

the loose network of rebels that has gradually coalesced into the Free Syrian Army. A senior administration official who did not want to discuss intelligence matters on the record said that the group's greatest asset had been its contacts, providing some of the best intelligence available on those squaring off against Mr. Assad's security forces.

The only thing adorning the group's tiny office in downtown Washington is a large map of Syria with Post-it notes designating the commanders of the Free Syrian Army's nine regional military councils, from Dara'a to Aleppo. Mr. Sayers said that the group's directors routinely contacted the commanders of those councils — and recently managed a Skype conference call with all nine at once.

"There's not one head — that's true," Mr. Sayers said of the still-amorphous organization. "It doesn't mean you can't work with them."

Mr. Sakka said that the group's directors, all professionals, were originally from cities now under siege, allowing them to establish trust with the rebels, and vice versa. One of the group's accomplishments has been to negotiate a "proclamation of principles," signed by each of the rebel commanders. It calls for a free, democratic Syria that would protect the rights of Syria's myriad ethnic and sectarian groups, create rule of law and seek peace with its neighbors.

The group has not disclosed its fundraising efforts so far, though its license requires it to report each month to the State Department how much it raises and sends. If the Internal Revenue Service approves the group's status as a charity, donations to help Syrian rebels could soon be tax-deductible.

Mr. Danan, originally from Damascus, lamented that the group had yet to receive donations large enough to do much more than set up the Washington office.

While maintaining good relations with the Obama administration, the group has also been a critic of the administration's approach. Mr. Danan, for example, said President Barack Obama's warning that any use of chemical weapons by Syrian forces would be "a red line" that could provoke intervention amounted to a "green light" for Mr. Assad to use as much conventional force as possible.

"Without force, tyranny will persist," he said. "We will advocate with whatever means we can to mobilize the United States and other world powers to support the Syrian people, and not just with mere rhetoric."

A triumph for Iran turns to chagrin over Syria

TEHRAN

At Nonaligned meeting in Tehran, host hears denunciations of an ally

BY THOMAS ERDBRINK AND RICK GLADSTONE

Iran's triumphal stewardship of the Nonaligned Movement summit meeting here veered off script Thursday when the two most prominently featured guest speakers, President Mohamed Morsi of Egypt and the United Nations secretary general, Ban Ki-moon, denounced the repression of the armed uprising in Syria, a close Iranian ally.

Syria's foreign minister walked out in protest at Mr. Morsi's remarks at the meeting, the largest international conference in Iran since the 1979 Islamic revolution. Iranian leaders have portrayed the meeting, attended by 120 countries, as a validation of Iran's importance in the world and a rejection of Western attempts to ostracize it.

Mr. Morsi, Egypt's new Islamist president, whose decision to attend the meeting was considered a major victory by the Iranians, likened the uprising in Syria to the revolutions that swept away longtime leaders in North Africa.

"The Syrian people are fighting with courage, looking for freedom and human dignity," Mr. Morsi said. "We must all be fully aware that this will not stop unless we act."

Mr. Morsi, pointedly, did not mention unrest in Bahrain, possibly to avoid offending Saudi Arabia, which has helped Bahrain's monarchy suppress the uprising.

With President Mahmoud Ahmadinejad of Iran beside him, Mr. Morsi spoke of an "oppressive regime" in Syria and said the opposition should unite to unseat President Bashar al-Assad.

"I am here," he said, "to announce our full and just support for a free, independent Syria that supports a transition into a democratic system and that respects the will of the Syrian people for freedom and equality at the same time, preventing Syria from going into civil war or going into sectarian divisions."

While Mr. Morsi was speaking, the Syrian foreign minister, Walid al-Moallem, walked out in protest.

Mr. Ban publicly upbraided his Iranian hosts for threatening to annihilate Is-



President Mohamed Morsi of Egypt, right, addressing the Nonaligned Movement meeting Thursday in Tehran. The U.N. secretary-general, Ban Ki-moon, is at left, and President Mahmoud Ahmadinejad of Iran is at center.

rael and for describing the Holocaust as a politically motivated myth. "I strongly reject threats by any member state to destroy another or outrageous attempts to deny historical facts, such as the Holocaust," Mr. Ban said.

In an apparent effort to avoid friction, Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, opened the day with a speech that avoided any mention of Syria.

Mr. Ban aimed a clear rebuke at the Syrian government by saying "the crisis in Syria started with peaceful demonstrations that were met by ruthless force. Now, we face the grim risk of long-term civil war destroying Syria's rich tapestry of communities." Mr. Ban added: "The Syrian government has the primary responsibility to resolve this crisis by genuinely listening to the people's voices."

In Syria on Thursday, rebels claimed to have shot down a warplane in the northern province of Idlib. On Wednesday, fighters in Idlib said they had attacked an airbase, destroying at least five helicopters. On Monday, rebels said they had downed a helicopter over the Damascus suburbs. The government disputed both accounts, saying it had repulsed the assault on the base and that the helicopter had suffered a mechanical failure.

Iran stands isolated in the Islamic world in its support for President Bashar al-Assad, a status that became abundantly clear when it was the only nation to oppose the expelling of Syria as a member of the Organization of Islamic Countries on Aug. 14.

Local Iranian news media did not report the comments by Mr. Ban or Mr. Morsi, which strongly conflict with Iran's official line; a top military commander recently declared Mr. Assad's government the "winner" over the "U.S.- and Israel-backed terrorists."

Such remarks have made it increasingly complicated for more pragmatic Iranian politicians to offer alternative ideas when it comes to Syria, with state television emphasizing daily the line of no compromise on Iran's support for Mr. Assad.

Mr. Morsi, the new leader of an Egypt re-emerging as a regional player, and

Ayatollah Khamenei, as the head of the Middle East's only Islamic republic, predicted the coming of a new world order in which the power of the West is fading as developing countries demand more influence. The revolutions in the region are a clear sign of more changes to come, they said.

In their speeches, Mr. Morsi and Ayatollah Khamenei both said that the makeup of the U.N. Security Council, in which the five permanent members — the United States, Russia, China, France and Britain — can veto decisions, should be reformed.

"We need comprehensive changes so that the Security Council will be more representative of the 21st century," Mr. Morsi said.

"The Syrian people are fighting with courage, looking for freedom and human dignity."

Ayatollah Khamenei, who repeatedly lashed out against the United States, said the composition of the Security Council had led to a "flagrant form of dictatorship," and he accused Washington of abusing "this mechanism in order to impose its will on the world."

Both leaders called for a nuclear-free zone in the Middle East. Ayatollah Khamenei said that the United States and its Western allies had "equipped the usurper Zionist regime with nuclear weapons, which now pose a great threat to all of us."

They also called for an independent Palestinian seat in the United Nations.

In Tehran, Mr. Ban, making his first visit to Iran as U.N. secretary general, urged his hosts to comply with a set of five Security Council resolutions demanding it stop enriching uranium.

But Ayatollah Khamenei made clear that Iran would not compromise.

"The Islamic Republic is not after nuclear weapons," Ayatollah Khamenei said. "But we will never give up on our right to nuclear energy."

Dans la vieille ville d'Alep, à l'heure de la « guerre floue »

Face à la violence aveugle de l'appareil répressif, les combattants de l'ASL luttent avec des moyens dérisoires. Les civils tentent de survivre

Reportage

Alep (Syrie)

Envoyé spécial

L'instant d'avant, on déchargeait en quatrième vitesse une camionnette de pastèques dans la ruelle presque déserte, pour alimenter l'étal d'une épicerie grande comme un cagibi. La bataille au cœur de la vieille ville d'Alep n'a pas réussi à annihiler toutes les nécessités de la survie quotidienne, ni l'avancée des insurgés qui progressent dans la zone.

Depuis cinq jours, un nouveau fragment de la carte de la vieille ville, Qastal Al-Harami, est passé aux mains des hommes de l'Armée syrienne libre (ASL), qui ont progressé jusqu'à se trouver en vue de la citadelle, au cœur géographique de la partie la plus ancienne de la grande ville commerçante du nord de la Syrie.

Non loin, les insurgés bloqués depuis plusieurs semaines à Bab Al-Nasr ont percé en direction de la citadelle, au sud. A Qastal Al-Harami, c'est vers le nord que se trouve l'ennemi, dans les quartiers contrôlés par les forces gouvernementales.

Le commandant Abdallah Yacine, l'un des vétérans de la bataille d'Alep, l'un des premiers à y être entrés lorsque, après des mois de préparation, les insurgés organisés depuis les campagnes avoisinantes s'y sont infiltrés le 23 juillet, est venu faire le coup de feu sur les positions les plus avancées. « Nous contrôlons maintenant près de 90 % de la vieille ville », affirme-t-il, en faisant le tour des quartiers récemment « libérés » où les groupes de l'ASL mènent une guerre de mouvement.

Mais dans la vieille ville, le front oscille comme une corde trop tendue. Dans les ruelles de Qastal Al-Harami, les forces gouvernementales ont reflué. Le terrain ne



les avantage pas. Pas de tank qui puisse manœuvrer ici. Les fantasmes syriens se sont regroupés dans des positions à leur avantage. Des hommes embusqués dans les immeubles les plus élevés tirent sur le rebelle de passage ou le passant qui ne trotte pas assez vite.

Même avec voile, talons et lunettes de soleil, chacun pique son sprint. Il ne fait pas bon parcourir les rues où les angles, subitement, vous exposent à l'adresse d'un tireur invisible.

Mais la partie de la population qui n'a pas fui vers d'autres quartiers de la ville, vers la campagne ou vers la Turquie voisine est bien obligée de faire de menues courses pour tenir bon au milieu des combats et des bombardements qui démarrent à toute heure du jour et de la nuit.

Non loin, la citadelle aux beaux murs de pierre dorée luit sous le soleil. Derrière ses murs conçus

pour résister aux invasions mongoles, les soldats gouvernementaux mènent une partie de la bataille de la vieille ville à l'abri. Si les ruelles appartiennent de plus en plus aux combattants de l'ASL, les positions sont élastiques et les engagements commencent sans prévenir.

Le claquement du rideau de fer du vendeur de pastèques de Qastal Al-Harami se perd dans les premiers coups de feu qui résonnent dans la ruelle. Le petit groupe avancé de l'ASL, stationné dans une mosquée voisine depuis quelques jours, après la conquête lente et meurtrière de plusieurs placettes depuis le quartier de Bab Al-Nasr, tente de pousser son avantage en direction d'un bâtiment de l'un des services de sécurité, les tortionnaires du pouvoir syrien.

Ce ne sera pas facile. Depuis des immeubles, en surplomb, les positions de tir des loyalistes sont idéa-

les pour prendre les rues en enfilade. L'élan du groupe insurgé est brisé par les balles gouvernementales. « la seule pluie qu'on ait en ce moment à Alep », plaisante un combattant avant de vider son chargeur dans la rue d'où tombe l'acier meurtrier.

**« Vous tirez trop !
Il faut tirer pour tuer,
économisez
vos munitions »
Un commandant de l'ASL**

Si seulement les munitions et les armes n'étaient pas aussi rares côté ASL... Avec quelques kalachnikovs pour quinze et un vieux dragunov hors d'âge, les rebelles ne font pas le poids face à une armée dont les premières lignes ne manquent ni de moyens plus lourds, ni de compétence en matière de tir.

Un obus de mortier tombe pile à l'endroit où se tenait le groupe quelques instants plus tôt. Et lorsqu'un combattant tente de prendre une position de feu plus avantageuse, au cinquième étage d'un immeuble, un tir de RPG bien ajusté fait exploser la pièce et met un terme à cette percée.

Les forces gouvernementales sont à moins d'une centaine de mètres et leurs tireurs ont eu tout le temps de régler leurs tirs. L'armée régulière est figée dans ses positions, mais, en face, l'ASL n'a que l'avantage de sa mobilité à opposer. Le groupe reflue vers le point de départ, et se fait passer un savon d'anthologie par son commandant, qui crie aux hommes, à s'en briser les cordes vocales :

« Vous tirez trop ! Il faut tirer pour tuer, économisez vos munitions. »

Les autres groupes de l'ASL dispersés dans les environs tendent l'oreille et prennent des nouvelles par radio. Chaque unité, dans ce quotidien de la guerre floue, compte surtout sur elle-même. Quelques virages et quelques mosquées du XV^e siècle plus loin, des combattants fument à l'ombre en mangeant du raisin. C'est ici la lisière du quartier de Jdédé, où se trouve une forte communauté chrétienne. Devant sa minuscule échoppe, l'opticien, Abdul Masir, passe le jet d'eau et ramasse une grappe flétrie. Ce n'est pas parce qu'on tire à quelques dizaines de mètres qu'il faut renoncer à soigner l'entretien d'un voisinage aussi ancien que le commerce.

Abdul Masir est membre de la communauté orthodoxe syrienne. Sa famille se trouve à Souleymaniyé, un quartier voisin, désormais sous contrôle gouvernemental. En se signant, il remercie le ciel de Syrie et les hommes qui vivent dessous que les communautés religieuses, à ce stade, vivent encore en vieux voisins. *« L'armée tire sur tous les civils, sans leur demander leur religion, mais nous, on vit très bien ensemble. A Souleymaniyé ou à Aziziyé, les gens vivent sous contrôle du gouvernement mais ils ont peur. Ils sont obligés de se taire. »* Dans une maison voisine, des combattants prennent un peu de repos dans un bruit réconfortant de machine à coudre. Bref instant de répit dans une guerre civile qui ne fait aucun cadeau.

Le matin même, trois hommes ont été amenés devant l'hôpital le plus proche de la zone ASL, Dar Al-Shifa (porte du remède). Trois hommes dont les mains portent encore les traces de leurs liens, et dont les visages portent les stigmates des tortures atroces subies

avant d'avoir été exécutés. On les a trouvés dans un terrain vague de la zone industrielle, à l'est de la ville. Ceux qui ont épluché des hommes attachés, qui étaient-ils ? La foule, dans des murmures, accuse les forces de sécurité. Particulièrement celles des forces aériennes, dont le

bâtiment est proche de l'endroit où les corps mutilés ont été trouvés.

Une camionnette s'arrête dans un crissement ; en descend un premier homme qui soulève le drap recouvrant l'un des corps et se met à trembler comme une feuille. Il est le frère de l'une des victimes, et

il peut simplement répéter son nom : Mahmoud Sifreni. On emmène la dépouille avant que ne tombe un obus sur la foule.

L'hôpital a été touché plusieurs fois par des tirs gouvernementaux, comme en témoignent les impacts qui défigurent la façade. A l'intérieur, on soigne à la chaîne, essentiellement des civils touchés

Plus d'un mois de résistance de l'ASL à Alep

20 juillet Des affrontements éclatent à Alep, au nord de la Syrie, entre l'armée et l'ASL.

23 juillet Un responsable rebelle affirme que les insurgés ont « libéré » plusieurs quartiers, notamment Salaheddine.

26 juillet L'armée bombarde Salaheddine et d'autres quartiers.

27 juillet Des quartiers d'Alep sont mitraillés par les hélicoptères de l'armée. Des pays occidentaux se disent inquiets, redoutant un « désastre humanitaire ».

28 juillet L'armée lance l'assaut sur Alep. Salaheddine, bastion rebelle, est la cible principale.

29 juillet Des blindés tentent de nouveau de prendre Salaheddine où les insurgés résistent.

12 août Les rebelles syriens réclament une zone d'exclusion aérienne et des zones sûres près des frontières turque et jordanienne.

22 août Les Nations unies estiment à 18 000 le nombre de morts depuis le début du conflit, il y a dix-neuf mois.

« On soigne tout le monde. Si seulement le gouvernement pouvait arrêter de tirer sur l'hôpital »

Un médecin d'Alep

par les bombardements ou les tirs. Le docteur Ousmane vient de recevoir un garçon de 16 ans au bras arraché par un obus, un père et ses deux enfants estropiés par l'effondrement de leur maison sous un tir gouvernemental. *« Les autres, j'oublie presque ; en tout cas, je ne les compte plus. Je suis fatigué, je travaille en fait 24 heures sur 24. »*

Il cite, de mémoire, des blessés reçus la veille, en provenance du quartier de Qaterji, pris par l'ASL mais où des miliciens pro-gouvernementaux ont attaqué les insurgés. Sept blessés. *« On soigne tout le monde. Ah, si seulement le gouvernement pouvait arrêter de tirer sur l'hôpital, il y a trop d'obus qui tombent dans tous les quartiers voisins, c'est un massacre, on n'arrive pas à faire face. »*

L'hôpital d'Al-Shifa avait reçu, mercredi 29 août en début d'après-midi, 89 blessés depuis la veille à minuit. Le temps de finir le décompte, on amenait dans un minibus un homme inconscient, touché à la main. Quatre-vingt-dix. Sans compter les blessés les plus graves, évacués vers la Turquie. Et les morts. Un jour de bataille à Alep. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY



Un rebelle de l'ASL (en haut), dans le quartier de Qastal Al-Harami, au nord de la vieille ville d'Alep, le 29 août. A Bab Al-Nasr (en bas), les habitants tentent, coûte que coûte, de reprendre un semblant de vie normale, malgré les combats qui font rage.

LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Syria's Kurdish challenge to Turkey

By Gonul Tol

As international attention remains focused on the fighting in Syria, Turkey's military has been fighting lethal battles on its southern border with the Kurdistan's Workers' Party (PKK), which has waged a bloody war against Turkey for almost three decades. Just last week, nine people were killed when a car packed with explosives blew up close to a police station in Gaziantep, a city around 30 miles from the Syrian border. In response, the National Security Council (MGK) convened yesterday to discuss the recent PKK attacks and issued a statement vowing to avert the risks to its national security emanating from the violence in Syria. While the government has come under increased criticism for its Kurdish policy, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is placing the blame on Syrian President Bashar al-Assad. Ankara suspects the PKK is exploiting the chaos in Syria, and that Assad is supplying it with arms in retaliation for Turkey's support for the Syrian opposition.

The spike in the PKK's terrorist activity in Turkey comes amid mounting concerns in Ankara that the PKK and its affiliates are gaining ground in Turkey's southern neighbor. Particularly alarming was the capture of several towns along the Turkish border by the PKK's Syrian offshoot, the Party of Unity and Democracy (PYD). Turkey watched nervously as Kurdish groups took control of the towns after the withdrawal of Assad forces and hoisted the Kurdish flag over Syrian government buildings, along with posters of the PKK's imprisoned leader, Abdullah Ocalan.

Alarmed by the developments on its southern border, Turkey held a security summit at which top bureaucrats and government officials discussed Turkey's policy on Syria, the surge in PKK activity, and the PYD's enhanced grip on power in northern Syria. In a carefully worded statement following the summit, Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu emphasized that Turkey opposes Kurdish autonomy in northern Syria as long as the Assad regime remains in power, but that it will accept it afterwards if such autonomy is enshrined in a new constitution approved by the Syrian people. Also, Turkey will continue to support the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq and the Syrian opposition represented by the Syrian National Council (SNC) and will encourage them to contain the PKK. Lastly, Davutoglu stressed that Turkey will use military force if the PKK establishes itself in northern Syria.



These three points lead to one conclusion: Turkey will continue relying on Massoud Barzani, president of the KRG, and the SNC to keep Syrian Kurds' demands for autonomy and PKK activities in check. Of course Turkey has good reason to believe that both Barzani and the SNC will be willing to play their part.

Over the last year, Turkey has cultivated close rapport with Barzani. After the U.S. withdrawal from Iraq, relations between Erbil and Baghdad have sharply deteriorated over such issues as the status of oil-rich Kirkuk, the deployment of Kurdish Peshmerga forces, the hydrocarbon law, and power-sharing. Turkey serves both as a conduit for the KRG's oil exports to the West and as a political ally in fights with the Iraqi central government. Adding to Barzani's strategic value for Turkey is his increasingly problematic relationship with the PKK. The PKK mounting attacks against Turkey and Iran from northern Iraq invites retaliation from these countries via cross-border operations, which violate the KRG's sovereignty and frighten away badly needed investors.

Just as important for Turkey's strategic calculation in Syria is the SNC, the umbrella group leading the fight against Assad. The SNC was established in Turkey and has since been using Turkey as an organizing hub. Turkey is confident that the SNC will block Kurdish demands for autonomy or any form of political decentralization given that the SNC has already refused to offer written guarantees for political decentralization and the right to self-determination for Syrian Kurds. The current president of the SNC, Abdulbaset Sieda, of Kurdish origin, is known for his deference to perceived Turkish wishes.

Without a doubt, Turkey has leverage over both Barzani and the SNC. And yet, there is still one major problem with Turkey's strategy of containing the PKK and Kurdish demands through these actors: the influence of Barzani and the SNC over Syrian Kurds is limited.

Barzani is an important figure in the Syrian

Kurdish political movement. Most Kurdish parties in Syria have offices in Erbil, and Barzani exerts clout in their internal affairs. In 2008, for instance, Barzani appointed Abdulhakim Bashar as the new head of the Kurdistan Democratic Party of Syria. He is now leading the Syrian Kurdish National Council (KNC), the Syrian opposition group that was formed in October 2011 and is sponsored by Barzani. Through the KNC, Barzani wants to expand his influence over Syrian Kurds. But after downgrading formal links to Syrian Kurdish parties in a gesture to Ankara, Barzani has only limited power over rural Kurds in Syria close to the Iraqi border. KNC's standing among Syria's Kurds is no better. It is a coalition group of more than a dozen organizations but they are small and divided with little influence, especially in the western part of the Syrian Kurdish enclave.

The PYD, on the other hand, has expanded its grip on power in northern Syria at the expense of Barzani and the KNC since the beginning of the Syrian uprising. As the most organized, best-armed, and single largest Kurdish party in Syria, the PYD is able to mobilize large crowds. Its strong standing poses a threat to Turkey's strategic interests in Syria. Formed in 2003 by former members of the PKK, the PYD has adopted Abdullah Ocalan's ideology and calls for Kurdish "self-determination." To the dismay of Turkey, as well as Barzani and the KNC, the PYD's influence is likely to grow if the SNC fails to address and incorporate Syrian Kurdish demands into its post-Assad vision of Syria.

So far, the SNC has failed in that regard. Although the Kurds were involved in attempts to unify the opposition into the Syrian National Council, there has always been tension between the Kurds and the Arab opposition within the SNC. Arabs have accused Kurds of not participating effectively in the uprising against the regime, while Kurds have accused Arabs of turning a blind eye to Kurdish national rights and inviting Turkish intervention in Syria. In one famous incident in July, Kurds walked out of the Syrian opposition conference in Turkey when Arab opposition members insisted on keeping the name "Syrian Arab Republic." Most recently, a meeting of the Syrian opposition in Cairo collapsed into chaos after a Syrian Kurdish group walked out of the meeting because "the conference rejected an item that says the Kurdish people must be recognized." Currently, the Kurdish opposition has little representation within the SNC.

Ultimately, Turkey's strategy of controlling Syrian Kurds through Barzani and the SNC might not yield any tangible results. Instead, Turkey should do three things to secure its interests in Syria. First, it should engage in direct relations with Syrian Kurds rather than working through Barzani or the SNC. Second, instead of pressuring the SNC to

➤ contain Kurdish demands, Turkey should use its leverage to pressure the SNC to recognize Kurdish rights and incorporate Kurds into the political process. The more Kurds are excluded from the democratic process, the more radicalized they will become, and the more the PKK will expand its influence. And

last but certainly not least, Turkey has to permanently address its own Kurdish problem. The Syrian crisis has revealed that the Kurdish issue remains Turkey's soft underbelly. Assad's strategy of using the PKK as a trump card against Turkey attests to this simple fact: without tackling its own Kurdish

problem, Turkey will continue to render itself vulnerable to the vicissitudes of its neighbors' Kurdish politics.◆

Gonul Tol is the founding director of the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute.

Belfast
Telegraph

August 29, 2012

West's worry is Kurdish unity, not Syrian division

Patrick Cockburn

A favourite line of defence of embattled dictatorships is that, if their rule is relaxed, their country will be torn apart by ethnic, religious, or social strife.

Opponents of autocracy commonly respond that these fears are exaggerated and self-serving and it is dictators themselves who foment such divisions.

Both these arguments contain elements of truth and self-deception. In Iraq, under Saddam Hussein, many of his opponents genuinely believed that the divisions between Sunni, Shia and Kurd were primarily the result of his machinations.

Likewise, in Syria today, Bashar al-Assad has sought with some success to persuade the Alawites, Christians and other minorities, that they face oppression, if not slaughter, at the hands of Sunni insurgents.

A degree of self-deception about the extent of their own divisions is common to most

cities and countries where different communities live side-by-side.

So how far do this apply to Syria after a year-and-a-half of escalating conflict?

Politicians, diplomats and journalists are aware of the dangers of communal strife in Syria.

There is also the knowledge that it is much in the interests of the Syrian insurgents to play up the example of Libya, where Nato intervention appeared to succeed, and downplay Iraq when looking for foreign support.

At this stage, most people who see news of fresh fighting and atrocities in Syria pay less and less attention to what is happening there. Syria comes across as one more murderous imbroglio, like Iraq, Somalia, eastern Congo or Lebanon used to be or remain today.

Television pictures of extreme violence in such places no longer shock because they are part of the expected landscape.

These expectations have numbed the outside world and

most Syrians into paying too little attention to a crucial recent development in the Syrian crisis. It is an event likely to have immense impact not just on Syria, but on several of its neighbours. This is the withdrawal of almost all of the Syrian army in the north of the country along the Syrian border.

The Syrian Kurds (whose total numbers are about 2.5 million, or 10% of the Syrian population) have achieved de facto autonomy.

Both Bashar al-Assad and the Syrian rebels are vying for Kurdish support and have to accept, at least for now, the establishment of a Kurdish enclave.

The significance of what has happened is not immediately obvious until it is recalled that Kurdish nationalism is one of the great forces in Middle East politics.

The position of the Kurdish minorities in Iraq and Turkey is crucially important for their stability.

In Iraq, the Kurdistan Regional Government (KRG)

enjoys autonomy from Baghdad. If the Syrian Kurds achieve the same status of autonomy, close to independence, as in Iraq, how will Turkey be able to deny similar status to its own Kurdish minority in the south-east of the country?

In the years since the PKK (Kurdistan Workers Party) started guerrilla war against the Turkish state in 1984, Ankara has failed to crush the insurgents politically or militarily.

In the past couple of years, the Turkish Prime Minister, Recep Tayyip Erdogan, has short-sightedly opted for repression rather than concessions.

Turkey may come to regret its intervention in Syria. Turkey threatens to invade northern Syria if the PKK gains control there, but since it has failed to eliminate the movement at home, it is unlikely to do so abroad.

In Washington, Ankara, Baghdad and elsewhere, there is alarm that the political chessboard of the Middle East has suddenly changed in an unexpected way.

"The real fear isn't that Syria will be divided," says Aliza Marcus, an expert on the Turkish Kurds. "It's that the Kurds are uniting." ■

REUTERS

Iraqi Kurds ready for talks over crisis, oil law: deputy PM

BAGHDAD - August 30, 2012 (Reuters)

IRAQ'S Kurdistan is ready to restart negotiations with Baghdad to end a political crisis, focusing on a long-delayed oil law to hand regional authorities more say in managing energy resources, Iraq's Deputy Prime Minister Rosh al-Shawish, a Kurd, said.

The positive tone from Shawish signaled the Shi'ite-led central government and self-governed Kurdistan may be edging towards easing their dispute over oil, territory and power-sharing that is strai-

ning Iraq's uneasy federal union.

"Approving this draft and adding some amendments which are agreed on by all parties ... is the proper way to resolve this," the deputy prime minister, one of the go-between for talks between Baghdad and Kurdistan, said in an interview.

Shawish said Kurdish officials had met with the head of the Prime Minister Nuri al-Maliki's Shi'ite National Alliance, Ibrahim al-Jaafari, for preliminary talks, and the atmosphere had improved enough for them to see room for progress.

Shawish told Reuters Kurdistan believes the oil disputes can be resolved through an amended 2007 draft of an oil and gas law, which all parties had agreed to previously.

Kurdistan has tested Baghdad's resolve for months by signing deals with foreign oil majors, such as Exxon and Chevron, contracts the central government rejects as illegal and part of a Kurdish push for more autonomy. ○

Syrian Kurds sense freedom, power struggle awaits

BY PATRICK MARKEY / (REUTERS)

BAGHDAD - Some towns in northeastern Syria are flying yellow, green and red Kurdish flags as long-oppressed Kurds exploit an uneasy vacuum left by President Bashar al-Assad's retreating forces.

Syrian Kurds may be enjoying a breath of freedom after Assad appears to have ceded control of some areas to focus on the battle against mainly Sunni Muslim Arab rebels fighting in Damascus and Aleppo.

But their aspirations for autonomy could crumble into a complex power struggle involving rival Kurdish groups, Syrian opposition factions and nervous neighbours Turkey and Iraq.

In the last few weeks, Assad's forces have withdrawn from Kurdish towns or left only a token presence, opposition activists, security experts and diplomats say. The rebel Free Syrian Army is also absent, leaving Kurds to their own devices.

Or perhaps not quite.

Ankara has accused Assad of arming a Syrian Kurdish party closely linked to the Kurdistan Workers Party (PKK), which has been fighting for autonomy in southeast Turkey for the past 28 years in a struggle in which 40,000 people have been killed.

Turkey has threatened to intervene militarily to counter any threat from the PKK in northeastern Syria, where the pro-PKK Democratic Union Party (PYD) is observing a delicate agreement with its weaker rival, the Kurdish National Council (KNC).

The two Kurdish groups are divided over what goals to pursue if Assad falls and they distrust Syria's mainly Arab opposition.

The Shi'ite-led government in Baghdad is also looking on with alarm after Iraq's autonomous Kurdistan hosted a Turkish minister and sought influence in Kurdish parts of Syria, brokering the fragile unity agreement between the PYD and KNC.

Arbil, capital of Iraqi Kurdistan, is also training Syrian refugees to "protect" Kurdish areas when they return home.

"The Kurdish parts of Syria will undoubtedly become the focus of the power struggle that is emerging in the region over Syria," said Joshua Landis, a Syria expert at the Center for Middle East Studies at Oklahoma University.

"Sunni Arabs and Turks will line up against it. Shi'ite forces will be inclined to encourage Kurdish independence if only to hurt the Sunni Arabs," he said, even though this seems at odds with Baghdad's own distaste for Kurdish

aspirations.

POWER GAMES

SYRIAN Kurds have long faced discrimination, a lack of full citizenship rights and forced displacements. But Assad sought to dissuade them from joining the uprising against him that erupted elsewhere in March 2011 by promising citizenship.

Now the PYD says it has taken over Syrian towns such as Kobani, Derik and Efrin without a fight.

This, security analysts say, may be a ploy by Assad to allow PKK influence to expand, taking revenge on Turkey for hosting the rebel Free Syrian Army on its southern border.

For years Assad's late father sheltered Abdullah Ocalan, leader of the PKK, branded a terrorist group by Turkey and its Western allies. A detente between Damascus and Ankara later forced PKK fighters in Syria to move to northern Iraq.

For now the situation in Syria's Kurdish areas, enjoying de facto autonomy, seems "relatively stable, but fragile", said one diplomat, who suggested that Turkish reactions and events elsewhere in Syria might determine how long this would last.

Kurdish autonomy is a sensitive topic not just for Turkey, but also for Assad's foes in the Syrian National Council (SNC), dominated by Arab groups such as the Muslim Brotherhood.

Many Kurds believe the SNC has Arab nationalist instincts, hostile to Kurdish aspirations, even though its new leader is himself a Kurd.

In 2004, Syrian Kurds clashed with security forces after an incident in the Kurdish city of Qamishli. Then, they said, Kurds received no help from those now leading the anti-Assad revolt.

"The Kurds can no longer live like they did in the past," said PYD representative in Iraqi Kurdistan, Hussein Kojar.

"The Free Syrian Army could not get into our areas because our defence groups keep them out."

TURKISH DISMAY

Iraqi Kurdistan's President Masoud Barzani helped forge the deal under which the PYD and the KNC formed a joint committee to promote Kurdish interests in Syria, pending Assad's fall.

KNC officials envisage elections after that, but do not deny political differences with their PYD partners.

"We have a deal to work together, share ideas, but we are not united in one body," KNC representative Abdul Hakim Bashar said. "Let's be

clear, we have our party and they have theirs."

Turkish leaders are upset about the PYD wielding power in north Syria, warning of military action if the PKK starts to threaten Turkey from there. They stress Syrian national unity and want other Kurdish groups to assert themselves, not the PYD.

"Turkey faces a dilemma: it wants the (Assad) regime to go, but not to the benefit of the Kurds, and especially not the PYD/PKK," said Joost Hiltermann at International Crisis Group. "Turkey is now working with Barzani to contain the PKK."

Turkey's foreign minister met Syrian Kurdish leaders, but not the PYD, and the Syrian National Council in Arbil in August.

The crisis in Syria and how to handle Syrian Kurds are also causing friction between Baghdad and Arbil, which already feud over disputed land and oilfields on their own internal border.

The Iraqi government, close to Assad's main ally Iran, has resisted pressure from Saudi Arabia and Qatar for a tougher line on Assad, fearing hardline Sunnis might take power in Syria.

Kurdistan's regional government is closer to Turkey and has quietly begun helping Syria's Kurds.

"We are in favour of people getting their rights," Arbil's foreign relations chief, Falah Mustafa Bakir, told Reuters.

"We do not interfere in their affairs, the future of Syria has to be determined by the Syrians... but for us, the Kurds have to be respected and have to be recognized."

Kurdistan Peshmerga troops have given basic military training to a "few thousand" Kurdish refugees from Syria in anticipation of a chaotic aftermath should Assad fall.

Bakir said they could be sent back to Syria to protect Kurdish areas under the control of the PYD-KNC council.

All this worries Baghdad which already sees Kurdistan grabbing at more autonomy from central government by signing deals with oil majors such as Exxon, Chevron and Total.

It is a complex balance for Iraqi Kurds, weighing broader Kurdish ambitions against the benefits of friendship with Turkey, which offers investment and aid to build pipelines that may eventually give Kurdistan more energy autonomy from Baghdad.

"Kurdistan is acting like an independent nation," said Iraqi government spokesman Ali al-Dabbagh. "It is not good for Kurdistan to weaken Baghdad's foreign policy." □

“BIENTÔT, NOUS AURONS UN PAYS À NOUS, COMME EN IRAK...”

Syrie : voyage dans un Kurdistan libre

Depuis le retrait de l'armée syrienne, des miliciens ont pris le contrôle de la région kurde du nord de la Syrie. Mais ils sont proches de la guérilla du PKK, l'ennemi numéro un de la Turquie...

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le rendez-vous a été fixé dans les ruines désertiques d'une ancienne garnison de Saddam Hussein, à quelques kilomètres au sud du village de Faysh Khabur, sur la rive droite du Tigre. En cette fin de journée carriculaire, le soleil se couche avec nonchalance et la couleur des collines arides tire lentement sur le violet. Face à nous, la frontière irako-syrienne, l'une des plus sensibles au monde. La Turquie est là aussi, au nord, à quelques encablures. Pas moins de quatre armées régulières et une guérilla se côtoient dans un rayon de quinze kilomètres. Une frontière virtuelle pour Serdar, notre guide, qui plaisante en nous accueillant : « Ici, nous ne sommes ni en Irak ni en Syrie. Nous sommes au Kurdistan. » Originaire de Qamishli, principale ville kurde en territoire syrien, ce petit bonhomme de 28 ans aux cheveux soigneusement gominés avoue avoir fréquenté les montagnes de Kandil, quartier général de la guérilla indépendantiste du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Rompu aux missions sensibles, il connaît tous les pièges du chemin des clandestins sur lequel il nous entraîne. Entre chien et loup, un ballet de pick-up. Plusieurs dizaines de personnes descendent des voitures, des femmes âgées chargées de lourds bagages et des enfants en bas âge accrochés au bras de leurs parents. Voyageur solitaire, Ciwan rentre au pays pour retrouver sa femme et ses deux fils : « Je suis venu en Irak pour fuir la situation, il y a tout juste deux semaines. Mais je n'ai trouvé aucun travail. Alors je ne pouvais pas rester. »

Pour entrer en Syrie, il faut marcher

une heure dans un no man's land. En file indienne de préférence. Sur les panneaux à notre droite, des têtes de mort explicites rappellent que la zone est minée. A découvert, il faut hâter le pas : « Les soldats de l'armée régulière irakienne patrouillent parfois par ici », explique Serdar. En face, les soldats syriens, eux, ne représentent plus aucune menace. Ils ont disparu du paysage depuis plusieurs semaines. L'obscurité est totale quand nous franchissons l'ultime talus qui matérialise la frontière. A l'abri juste derrière, sur une route de terre, chacun reprend son souffle. Dans la nuit noire, les écrans des téléphones portables s'allument et Serdar explose de rire en montrant le SMS d'au revoir de l'opérateur irakien : « Nous vous souhaitons un bon séjour en Syrie ! »

Celui-ci commence par le passage d'un premier barrage. Vert, rouge et jaune, les couleurs peintes à l'entrée du poste de garde ne laissent guère de doute : les hommes armés sont kurdes. Jeunes, la kalachnikov en bandoulière, ils ne portent aucun uniforme. Les murs rose bonbon, eux, ont visiblement appartenu au régime un certain temps. On y devine encore deux drapeaux syriens recouverts à la hâte de peinture blanche. Soudain, des coups de feu retentissent au loin et deux balles traçantes se faufilent dans le ciel comme des étoiles filantes. Les miliciens saisissent à leur tour leur mitraillette et tirent en l'air. En ce 15 août, ils célèbrent une « importante victoire militaire » du PKK.

Pourtant, officiellement, la guérilla marxiste n'est pas active dans le nord-est de la Syrie. C'est son petit frère politique, le Parti de l'Union démocratique (PYD), qui contrôle la région depuis plus d'un mois. Comme les

pétales d'une fleur fanée, les principales villes kurdes syriennes sont tombées les unes après les autres, sans le moindre combat. « Ilya d'abord eu Kobane le 18 juillet, puis Amuda le 19 et Derik le 20 », égrène, tout sourire, Rénas, jeune sympathisant du PYD. Autant de victoires qui inquiètent au sein même de la minorité kurde de Syrie. « Nous avons beaucoup de problèmes avec les hommes du PYD », dénonce Moustapha Joumah, vice-président du Conseil national kurde, dans un hôtel de la ville irakienne d'Erbil. Nous n'avons pas les mêmes vues politiques, alors ils cherchent à nous contrôler par la force. » Pour de nombreux observateurs, cette prise de pouvoir s'est faite avec l'accord du régime syrien, trop affairé à ses sales besognes du côté de Damas et d'Alep.

Le balancement mécanique des pompes à pétrole anime le désert tout au long des vingt kilomètres qui séparent la frontière de la ville de Derik. « Pour l'instant, Bachar al-Assad ne nous les a pas confiées », précise, envieux, notre chauffeur. A l'entrée de cette commune de 50 000 habitants, un ultime check point. Il est tenu par des civils armés. Tous sont volontaires au sein des « unités de défense populaire » (YPG). Dans le centre-ville, de nombreux symboles du régime ont été détruits ou sommairement recouverts de peinture. En revanche, personne n'a osé déboulonner l'imposante statue d'Hafez al-Assad. L'administration syrienne, elle, est toujours présente, retranchée dans son quartier général face au bazar. « Ils sont désormais comme nos invités, reconnaît Mohamad Sahid, responsable du PYD à Derik. Il n'y a pas d'accord entre nous, mais nous voulons évi-

LA DIASPORA KURDE

Les Kurdes représentent une population d'environ 30 millions de personnes, réparties au Moyen-Orient, en Europe, aux Etats-Unis et dans les régions du Caucase. Ils vivent principalement en Irak (5 millions), en Iran (8 millions) et en Turquie (entre 12 et 15 millions). En Syrie, ils sont 2 millions et constituent près de 10% de la population.

